Enjeux Contemporains

Sous la direction de
ÉLISABETH VALLET et DAVID GRONDIN

LES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES AMÉRICAINES

Préface de
CHARLES-PHILIPPE DAVID
et LOUIS BALTHAZAR

Presses de l'Université du Québec

LES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES AMÉRICAINES

PRESSES DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC
Le Delta I, 2875, boulevard Laurier, bureau 450
Sainte-Foy (Québec) G1V 2M2
Téléphone : (418) 657-4399 · Télécopieur : (418) 657-2096
Courriel : puq@puq.ca · Internet : www.puq.ca

Distribution :

CANADA et autres pays
DISTRIBUTION DE LIVRES UNIVERS S.E.N.C.
845, rue Marie-Victorin, Saint-Nicolas (Québec) G7A 3S8
Téléphone : (418) 831-7474 / 1-800-859-7474 • Télécopieur : (418) 831-4021

FRANCE
DISTRIBUTION DU NOUVEAU MONDE
30, rue Gay-Lussac, 75005 Paris, France
Téléphone : 33 1 43 54 49 02
Télécopieur : 33 1 43 54 39 15

SUISSE
SERVIDIS SA
5, rue des Chaudronniers, CH-1211 Genève 3, Suisse
Téléphone : 022 960 95 25
Télécopieur : 022 776 35 27

DANGER
LE PHOTOCOPILLAGE TUE LE LIVRE

La *Loi sur le droit d'auteur* interdit la reproduction des œuvres sans autorisation des titulaires de droits. Or, la photocopie non autorisée – le « photocopillage » – s'est généralisée, provoquant une baisse des ventes de livres et compromettant la rédaction et la production de nouveaux ouvrages par des professionnels. L'objet du logo apparaissant ci-contre est d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir de l'écrit le développement massif du « photocopillage ».

LES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES AMÉRICAINES

Sous la direction de
ÉLISABETH VALLET et DAVID GRONDIN

2004

Presses de l'Université du Québec
Le Delta I, 2875, boul. Laurier, bur. 450
Sainte-Foy (Québec) Canada G1V 2M2

Données de catalogage avant publication de Bibliothèque et Archives Canada

Vedette principale au titre :

Les élections présidentielles américaines

(Enjeux contemporains)
Comprend des réf. bibliogr.

ISBN 2-7605-1286-X

1. Présidents – États-Unis – Élection. 2. Pouvoir exécutif – États-Unis.
3. États-Unis – Politique et gouvernement – 2001- . 4. Présidents – États-Unis – Élection – 2004.
5. Campagnes électorales – États-Unis. 6. Candidats à la présidence – États-Unis.
I. Vallet, Élisabeth. II. Grondin, David. III. Collection : Enjeux contemporains
(Presses de l'Université du Québec).

JK528.E43 2004 324.973 C2004-941052-0

Nous reconnaissons l'aide financière du gouvernement du Canada
par l'entremise du Programme d'aide au développement
de l'industrie de l'édition (PADIÉ) pour nos activités d'édition.

Mise en pages : CARACTÉRA PRODUCTION GRAPHIQUE INC.

Couverture : RICHARD HODGSON

1 2 3 4 5 6 7 8 9 PUQ 2004 9 8 7 6 5 4 3 2 **1**

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés
© 2004 Presses de l'Université du Québec

Dépôt légal – 3e trimestre 2004
Bibliothèque nationale du Québec / Bibliothèque nationale du Canada
Imprimé au Canada

Préface

Le rêve de la vérité est aussi dangereux que nécessaire. S'il n'avait l'illusion de pouvoir atteindre la vérité, jamais l'homme ne se battrait pour un monde meilleur. Mais, de cette illusion-là, on a vite fait de tomber dans une autre, celle de posséder la vérité qui ouvre la voie aux pires aberrations.

Michel Crozier, 1980[1]

Comme le souligne l'un des auteurs de cet ouvrage, reprenant en cela les mots de Tocqueville, l'élection du président des États-Unis est un moment de « crise nationale[2] ». On serait même tenté d'en souligner la portée internationale, tant la lecture de la presse européenne, arabe, africaine montre à quel point l'élection du président des États-Unis intéresse les citoyens du monde. C'est pour cela que l'ensemble des jeunes chercheurs de l'Observatoire sur les États-Unis, créé il y a maintenant plus de deux ans à la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques de l'Université du Québec à Montréal, ont choisi d'expliquer les rouages et arcanes de l'élection présidentielle américaine. L'Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand réunit en son sein des spécialistes des questions américaines dans le monde francophone, en France

1. Michel Crozier (1980). *Le mal américain*, Paris, Fayard, coll. Pluriel, p. 75.
2. Alexis de Tocqueville (1981). *De la démocratie en Amérique*, tome I, Paris, Flammarion, p. 208.

et au Québec. Pôle innovateur en études américaines, il a maintenant acquis une expertise et produit une série de publications, en français et en anglais. Trait d'union entre l'univers francophone et des centres de recherche américains, interface entre le monde universitaire et la sphère privée, l'Observatoire est à l'origine d'une série de conférences et de plusieurs colloques. Il maintient de surcroît un site Web sur les questions américaines (www.dandurand.uqam.ca).

Le présent ouvrage est le résultat de cette construction originale. Il est également le fruit du travail de jeunes chercheurs désireux de mieux faire comprendre les réalités américaines : la critique doit être fondée sur une connaissance approfondie de l'objet, ce que les chercheurs ont tenté de réaliser. L'un des rares ouvrages du genre en langue française, ce livre embrasse les dimensions culturelles, politiques, juridiques et sociologiques du processus de désignation de l'exécutif américain. L'exercice n'était pas facile, car il s'agissait là d'un système complexe, issu d'une longue stratification de normes et d'usages, animé par une myriade d'acteurs. Il fallait pourtant répondre à une demande croissante d'information des étudiants, des chercheurs et du grand public. L'architecture de cet ouvrage offre donc une analyse à visée évolutive : le lecteur appréciera la justesse et la précision de l'analyse, l'étudiant, la clarté du propos, le chercheur, la qualité de la bibliographie générale. Ces principes, empruntés à l'académicien Knut Schmidt-Nielsen, véritable modèle pour les jeunes chercheurs et qui associe le savoir à l'intelligibilité du propos, la pédagogie à la recherche universitaire[3], sont le maître mot de ce livre. L'ouvrage va au cœur des problématiques américaines, les approfondit, s'appuyant sur plusieurs années de réflexion au sein de l'Observatoire.

Une fois encore et comme toutes les années bissextiles, l'*hyperpuissance* va désigner le « maître du monde ». L'événement n'est pas anodin. Mais, au-delà de la seule actualité, les directeurs de cet ouvrage ont souhaité offrir une analyse qui s'inscrive dans la durée, alors que le président américain occupe une position toujours plus centrale dans le système politique américain. Si l'on a pu y voir l'ombre d'un monarque[4], la réalité est moindre et les *checks and balances* font leur œuvre. Il est toutefois certain que le 11 septembre est venu renforcer l'assise du président et le poids de sa fonction, dans un enchaînement d'événements dont les spécialistes auraient eu peine à prévoir la survenance en 2000[5]. Il reste que le président devient le point convergent d'un

3. Knut Schmidt-Nielsen (1998). *The Camel's Nose*, Washington, D.C., Island Press, p. 308-310.
4. Eugene Rostow (1989). « President, Premier Minister or Constitutional Monarch ? », *The American Journal of International Law*, vol. 83, p. 741.
5. On ne peut que renvoyer à l'excellent livre de Bart K. Holland (2002), *What Are the Chances ?*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, p. 4-29.

certain nombre de politiques étrangères et que, de ce fait, il importe de comprendre les tenants et aboutissants de l'élection présidentielle américaine. Il devient également essentiel pour nos gouvernements de prendre la mesure du conservatisme américain, d'intégrer l'architecture politique et bureaucratique pour parvenir peut-être enfin à user efficacement de la diplomatie publique pour infléchir les élans de la politique étrangère américaine vers davantage de « *soft power*[6] ». On ne le répétera pas assez, le lien entre la politique étrangère américaine et la politique intérieure est plus étroit que jamais. Le comprendre et l'analyser est le mandat de l'Observatoire sur les États-Unis, le diffuser, celui de la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques. C'est donc une belle contribution à la recherche et à l'information du public que nous voulons souligner ici.

Charles-Philippe David et Louis Balthazar
Août 2004

6. Prôné par le célèbre universitaire de Harvard, dont on signalera d'ailleurs le dernier ouvrage : Joseph Nye (2004). *Soft Power : The Means to Success in World Politics,* New York, PublicAffairs.

Table des matières

Préface VII

INTRODUCTION
La course à la présidence 1
David Grondin et Élisabeth Vallet

PARTIE 1
Le système électoral

CHAPITRE 1
La sélection des candidats à la présidence 13
Élisabeth Vallet

La désignation des délégués au niveau local 14
Les caucus 15
L'origine des caucus 15
Le fonctionnement des caucus 15
Les primaires 16
L'origine des primaires 17
Les raisons de la mise en place des primaires 19
L'organisation des primaires 19
La répartition des délégués 21
Un difficile parcours pour les candidats 22
L'accession aux primaires 22
Les contraintes du calendrier 23
La désignation des candidats du parti
à la convention nationale 29
Le lieu de la convention nationale 30
Le déroulement de la convention nationale 31
L'ouverture de la convention 31

L'adoption de la plate-forme électorale 31
La désignation du candidat à la présidence 33
La désignation du candidat à la vice-présidence 34
Les discours d'acceptation 36
Bibliographie 38

CHAPITRE 2
L'élection du président 41
Élisabeth Vallet

L'élection des grands électeurs 42
La période de la campagne électorale 42
Les débats électoraux 43
Le dépôt des listes de grands électeurs 45
Le vote populaire 46
La nature de l'électorat 46
Le taux d'abstention aux élections présidentielles ... 46
« *Getting the vote out* » 48
Le scrutin 48
L'organisation du scrutin 49
Le mode de scrutin 52
Le contentieux du scrutin 53
L'effet de distorsion du mode de scrutin 55
Le collège électoral 59
La répartition des grands électeurs 59
Le mandat des grands électeurs 61
La désignation du président 63
Deux votes distincts 63
Le procédé de « l'élection contingente » 64
Le décompte 64
La transition 65
L'administration de la transition 65
Les cas de vacance du pouvoir pendant la transition 66
La cérémonie de passation des pouvoirs 67
Bibliographie 69

CHAPITRE 3
Le financement des campagnes électorales 71
Élisabeth Vallet et Karine Prémont

Une volonté de moraliser la vie politique 73
L'encadrement du financement des élections au Congrès .. 74
L'encadrement du financement
des élections présidentielles 74

La réglementation du financement électoral 77
Le plafonnement des contributions électorales 78
L'encadrement des dépenses électorales 79
Le financement public des élections présidentielles 83
La transparence des comptes de campagnes 86
Bibliographie 89

CHAPITRE 4
L'influence des partis politiques dans une ère post-partisane conservatrice 91
Sébastien Barthe

Les partis politiques : considérations fonctionnelles 94
Le fonctionnement des institutions 94
L'élaboration des programmes politiques 95
Le choix des candidats 95
Les ères partisanes : historique 97
L'ère des fédéralistes et des démocrates-républicains : « l'ère des bons sentiments » 97
L'ère « démocrates contre whigs » 99
L'ère de l'ascendance des républicains 100
L'ère du mouvement populiste et des réformes progressistes 102
L'ère du *New Deal* et de la Grande Coalition 103
L'ère de la résurgence républicaine ? 105
Les limites du modèle des ères partisanes 107
L'avènement d'une ère post-partisane 109
L'émergence d'une ère conservatrice (?) 112
Bibliographie 116

CHAPITRE 5
Le rôle des médias et de l'opinion publique 119
Karine Prémont et Benoît Gagnon

L'opinion publique : influence et outils de prise de décision . . . 121
Les sondages d'opinion 121
Les débats télévisés 123
Les publicités 124
Le rôle et l'impact des médias durant la campagne présidentielle 127
Les journaux 128
La télévision 130
« www.elections.gov » 135
Bibliographie 145

PARTIE 2
Les enjeux électoraux des élections présidentielles

CHAPITRE 6
L'influence de la politique étrangère américaine dans les élections présidentielles 149
Frédérick Gagnon

La guerre froide et l'importance des enjeux de politique étrangère pour les présidentielles 152
L'après-guerre froide et le déclin des enjeux de politique étrangère pour les présidentielles 154
L'après-11 septembre 2001 et le regain d'importance des enjeux de politique étrangère pour les présidentielles 156
Capitaliser sur le 11 septembre 2001 160
Les républicains comme parti de la sécurité 163
Les effets du 11 septembre 2001 sur l'électorat 165
Bibliographie 168

CHAPITRE 7
La place des enjeux de politique intérieure dans les élections présidentielles américaines 169
Anne-Marie D'Aoust et Frédérick Gagnon

Les enjeux de politique intérieure dans les campagnes présidentielles 170
La place de la politique intérieure dans les campagnes présidentielles 171
La nature des enjeux de politique intérieure 171
Les enjeux fondamentaux de la campagne 2004 173
Les enjeux économiques 173
L'emploi 174
Les déficits 176
Les enjeux sociaux 179
Le système de santé 179
L'éducation 182
Le mariage gai 185
Le terrorisme et les libertés individuelles 188
L'avortement 190
Le contrôle des armes à feu et la criminalité 195
La peine de mort 196
Bibliographie 201

CHAPITRE 8
Identité, différence et exceptionnalisme dans la rhétorique présidentielle américaine 203
Anne-Marie D'Aoust

Le mythe de l'exceptionnalisme dans la rhétorique présidentielle 205
Une réappropriation de l'expérience historique des premiers colons 205
Un mythe culturel consensuel réactivé par la rhétorique présidentielle 209
L'exceptionnalisme, discours unificateur d'une société fragmentée 211
Le paradoxe d'une société unique évoluant dans un univers multiculturel 212
Le miroir de l'Autre au cœur de la rhétorique identitaire et sécuritaire 218
Les élections présidentielles, moment de réaffirmation de l'identité américaine 219
Les élections présidentielles, expérience identitaire rituelle 219
La réaffirmation de l'exceptionnalisme américain dans la campagne électorale 2004 221
Le rejet de l'impérialisme américain, opposé à l'exceptionnalisme 224
Le déni de l'empire dans la culture identitaire américaine 224
Une alternative à l'exceptionnalisme comme fondement identitaire 227
Bibliographie 230

CONCLUSION
Les élections présidentielles, lieu de débat sur les valeurs et les visages de l'Amérique 231
David Grondin

Bibliographie 239

Glossaire 255
Élisabeth Vallet et Karine Prémont

Index 269

À propos des auteurs 281

INTRODUCTION

La course à la présidence

David Grondin
et Élisabeth Vallet

La présidence est une institution dont on peut avoir la charge temporaire. Et c'est comme cela qu'elle doit être comprise. En aucun cas ne doit-on imaginer qu'elle appartienne à un individu.

Ronald Reagan[1]

1. Traduit par nous. Ronald Reagan, cité dans Charles O. Jones (1994), *The Presidency in a Separated System*, Washington, D.C., Brookings Institution Press, p. 27.

Les élections présidentielles américaines constituent désormais un moment clé de la vie politique mondiale[2]. Si elles intéressent tant les Américains que le reste du monde, c'est parce que les États-Unis sont devenus incontournables dans les affaires internationales. L'« hyperpuissance » ne laisse personne indifférent[3] : l'évolution politique américaine a des répercussions sur nombre de réalités régionales et de dossiers internationaux. Dès lors, parce que la présidence constitue la clef de voûte du système constitutionnel américain, puisque le président incarne aux yeux du reste du monde la politique étrangère de l'hégémon, sa désignation revêt une importance déterminante, et toute alternance politique est anticipée, crainte ou espérée.

Le processus des élections présidentielles est complexe et reflète en cela la grande diversité qui marque les « États unis » d'Amérique. Loin de former un bloc monolithique en effet, les États-Unis sont avant tout l'agrégation de colonies devenues indépendantes. La manière dont ils se sont construits, la façon dont ils ont perçu l'ancienne puissance tutélaire ont façonné la démocratie américaine et ses dysfonctionnements. Certains débats traduisent d'ailleurs une formidable constance au travers des siècles, qu'il s'agisse de remettre en cause le collège électoral, les iniquités du mode de scrutin, la probité des scrutateurs, le format des bulletins de vote, le bien-fondé du recomptage des voix, la légitimité (ou l'illégitimité) d'un président élu avec moins de suffrages populaires que son adversaire.

⁂

« Ne demandez pas ce que votre pays peut faire pour vous ; demandez-vous ce que vous pouvez faire pour votre pays[4] », déclarait Kennedy en 1961. Ces mots gravés dans le marbre du célèbre cimetière d'Arlington en Virginie appartiennent aujourd'hui à la culture politique américaine. Et c'est dans cet esprit que veut s'inscrire l'action de George W. Bush au lendemain du 11 septembre pour sortir le pays de son traumatisme. Soudainement, sa stature change. Sa crédibilité paraît accrue et sa cote de popularité remonte. En réalité, Bush répond alors aux canons définis par la culture politique des États-Unis, selon lesquels le président doit être en mesure d'assumer les pleines responsabilités

2. Charles O. Jones, *op. cit.*, p. ix.
3. Voir Jean-François Revel (2003), *L'obsession anti-américaine*, Paris, Plon et Charles-Philippe David (dir.) (2003), *Nous, antiaméricains ? Les États-Unis et le Monde*, Montréal, Les Cahiers Raoul-Dandurand, nº 7.
4. Voir John Fitzgerald Kennedy (20 janvier 1961), *Inaugural Address*, Washington, D.C. <http://www.cs.umb.edu/jfklibrary/j012061.htm> (mai 2004).

du pouvoir exécutif[5]. Le politique est au cœur de la présidence, car c'est politiquement que le président parviendra à convaincre non seulement le public mais aussi les élites, notamment les parlementaires du Congrès, que ses actions sont judicieuses et ses décisions justes. En ce sens, le *leadership* constitue la pierre angulaire de la présidence[6]. Dès lors, quand Richard Neustadt évoque le pouvoir présidentiel, c'est pour parler du « pouvoir de persuasion » du président : le président est élu pour sa personnalité et pour son sens de la conviction, qui commandera le respect de ses subalternes et sa légitimité décisionnelle. L'institution est marquée par le symbolisme et l'Histoire par les présidents. Dès lors qu'ils prennent les rênes du pouvoir, les présidents savent qu'ils seront jugés sur la base des traditions politiques établies par leurs prédécesseurs et, surtout, par rapport aux plus illustres de ceux-ci : la présidence comporte des éléments récurrents que l'on retrouve dans la culture présidentielle, « des significations partagées de la présidence, provenant de plusieurs épisodes sélectifs de l'histoire de l'institution et qui sont transmises d'une génération à l'autre par la socialisation politique[7] ». À ce titre, George Washington, premier président des États-Unis, demeure le référent incontournable : leader charismatique, il symbolise la nouvelle nation, personnifie ses valeurs et ses ambitions[8]. Aussi, à son image, les présidents de l'ère contemporaine doivent-ils symboliser la stabilité politique et l'unité nationale[9]. Comme on le lira dans cet ouvrage, à l'ère de la télévision et des multimédias les présidents américains ne contrôlent pas, comme dans un système parlementaire, les bases partisanes[10]. Cependant, l'omniprésence des médias dans les campagnes électorales comme dans la politique quotidienne rend les candidats plus importants que les partis[11] :

---

5. « *If the president is powerful, unique, and morally good, then the nation he symbolizes is secure in its power, mission, and morally correct course. A symbolized meaning* […] *needs not be factually true, but will tap ideas already in the public philosophy, ideas people want to be true.* » Voir Barbara Hinckley (1990), *The Symbolic Presidency : How Presidents Portray Themselves*, New York et Londres, Routledge, p. 15.
6. À ce titre, on doit souligner l'analyse classique de Richard Neustadt, d'abord publiée en 1960 et rééditée maintes fois depuis : (1991). *Presidential Power and the Modern Presidents : The Politics of Leadership from Roosevelt to Reagan*, New York, Free Press.
7. Bruce Buchanan, cité par Joseph A. Pika, John Anthony Maltese et Norman C. Thomas (2002). « Election Politics », dans *The Politics of the Presidency*, 5e éd., Washington, D.C., CQ Press, p. 23.
8. Seymour Martin Lipset (1979). *The First New Nation : The United States in Historical and Comparative Perspective*, New York, Norton, p. 18.
9. Barbara Hinckley, *op. cit.*, p. 3-9.
10. Sydney M. Milkis (1998). « The Presidency and Political Parties », dans M. Nelson (dir.), *The Presidency & the Political System*, 5e éd., Washington, D.C., CQ Press, p. 374-407.
11. Martin P. Wattenberg (1990). « From a Partisan to a Candidate-centered Electorate », dans Anthony King (dir.), *The New American Political System*, 2e éd., Washington, D.C., AEI Press, p. 139-174.

le système politique, basé sur les institutions, glisse ainsi vers un système basé sur la personnalité de la présidence et l'image[12]. En ce sens, la présidence devient un spectacle[13].

⁂

La présidence ne se résume toutefois pas à un spectacle. Le dessein des Pères fondateurs du système politique américain était de protéger à tout prix le pays de la tyrannie. Fidèles en cela à John Locke, ils ont bâti une structure pensée d'après l'Histoire, en essayant d'éviter les écueils de la confusion des pouvoirs et en tentant d'enserrer le pouvoir fédéral dans un carcan normatif : le système dans son entier est articulé autour d'une série de compromis[14] visant à préserver la liberté des individus. Le pouvoir a ainsi été divisé de façon horizontale (fédéralisme) et verticale (séparation des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire)[15].

La division horizontale du pouvoir a donc fait l'objet d'un premier compromis : le fédéralisme américain est issu d'une logique confédérale. Le « pacte fédéral » de Philadelphie (1787) est le fruit d'une association d'États jaloux de leur souveraineté, désireux de conserver une autonomie considérable et notamment leur pouvoir d'auto-organisation. Ainsi le fédéralisme à l'américaine est en réalité très distendu et l'État fédéral n'a qu'une très faible marge de manœuvre pour affirmer de véritables politiques nationales[16]. Les pressions régionales, la disparité du développement économique, les différences culturelles sont telles que les politiciens américains doivent agir en entrepreneurs politiques pour maximiser leurs chances d'élection et de réélection. Selon la base électorale la plus convoitée par la présidence, certaines régions seront privilégiées[17]. Le système électoral

---

12. Bruce Miroff (1998). « The Presidency and the Public : Leadership as Spectacle », dans M. Nelson (dir.), *The Presidency & the Political System*, 5e éd., Washington, D.C., CQ Press, p. 302. Theodore Lowi (1985). *The Personal President*, Ithaca, NY, Cornell University Press, p. 96.
13. « *To understand the modern presidency as a form of spectacle, we must consider the representation of the president as a spectacular character, his team's role as supporting performers, and the arrangement of gestures that convey to the audience the meaning of his decisions* […] *Spectacle is expected by the public as the most visible manifestation of presidential leadership* », Bruce Miroff, *op. cit.*, p. 320.
14. Voir à ce sujet André Tunc (1965), *Les États-Unis*, Paris, LGDJ, p. 17, ainsi que Charles-Philippe David, Louis Balthazar et Justin Vaïsse (2003), *La politique étrangère des États-Unis – Fondements, acteurs, formulation*, Paris, Presses de Sciences Po.
15. Dominique Turpin (1999). *Droit constitutionnel*, Paris, Presses universitaires de France, p. 622.
16. Peter Trubowitz (1998). « Regional Conflict and Coalitions in the Making of American Foreign Policy », dans *Defining the National Interest : Conflict and Change in American Foreign Policy*, Chicaco, University of Chicago Press, p. 1-30.
17. Joseph A. Pika, John A. Maltese et Norman C. Thomas, *op. cit.*, p. 53-54.

impose donc aux candidats de courtiser l'électorat[18]. Le processus électoral des présidentielles joue ainsi un rôle déterminant dans l'affirmation d'une culture politique nationale, en exerçant une force centripète qui transcende, pour un temps, l'hétérogénéité réelle des « États unis ».

Le second compromis tient à la séparation verticale des pouvoirs qui n'est, en réalité, qu'un système d'équilibre des pouvoirs[19] maintenu par une construction complexe de verrous et de contrepoids (*checks and balances)*. Quelle était l'intention première[20] des Pères fondateurs ? S'ils ne voulaient pas d'un monarque[21], ils ne souhaitaient pas non plus revivre l'expérience du régime d'assemblée qu'ils avaient connue avec le Congrès continental[22]. S'ils ne s'entendaient pas sur le sens à donner à la séparation des pouvoirs[23], ils sont parvenus à une architecture constitutionnelle de compromis, orchestrant un système de *checks and balances*, par lequel les pouvoirs du président sont énumérés et contrebalancés. Tant et si bien qu'il « n'existe pas aux États-Unis d'autorité qui ne soit équilibrée par la liberté, de pouvoir isolé qui ne soit limité par l'autre[24] ». S'inscrivant en ce sens dans la

---

18. « *The framers' concern for a republican office has led to an American fixation on presidential elections in which candidates present themselves as voices of the people courting voters' attention and favor. Winning the election is an uncommon prize that makes presidential candidates and presidents a unique focus of national politics* », Lyn Ragsdale et Jerrold G. Rusk (1999). « Elections and Presidential Policymaking », dans S.A. Shull (dir.), *Presidential Policymaking : An End-of-century Assessment*, Armonk, NY et Londres, M.E. Sharpe, p. 98.

19. Il n'est même pas, comme on peut encore le lire, un régime de séparation stricte des pouvoirs qui lui vaut la qualification de régime présidentiel. Voir, par exemple, Pierre Pactet (2003), *Institutions politiques, Droit constitutionnel*, Paris, Armand Colin, 22e éd., p. 111. Sur l'origine de la notion de régime présidentiel, inspirée à Bagehot par la présidence d'Abraham Lincoln, voir Élisabeth Zoller (1994), « Splendeur et misères du constitutionnalisme – les enseignements de l'expérience américaine », *Revue du droit public*, Paris, p. 157.

20. Toute une doctrine juridique s'y réfère : Leonard W. Levy (1988). *Original Intent and the Framer's Constitution*, New York, Oxford University Press.

21. Voir Alexander Hamilton, « The Federalist No. 69 » et « No. 70 », dans Gary Wills (1982). *The Federalist Papers by Alexander Hamilton, James Madison and John Jay*, New York, Bantam Books, p. 348, 355-356. Timothy S. Boylan avance d'ailleurs qu'il était dans l'intention des Pères fondateurs de faire du président la pièce maîtresse du système politique américain, dans : (1999). « War powers, Constitutional Balance and the Imperial Presidency Idea at Century's End », *Presidential Studies Quarterly*, vol. 29.

22. Voir à ce sujet Louis Fisher (1998), *The Politics of Shared Power – Congress and the Executive*, College Station, Texas A&M University Press, p. 4-5.

23. Et les débats amorcés par les Pères fondateurs perdurent. Sur ce point, voir Gregg Ivers (2001), *American Constitutional Law – Power and Politics*, New York, Houghton Mifflin, p. 214-216, et Eugene Rostow (1989), « President, Premier Minister or Constitutional Monarch ? », *The American Journal of International Law*, vol. 83, p. 744.

24. Jean Gicquel (2002). *Droit constitutionnel et institutions politiques*, Paris, Montchrestien, coll. Domat droit public, p. 287 et 260.

logique de Montesquieu, selon laquelle « le pouvoir arrête le pouvoir », cet équilibre constitutionnel se fonde sur un conflit institutionnalisé entre les trois pouvoirs[25]. Toutefois, l'équilibre des pouvoirs ne peut pas se limiter à un rapport de force constant. Il faut donc bien, disait le président Ford lors d'une conférence sur la loi sur les pouvoirs de guerre à l'Université du Kentucky en avril 1977, qu'il y ait un déséquilibre. Ainsi, l'équilibre est souvent imparfait, penchant parfois en faveur du Congrès[26] ou, plus récemment, du président[27]. Si le Congrès est, dans l'esprit des constituants de Philadelphie, au cœur du pouvoir fédéral (le premier article de la Constitution lui est consacré et comporte dix sections, là où l'article 2, concernant la présidence, en a deux)[28], il demeure que, progressivement, la présidence a accru son pouvoir[29].

⁂

La Constitution américaine se caractérise par sa longévité mais aussi par sa grande plasticité[30]. Chef d'État, chef de gouvernement, commandant en chef des forces armées, c'est dans le domaine des affaires étrangères – sur lequel la Constitution reste ambiguë[31] – que le président américain a progressivement renforcé son assise[32]. D'autant que l'évolution a affecté substantiellement les pouvoirs informels de la présidence, touchant davantage à la dimension personnelle de la présidence et notamment aux qualités de leadership et au style présidentiel. Pour retracer cette progression, certaines typologies historiques[33]

---

25. Timothy S. Boylan (1999). « War Powers, Constitutional Balance and the Imperial Presidency Idea at Century's End », *Presidential Studies Quarterly*, vol. 29, nº 2, p. 232 et suiv. Les constituants ont peut-être en cela omis que Montesquieu préconisait un équilibre où les pouvoirs « agiraient de concert », et non pas qu'ils s'affronteraient.
26. Woodrow Wilson (1885). *Congressional Government : A Study in American Politics*, New York, Houghton Mifflin ; Gordon S. Jones et John A. Marini (dir.) (1988). *The Imperial Congress : Crisis in the Separation of Power*, New York, Pharos Books.
27. Arthur Schlesinger Jr. (1973). *The Imperial Presidency*, Boston, Houghton Mifflin.
28. Dans ce sens : Arthur Schlesinger Jr. (1989). « The Legislative-Executive Balance in International Affairs : The Intention of the Framers, *The Washington Quarterly*, vol. 12, p. 102.
29. Sabine Lavorel (2003), *La politique de sécurité nationale des États-Unis sous George W. Bush*, Paris, L'Harmattan, coll. Raoul-Dandurand, p. 67-81.
30. Dans ce sens, Samuel Issacharoff (2003). « The Enabling Role of Democratic Constitutionalism : Fixed Rules and Some Implications for Contested Presidential Elections », *Texas Law Review*, vol. 81, p. 1999.
31. Arthur Schlesinger Jr. (1973), *op. cit.*, p. 2.
32. Edward Corwin *et al.* (1957). *The President : Office and Powers, 1787-1957*, New York, New York University Press, 1957, p. 44.
33. Richard Rose (1988). *The Postmodern President : The White House Meets the World,* Chatham, NJ, Chatham House.

ont distingué les présidences héroïque, impériale et post-impériale[34]. La « présidence héroïque », tout d'abord, renvoie aux présidents marquants des années 1950-1960, qui ont été en mesure de construire une organisation politique efficace en s'appuyant sur leur réputation et leur influence. Ensuite, la « présidence impériale » est associée aux présidences de Johnson et Nixon, toutes deux au centre de l'escalade militaire au Vietnam et caractérisées par la concentration du pouvoir décisionnel entre les mains du président et de quelques proches conseillers[35] : elle porte en elle les germes de la tyrannie. Enfin, la « présidence post-impériale » marque les limites d'un pouvoir exécutif dans un système de partis politiques affaibli, dépourvu de chef national. Conséquence du Watergate, les médias se montrent plus agressifs à l'égard des présidents, tandis que le Congrès tente de réaffirmer des prérogatives[36] dont il n'avait guère usé et de les renforcer sans toujours y parvenir[37]. Contraint par des lois, comme la loi sur les pouvoirs de guerre, le président se trouve simultanément puissant et entravé, puisqu'il doit faire face à la bureaucratie, au Congrès, aux médias, aux lobbies nationaux, à son parti et au peuple américain[38]. Il lui appartient alors de convaincre le peuple, qui se reconnaît d'abord en lui, et les membres de l'élite, qui cherchent à l'influencer dans ses décisions. Dès lors, malgré le retour de balancier opéré à la suite des événements du 11 septembre 2001[39], la présidence post-impériale est marquée par une personnalisation accrue de l'institution, un phénomène auquel l'apparition de la télévision n'est pas étrangère.

⁂

Ainsi, comprendre comment le président est élu, assimiler les clés de la vie politique américaine, la nature des enjeux politiques, l'étendue du spectre politique, les spécificités du système électoral en lien avec celles de la société américaine auront été les objectifs de cet ouvrage. À cette fin, l'ouvrage est articulé en deux parties. La première partie décrit le système électoral présidentiel américain et ses acteurs. La seconde porte sur les enjeux électoraux des élections présidentielles. Dans les deux premiers chapitres, Élisabeth Vallet étudie le fonctionnement du

---

34. Michael E. Bailey (hiver 2002). « The Heroic Presidency in the Era of Divided Government », *Perspectives on Political Science*, vol. 31, nº 1, p. 35-45.
35. Voir, à ce titre, Charles-Philippe David (2004), *Au sein de la Maison Blanche – La formulation de la politique étrangère des États-Unis depuis 1945*, 2e éd., Québec, Presses de l'Université Laval.
36. Eugene Rostow (1989). « President, Premier Minister or Constitutional Monarch ? », *The American Journal of International Law*, vol. 83, p. 741.
37. Philipp R. Trimble (1989). « The President's Foreign Affairs Power », *The American Journal of International Law*, vol. 83, p. 750.
38. Gary R. Hess (2001). *Presidential Decisions for War. Korea, Vietnam, and the Persian Gulf*, Baltimore, MD, Johns Hopkins University Press, p. 229.
39. « The Imperial Presidency » (novembre 2001). *The Economist*, p. 39.

système électoral. Élisabeth Vallet et Karine Prémont expliquent ensuite le système de financement auquel sont astreints les candidats à la présidence. Sébastien Barthe fait le point sur l'importance des partis politiques dans le système électoral américain, tandis que Karine Prémont et Benoît Gagnon se concentrent sur le facteur médiatique et sur le comportement de l'opinion publique. Ils présentent les divers mécanismes qui agissent sur l'opinion publique dans des élections, évaluent la portée des débats présidentiels télévisés et discutent du rôle grandissant d'Internet comme médium. Dans la seconde partie, Frédérick Gagnon définit l'influence de la politique étrangère dans les élections présidentielles depuis 1945 et dessine les principaux enjeux de politique étrangère des présidentielles de 2004. Anne-Marie D'Aoust et Frédérick Gagnon présentent ensuite les principales questions de politique intérieure dans les élections présidentielles de novembre 2004. Ils parcourent l'horizon politique américain pour en extraire les points de dissension entre les candidats démocrate et républicain. Enfin, Anne-Marie D'Aoust analyse la rhétorique présidentielle dans les élections présidentielles américaines et David Grondin conclut l'ouvrage en présentant le lieu privilégié de débat des « valeurs américaines » que sont les élections présidentielles.

Cette entrée en matière serait incomplète si les auteurs ne remerciaient pas celles et ceux qui les ont appuyés dans cette démarche, tout en soulignant qu'ils sont pleinement responsables des maladresses que pourrait comporter ce livre : la Chaire Raoul-Dandurand dans son ensemble, les relecteurs pour leur travail efficace, l'équipe des Presses de l'Université du Québec pour sa grande disponibilité et les professeurs Charles-Philippe David et Louis Balthazar pour avoir accepté de préfacer ce premier ouvrage des jeunes chercheurs de l'Observatoire sur les États-Unis.

PARTIE 1

Le système électoral

Le moment de l'élection du président des États-Unis a pu être décrit « comme une époque de crise nationale », car « la nation entière tombe dans un état fébrile[1] ». Il est vrai que, depuis que George Washington a renoncé à un troisième mandat, l'élection du président a perdu son caractère consensuel et anime – avec plus ou moins de vigueur – la vie politique pendant toute une année électorale. Le contentieux juridictionnel qui a émaillé les élections de 2000 et le face-à-face Bush-Gore ont relancé la controverse sur la pertinence d'un système électoral suranné, issu d'un autre temps. Le processus électoral américain est effectivement alourdi par le poids de l'Histoire. La Constitution américaine s'illustre néanmoins par sa grande plasticité et il est certain que le système imaginé par les constituants de Philadelphie a beaucoup évolué sous l'effet conjugué de l'institutionnalisation des partis politiques, de l'extension du droit de suffrage et de l'expansion des médias. Le texte constitutionnel définit d'ailleurs les conditions d'éligibilité à la présidence des États-Unis. Ainsi, pour se présenter à la plus haute magistrature du pays, il faut être citoyen américain de naissance[2], être âgé de 35 ans au moins, et avoir demeuré au moins 14 ans aux États-Unis[3] et ne pas résider dans le même État que le candidat à la vice-présidence. Au-delà de ces conditions, la Constitution reste marquée par l'évolution de la nation américaine. C'est ainsi que la construction des États-Unis d'Amérique, autour d'un idéal confédéral dans un premier temps, puis d'un schéma fédéral dans un second temps[4], a défini le sens et les termes de la désignation du président et

1. Alexis de Tocqueville (1981). *De la démocratie en Amérique*, Flammarion, tome I, p. 208-209.
2. À juste titre, Marie-France Toinet (1991) explique que cela écarte *de jure* toute candidature d'Henry Kissinger, dont cela aurait pu en effet être l'ambition. Voir *La présidence américaine*, Paris, Montchrestien, coll. Clefs, p. 13. Pensant sans doute à l'éventuelle candidature d'Arnold Schwarzenegger, le sénateur Orrin G. Hatch de l'Utah a d'ailleurs déposé un amendement en vertu duquel toute personne naturalisée qui a vécu plus de 20 ans aux États-Unis pourrait être éligible. Voir Kirk Semple (2004), « Schwarzenegger Backs Amending Presidential Rule », *The New York Times*, 22 février.
3. Aux termes de la constitution, il semblerait que la condition de résidence n'impose pas qu'il s'agisse de 14 années consécutives et précédant le mandat. Pour preuve, Hoover, qui avait mené une longue carrière d'ingénieur à l'étranger, n'était de retour aux États-Unis que depuis 11 ans lorsqu'il fut élu en 1928. Il faut préciser que les citoyens de Guam, Porto Rico et des îles Vierges américaines sont légalement considérés comme « citoyens américains de naissance », tandis que la résidence à Porto Rico ainsi que dans les possessions et territoires américains ne remplit pas les conditions de résidence imposées par la constitution. Voir, sur ce point, Andorra Bruno et Garrine P. Laney (1996), *U.S. Insular Areas and Their Political Development*, Washington, U.S. Library of Congress, Congressional Research Service, CRS Rapport 96-578GOV, p. 9, 21 et 33.
4. La fédération est un État au sens juridique du terme, formé d'un ensemble d'entités fédérées, doté d'une constitution, d'une souveraineté propre, tandis qu'une confédération n'est jamais qu'une association d'États, fondée sur un traité international organisant la mise en commun de compétences données (comme bien souvent la défense et les relations internationales) où les décisions sont prises à l'unanimité.

de son vice-président[5]. L'élection du président des États-Unis est aujourd'hui un processus complexe, controversé et onéreux. Il dépasse largement le cadre de l'élection générale qui se déroule tous les quatre ans en novembre. Dans un premier temps, chacun des deux grands partis, républicain et démocrate, va désigner en son sein le candidat à la présidence ainsi que son colistier. Dans un deuxième temps, la véritable campagne électorale va s'amorcer avec le discours d'acceptation de chaque candidat présidentiel et se terminera par l'élection du président des États-Unis et du vice-président. L'année électorale est ainsi scindée en deux, avec d'une part la sélection des candidats à la présidence et d'autre part l'élection du président. Au-delà même du processus ainsi conçu, les partis politiques sont des acteurs centraux de la campagne et l'orchestrent en prenant soin d'un dernier pilier du système électoral, ce quatrième pouvoir que représentent les médias.

Élisabeth Vallet

5. Voir sur ce point Charles-Philippe David, Louis Balthazar et Justin Vaïsse (2003), *La politique étrangère des États-Unis*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 15-23.

CHAPITRE 1

La sélection des candidats à la présidence

Élisabeth Vallet

Rassembler ses partisans autour d'un programme commun et d'une démarche fédératrice est un enjeu de taille pour chaque parti aspirant au pouvoir. La structure politique américaine est fondée sur un bipartisme que ne contrarient guère les tiers partis ou les candidats indépendants[1]. Toutefois, la diversité culturelle, sociale, économique et politique des États-Unis ainsi que la diversité à l'intérieur même des grandes structures partisanes[2] ont rendu nécessaire une présélection du candidat à la présidence afin de fédérer l'ensemble des grandes tendances exprimées au sein de chaque parti autour d'un programme attractif pour une « majorité » de l'électorat. Le mode de désignation des candidats n'est pas inscrit dans la Constitution, car initialement les partis politiques n'existaient pas et les Pères fondateurs n'avaient pas prévu que les factions en lice s'institutionnaliseraient. En fait, le procédé a fonctionné pour les deux premières élections. Lorsque le premier président, George Washington, choisit au terme de deux mandats de ne pas se représenter, les structures partisanes embryonnaires se réunissent chacune de leur côté pour déterminer leur candidat. Ainsi, à partir de 1800, se met en place au sein de chaque parti un processus de désignation interne, qui s'est petit à petit ancré dans la tradition politique américaine.

Cette présélection est orchestrée en deux temps. Au niveau local, les partis choisissent, en leur sein, des délégués. Au niveau national, l'ensemble de ces délégués se réunit en convention pour désigner, « investir », le candidat à la présidence.

LA DÉSIGNATION DES DÉLÉGUÉS AU NIVEAU LOCAL

La sélection des candidats à la présidence est en principe un processus interne à chaque parti qui n'attire pas les foules – en moyenne le taux de participation est de 30 % des inscrits. Toutefois, la réglementation

1. À quelques exceptions près, comme celle de James Jeffords, sénateur du Vermont, qui a fait basculer la majorité républicaine au Sénat en devenant indépendant en juin 2001.
2. Pour comprendre la vie politique américaine, deux éléments sont à considérer. D'une part, la notion de parti doit être comprise comme un système de poupées russes où une structure partisane chapeaute – de manière très souple – des partis d'État qui rassemblent des partis locaux. D'autre part, résultant de l'extrême décentralisation de la vie partisane, il y a, au sein de chaque parti, pratiquement autant de tendances qu'il y a d'États. C'est pour cela que tant les démocrates que les républicains comptent dans leurs rangs des libéraux, des centristes, des conservateurs, et surtout une aile d'extrême droite : on ne peut oublier qu'une des bases électorales des démocrates a longtemps été le Sud ségrégationniste et que les républicains s'appuient aujourd'hui sur les fondamentalistes religieux. Voir le chapitre sur les partis politiques.

du processus de nomination souffre d'une « extrême fragmentation[3] » ; y interviennent en effet les deux partis nationaux, les partis d'État, le gouvernement fédéral, les gouvernements d'État et, le cas échéant, les tribunaux. C'est ainsi, par exemple, que le guide des présidentielles publié par l'État de l'Ohio fait explicitement référence aux règlements intérieurs des deux partis de l'Ohio, aux lois de l'Ohio en matière d'organisation des élections, de même qu'aux lois fédérales en matière d'élections fédérales[4]. En d'autres termes, cela explique les différences dans les primaires d'un État à l'autre, et le fait que toute tentative de systématisation est par définition simplificatrice.

Aussi, à l'intérieur de chaque État et au sein de chaque parti, désigne-t-on des délégués à la convention nationale. Cette sélection, qui constitue un « baromètre et un filtre[5] », s'opère de deux manières. L'une traditionnelle, plus ancienne, les caucus, et l'autre, qui se veut plus moderne et démocratique, les primaires. Ces deux méthodes sont aujourd'hui de plus en plus proches et subissent les contrecoups du rééchelonnement du calendrier électoral.

Les caucus

Le caucus constitue l'un des procédés permettant de désigner un candidat à l'élection présidentielle. Il a ceci de spécifique qu'il concerne essentiellement les militants du parti.

L'origine des caucus

Le caucus a longtemps constitué la première étape du processus de désignation d'un candidat présidentiel. Largement verrouillé par les « barons » des partis, le procédé est aujourd'hui moins employé. Toujours est-il que 14 États en 2004[6] organisent des caucus (alors que 36 recourent aux primaires). Réunis dans une école, un hôtel de ville, une salle des fêtes ou une salle communautaire, les militants (*party followers*) vont écouter les candidats à la délégation, discuter avec eux et se prononcer par vote à main levée.

Le fonctionnement des caucus

Le caucus est en fait une série de caucus, qui s'enchaînent une fois encore selon le modèle des poupées gigognes. Ces assemblées expriment leur préférence dans le cadre des bureaux de vote (les *precincts*, qui

---

3. William G. Mayer et Andrew E. Busch (2004). *The Front-Loading Problem in Presidential Elections*, Washington, D.C., Brookings Institution Press, p. 125-126.
4. Voir, par exemple, *2004 Ohio Presidential Guide*, 74 p. http://www.sos.state.oh.us/sos/pubAffairs/elections/presGuide.pdf (mai 2004).
5. Dominique Turpin (1999). *Droit constitutionnel*, Paris, Presses universitaires de France, p. 639.
6. Cette proportion varie d'une élection présidentielle à l'autre.

constituent le niveau le plus bas de circonscription électorale) et élisent des délégués aux conventions de comtés. Les conventions de comtés centralisent ces choix et élisent des délégués aux conventions de districts. Les districts désignent leurs représentants à la convention nationale, tandis que la convention d'État sélectionne un nombre de délégués dits « *at-large* », qui représentent l'ensemble de l'État à la convention nationale. En principe, les délégués aux conventions de districts et d'État ne sont pas liés par les préférences exprimées au niveau des bureaux de vote et des comtés[7].

En année électorale, le premier État à désigner par caucus ses délégués à la convention nationale est l'Iowa. Processus parfois qualifié d'oligarchique en raison du poids des dirigeants des partis, Le caucus est progressivement délaissé au profit des primaires. Mais son coût peu élevé pour l'État chargé d'organiser la désignation des délégués explique en partie sa pérennité. Cela dit, compte tenu de la démocratisation du processus, les caucus dans leur acception moderne ne sont ni plus ni moins que des « primaires restreintes[8] ».

Les primaires

Les primaires constituent une réponse démocratique au procédé oligarchique du caucus[9]. Néanmoins, parce que l'organisation des primaires (et notamment leur financement) relève des États, tandis que les caucus sont mis en place par les partis, les compressions budgétaires qui affectent certains États touchent directement la mise en place des primaires : c'est ainsi que le Kansas n'a pu tenir de primaires en 1996 et 2000. De la même manière, en 2004, le Kansas, le Dakota du Nord et le Colorado ont renoncé à organiser des primaires au motif que les deniers des contribuables pouvaient trouver meilleur emploi[10]. Trente-six États organisent cependant des primaires en 2004. Ainsi, dans ce cadre les délégués sont élus, au sein de chaque parti, en fonction de leur allégeance à tel ou tel candidat. À leur tour, dans le cadre de la convention nationale, ils accordent un « ticket », en désignant le candidat de leur parti à la présidence ainsi que le candidat à la vice-présidence.

---

7. Selon William G. Mayer et Andrew E. Busch (2004), *op. cit.* p. 19. Les auteurs soulignent d'ailleurs (p. 20) la fréquente déconnexion entre les résultats obtenus dans le cadre de la circonscription des bureaux de vote et ceux de la convention de l'État.
8. Selon Everett Carll Ladd, cité par Harvey L. Scantz (dir.) (1996), *American Presidential Elections – Process, Policy and Political Change*, New York, State University of New York Press, p. 17.
9. Michael Chaney (2003). « First Stop : The New Hampshire Primary », *Historical New Hamsphire*, vol. 58, n°s 1 et 2, printemps-été, p. 3. Dans le même sens, voir M.J.C. Vile (1972), *Le régime des États-Unis*, Paris, Seuil, coll. Esprit, p. 85.
10. John Gizzi (2003). « Anti-Primary Movement Gains in Colorado », *Human Events*, vol. 59, n° 4, p. 14.

L'origine des primaires

La première primaire, organisée en 1904 en Floride, est suivie par celle que tient en 1905 le Wisconsin sous l'impulsion du gouverneur Folette et d'Hiram Johnson, tous deux désireux de mettre fin aux mécanismes mis en place par l'establishment des partis. Ce procédé connaît un succès immédiat puisque, après la Première Guerre mondiale, presque tous les États y souscrivent. Il faut dire qu'en 1912 Théodore Roosevelt remporte les primaires contre William Howard Taft, mais, parce que ce dernier maîtrise l'appareil partisan, il obtient l'investiture. Cette déconnexion conduit plusieurs États à réagir à cette crise de la représentativité et à mettre en place des primaires. Cet engouement connaît pourtant un déclin marqué à compter du début de la Seconde Guerre mondiale. Ce n'est pas avant 1969, avec le rapport McGovern-Fraser, que le procédé connaît un véritable essor[11]. Il faut dire que, plusieurs fois, un candidat favori aux primaires n'a pas été retenu par la convention : ainsi, la convention démocrate de 1952 préfère, après trois tours de scrutin, Adlai Stevenson, alors qu'Estes Kefauver (dont on se souviendra qu'il avait présidé les auditions sénatoriales sur le crime organisé) disposait du plus grand nombre de délégués à l'issue des primaires. La même année, la convention républicaine écarte Robert Taft, pourtant arrivé en tête des primaires. Enfin, en 1968, Hubert H. Humphrey remporte l'investiture démocrate contre Eugene McCarthy et George McGovern[12], alors qu'il ne s'était présenté à *aucune* primaire.

Trois précisions s'imposent ici. Tout d'abord, et jusqu'en 1968, les primaires ne constituent pas *le* mode de sélection de la majorité des délégués. Plus encore, concourir dans les primaires témoigne alors d'un manque de reconnaissance nationale et d'un maigre soutien de l'appareil partisan : cela représente donc un signe de faiblesse. Le but visé en se présentant aux primaires est alors plus de tester sa popularité ou d'affirmer sa légitimité que de remporter le soutien des délégués. C'est ce que veulent faire Eisenhower, Kennedy et Nixon, en raison d'une caractéristique personnelle qui pouvait être considérée comme un handicap : Eisenhower était général, Kennedy catholique et Nixon, en 1968, était le candidat malheureux des élections de 1960[13].

---

11. Voir Danta J. Scala (2003). « Mainstream Versus Reform Candidates in the New Hampshire Domestic Primary 1968-2000 », *Historical New Hamsphire*, vol. 58, n°s 1 et 2, printemps-été, p. 30.
12. Opposant marqué à la guerre du Vietnam, il sera investi par la convention démocrate en 1972, mais perdra contre Nixon.
13. Stephen J. Wayne (2000). *The Road to the White House 2000 – The Politics of Presidential Elections*, Boston, Bedford/St. Martin's, p. 11.

La tumultueuse convention démocrate de 1968 est le facteur déclencheur d'une évolution substantielle des règles de sélection des délégués à la convention nationale : devant la montée des contestations de la guerre au Vietnam, Johnson renonce à l'investiture pour ne pas focaliser le débat sur la présence américaine en Asie du Sud-Est. Dans le même temps, quelques jours plus tard, l'assassinat de Martin Luther King à Memphis secoue grandement le pays. Le sénateur Robert Kennedy, qui était le favori de cette course électorale, est assassiné juste après avoir emporté la dernière grande primaire d'importance, en Californie. McCarthy reste donc le seul candidat anti-establishment en lice au moment où McGovern, qui espère rallier les voix de Kennedy, entre dans la course. Finalement, c'est Humphrey qui obtient l'investiture sans avoir remporté les primaires[14].

La commission McGovern-Fraser

À la suite de l'épique convention démocrate de 1968, les démocrates ont créé une commission chargée d'examiner la structure du parti et la sélection des délégués. Il faut dire que le processus est alors très peu transparent et partiellement corrompu (fausses procurations, faux électeurs, absence de publicités des réunions sont monnaie courante[15]). La commission McGovern-Fraser, du nom de ses deux présidents, a formulé des recommandations qui ont conduit le Parti démocrate et particulièrement les partis de chaque État à se réformer substantiellement. En démocratisant le règlement interne du Parti démocrate, la commission McGovern-Fraser a amené les législatures d'États à majorité démocrate à adapter leur législation. Ce faisant, elle a conduit par la suite le Parti républicain à se réformer sur le même modèle[16]. D'une part, la commission a voulu permettre que l'investiture reflète les intentions recueillies lors des primaires et, d'autre part, elle a cherché à assurer une plus grande représentation des minorités (notamment de la communauté afro-américaine, des femmes et des jeunes). Ainsi, le rôle des appareils partisans décroît avec la démocratisation du processus de nomination.

---

14. Carl Negler *et al.* (1980). *Histoire des États-Unis – La pratique de la démocratie*, Paris, Economica, p. 603-604. Voir également *National Party Conventions 1831-1972* (1976), Washington, D.C., Congressional Quarterly, Inc., p. 89-91.
15. Sur l'état des choses avant 1970, voir Claire et François Masnata (1970). *Pouvoir, société et politique aux États-Unis*, Paris, Payot, coll. Petite Bibliothèque Payot, p. 221-230.
16. Sur ce point : William G. Mayer (2000). *The Presidential Nomination Process Reconsidered : The End of Momentum ?*, Northeastern University – Annual President's Day Address, <http://www.casdn.neu.edu/~polisci/resources/deptspeeches/Mayer1.htm> (mai 2004). Les changements induits par la Commission sont substantiels, comme a pu le signaler Byron E. Shafer (1983) dans *Quiet Revolution : The Struggle for the Democratic Party and the Shaping of Post-Reform Politics*, New York, Russell Sage Foundation, p. 28.

Les raisons de la mise en place des primaires

Les primaires constituent le préalable d'une élection : il s'agit d'une série d'élections, à l'intérieur d'un parti[17], visant à désigner le candidat officiel qui va concourir face à des adversaires d'autres obédiences politiques dans le cadre d'une élection générale. Un des arguments en faveur des primaires repose sur le fait que la base électorale des primaires est plus proche de celle de l'élection générale que ne l'est celle des caucus : ainsi, le candidat issu des primaires serait investi d'une plus grande légitimité et, ainsi, serait ainsi plus rassembleur que celui qui tiendrait son investiture des caucus[18]. L'élection présidentielle américaine débute donc véritablement en janvier avec un cycle de primaires[19] qui a pour but avoué de favoriser l'émergence rapide d'un candidat crédible et présidentiable : il s'agit de concentrer les efforts non pas sur des luttes intestines, mais bien sur la lutte contre le candidat de l'autre parti.

L'organisation des primaires

Il existe trois types de primaires qui, elles-mêmes, tolèrent des variantes, selon les États.

Les primaires non partisanes

Pour mémoire, on soulignera l'existence de primaires non partisanes *(blanket primaries)*, qui constituent une première modalité de désignation des délégués à la convention nationale du parti concerné. Dans ce cadre, l'ensemble des électeurs inscrits peuvent se prononcer sur le même bulletin de vote, aussi bien pour le Parti démocrate que pour le Parti républicain, sans prise en compte de l'affiliation partisane. Cette pratique a récemment été déclarée inconstitutionnelle par la cour suprême[20], tandis que le dernier État à mettre en œuvre ce procédé s'est vu refuser un recours en appel en février 2004 : les primaires non partisanes sont donc définitivement proscrites.

---

17. Mais parce qu'elles font partie du processus électoral, la Cour suprême a estimé que, bien qu'elles soient un processus interne aux partis, elles pouvaient faire l'objet d'une réglementation fédérale adoptée par le Congrès. *United States* v. *Classic*, 313 US 299 (1941).
18. John Gizzi (2003). « Anti-Primary Movement Gains in Colorado », *Human Events*, vol. 59, nº 4, p. 14.
19. Il faut noter que des primaires sont organisées à tous les niveaux de la vie politique, qu'il s'agisse d'élections municipales, sénatoriales, législatives.
20. *California Democratic Party* v. *Jones*, 530 US 567 (2000).

Les primaires ouvertes

Au cours des primaires ouvertes, l'ensemble des électeurs inscrits peuvent se prononcer, indépendamment de leur affiliation, soit pour le Parti démocrate, soit pour le Parti républicain. Ce procédé se décline en deux versions. Dans un premier cas, l'électeur déclare publiquement son choix au bureau de vote, le jour de l'élection, et se voit remettre le bulletin correspondant au parti qu'il a choisi. Dans un second cas, l'électeur reçoit, chez lui, deux bulletins, l'un démocrate et l'autre républicain, et il choisira dans l'enceinte de l'isoloir le parti pour lequel il se prononcera.

Les primaires fermées

Dans le cadre des primaires fermées, seuls les électeurs qui ont au préalable déclaré leur affiliation[21] au parti concerné pourront se prononcer. C'est ainsi qu'au cours d'une primaire démocrate fermée seuls

PRIMAIRES ET SÉGRÉGATION RACIALE

Pour contourner le 15e amendement (qui accorde le droit de vote aux membres de la communauté afro-américaine), les États du Sud avaient mis en place la « *grandfather clause* », limitant le droit de vote à ceux dont les ascendants avaient le droit de vote avant l'adoption du 15e amendement (1867). Les entraves au droit de vote ont été nombreuses : taxes (*poll taxes*[22]), *literacy test* (pour prouver que l'on pouvait lire et écrire en anglais), conditions de résidence, etc. C'est pour cette raison que le *Voting Rights Act* a été adopté en 1965, dans un contexte plutôt houleux, alors que des militants en faveur des droits civiques avaient été assassinés dans le Mississippi et tandis qu'une marche pacifiste avait été violemment réprimée en Alabama. La ségrégation raciale a longtemps prévalu dans le Sud : la violation du 15e amendement était patente. Toutefois, les primaires étant de la compétence des États fédérés, la Cour suprême se trouvait dans une situation complexe. Dans sa décision *Smith* v. *Allwright*[23], la Cour suprême a invalidé les dispositions en cause en arguant du caractère public des normes contestées. Finalement, dans *Terry* v. *Adams*[24], la Cour affirme que ces primaires discriminatoires portent atteinte au 15e amendement.

---

21. Il faut préciser à ce stade qu'en effet, lorsqu'un citoyen s'inscrit sur les listes électorales, il a la possibilité de déclarer son affiliation politique.
22. Prohibées par une décision de la Cour suprême : *Harper* v. *Virginia State Board of Elections*, 383 U.S. 663 (1966).
23. *Smith* v. *Allwright*, 321 US 649 (1944).
24. Sans pour autant parvenir à énoncer de façon unanime le mécanisme juridique fondant ce lien. *Terry* v. *Adams*, 345 US 461 (1953). Voir William G. Mayer et Andrew E. Busch (2004), *The Front-Loading Problem in Presidential Elections*, Washington, D.C., Brookings Institution Press, p. 137.

les électeurs inscrits et enregistrés comme démocrates pourront voter. Il existe ici aussi des variantes. Dans certains cas, la primaire sera ouverte aux électeurs indépendants[25] (mais fermée aux affiliés à un autre parti). Il arrive également que seul un parti autorise les indépendants à se prononcer, auquel cas cette spécificité sera signalée sur le bulletin de vote.

La répartition des délégués

Dans le cadre du **vote préférentiel** (*Beauty Contest*), les électeurs se prononcent dans une première partie du bulletin, de façon purement consultative, sur les candidats à la présidence et à la vice-présidence puis, dans une deuxième partie du bulletin de vote, sur une liste de délégués à la convention. Il y a donc un vote de préférence sur les candidats eux-mêmes, qui reste purement indicatif. C'est ainsi que Gary Hart remporte les votes préférentiels en 1984 mais Walter Mondale obtient les délégués. Il existe également un système de **préférence indirecte**, où les électeurs trouvent sur leur bulletin de vote le nom des délégués ainsi que leur allégeance.

Certains États utilisent la **combinaison** du système des primaires et des caucus. Ainsi, les délégués de districts seront élus par l'entremise de primaires, tandis que les délégués « *at-large* » seront désignés par des caucus. Dans d'autres États, les délégués seront choisis par caucus mais seront liés par le résultat du vote préférentiel.

Chez les démocrates, le nombre de délégués par État est défini selon une formule complexe intégrant la démographie de l'État et le résultat des élections passées. Les républicains octroient trois délégués par district.

En dehors des délégués désignés dans le cadre des primaires et liés par leur engagement, sont présents à la convention nationale démocrate (mais non à la convention du Parti républicain) des « **super délégués** ». Ces derniers sont nommés par l'appareil partisan et libres, jusqu'au dernier moment, d'appuyer le candidat de leur choix. Ils représentent 20 % des délégués démocrates.

Les républicains et les démocrates attribuent également des délégués « *at-large* » par État, en fonction de la place du parti dans cet État et du résultat du dernier scrutin présidentiel. Ce sont des délégués qui sont soit élus dans le cadre de la circonscription unique de l'État, soit nommés par le parti selon des règles qui lui sont propres. La répartition des délégués varie selon les règlements intérieurs des partis. Ainsi, au Parti démocrate, les délégués sont attribués, par État et

25. Les électeurs peuvent en effet déclarer leur affiliation politique lorsqu'ils s'inscrivent sur les listes électorales. S'ils ne déclarent aucune affiliation, ils sont considérés comme étant « indépendants ».

à la proportionnelle, sous réserve d'obtenir un pourcentage minimal de voix fixé à 15 %. Chez les républicains la désignation des délégués se fait par État, mais soit à la proportionnelle, soit au scrutin de liste majoritaire à un tour (technique du « *winner-take-all* »). Par exemple, sur les 37 délégués et 4 suppléants du Nouveau-Mexique à la convention nationale démocrate de 2004, 20 seront désignés dans le cadre des caucus tenus dans les deux districts congressionnels à la proportionnelle, sous réserve que le candidat atteigne un seuil minimal de 15 % des votes (sans quoi il n'obtiendra pas de délégués). De surcroît, la désignation des délégués démocrates du Nouveau-Mexique inclut la possibilité de panachage en ajoutant un candidat non listé ou encore en votant blanc. Les autres sont soit statutairement délégués comme le gouverneur et les représentants du Nouveau-Mexique au Congrès, soit désignés par le Comité central du parti du Nouveau-Mexique.

Globalement et traditionnellement, la désignation des délégués est plus encadrée (composition des délégations, période pour organiser les primaires, seuil minimal, etc.) chez les démocrates que chez les républicains[26].

Un difficile parcours pour les candidats

C'est un parcours éprouvant que celui d'accéder puis de se maintenir dans le cycle de primaires. Il donne lieu à de nombreux renoncements.

L'accession aux primaires

S'inscrire à une primaire relève du parcours du combattant. Les conditions imposées par les États sont bien souvent contraignantes, impliquant le dépôt de cautions et de pétitions pour pouvoir figurer sur le bulletin de vote. De fait, les partis institutionnalisés sont avantagés[27]. Pour contrebalancer ces exigences, le Parti démocrate a, en 1996, limité le montant des cautions et le nombre de signatures exigées par les États. En principe, la plupart des États accordent l'accès au bulletin aux candidats « reconnus nationalement » et la liste établie par le représentant du parti permet à ces candidats de figurer sur le bulletin de vote des primaires. Cela peut parfois poser problème, car l'interprétation de « reconnu nationalement » est plutôt libérale : le cas de la

26. Par exemple, le Parti démocrate impose que les primaires et les caucus se déroulent entre le premier mardi de février et le deuxième mardi du mois de juin (avec deux exceptions au profit de l'Iowa et du New Hampshire). Voir Stephen J. Wayne (2000), *The Road to the White House 2000 – The Politics of Presidential Elections*, Boston, Bedford/St. Martin's, p. 111.

27. Voir Dominique Turpin (1999), *op. cit.*, p. 642.

candidature de David Duke, ancien grand maître du Ku Klux Klan, a, en 1992, fait partie de ces questions épineuses, mais le Parti républicain est finalement parvenu à l'écarter[28].

L'autre difficulté tient à la liste de délégués. Dans certains États, le vote préférentiel induit que des délégués seront choisis plus tard. D'autres États imposent par contre que chaque candidat présente une liste complète de délégués avant même l'organisation de la primaire. L'écueil est de taille, car cette exigence suppose que l'on puisse rapidement dresser une liste de personnes, en prenant en compte des considérations de représentativité (minorités ethniques, religieuses, représentation des femmes et des homosexuels), d'intégrité et de probité. C'est pour cela qu'en 1996 les démocrates (mais pas les républicains) ont choisi de mettre en place une procédure « post-primaire » qui permet aux candidats qui n'ont pas pu établir des listes complètes de choisir des délégués plus tard[29].

Quel que soit le système adopté par l'État, il demeure assujetti à des contraintes de temps de plus en plus exigeantes.

Les contraintes du calendrier

Le calendrier joue un rôle déterminant dans le déroulement et surtout dans l'issue des primaires. En effet, gagner les premières primaires revient à bénéficier d'une couverture médiatique accrue et surtout d'un avantage déterminant dans la campagne de financement. Ainsi, le chef de campagne du candidat John Kerry explique que les bailleurs de fonds qu'il ne parvenait pas à joindre avant janvier 2004 ont soudain souhaité financer la campagne du démocrate, au lendemain de la primaire du New Hampshire.

Le poids de la primaire du New Hampshire

La primaire du New Hampshire (*First-in-the-Nation Primary*) est légalement la première de l'année électorale[30]. De ce fait, l'État du New Hampshire – avec celui de l'Iowa qui organise le premier caucus – va

28. Voir William G. Mayer et Andrew E. Busch (2004), *The Front-Loading Problem in Presidential Elections*, Washington, D.C., Brookings Institution Press, p. 196.

29. Parti démocrate (2002). *Selection Rules for the 2004 Democratic National Convention*, janvier, règle 12(c). p. 11. <http://www.dems2004.org/atf/cf/{18A79F5B-DCA3-4A5F-8970-79F0CFD7E0B2}/rules.pdf> (mai 2004).

30. Le New Hampshire a organisé sa première première primaire en 1920. Toutefois, il n'y avait alors pas de vote de préférence dans le bulletin. C'est en 1949 que le bulletin inclut l'expression de la préférence pour un candidat présidentiel, applicable aux élections de 1952.

bénéficier de dérogations[31] pour demeurer toujours en tête du calendrier électoral. La décision du District of Columbia[32] de déplacer ses primaires de mai 2004 au 13 janvier 2004, a donc posé de sérieux problèmes, puisque cela aurait signifié que le District éclipserait le New Hampshire : aussi les autorités de la ville ont-elles finalement choisi d'organiser des primaires consultatives en janvier, suivies des caucus le 6 mars. Leur but était simplement d'attirer l'attention sur les revendications du District, sur ses enjeux propres liés par exemple à la forte proportion de la communauté afro-américaine (60 %), ce qui contraste véritablement avec les populations majoritairement blanches de l'Iowa et du New Hampshire[33]. Il faut dire qu'organiser la première primaire permet à l'État du New Hampshire de bénéficier largement de dépenses électoralistes (*Pork Barrel Spending*), puisqu'il arrive au 8e rang des bénéficiaires de ce type de dépenses[34]. Les retombées économiques sont substantielles. Un rapport évalue cette manne à 306 millions de dollars en 2000, soit 50 % de plus qu'en 1996, pour le seul État du New Hampshire[35]. On observe également des retombées indirectes liées au fait que l'Iowa comme le New Hampshire bénéficient d'une couverture médiatique considérable[36].

Première primaire de l'année électorale[37], le New Hampshire peut ainsi constituer un tremplin ou au contraire un handicap[38]. Carter, inconnu du grand public au moment où débutent les primaires, en fait l'expérience : en menant une campagne intensive dans le New Hampshire, il y remporte la primaire. À l'issue de cette victoire, il fait

---

31. Voir, par exemple, Parti démocrate (2002), *Selection Rules for the 2004 Democratic National convention*, janvier, règle 10(a), p. 10. <http://www.dems2004.org/atf/cf/{18A79F5B-DCA3-4A5F-8970-79F0CFD7E0B2}/rules.pdf>.
32. Même si la précision peut paraître superflue, le District of Columbia est un territoire fédéral (sans pour autant être un État) limité à Washington, capitale des États-Unis et siège du gouvernement fédéral. On distingue donc l'État de Washington (dans le Nord-Ouest des États-Unis) de Washington, D.C., la capitale sur la côte Est.
33. Sur ce point, voir Hamil Harris (2003), « The Nation's First Presidential Primary ? », *The New Crisis*, vol. 110, nº 6, novembre-décembre, p. 11.
34. Selon Andy Smith, directeur du Survey Center de l'Université du New Hampshire, cité par Chris Nammour, « Overview of the Primary Process », PBS, Online Newshour, 15 décembre 2003. <http://www.pbs.org/newshour/vote2004/primaries/sr_primary_overview.html> (avril 2004).
35. Ross Gittell *et al.* (2001). *First in Nation, The New Hampshire Primary : What It Means to the State and the Nation*, Library and Archives of New Hampshire's Political Tradition, p. 4.
36. En 1980, par exemple, ces deux États ont bénéficié chacun de 14 % de la totalité de la couverture médiatique assurée par *CBS Evening News*. C'est ce que révèlent Michael J. Robinson et Margaret A. Sheehan (1983) dans *Over the Wire and on TV : CBS and UPI in Campaign '80*, New York, Russell Sage Foundation, p. 176-177.
37. Voir Charles Brereton (1987), *First in the Nation : New Hampshire and the Premier Presidential Primary*, Portsmouth, Peter Randhall, 200 p.
38. Taft y a ainsi perdu sa campagne, selon Michael Birkner (2003) dans « "He's my man" : Sherman Adams and New Hampshire's Role in the "Draft Eisenhower" Movement », *Historical New Hampshire*, vol. 58, nos 1 et 2, printemps-été, p. 19.

la couverture du *Time* et de *Newsweek* et sa cote de popularité dans les sondages passe de 4 à 16 %[39]. En fait, la performance est parfois jugée en termes d'attente : si un candidat obtient un score supérieur aux attentes, l'effet New Hampshire sera démultiplié. D'ailleurs, le président Truman avait jugé le New Hampshire sans conséquence ; mal lui en prit, puisqu'il a perdu la primaire démocrate de 1952 et ne s'est pas présenté pour un second mandat[40].

Pour autant, si l'étape du New Hampshire est importante, elle n'est pas décisive, notamment parce qu'il s'agit d'un État plus conservateur que le reste du pays, et donc peu représentatif de l'opinion publique américaine[41]. Mais il est certain qu'il existe un effet accélérateur des premiers caucus et primaires[42].

La compression du calendrier électoral (front-loading)

Au début des années 1970, les critiques du poids disproportionné du New Hampshire dans le processus de sélection des délégués ont commencé à se faire réellement entendre[43]. En 1988, un ensemble d'États du Sud ont choisi d'organiser simultanément leurs primaires, comme une primaire régionale dans le Sud[44], pour contrebalancer le poids du Nord et surtout la première primaire du New Hampshire et le premier

---

39. William G. Mayer (2000). *The Presidential Nomination Process Reconsidered : The End of Momentum ?*, Northeastern University – Annual President's Day Address, <http://www.casdn.neu.edu/~polisci/resources/deptspeeches/Mayer1.htm> (mai 2004).
40. Peter Haskell Burr (2003). « Live Free and Vote : What Fifty Years of the New Hampshire Primary Can Teach a Candidate », *Historical New Hamsphire*, vol. 58, nos 1 et 2, printemps-été, p. 48.
41. Danta J. Scala (2003). « Mainstream Versus Reform Candidates in the New Hampshire Domestic Primary 1968-2000 », *Historical New Hamsphire*, vol. 58, nos 1 et 2, printemps-été, p. 39-40.
42. Voir Wayne P. Steger, Andrew Dowdle et Randall E. Adkins (2003), *The New Hampshire Effect : What function does the bellwether primary really perform in the outcome of presidential nominations ?*, Midwest Political Science Association, Chicago, 3-6 avril, 28 p. <http://mpsa.indiana.edu/conf2003papers/1032032427.pdf> (mai 2004).
43. Voir William G. Mayer et Andrew E. Busch (2004), *The Front-Loading Problem in Presidential Elections*, Washington, D.C., Brookings Institution Press, p. 10.
44. Lonna Rae Atkeson et Cherie D. Maestas (2003). *Racing to the Front : The Effect of Frontloading on Presidential Primary Turnout*, American Political Science Association's Annual Meeting in Philadelphia, Pennsylvania, 27-30 août, p. 7. <http://archive.allacademic.com/publication/getfile.php ?file=docs/apsa_proceeding/2003-08-21/110apsa_proceeding_110.pdf&PHPSESSID=64e3ef60c26282359f489836b6887e03> (avril 2004).

caucus de l'Iowa[45]. Ce premier *Super Tuesday*[46] ne remplit pas son objectif : les candidats ne passent pas plus de temps dans le Sud, qui n'attire pas l'intérêt des médias. En fait, la concentration des primaires force les candidats à réduire leur campagne dans le Sud à une « campagne de tarmac[47] », n'allant jamais bien plus loin qu'une conférence de presse dans le hall de l'aéroport. Aujourd'hui, l'organisation du *Super Tuesday,* où plusieurs États se prononcent simultanément, doit surtout permettre de repérer rapidement des candidats dotés d'une véritable représentativité nationale. En même temps, c'est l'occasion de tester les aptitudes des candidats dans un cycle de primaires qui prend plutôt l'allure d'une élection générale : le procédé du *Super Tuesday* permet donc de déceler un candidat d'envergure nationale, et est donc déterminant à plusieurs titres. Tout d'abord, les premières primaires ont une résonance pour la suite de la campagne, tant sur la collecte de fonds qu'en termes de mobilisation politique : les candidats qui se dégagent nettement vont bénéficier d'une exposition médiatique accrue, la collecte de fonds leur sera facilitée – ce qui définit largement l'issue de ce premier round électoral. Il en résulte une grande capitalisation politique auprès des citoyens : au fur et à mesure qu'on se rapproche de la convention nationale, les électeurs vont pragmatiquement se rallier à celui qui apparaît comme le candidat putatif. En 2004, cette tendance est d'ailleurs manifeste à l'issue de ce premier *Super Tuesday* : ainsi qu'en témoignent les sondages à la sortie des urnes, les votes démocrates sont souvent allés au candidat « le plus susceptible de battre Bush ».

Ainsi, à l'heure actuelle, et en raison du caractère onéreux des campagnes électorales, le cycle de primaires doit permettre de dégager assez rapidement un candidat présidentiable. D'ailleurs, en 2004, le Parti démocrate a choisi de compresser la durée des élections primaires sur une plus courte période dans le but avoué de favoriser l'émergence rapide d'un véritable candidat démocrate crédible. En 2004, il y a, derrière cette idée de condenser les primaires sur quelques mois, la volonté développée par Terry McAuliffe (qui est à la tête du comité national démocrate) de désigner très vite un candidat viable, de ne pas l'user inutilement dans un long cycle de primaires et de lui donner les moyens d'amasser des fonds pour la campagne contre Bush[48]. Parce

---

45. Voir, sur ce point, l'explication de Robert MacNeil sur PBS le 9 mars 1998. C'est selon lui une question de représentativité et la volonté de faire obstacle au syndrome de l'Iowa. < http://www.pbs.org/newshour/retro/super_tuesday_88.html> (décembre 2003).
46. La notion de *Super Tuesday* était auparavant appliquée au dernier groupe de primaires de la saison, avant la convention nationale. En 1984, on applique pour la première fois cette terminologie au groupe de primaires organisé au tout début de la saison électorale, mais le phénomène prend vraiment tout son essor en 1988.
47. William G. Mayer et Andrew E. Busch, *op. cit.*, p. 64.
48. Elizabeth Drew (2004). « Primary Colors », *New York Review of Books*, 11 mars, p. 41.

que les primaires représentent un coût sans cesse croissant, il importe de ne pas gaspiller toutes les cartouches dans une lutte interne pour entamer au plus tôt la véritable campagne contre l'autre parti.

Tout cela contribue donc à alimenter le phénomène du « *front-loading* » ou de la compression du calendrier électoral[49]. C'est ainsi que l'on a nommé cette tendance contemporaine des législatures des États (qui ont compétence pour déterminer les dates des primaires) à organiser les primaires et caucus de plus en plus tôt dans l'année électorale.

L'ensemble des décisions particulières des États a donné lieu à un phénomène collectif. Ce que cherchent à faire les États fédérés en organisant leur primaire plus tôt, c'est jouer un rôle plus important dans la désignation du candidat en pariant sur l'effet d'entraînement. Il est également vrai que les primaires tardives connaissent une abstention accrue, de l'ordre de 20 points en moyenne supérieure à celle de la première primaire de l'année au New Hampshire. Ainsi, la première étape du processus électoral se déroule aujourd'hui pratiquement 10 mois avant l'élection *stricto sensu*. Et cela signifie au total qu'une grande partie des délégués est sélectionnée dans les premières semaines des primaires. On a commencé à percevoir la réalité de ce phénomène à partir des élections présidentielles de 1980 et 1984, mais elle a pris toute son ampleur en 1996[50].

Il existe un lien étroit entre le phénomène de compression du calendrier électoral et le financement des campagnes (voir le chapitre sur le financement électoral). Il faut être particulièrement bien organisé pour mener simultanément des campagnes efficaces dans cinq ou six États. Et c'est ce lien qui conduit les candidats à amorcer leur campagne électorale de plus en plus tôt.

La primaire invisible (invisible primary)

Dans le cas de l'élection de 2000, où ne se présentait aucun président sortant, George W. Bush a annoncé sa candidature pratiquement huit mois avant le début des primaires, tandis qu'Al Gore a commencé sa campagne dès son élection comme vice-président de Bill Clinton, en 1996. De la même façon, Jimmy Carter a exprimé son intention de se présenter à la présidence le 12 décembre 1974, soit deux années avant

---

49. On trouve ce terme pour la première fois appliqué au phénomène des primaires dans Rhodes Cook (1981), « New Democratic Rules Panel : A Careful Approach to Change », *Congressional Quarterly Weekly Report*, 26 décembre, p. 2563-2567. Voir les précisions de William G. Mayer et Andrew E. Busch (2004) dans *The Front-Loading Problem in Presidential Elections*, Washington, D.C., Brookings Institution Press, p. 182. À l'inverse, le *rear-loading* renvoie à l'effervescence qui précède l'élection générale et qui se traduit par un véritable marathon électoral pour les candidats à la présidentielle.

50. William G. Mayer et Andrew E. Busch, *op. cit.*, p. 11.

l'élection. C'est pratiquement devenu une règle que de consacrer deux années à la campagne électorale. Y compris pour le président en exercice, « candidat permanent[51] », « absorbé par [...] sa réélection[52] ».

Le coût accru des campagnes électorales (voir le chapitre sur le financement électoral) impose de commencer la collecte de fonds bien avant le début de l'année électorale. En effet, en raison de la compression des primaires en début d'année, les vainqueurs du caucus de l'Iowa et de la primaire du New Hampshire ne peuvent pas bénéficier, comme avant, de quelques semaines pour engranger les dividendes de ces victoires : ils n'ont simplement plus de temps, ce qui signifie qu'il faut avoir accumulé au préalable les fonds nécessaires.

Le président sortant

La phase des primaires est souvent épargnée au président sortant[53] (si bien sûr il est en droit de se représenter) lorsqu'il n'y a pas d'opposants. En principe et en dehors de quelques exceptions, un président en exercice bénéficie de l'investiture de son parti. D'autant que, bien souvent, le président sortant est réélu, car pour un second mandat, il s'agit essentiellement d'une élection plébiscite. Cela n'encourage donc pas les éventuels concurrents du même parti à se mettre en lice[54] : la probabilité de gagner est réduite, les dépenses occasionnées seraient colossales et ce serait perçu, dans ce contexte, comme une lutte intestine qui ne contribuerait qu'à diviser le parti. D'ailleurs, en 2004, le président Bush ne fait face à aucun opposant républicain. Malgré cela, dans le respect des règles de chaque parti d'État, des primaires et caucus républicains se tiendront parfois en même temps que les primaires démocrates. Néanmoins, parce que le président n'a pas d'adversaire à ce stade, plusieurs États vont modifier leur processus de sélection, parfois en sautant des étapes, pour désigner les délégués dans le cadre de la convention de l'État, alors que d'autres, comme les caucus de Hawaï ou du Maine, vont s'étaler sur plusieurs semaines.

C'est donc de plus en plus tôt dans l'année électorale que les délégués seront désignés pour représenter leur électorat à la convention nationale du parti et à leur tour nommer les candidats officiels à la présidence et à la vice-présidence.

---

51. Marie-France Toinet (1991). *La présidence américaine*, Paris, Montchrestien, coll. Clefs, p. 15.
52. Alexis de Tocqueville (1981). *De la démocratie en Amérique*, Flammarion, tome I, p. 209.
53. À moins qu'il n'ait échu à ce poste qu'en remplacement du président défaillant, conformément à l'ordre de succession établi par la constitution, comme cela a été le cas pour Ford en 1976.
54. Voir Danta J. Scala (2003), « Mainstream Versus Reform Candidates in the New Hampshire Domestic Primary 1968-2000 », *Historical New Hamsphire*, vol. 58, nos 1 et 2, printemps-été, p. 34-35.

LA DÉSIGNATION DES CANDIDATS DU PARTI À LA CONVENTION NATIONALE

Désignés dans le cadre des primaires, les délégués se réunissent dans le cadre du congrès du parti, la « convention nationale », notamment – mais pas seulement – pour nommer les candidats à la présidence et la vice-présidence. Initialement, les candidats à la présidence et à la vice-présidence étaient désignés par un caucus congressionnel (le *King Caucus*), c'est-à-dire par une assemblée des membres les plus influents du parti au Congrès. La première convention nationale a été organisée par le Parti anti-maçonnique, à Baltimore en 1831. Il faut dire que ce tiers parti ne pouvait pas organiser un caucus au sens strict du terme, puisqu'il ne disposait d'aucun représentant au Congrès. Les démocrates ont enchaîné avec leur première convention en 1832, à Baltimore, sous l'impulsion de Franklin Pierce, décidé à faire prévaloir l'opinion de l'ensemble des militants sur celui de l'establishment du parti[55]. Les républicains ont, quant à eux, désigné John Fremont à leur première convention nationale de 1856. Mais, à l'époque, ces conventions demeuraient le lieu de rencontre « des politiciens professionnels, le théâtre privilégié de leurs combinaisons cachées[56] ». Initialement, les conventions drainaient une centaine de délégués vers des villes faciles d'accès (car les déplacements étaient plus compliqués) comme Baltimore ou Chicago. Dans une petite salle enfumée, car c'est là l'image d'Épinal des anciennes conventions, les hiérarques du parti choisissaient un candidat au terme de multiples compromis, au gré des alliances qui se faisaient et se défaisaient, à l'abri des regards. Aujourd'hui, les conventions nationales sont « l'occasion de démonstrations emphatiques et tapageuses, ponctuées de fanfares tonitruantes, de processions de supporters agitant des drapeaux, bien organisé [...] Les orateurs [font] vaguement appel à l'unité du parti, préférant jouer sur la fibre sentimentale ou historique plutôt que de définir une politique pour l'avenir[57] ». En d'autres termes, ce sont des grand-messes de quatre jours, organisées par les partis. Depuis 1952, toutes se sont déroulées durant l'été précédant l'élection générale. Et selon un rite établi depuis le début des années 1930, la première convention à se dérouler est celle du parti qui n'est pas à la présidence. Approximativement un an et demi avant la tenue des conventions, tout commence avec l'annonce officielle (*the Call*), du lieu, des dates et des modalités d'organisation des conventions.

---

55. Il s'agissait, pour Martin Van Buren, de défaire Calhoun. Michael Chaney (2003). « First Stop : the New Hampshire Primary », *Historical New Hamsphire*, vol. 58, n°s 1 et 2, printemps-été, p. 3.
56. M.J.C. Vile (1972). *Le régime des États-Unis*, Paris, Seuil, coll. Esprit, p. 89.
57. *Ibid.*, p. 90.

Le lieu de la convention nationale

Le lieu de la convention est toujours choisi avec soin par le parti. Plusieurs critères entrent généralement en ligne de compte : on peut sélectionner une ville à haute portée symbolique, une ville-pivot (*swing city*), c'est-à-dire une ville dont la majorité de l'électorat est encore indéterminée mais dont le poids dans les élections est considérable, ou encore une ville où la sécurité de milliers de délégués peut être assurée aisément[58]. Pour les villes désignées, les retombées sont substantielles. Boston a ainsi estimé que la convention démocrate des 26, 27, 28 et 29 juillet 2004 aura injecté 150 millions de dollars dans l'économie locale[59].

Ainsi, en 2004, les démocrates ont choisi Boston, car le Parti démocrate y a ses racines, la ville a une tradition « révolutionnaire », que l'on parle de la révolution 1776, du mouvement abolitionniste ou encore de la « nouvelle frontière », parce que c'est une ville moderne, un pôle d'innovation en matière d'éducation et de technologie. Cette décision est déjà critiquée par les républicains : Boston est une ville de gauche, favorable aux mariages de même sexe, et donc peu représentative du pays[60]. New York a été pour la première fois choisie par les républicains[61], principalement parce qu'elle est le symbole du 11 septembre, et en cela cette option est conforme à l'image que George W. Bush promeut dans sa campagne publicitaire : il tente de faire de la sécurité nationale l'un des enjeux centraux de l'élection[62].

De la même manière, en 2000, les démocrates avaient retenu Los Angeles et les républicains, Baltimore ; dans les deux cas, chaque parti voyait la ville et l'État choisis comme un pilier de l'élection générale[63].

---

58. On comprend d'autant mieux ce souci à la suite du 11 septembre. Toutefois, la question de la sécurité dans les villes américaines a d'autres dimensions que cet aspect terroriste : la grande fracture sociale qui marque les zones urbaines et notamment les centres-villes faute d'une gentrification réelle, le taux de pauvreté, de chômage, la libre circulation des armes à feu, l'existence de zones de non-droit sont autant de problèmes qui affectent l'espace urbain américain. Voir Justin Vaïsse (1998), *Le modèle américain*, Paris, Armand Colin, coll. Synthèses, notamment p. 44-49.
59. League of Women Voters, *op. cit.,* p. 127.
60. Voir, sur ce point, Elizabeth Drew (2004), « Primary Colors », *New York Review of Books*, 11 mars, p. 41.
61. Elle a par contre été, à trois reprises, le lieu des conventions démocrates, en 1976, 1980 et 1992. La convention républicaine se déroule du 30 août au 2 septembre 2004.
62. Voir par exemple Karine Prémont (2004), « Qui mène le bal publicitaire ? », Montréal, *La Presse*, p. A20. Pour être exhaustif, on ajoutera que le Parti libertarien et le Parti vert tiendront également des conventions, le premier du 29 au 30 mai 2004 et le second le 26 juin.
63. Stephen J. Wayne (2000), *op. cit*, p. 158.

Le déroulement de la convention nationale

La convention nationale est un événement qui doit se dérouler comme un véritable spectacle, car, depuis 1952, l'attention médiatique est considérable. Et, de fait, une convention bien orchestrée donne en principe lieu à un rebond (*bounce*), à un sursaut dans les sondages[64].

En principe, sur quatre jours, la convention nationale adopte la plate-forme électorale, redéfinit éventuellement le règlement intérieur du parti et, enfin, désigne le candidat à la présidence et son colistier à la vice-présidence.

L'ouverture de la convention

Le premier jour correspond à la phase organisationnelle de la convention. Les délégations s'installent, sont appelées et une présidence temporaire est élue. Une série de discours sont prononcés, notamment par le maire et par le gouverneur de l'État d'accueil. C'est également le temps de ratification de la composition des différentes commissions.

L'adoption de la plate-forme électorale

Les commissions ont préparé des rapports qu'elles remettent le deuxième jour à la convention, pour être débattus, éventuellement amendés et avalisés par la convention nationale. Dans chaque parti, la commission des mandats[65] (*Credentials Committee*) statue sur le droit des délégations d'État à siéger à la convention. Si le rapport de la commission des mandats fait généralement l'unanimité, il arrive toutefois que des factions dissidentes représentées par des listes de délégués concurrentes contestent certaines accréditations. On compte 4 319 délégués à la convention démocrate, parmi lesquels 3 520 délégués et 797 super délégués, et 2 509 délégués à la convention républicaine. Il faut noter que, pour les deux partis, des délégués de Guam, Samoa, Porto Rico et des îles Vierges sont présents aux conventions, alors même que les citoyens de ces territoires associés ne se prononcent pas aux élections présidentielles. Du côté démocrate, il y a également des délégués représentant les Américains de l'étranger.

---

64. Le gouverneur Bill Clinton de l'Arkansas bénéficie ainsi d'un des plus forts rebonds de toute l'histoire des sondages d'après convention nationale.
65. Selon la traduction de Marie-France Toinet (1987). *Le système politique des États-Unis*, Paris, Presses universitaires de France, p. 416.

Avec la démocratisation du processus de sélection des délégués et surtout avec la diffusion (par les télévisions et la radio) des conventions, la nature même des conventions nationales a changé. Le nombre de délégués a également évolué : ils étaient quelques centaines à la fin du XIXe siècle, ils sont aujourd'hui plusieurs milliers.

La commission des règles (*Rules Committee*) propose un règlement intérieur de la convention nationale. Les règles applicables durant la convention, définies préalablement par la commission des règles, sont bien souvent adoptées à ce stade. Elles sont parfois débattues, notamment lorsque les délégués pressentent que le vote sera serré et tentent de définir un avantage pour leur candidat en obtenant un amendement des règles en vigueur. C'est d'ailleurs ce qu'espéraient un certain nombre de délégués à la convention nationale républicaine de 1976 en proposant un amendement qui, en déliant des délégués de leur parole, aurait, selon eux, permis d'appuyer la candidature de Ronald Reagan[66].

Enfin, après s'être déplacée et avoir tenu de nombreuses auditions publiques dans tout le pays, la commission de programme *(Platform Committee)* propose une plate-forme électorale. C'est le moment important de l'adoption de la plate-forme électorale. La première plate-forme électorale a été adoptée en 1840 par une convention démocrate. Il arrive parfois que des amendements au rapport préliminaire de la commission de programme soient proposés. Pour qu'ils soient considérés, il faut bien entendu qu'un nombre suffisant de délégués les soutienne. La convention démocrate de Philadelphie en 1948 a ainsi été le théâtre d'affrontements mémorables entre les ailes nordiste et sudiste du parti. En raison de leur désaccord sur le contenu de la plate-forme électorale, l'intégralité de la délégation du Mississippi et 13 membres de la délégation de l'Alabama claquent la porte de la convention : l'intégration d'une disposition relative au respect des droits civique est à l'origine de cet esclandre. C'est alors que le maire de Minneapolis, Hubert Humphrey, se lance dans un discours enflammé en affirmant qu'il est temps pour le Parti démocrate de sortir de l'obscurantisme des droits étatiques pour marcher résolument vers la lumière et la pleine reconnaissance des droits de la personne. Toujours est-il que, trois jours plus tard, les démocrates du Sud, désabusés, se retrouvent à Birmingham en Alabama et nomment Storm Thurmond pour se présenter à la présidence et promouvoir les droits des États (*Dixiecrats*)[67].

---

66. Voir, sur cette anecdote, Kevin J. Coleman, Joseph E. Cantor et Thomas H. Neale (2000), *Presidential Elections in the United States : A Primer,* Washington, Congressional Research Service, Library of Congress, 2000, p. 10.

67. D'après l'historique élaboré par la chaîne CNN : *History of the Democratic National Convention*, <http://edition.cnn.com/ELECTION/2000/conventions/democratic/features/convention.history/index.html#1948> (mai 2004).

Pour certains, « la plate-forme est plus un rite obligatoire qu'un instrument politique cohérent et utile qui décrirait les objectifs du parti. Le vrai programme présidentiel s'esquisse dans les discours électoraux[68]. » Il s'agit en effet d'une simplification du message, comme le regrettait Carter dans une célèbre entrevue au magazine *Playboy*[69], et en fait on s'en tient plus aux valeurs véhiculées par le candidat[70]. Pour d'autres, au contraire, les plates-formes ont en réalité une influence déterminante sur le scrutin de l'automne[71].

La désignation du candidat à la présidence

Le troisième jour, lorsque les discours des candidats et de leurs alliés s'achèvent, le secrétaire de la convention (bien souvent le secrétaire permanent du Comité national du parti) appelle les délégations d'État une par une et par ordre alphabétique en commençant par l'Alabama.

Partiellement liée par le résultat des primaires, la convention est moins le lieu du suspense qu'un véritable spectacle, orchestré pour les médias. Pendant longtemps, le favori des primaires n'avait pas le nombre de délégués requis pour l'emporter lorsqu'il arrivait à la convention nationale (d'ailleurs le seul à avoir réussi la prouesse de détenir la majorité des délégués avant même la convocation de la convention était Barry Goldwater en 1964), mais depuis 1976 la tendance est inversée[72]. Toutefois, les jeux ne sont pas faits : « les délégués républicains doivent respecter leur mandat impératif aussi longtemps que leur candidat reste dans la course. Les délégués démocrates ne sont liés que pour un scrutin[73] ». Compte tenu du retrait de certains candidats au fil des primaires, nombre de délégués bénéficient d'une marge de manœuvre et d'une certaine liberté de choix. Il y a également des délégués (notamment des cadres du parti) qui ne sont statutairement pas liés par un engagement initial (*unpledged delegates* par opposition aux *pledged delegates*).

Les résultats de chaque État sont alors annoncés par le président de la délégation (qui est le plus souvent l'élu le plus important de l'État). Au fur et à mesure que les délégations se prononcent, le décompte des voix se fait. Cela n'empêche donc pas un ralliement de dernière minute autour d'un candidat qui réalise un consensus. Ce qui

---

68. Marie-France Toinet (1987), *op. cit.*, p. 417.
69. Nelson W. Polsby, Aaron B. Wildavsky (1980). *Presidential Elections – Strategy of American Electoral Politics*, New York, Charles Scribner's Sons, p. 169.
70. Par exemple, ses liens avec la religion. Voir sur ce point Paul Lopatto (1985), *Religion and Presidential Elections*, New York, Praeger, notamment p. 15-17.
71. Harvey L. Scantz (dir.) (1996). *American Presidential Elections – Process, Policy and Political Change*, New York, State University of New York Press, p. 21.
72. William G. Mayer et Andrew E. Busch, *op. cit.*, p. 46.
73. Marie-France Toinet (1991), *op. cit.*, p. 19.

signifie que l'on sait, souvent avant que toutes les délégations se soient prononcées, qui sera le candidat à la présidence. À l'issue du scrutin le président de séance présente une motion annonçant la nomination du candidat, motion que l'ensemble des délégués acclament publiquement, symbole de l'unité du parti. Le président sortant a un avantage significatif sur ses adversaires au sein de son parti, lorsqu'il y en a, car, selon les termes mêmes de Truman, « un président à la Maison-Blanche contrôle la convention nationale[74] ». En 1860, la convention démocrate de Charleston, n'ayant toujours pas désigné de candidat à l'issue de 57 tours de scrutin, a été ajournée. Il a fallu convoquer une nouvelle convention un peu plus tard à Baltimore[75]. Notons que, jusqu'en 1936, une majorité qualifiée (deux tiers) était requise, tandis qu'actuellement une majorité absolue (la moitié des voix plus une) est suffisante. Tant que cette majorité n'est pas obtenue, il y a ballottage.

Le profil sociologique des candidats qui obtiennent l'investiture pour la course à la présidence frappe par sa constance : la très grande majorité des candidats sont blancs, protestants, ont occupé de hautes fonctions politiques et tous avaient des ancêtres originaires d'Europe de l'Ouest[76].

La désignation du candidat à la vice-présidence

C'est le dernier jour qu'est désigné officiellement le candidat à la vice-présidence. Il n'y a pas de primaires pour la vice-présidence car au final un seul vote compte : celui de la personne nommée à la candidature à la présidence[77]. Auparavant, l'establishment du parti choisissait le vice-président, mais à compter de 1940 les choses ont évolué : on considère bien souvent que Franklin D. Roosevelt est véritablement le premier à avoir imposé son choix de vice-président. Le plus souvent on va rechercher un « *balancing ticket* », c'est-à-dire un vice-président qui représente le « cliché négatif[78] » du candidat à la présidence : le colistier doit en effet permettre d'aller « chercher le vote » (*get the*

74. Cité par M.J.C. Vile (1972), *Le régime des États-Unis*, Paris, Seuil, coll. Esprit, p. 94.
75. Qui a d'ailleurs désigné Douglas pour affronter Lincoln. Voir à ce sujet Marie-France Toinet (1991), *La présidence américaine*, Paris, Montchrestien, coll. Clefs, p. 21.
76. Sur les 58 candidats « majeurs » que Marie-France Toinet a relevés depuis 1824 (date à laquelle elle fait remonter l'élection du président dans son sens moderne), elle trouve deux catholiques, un orthodoxe, aucun juif (mais on peut souligner la présence de Lieberman, de confession juive, aux côtés d'Al Gore en 2000). Voir également Clinton Rossiter (1960), *The American Presidency*, New York, Mentors Book, p. 193, et Harvey L. Scantz (dir.) (1996), *American Presidential Elections – Process, Policy and Political Change*, New York, State University of New York Press, p. 11.
77. Stephen J. Wayne (2000), *op. cit.*, p. 160.
78. Jean Gicquel (2002). *Droit constitutionnel et institutions politiques*, Paris, Montchrestien, Domat Droit public, p. 262.

vote out). Ainsi, le choix par Walter Mondale en 1984 d'une femme, Geraldine Ferraro, comme vice-présidente pour mobiliser l'électorat féminin allait dans ce sens. Toutefois, les deux derniers cycles d'élections présidentielles infirment cette démarche.

Le vice-président
par David Grondin

« Je ne suis rien mais je peux être tout » disait le premier vice-président de l'histoire américaine[79]. En effet, parce qu'il peut à tout moment être amené à remplacer le président en cas d'incapacité ou de décès[80], le candidat à la vice-présidence doit montrer des aptitudes à occuper les fonctions de « l'homme le plus puissant au monde ». L'institution doit être prise sérieusement. Pourtant, à la mort de Franklin D. Roosevelt, Harry S. Truman a accédé à la présidence sans y avoir été préparé et sans même avoir été informé de l'existence du projet Manhattan sur la bombe atomique. Bien qu'ils demeurent souvent dans l'ombre, méconnus du public, les vice-présidents ne peuvent plus être de simples subalternes tenus à l'écart des décisions. D'ailleurs, Nelson Rockefeller sous Ford et surtout Walter Mondale sous Carter ont pu redonner du lustre à l'institution de la vice-présidence. Et George H. Bush a su conférer une stabilité à la vice-présidence durant les huit années de la présidence de Reagan, sans compter qu'il a ensuite accédé à la présidence[81]. Sous Clinton, la vice-présidence acquiert une importance de premier plan : Al Gore est chargé de plusieurs dossiers importants, notamment dans les affaires étrangères, et il a été considéré comme le vice-président le plus important de l'histoire. C'est cependant essentiellement le fait de la personnalité du président Bill Clinton et d'Al Gore. Sous George W. Bush, la vice-présidence se veut désormais plus active : le vice-président Dick Cheney, bien qu'il se fasse souvent discret, a une influence certaine sur le président et sur la direction des affaires étrangères[82].

---

79. John Adams, cité par Paul Kengor, « Presidents, Measured and Mismeasured », *Policy Review on-line*, <http://www.policyreview.org/jun00/kengor.html> (mai 2004).
80. En cas de vacance de la présidence ou d'empêchement définitif du président, la Constitution dispose que le vice-président est le remplaçant du président jusqu'au terme du mandat et assume la totalité de ses attributions. Le 25e amendement constitutionnel, ratifié en 1967, définit les circonstances précises de cette substitution. 1. En cas d'incapacité le vice-président assure l'intérim ; i) si le président fait connaître par écrit son incapacité, le vice-président devient *acting president* (George Bush a ainsi remplacé temporairement Ronald Reagan victime d'un attentat en 1985) ; ii) si le président ne peut pas reconnaître son incapacité, le vice-président assure l'intérim avec l'accord de la majorité du Cabinet ; iii) si le président ne veut pas reconnaître son incapacité, c'est le Congrès qui le décide avec une majorité des deux tiers des deux chambres. 2. En cas de décès, de démission, de destitution, le président est remplacé par le vice-président.
81. Joseph A. Pika (1998). « The Vice Presidency : New Opportunities, Old Constraints », dans M. Nelson (dir.), *The Presidency & the Political System*, 5e éd., Washington, D.C., CQ Press, p. 527-64.
82. Voir Bob Woodward (2004), *Plan of Attack*, New York, Simon & Schuster.

Les discours d'acceptation

Autrefois, les candidats ne se rendaient pas à la convention nationale – des délégations spécialement désignées à cet effet allaient porter la bonne nouvelle aux candidats –, mais Franklin D. Roosevelt a rompu avec cette tradition en se rendant à Chicago, en 1932, pour y accepter l'investiture du Parti démocrate[83].

La protection des candidats

À la suite de l'assassinat du président McKinley en 1901, le Congrès a confié la responsabilité de protéger le président au US Secret Service. Après l'assassinat de Robert Kennedy, candidat à l'élection présidentielle de 1968, le Congrès a également confié à cette agence la protection – à moins qu'ils n'y renoncent volontairement – des candidats importants à la présidence et à la vice-présidence (*Public Law 90-331*). À compter de 120 jours avant l'élection générale, leurs époux/épouses bénéficient des mêmes mesures.

Une commission composée des leaders de la majorité et de l'opposition au Sénat, du speaker et du leader de la minorité à la Chambre des représentants, ainsi que d'une personne désignée par les quatre premiers, détermine aujourd'hui sous l'autorité du ministre des Finances (*Secretary of Treasury*) les candidats admissibles à cette protection en fonction de quatre critères :

1) être un candidat déclaré et concourir dans au moins dix primaires ;
2) se présenter à l'investiture d'un parti reconnu (il doit s'agir d'un parti qui a obtenu au moins 10 % des voix au cours de la dernière élection fédérale) ;
3) être admissible au financement public et avoir reçu au moins deux millions de dollars en contributions ;
4) détenir, au 1er avril de l'année électorale en cours, au moins 5 % des intentions de vote, selon les résultats des plus récents sondages menés par ABC, CBS, NBC et CNN, ou encore avoir obtenu 10 % des voix dans deux primaires (ou caucus) simultanées ou consécutives.

La commission peut cependant déroger à ces critères : c'est ainsi qu'en 1979 le sénateur Edward Kennedy a bénéficié d'une protection rapprochée alors même qu'il n'avait pas déclaré sa candidature à la présidence[84].

D'après : *US Code*, Titre 18, 2e partie, chapitre 203, section 3056.

83. League of Women Voters, *op. cit.*, p. 134.

À la suite de sa nomination, le candidat à la vice-présidence prononce son discours d'acceptation. Il est suivi à la tribune par le candidat à la présidence, qui effectue à son tour son discours d'acceptation. Cas d'école jusqu'ici, John Kerry avait même envisagé de repousser son acceptation officielle à la convention démocrate 2004, pour ne pas se retrouver lié par la loi sur le financement électoral, qui lui imposer alors de limiter ses dépenses (voir le chapitre sur le financement électoral). Le vice-président, leurs familles, leurs anciens rivaux et les leaders du parti le rejoignent alors sur la scène dans une démonstration ultime d'unité partisane avant l'ajournement de la convention.

L'électorat des primaires est plus engagé, plus marqué politiquement. Ce qui signifie globalement que ces électeurs sont plus libéraux chez les démocrates et plus conservateurs chez les républicains que l'électorat moyen. Du coup, l'entrée en campagne électorale générale va se marquer par un recentrage des discours politiques[85], quoique le « centre » soit aux États-Unis à droite du « centre » européen. En effet, il y a, depuis quelques années aux États-Unis, une lame de fond républicaine : dans son ensemble, le pays est plus à droite que jamais et une majorité de démocrates et de républicains (environ les deux tiers) s'identifient comme conservateurs. Cela implique donc la convergence, depuis quelques années, des discours politiques vers un centre conservateur[86].

84. League of Women Voters, *op. cit.*, p. 28.

85. Voir sur ce point, League of Women Voters, *ibid.*, p. 116.

86. D'ailleurs, en 2004, si le candidat démocrate John Kerry développe une rhétorique du changement, il avance en fait des idées résolument conservatrices sur les mariages de même sexe et en se prononçant en faveur de la peine de mort pour les terroristes.

BIBLIOGRAPHIE

BRERETON, C. (1987). *First in the Nation : New Hampshire and the Premier Presidential Primary*, Portsmouth, Peter Randhall.

COLEMAN, K.J., J.E. CANTOR et T.H. NEALE (2000). *Presidential Elections in the United States : A Primer,* Washington, Congressional Research Service, Library of Congress.

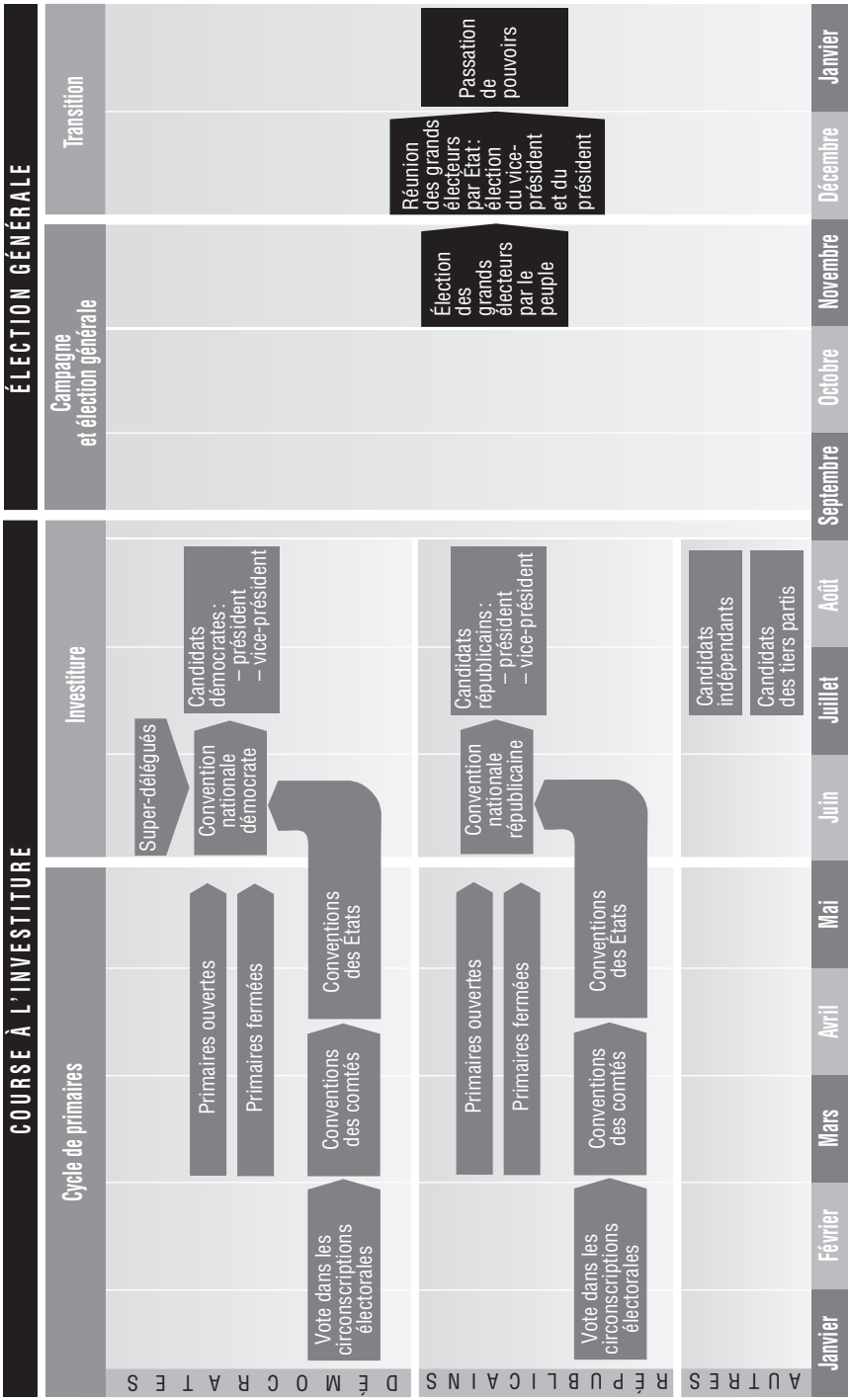
LEAGUE OF WOMEN VOTERS (2003). *Choosing the President 2004*, Guilford, The Lyons Press.

MAYER, W.G. (2000). *The Presidential Nomination Process Reconsidered : The End of Momentum ?*, Northeastern University – Annual President's Day Address, <http://www.casdn.neu.edu/~polisci/resources/deptspeeches/Mayer1.htm> (mai 2004).

MAYER, W.G., A.E. BUSCH (2004). *The Front-Loading Problem in Presidential Élections*, Washington, D.C., Brookings Institution Press.

National Party Conventions 1831-1972 (1976). Washington, D.C., Congressional Quarterly, Inc.

TOINET, M.-F. (1991). *La présidence américaine*, Paris, Montchrestien, coll. Clefs.


COURSE À L'INVESTITURE
ÉLECTION GÉNÉRALE
Cycle de primaires
Investiture
Campagne et élection générale
Transition
DÉMOCRATES
Vote dans les circonscriptions électorales
Conventions des comtés
Primaires fermées
Primaires ouvertes
Conventions des États
Convention nationale démocrate
Super-délégués
Candidats démocrates : – président – vice-président
RÉPUBLICAINS
Vote dans les circonscriptions électorales
Conventions des comtés
Primaires fermées
Primaires ouvertes
Conventions des États
Convention nationale républicaine
Candidats républicains : – président – vice-président
AUTRES
Candidats des tiers partis
Candidats indépendants
Élection des grands électeurs par le peuple
Réunion des grands électeurs par État : élection du vice-président et du président
Passation de pouvoirs
Janvier
Février
Mars
Avril
Mai
Juin
Juillet
Août
Septembre
Octobre
Novembre
Décembre
Janvier

CHAPITRE 2

L'élection du président

Élisabeth Vallet

Les Pères fondateurs craignaient la versatilité, l'irrationalité et l'imprévisibilité des masses populaires. Selon une philosophie propre à leur époque, ils ont opté pour la désignation du président au suffrage universel indirect[1]. Toutefois, dans un souci constant d'éviter toute « cabale, intrigue ou corruption[2] », ils ont également écarté l'élection du président par un corps d'électeurs préexistants. « Il ne leur restait qu'à choisir, parmi les différents modes d'élection, le moins dangereux [...] le problème à résoudre était de trouver le mode d'élection qui, tout en exprimant les volontés réelles du peuple, excitât peu ses passions et le tînt le moins possible en suspens[3] ». Les constituants ont donc imaginé de former spécialement, à chaque élection, un corps de grands électeurs désignés pour élire le président des États-Unis[4]. Et, de ce corps, ils ont écarté tous ceux qui pourraient être en conflit d'intérêts, le président ne devant dépendre de personne d'autre que du peuple lui-même[5]. Il aura tout de même fallu 60 tours de scrutin pour que la convention constituante trouve un accord sur le procédé de désignation du président[6]. La campagne électorale est aujourd'hui un préalable incontournable à l'élection des grands électeurs, aujourd'hui au suffrage universel direct, qui à leur tour désignent le « ticket » (président et vice-président) gagnant.

L'ÉLECTION DES GRANDS ÉLECTEURS

Les grands électeurs sont aujourd'hui élus au suffrage universel direct. Le scrutin, qui a lieu en novembre, est précédé d'une période de campagne électorale que définit la loi fédérale.

La période de la campagne électorale

La campagne électorale s'ouvre officiellement le jour de la fête du Travail (*Labor Day*), c'est-à-dire le premier lundi de septembre, et s'achève le jour de l'élection générale (*Election Day*), qui est, depuis

1. Pour une critique de ce système, voir Ronald Dworkin (2001), « A Badly Flawed Election », *The New York Review of Books*, vol. XLVIII, 11 janvier, p. 53-55.
2. Alexander Hamilton (1788). « The Federalist No. 68 », dans Garry Wills (1982), *The Federalist Papers by Alexander Hamilton, James Madison and John Jay*, New York, Bantam Books, p. 345.
3. Alexis de Tocqueville (1981). *De la démocratie en Amérique*, Flammarion, tome I, p. 205.
4. C'est une véritable innovation constitutionnelle qui n'est empruntée à aucune autre expérience. Stephen J. Wayne (2000). The *Road to the White House 2000 – The Politics of Presidential Elections*, Boston, Bedford/St Martin's, p. 13.
5. Voir, à cet effet, Alexander Hamilton, « The Federalist No. 68 », *op. cit.*, p. 344-347.
6. Shlomo Slonim (1986). « The Electoral College at Philadelphia : The Evolution of an Ad Hoc Congress for the Selection of a President », *Journal of American History*, nº 73, juin, p. 35-58.

1845, début novembre[7]. Durant cette période, les candidats vont tenter de se positionner face à leurs adversaires, tandis que les partis déposent leurs listes de candidats aux fonctions de grands électeurs et que les équipes de campagne prennent en compte les caractéristiques de l'électorat américain.

Les débats électoraux

La campagne repose sur des équipes colossales comprenant des salariés mais surtout de véritables armées de volontaires. À nouveau, le président sortant peut user du poste qu'il occupe pour renforcer sa position[8]. À cet effet, les dépenses électoralistes (*pork barrel spending*) sont un instrument de campagne, et certains États bénéficient alors tout particulièrement de « la manne fédérale[9] ». Mais la campagne électorale est surtout affaire de visibilité dans les médias, de positionnement (voir le chapitre sur les médias), car « depuis que les débats télévisés ont été introduits en 1960 dans la campagne présidentielle [...] les candidats cherchent à plaire et non à convaincre[10] ». La campagne est ainsi émaillée de moments, de petites phrases qui peuvent influencer l'écoute et faire infléchir la tendance.

DES PETITES PHRASES

En 1992, Clinton a, à cet égard, mené une campagne tout à fait significative. Il a tout d'abord adopté un slogan porteur. George Bush père se reposait alors sur l'acquis de popularité de la guerre du Golfe et négligeait l'impact des questions intérieures et de la récession économique que les médias, eux, couvraient largement. Flairant la sensibilité de l'opinion publique, Clinton a donc avancé un slogan – « *It's the economy, stupid* » – , qui est devenu la phrase clé de la campagne et un véritable classique de la vie politique américaine. Il a fait la différence en paraissant, jeune et dynamique, dans des émissions en vogue : sa prestation dans *The Arsenio Hall Show*, lunettes noires et jouant du saxophone, a constitué le point fort de sa campagne. La comparaison avec Kennedy a alors été aisée (et aidée), puisque même une de ses publicités montrait le jeune Clinton serrant la main du président Kennedy.

---

7. Dans un grand pays agricole comme les États-Unis, le début novembre correspondait à l'intersaison, après les dernières récoltes et avant les rigueurs de l'hiver au nord : les électeurs étaient donc en mesure de se déplacer pour aller voter.
8. Sur ce point, voir Kathryn Dunn Tenpas (1997), *Presidents as Candidates : Inside the White House for the Presidential Campaign*, New York, Garland, p. 78-92.
9. Marie-France Toinet (1991). *La présidence américaine*, Paris, Montchrestien, coll. Clefs, p. 22.
10. Denise Artaud et André Kaspi (1969). *Histoire des États-Unis*, Paris, Armand Colin, coll. U, p. 316.

Il est vrai que dans cette perspective, les débats peuvent s'avérer déterminants. Les débats sénatoriaux entre Abraham Lincoln et Stephen Douglas en 1858 et la première joute télédiffusée de 1956 entre Adlai Stevenson et Estes Kefauver sont inscrits dans l'histoire des élections présidentielles[11]. Le face-à-face entre Kennedy et Nixon en 1960 a marqué de manière irréversible la réalité des campagnes électorales, non seulement parce qu'il a inauguré les débats télévisés nationaux, mais aussi et surtout parce qu'il aura fait ressortir des contrastes qui ont influencé l'issue de la campagne. La télégénie de Kennedy par rapport à Nixon, transpirant, mal rasé[12], tout comme plus tard la bonhomie de Reagan contrastant avec le tableau sinistre dépeint par Carter[13], aura en effet joué un rôle déterminant.

En 1987, une Commission des débats présidentiels a été créée pour encadrer l'organisation des débats. Composée des représentants des deux partis, cette commission doit organiser, de façon neutre et objective, une série de débats, dans le respect des règles établies par la Federal Election Commission. À cette fin, elle détermine les candidats qui pourront participer au débat en s'appuyant sur trois critères cumulatifs. Tout d'abord, il faut que les candidats satisfassent les conditions constitutionnelles d'éligibilité (âge, citoyenneté, résidence). Ensuite, le nom de chaque candidat doit figurer sur suffisamment de bulletins de vote (*ballot access*) pour que celui-ci ait, au moins théoriquement, une chance d'obtenir une majorité de grands électeurs. Enfin, il faut que le candidat ait obtenu au moins 15 % des intentions de vote au niveau national, selon les résultats les plus récents de cinq instituts de sondage d'envergure nationale. Ainsi, en 1992, la Commission organisa un débat triangulaire incluant Ross Perot, qu'elle écartera en 1996, estimant que sa candidature n'avait pas de crédibilité au vu des sondages[14].

La Commission doit rendre sa décision avant la fête du Travail pour laisser suffisamment de temps à l'organisation du premier débat.

---

11. Selon Kevin J. Coleman, Joseph E. Cantor et Thomas H. Neale, *Presidential Elections in the United States : A Primer*. Congressional Research Service, Library of Congress, 2000, p. 39 <http://fpc.state.gov/documents/organization/22616.pdf> (mai 2004).
12. Tom Wicker (1991). *One of Us – Richard Nixon and the American Dream*, New York, Random House, p. 228-230. Il en est même pour parler du « tournant » de 1960, voir Daniel Royot, Susan Ruel (*et al.*) (1997). *Les médias et l'information aux États-Unis de 1945 à aujourd'hui – Presse, radio, télévision et multimédia*, Paris, Didier Érudition – CNED, p. 135-138.
13. Nelson W. Polsby et Aaron B. Wildavsky (1988). *Les élections présidentielles aux États-Unis*, Paris, Londreys, p. 233.
14. Stephen J. Wayne (2000), *op. cit.*, p. 234.

LES DÉBATS DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE 2004

Ainsi, dès le printemps 2004, la Commission des débats présidentiels a arrêté le calendrier des débats de l'automne 2004. Les candidats à la vice-présidence s'affrontent le 5 octobre à la Case Western Reserve University de Cleveland dans l'Ohio. Les candidats à la présidence débattent le 30 septembre à l'Université de Miami, à Coral Gables en Floride, puis le 8 octobre à la Washington University à Saint Louis dans le Missouri et, enfin, à l'Arizona State University, de Tempe dans l'Arizona, le 13 octobre 2004, soit une vingtaine de jours avant les élections.

Le dépôt des listes de grands électeurs

La façon dont les candidats aux fonctions de grands électeurs sont désignés pour figurer sur les listes électorales varie d'un État à l'autre. En principe, les aspirants grands électeurs sont sélectionnés au préalable par leur parti, en général en récompense de bons et loyaux services. Le plus souvent, c'est la convention du parti de l'État qui choisit une liste de grands électeurs potentiels. Il en est ainsi dans 34 États. Dans dix autres États, ainsi que dans le District of Columbia, ce sont les dirigeants du parti de l'État qui opèrent la sélection. Dans les six États restants, c'est le gouverneur, le candidat à la présidence lui-même ou encore un cycle de primaires qui vont permettre de désigner les grands électeurs[15]. Il peut s'agir d'élus, de cadres du parti ou de personnes proches des candidats à la présidence. Seule restriction, en vertu de l'article 2 de la Constitution les sénateurs, les représentants et les employés du gouvernement fédéral[16] (*Person holding an Office of Trust or Profit under the United States*) ne sont pas éligibles aux fonctions de grands électeurs. Adopté à la suite de la Guerre civile, le 14e amendement interdit aux élus des États qui se seraient engagés dans une insurrection contre les États-Unis d'occuper les fonctions de grands électeurs. Bien souvent, les candidats aux fonctions de grands électeurs sont peu connus. Tant est si bien qu'aujourd'hui leur nom ne figure parfois plus sur les bulletins de vote. Mais il arrive également que le nom des candidats à la présidence et à la vice-présidence n'apparaisse pas sur le bulletin de vote : il revient alors à l'électeur de retrouver à qui appartiennent les grands électeurs, le jour du « vote populaire ». Chaque parti – et chaque candidat indépendant s'il y a lieu – soumet, au directeur des élections de chaque État, une liste de personnes qui ont fait allégeance à un candidat pour les présidentielles.

---

15. Thomas H. Neale (1999). *The Electoral College : How It Works in Contemporary Presidential Elections, Congressional Research Service*, Library of Congress, p. 2.
16. Comme cela aura été le cas pour ce postier, élu grand électeur de l'État d'Oregon, dont l'éligibilité avait été contestée pendant l'affaire Hayes-Tilden (voir encadré p. 53).

LE VOTE POPULAIRE[17]

Les six premiers présidents américains ont été élus par des caucus congressionnels[18]. L'évolution majeure se fera avec l'émergence de structures partisanes, que n'avaient pas envisagées les Pères fondateurs, à compter du tournant du siècle et notamment avec l'élection controversée de 1800. Aussi, dans un deuxième temps, les assemblées des États (les législatures) se sont-elles vu confier le rôle d'élire des grands électeurs qui, à leur tour, désignaient le président[19]. Enfin, à compter de 1864, tous les grands électeurs sont élus au suffrage universel direct et c'est ce que désigne l'expression « *popular vote* ». L'électorat américain, dont on soulignera les spécificités, élit donc ses grands électeurs au cours d'un scrutin dont les modalités restent encore aujourd'hui très particulières.

La nature de l'électorat

Le droit de vote a été élargi considérablement depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale avec la suppression de la *poll tax*[20], des conditions de résidence sévères et des examens de compréhension de l'anglais (*literacy tests*). En 1971, le 26e amendement a abaissé le droit de vote à 18 ans. Pour autant, le taux d'abstention, assez élevé, pousse les équipes de campagne à monter de véritables stratégies électorales pour inciter à voter.

Le taux d'abstention aux élections présidentielles

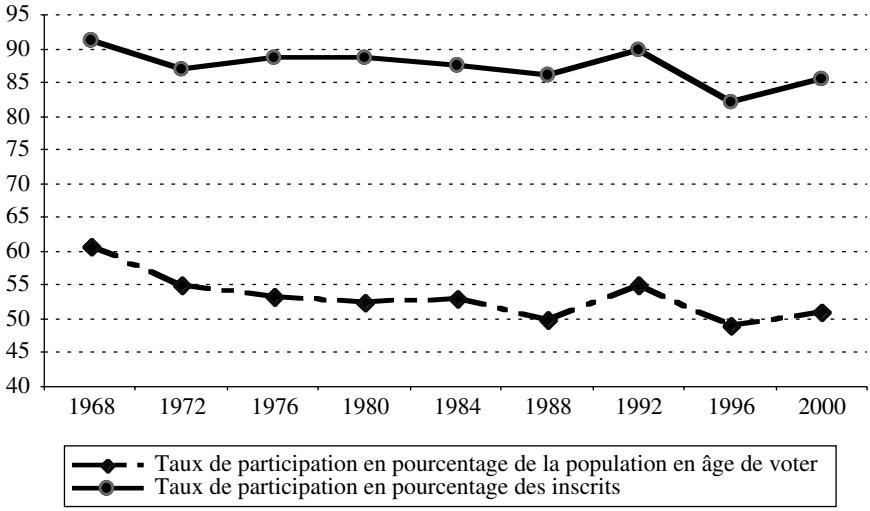
En raison du fort taux d'abstention aux élections, le *National Voter Registration Act* de 1993 a été adopté afin de faciliter l'inscription sur les listes électorales. Cette loi est également connue sous le nom de *Motor Voter Bill,* car elle permet aux personnes qui sollicitent un permis de conduire de s'inscrire sur les listes électorales en même temps. Elle impose d'ailleurs au gouvernement qu'il permette l'inscription sur les listes lors des demandes d'aide sociale.

---

17. Nous empruntons cette traduction littérale à Dominique Turpin (1999), dans *Droit constitutionnel*, Paris, Presses universitaires de France, p. 639.
18. L'expression peut être trouvée dans Frederic A. Ogg et P. Orman Ray (1958), *Le gouvernement des États-Unis d'Amérique*, Paris, Presses universitaires de France, p. 170.
19. D'ailleurs, dans une décision du 17 octobre 1892, la Cour suprême énonce, par-delà le seul cas du Michigan qui lui est soumis, toutes les options de désignation des grands électeurs : par le Parlement fédéré réuni en une seule assemblée, concurremment par les deux assemblées de l'État fédéré, par les électeurs dans une circonscription unique, par les électeurs et par circonscription de districts, simultanément par les électeurs et par l'assemblée de l'État, etc. *McPherson* v. *Blacker* 146 U.S. 1 (1892).
20. La *poll tax*, sorte de déclinaison du suffrage censitaire, était une taxe électorale, qui était appliquée notamment dans le sud des États-Unis pour exclure la communauté afro-américaine. Elle a été interdite par le 24e amendement de 1964.

Figure 2.1

Taux de participation aux élections présidentielles



On notera, s'agissant du taux d'abstention aux États-Unis, qu'il y a deux façons de le calculer : par rapport à la population en âge de voter ou par rapport à la population inscrite sur les listes électorales. Si c'est souvent le premier ratio qui est évoqué pour souligner le caractère alarmiste du taux d'abstention en Amérique, il est toutefois peu réaliste. D'une part, parce que la plupart des pays qui pourraient servir de comparaison ne mesurent pas le taux d'abstention de cette manière et, d'autre part, parce que la notion de « population en âge de voter » inclut des personnes qui ne le peuvent pas (non-citoyens, personnes déchues de leurs droits civiques par exemple). Or, si l'on se fie au second ratio (pourcentage des inscrits), les chiffres sont alors assez comparables à ceux du Canada ou de la France.

Par ailleurs, pour pallier le fort taux d'abstention qui augmente constamment depuis 1960, de nouvelles techniques de vote sont mises en place, comme le vote par Internet ou par correspondance[21].

21. Par exemple, généralisé en Oregon. Rebecca B. Morton et Kenneth C. Williams (2001). *Learning by Voting : Sequential Choices in Presidential Primaries and Other Elections*, University of Michigan Press, p. 173. Toutefois, et tout en représentant des innovations substantielles pour encourager les gens à voter, ces mesures constituent un retour à de vieilles pratiques, typiques du XIXe siècle : la privatisation de l'espace de vote est en fait un retour en arrière, puisqu'au lieu de voter dans le secret de l'isoloir et sous la protection d'officiers d'élections, les gens voteront depuis un espace privé où ils pourront être exposés à l'influence ou à l'intimidation de leur entourage. Voir Arnaldo Testi (2001), « The Tribulations of an Old Democracy », *The Journal of American History*, vol. 88, nº 2, p. 418.

« Getting the vote out »

Les *swing voters,* c'est-à-dire les indécis qui n'ont pas d'affiliation particulière et peu de constance d'une élection à l'autre, jouent un rôle considérable dans les élections présidentielles contemporaines. Particulièrement sensibles aux facteurs exogènes, les *swing voters* constituent bien souvent le cœur de cette marge d'erreur qu'évoquent les sondeurs : 10 % de la population aujourd'hui est susceptible de « faire » l'élection. À ce titre, celle de Ronald Reagan a été l'occasion de montrer cet effet de balancier au sein de l'électorat : une grande part de son succès en 1980 a été attribuée aux « *Reagan Democrats* », ces électeurs démocrates qui ont massivement basculé du côté républicain. C'est une dimension que les équipes des candidats prennent en compte.

« *Getting the vote out* », littéralement aller chercher les votes, est le mot d'ordre des veilles de scrutin. Il s'agit d'encourager l'inscription sur les listes électorales[22], de lutter contre l'abstention, et cela constitue maintenant un des éléments clés de la stratégie de campagne électorale. Chaque équipe de campagne effectue un véritable marathon, constitué d'appels téléphoniques, d'envois postaux, de porte-à-porte, auxquels s'ajoute, le cas échéant, la mise sur pied de moyens de transport vers le bureau de vote. Selon les directeurs de campagne, les 72 dernières heures sont déterminantes. C'est ainsi qu'en 1988 les républicains se sont appuyés sur des sondages téléphoniques pour définir la tendance politique des électeurs et ensuite envoyer des lettres personnalisées ciblant des profils prédéterminés. À l'inverse, les démocrates, qui ne disposaient pas de ce type de données, ont envoyé massivement des prospectus généraux non ciblés. Or, les envois ciblés ont un retour considérable, notamment dans les classes sociales à bas revenus[23]. Il reste qu'en ce sens les deux grands partis ont un atout réel par rapport à un parti tiers : ils disposent de la structure nécessaire pour « aller chercher le vote ».

Le scrutin

Jusqu'en 1956, le Maine a fait « dissidence » en organisant son élection en septembre. Il s'est finalement aligné sur les autres lors des élections de 1960 : désormais le vote populaire a lieu le mardi suivant le premier

22. De véritables armées de volontaires se mettent en place pour faire inscrire des électeurs. Voir par exemple l'initiative démocrate « *Driving Votes* », utilisant abondamment le réseau Internet : <www.drivingvotes.org> (mai 2004).

23. Stephen J. Wayne (2000). *The Road to the White House 2000 – The Politics of Presidential Elections*, Boston, Bedford/St Martin's, p. 211.

lundi de novembre[24]. Le jour de l'élection, il y a 51 scrutins : un par État et un dans le District of Columbia, dont l'organisation incombe aux États fédérés.

L'organisation du scrutin

Les partis politiques sont très décentralisés : ainsi, tant le Parti républicain que le Parti démocrate ne sont que des confédérations – au demeurant assez distendues – des partis de chaque État[25]. À tel point que l'on a pu parler de « *fifty american party system*[26] ». Et, au sein de chaque État, le principe de décentralisation s'applique aux comtés qui ont eux-mêmes une autonomie organisationnelle. Le droit constitutionnel américain impose aux États d'organiser l'élection des grands électeurs. Toutefois, les modalités de l'élection leur appartiennent totalement, et c'est là que le bât blesse. En effet, la combinaison de la décentralisation et de l'autonomie fiscale implique que les comtés peuvent choisir de se doter – ou non – de machines de vote (et de décompte des votes) adéquates – ou pas[27]. Devant le coût d'organisation des élections, le fort taux d'abstention et le grand nombre de fonctions électives, les États tendent à concentrer différents scrutins ce premier mardi de novembre. C'est ainsi que l'on désigne bien souvent ce même jour, en plus des grands électeurs, des fonctionnaires, des shérifs, des percepteurs, des gouverneurs, des représentants, des sénateurs, tout en répondant à des référendums… C'est pour cela que les bulletins deviennent parfois complexes et c'est là l'origine de l'imbroglio de l'élection présidentielle de 2000.

Si les machines de vote sont apparues à un moment donné comme la panacée, elles ne permettent pas nécessairement de limiter la fraude. Par exemple, en 1978, un référendum à Philadelphie

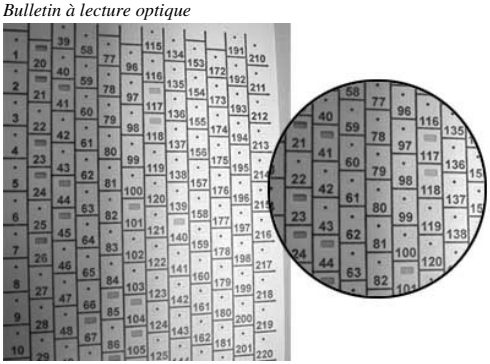
---

24. Il fallait que le scrutin se déroule un jour de semaine, le dimanche étant férié. Il fallait également laisser un jour ouvrable entier pour se rendre au bureau de vote puisque bien souvent, en effet, le seul bureau de vote était au siège du comté, d'où le choix du mardi. Et en empêchant que le scrutin se déroule le premier jour du mois, on évitait du même coup les conflits de calendrier avec, par exemple, les séances des tribunaux de commerce. Voir Kevin J. Coleman, Joseph E. Cantor et Thomas H. Neale, *Presidential Elections in the United States : A Primer. Congressional Research Service*, Library of Congress, 2000, 53 p. <http://fpc.state.gov/documents/organization/22616.pdf> (mai 2004).
25. Clinton Rossiter (1965). *Démocrates et républicains*, Paris, Seghers, p. 32.
26. Frank J. Sorauf (1976). *Party Politics in America*, Boston, Little Brown and Company, p. 32.
27. Arnaldo Testi (2001), *op. cit.*, p. 417.

Figure 2.2

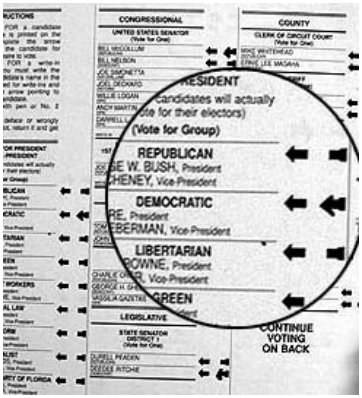
Invalidation des bulletins de vote de Floride

Bulletin à lecture optique



Exemple de bulletin mal percé et invalidé

Exemple de bulletin à lecture optique invalidé car l'électeur aurait dû prolonger la flèche



Exemple de bulletin invalidé parce que l'électeur a marqué le bulletin au lieu de le percer

Source et autorisation de reproduction : NORC, *Florida Ballots Project.* <http://www.norc.uchicago.edu/fl> (mai 2004)

a donné lieu à des fraudes considérables, par trucage des machines[28]. Et même non truquées, les machines de vote ont une marge d'erreur qui va de 0,5 à 4 %[29].

28. Marie-France Toinet (1991). *La présidence américaine*, Paris, Montchrestien, coll. Clefs, p. 29.
29. California Institute of Technology and Massachusetts Institute of Technology (2001). « Residual Votes Attributable to Technology – An Assessment of the Reliability of Existing Voting Equipment », *California Institute of Technology and Massachusetts Institute of Technology Voting Technology Project*, 18 p. <http://www.hss.caltech.edu/%7Evoting/CalTech_MIT_Report_Version2.pdf> (avril 2004).

UN RAPPORT ACCABLANT[30] : 4 À 6 MILLIONS DE BULLETINS INDÛMENT DÉCLARÉS NULS

Selon un rapport de deux institutions universitaires qui ont établi conjointement un programme de recherche sur le vote de 2000, la « déperdition » de votes en réalité valides par déclaration de nullité est considérable.

– Équipement défectueux et bulletins complexes : **1,5 à 2 millions**

– Problèmes d'inscription sur les listes électorales : **1,5 à 3 millions**

– Problèmes d'organisation des bureaux de vote : **jusqu'à un million**

– Problèmes de vote par correspondance : non évalués

La question des élections de 2000 va bien au-delà de la question de la Floride. Globalement, des problèmes fondamentaux de droit de vote ont touché l'ensemble du pays. D'une part, l'enregistrement sur les listes électorales et les questions de lisibilité des bulletins ont, semble-t-il, affecté plus substantiellement les minorités ethniques[31]. En outre, bien souvent l'inscription sur les listes électorales n'est possible qu'en la présence physique des électeurs, et en semaine, alors que ces derniers ne peuvent souvent pas quitter leur lieu de travail. D'autre part, plusieurs rapports font état d'invalidations considérables de bulletins (surtout dans les circonscriptions à bas revenu), de listes électorales indûment purgées[32] et surtout de cas d'intimidation[33].

C'est pour cette raison que, depuis, le Congrès a cherché à améliorer l'état des choses en votant le *Help America Vote Act*[34] en 2002. Cette loi a prévu un dispositif pour pallier les déficiences constatées lors de l'élection présidentielle de 2000. Elle impose aux États d'établir

---

30. California Institute of Technology and Massachusetts Institute of Technology (2001). « What is, What could be », *California Institute of Technology and Massachusetts Institute of Technology Voting Technology Project*, p. 8-9, 28, 50 <http://www.vote.caltech.edu/Reports/2001report.html> (mai 2004).

31. Les minorités ethniques, et notamment la communauté afro-américaine, souffrent de taux de chômage et de pauvreté élevés. C'est une véritable ségrégation économique qui perdure et affecte la scolarisation et l'éducation de ces classes à bas revenus. Sur ce point, voir Matthew M. Hoffman (1996), « The Illegitimate President : Minority Vote Dilution and the Electoral College », *The Yale Law Journal*, vol. 105, nº 4, p. 935 et suiv.

32. Ainsi, l'État de Floride a embauché une entreprise privée pour mettre à jour les listes électorales. Malheureusement, le travail a été bâclé et de nombreuses personnes ont été éliminées des listes sans raison. League of Women Voters, *Choosing the President 2004*, Guilford, The Lyons Press, 2003, p. 176.

33. Vernon Francis *et al.* (2003). *Preserving a Fundamental Right : Reauthorization of the Voting Rights Act*, Lawyers' Committee for Civil Rights under Law, juin, 33 p. ; House Committee on the Judiciary Dean, Congressional Black Caucus (2001). *How to Make over One Million Votes Disappear : Electoral Sleight of Hand in the 2000 Presidential Election*, House Committee on the Judiciary, 20 août, 122 p.

34. Public Law 107-252, 107th Congress.

des listes électorales centralisées et prévoit la mise en place d'un bulletin de vote « temporaire » qui permet aux personnes non inscrites de voter : leur vote est donc pris en compte si leur inscription est par la suite validée. Les électeurs votant pour la première fois et s'inscrivant par courrier doivent présenter une pièce d'identité lorsqu'ils votent. Les votants peuvent vérifier leur bulletin avant de quitter le bureau de vote. Enfin, des fonds (3,9 milliards de dollars) ont été alloués pour aider au remplacement des vieilles machines de vote et à la formation des scrutateurs.

Le mode de scrutin

Le jour du scrutin (le premier mardi suivant le premier lundi de novembre), les électeurs ont en main un bulletin à poinçonner, marquer ou trouer qui aligne les choix possibles par « ticket » (président et vice-président). L'électeur se prononce donc sur le ticket, ou sur la liste de grands électeurs correspondante, par un seul vote, et ne peut pas panacher.

La Constitution laisse à chaque législature fédérée le soin de déterminer comment sont désignés les grands électeurs et comment sont attribuées les voix. Il s'agit, dans 48 États et dans le District of Columbia, d'un scrutin de liste majoritaire à un tour : ces États orchestrent le vote sur la base du principe du « *winner-takes-all* » (le gagnant emporte tout). Cela signifie qu'à la liste qui obtient la majorité des voix (même de très peu) est attribuée la totalité des sièges des grands électeurs. En d'autres termes, le candidat aux élections présidentielles fait campagne dans les États dotés d'un nombre important de grands électeurs, car, si la liste qui le représente obtient la majorité, il « empoche » l'ensemble des voix des grands électeurs. Dès lors, « il suffirait à un candidat d'obtenir dans tous les États 51 % des "voix populaires" pour bénéficier de 100 % des "voix électorales"[35] ».

Il y a à cette règle deux exceptions que sont les États du Maine et du Nebraska. En effet, ces deux États octroient deux électeurs selon le résultat dans la circonscription de l'État et divisent les votes restants en districts congressionnels où ils attribuent les grands électeurs un par un. Ce qui signifie que le Maine, qui a quatre grands électeurs et deux districts congressionnels, accorde deux grands électeurs selon le résultat dans l'État et un par district.

35. André Tunc (1965). *Les États-Unis*, Paris, LGDJ, p. 207.

Le contentieux du scrutin

Le cas d'école d'une égalité parfaite des voix dans un État est toujours envisageable. Mais en application du *Electoral Count Act* de 1887, adopté dans la foulée de l'affaire Hayes-Tilden, la loi de l'État permettrait en principe de trancher la question.

L'ÉLECTION DE 1876 : LE CONTENTIEUX HAYES-TILDEN

On a établi de nombreux parallèles entre l'élection de 1876 et celle de 2000. En novembre 1876, le démocrate Samuel Tilden reçoit l'appui de 184 grands électeurs, et le républicain Rutherford Hayes, de 165. Toutefois, des incertitudes demeurent pour 19 grands électeurs de Floride, Louisiane et Caroline du Sud, et un de l'Oregon. En novembre, tandis que chaque parti se déclare vainqueur de l'élection, parviennent à Washington deux séries d'attestations des résultats de la Floride, de la Louisiane et de la Caroline du Sud : les unes, visées par les gouverneurs des États, donnant l'État litigieux à Hayes, les autres par les législatures des États, et favorables à Tilden. Les choses se compliquent encore avec la contestation de l'éligibilité d'un des grands électeurs de l'Oregon, le tout sur fond de fraude électorale massive dans d'autres États comme le Mississippi. Or, les votes en cause sont déterminants. Puisque la question soulevée n'est pas envisagée par la Constitution, le Congrès crée une commission électorale *ad hoc*, composée des 5 juges de la Cour suprême, de 5 sénateurs et de 5 législateurs. Après 16 semaines de controverse, et seulement trois jours avant la date prévue pour la passation des pouvoirs, par 8 voix contre 7, la commission concède les 20 grands électeurs litigieux à Hayes, donnant la présidence au Parti républicain par une voix (185-184). Encore faut-il que le Congrès approuve cette décision. Devant l'opposition des démocrates, les républicains se lancent dans une négociation qui aboutit au « Compromis de 1877 », prévoyant le retrait des troupes du Sud, la nomination d'un membre du Cabinet venant du Sud et des aides financières à l'industrialisation. Le 4 mars 1877, le président Hayes entre en fonction.

En principe, les recours doivent être tranchés au moins six jours avant la réunion des grands électeurs de façon que ne soient ensuite présentés au Congrès que des votes valides, car il s'agit d'éviter de rejouer le drame de 1876. En cas de contestation, les deux chambres doivent rejeter les votes contestés par vote majoritaire distinct. Cependant, la conformité de cette loi à la Constitution est parfois contestée et aurait fondé l'intervention de la Cour suprême dans le contentieux des élections présidentielles de 2000[36].

36. Samuel Issacharoff (2003) dresse le panorama et les termes du débat dans « The Enabling Role of Democratic Constitutionalism : Fixed Rules and Some Implications for Contested Presidential Elections », *Texas Law Review*, vol. 81, p. 2005.

Bush v. *Gore* : une saga judiciaire par Pierre-Louis Malfatto

Le 8 novembre : Au lendemain des élections présidentielles, Bush est déclaré vainqueur en Floride avec une si faible avance (moins de 0,5 % des suffrages exprimés, soit 1784 voix) que certains comtés procèdent automatiquement (et conformément à la loi de Floride) à un recomptage mécanique des voix à l'issue duquel résulte une avance encore plus faible. Du coup, dans les jours suivants, le candidat Al Gore demande un recomptage manuel dans ces comtés, amorçant ainsi toute la controverse liée aux critères d'interprétation des bulletins mal perforés. Les cours fédérales, saisies par le candidat Bush, refusent de mettre fin au recomptage, se déclarant incompétentes.

Le 21 novembre : Saisie à la suite du refus des cours fédérales de statuer, la Cour suprême de Floride autorise le recomptage manuel dans les comtés litigieux (Broward, Palm Beach et Miami-Dade) et repousse l'annonce des résultats au 26 novembre.

Le 26 novembre : La ministre de l'Intérieur de Floride annonce la victoire de George W. Bush dans l'État de Floride, avec 537 voix d'avance à la suite des nouveaux décomptes partiels.

Le 27 novembre : Al Gore conteste, comme l'autorise la loi électorale de Floride, la certification de Bush comme vainqueur en Floride auprès du juge de la *Circuit Court* (tribunal de circonscription de Floride), et demande à ce dernier d'autoriser un nouveau décompte manuel de plusieurs milliers de bulletins litigieux.

Le 4 décembre : Le juge de la *Circuit Court* rejette la requête introduite par Al Gore. La Cour suprême fédérale statue sur l'appel interjeté par Bush contre l'arrêt du 21 novembre de la Cour suprême de Floride autorisant le recomptage manuel : elle demande à la cour de Floride de clarifier sa décision, tant dans sa qualification juridique des faits que dans son interprétation du droit existant.

Le 8 décembre : La Cour suprême de Floride annule la décision du juge de la *Circuit Court* en date du 4 décembre et autorise le recomptage manuel de plusieurs milliers de bulletins litigieux.

Le 9 décembre : La Cour suprême fédérale est saisie en appel par Bush et demande, le 9 décembre, le sursis à exécution de la décision de la Cour suprême de Floride en date du 8 décembre.

Le 12 décembre : La Cour suprême fédérale invalide[37], à 5 voix contre 4, la décision de la Cour suprême de Floride. Elle met fin au recomptage manuel des bulletins, scellant ainsi la victoire de George W. Bush dans l'État de Floride et, par conséquent, à l'élection présidentielle américaine de 2000.

37. *Bush* v. *Gore*, 531 U.S. 98 (2000).

Dans la décision *Bush* v. *Gore*, c'est la première fois depuis l'affaire des *Pentagon Papers*[38] et des écoutes de la Maison-Blanche[39] que le pouvoir judiciaire se penche sur le fonctionnement de la présidence[40]. Ce contentieux a révélé au grand public le problème de l'hétérogénéité des bulletins de vote et a conduit les médias à s'interroger sur le fonctionnement de la démocratie américaine. La Cour suprême, en « retenant sa compétence[41] », a sans doute effectivement épargné au pays une grave crise constitutionnelle[42]. Pourtant, en cherchant à préserver le régime d'une telle crise, la Cour suprême a peut-être déséquilibré plus durablement le régime politique américain en altérant considérablement sa propre crédibilité[43]. Pour l'anecdote, on notera que, pour la première fois dans l'histoire des élections présidentielles, l'intérêt de l'opinion publique est monté après le jour de l'élection, passant de 46 % à 80 %[44].

L'effet de distorsion du mode de scrutin

La prédominance du scrutin majoritaire a un effet de distorsion important ; elle conduit en effet à renforcer le poids de quelques États dans l'élection, parce qu'elle favorise l'éviction des petits partis et qu'elle induit parfois une déconnexion entre le vote populaire et l'issue finale du scrutin.

Le poids des États-pivots

Si les partis démocrate et républicain pèsent à peu près le même poids au niveau national, ce n'est pas le cas dans la plupart des États où, bien souvent, l'un des deux dispose d'une assise confortable. Puisque certains États sont réputés acquis à l'un ou l'autre des candidats, le perdant présumé n'y investira pas ses forces démesurément. Avec

---

38. *NY Times* v. *United States*, 403 U.S. 713 (1971).
39. *United States* v. *Nixon*, 418 U.S. 683 (1974).
40. Samuel Issacharoff. (2003). « The Enabling Role of Democratic Constitutionalism : Fixed Rules and Some Implications for Contested Presidential Elections », *Texas Law Review*, vol. 81, p. 2000.
41. Voir Milton Heumann et Lance Cassak, « The Supreme Court and Bush *v.* Gore – Resolving Electoral Disputes in a Democracy », dans Gerald M. Pomper et Marc D. Weiner (dir.), *The Future of American Democratic Politics*, New Brunswick, NJ, Rutgers University Press, p. 161-172.
42. Selon Elizabeth Garrett (2003). Voir « The Impact of Bush *v.* Gore on Future Democratic Politics », dans Gerald M. Pomper et Marc D. Weiner, *op. cit.*, p. 141.
43. Voir Jean Gicquel (2002), *Droit constitutionnel et institutions politiques*, Paris, Montchrestien, Domat Droit public, p. 265, E. Dionne Jr. et W. Kristol (2001), *Bush* v. *Gore : The Court Cases and the Commentary*, Washington, D.C., Brookings Institution, 344 p. ; Élisabeth Zoller, « Le rôle de la Cour suprême dans le système américain de gouvernement – À propos de l'arrêt Bush *v.* Gore du 12 décembre 2000 », <http://www.u-paris2.fr/cda/Publications.htm> (février 2004).
44. League of Women Voters (2003), *op. cit.,* p. 170.

l'effet de distorsion du scrutin majoritaire, on peut considérer que certains États – un grand nombre, en fait – sont acquis à l'un ou l'autre des partis.

Le système électoral, tel qu'il est conçu, crée un phénomène de réfraction qui contraint donc les candidats à se concentrer sur les États très peuplés et sur les États-pivots, susceptibles de basculer d'un côté ou de l'autre. On parle donc d'États-pivots, de *swing states*, pour qualifier les États indécis, susceptibles de faire basculer l'élection. Les États-pivots sont bien souvent identifiés en fonction de l'élection présidentielle passée : ce sont donc les États où celui qui a emporté les grands électeurs l'a fait avec 5 % ou moins des suffrages. À ce titre, certains États s'illustrent en 2004 par leur possible versatilité : l'Oregon, le Nouveau-Mexique et le Nevada, le Minnesota, le Wisconsin, l'Iowa, l'Ohio, la Pennsylvanie, le Missouri, le Tennessee, la Floride et le New Hampshire. Ainsi, le centre de gravité des États-pivots se déplacerait en 2004 vers les Grands Lacs, où 32 % des électeurs américains pouvant faire basculer une élection sont répartis dans 16 États[45].

L'éviction des petits partis

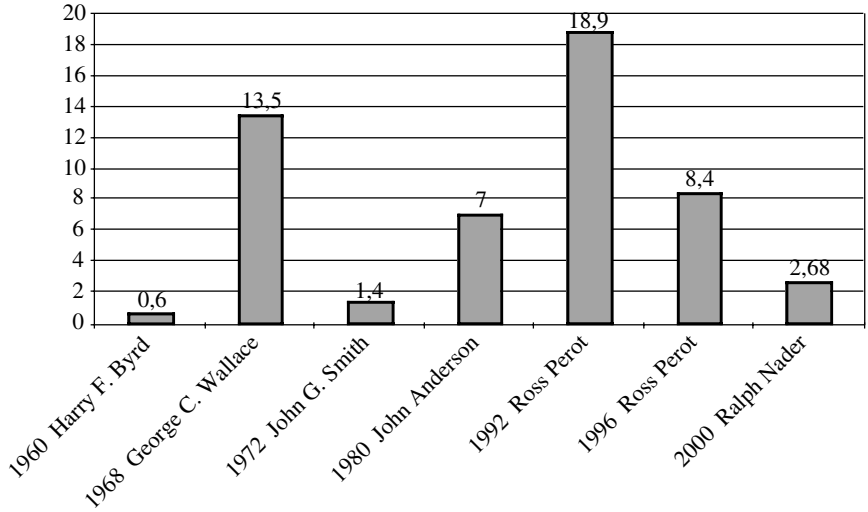
En raison du mode de scrutin, les tiers partis éprouvent bien des difficultés à s'imposer sur la scène présidentielle. Ils ont, dans un premier temps, toutes les difficultés à se faire inscrire sur les bulletins de vote. Si la candidature au niveau fédéral se limite à l'inscription à la Federal Election Commission et est donc relativement aisée, se porter candidat au niveau de chaque État tient, par contre, du parcours du combattant pour les tiers partis. En effet, dans le but affirmé de préserver la stabilité politique induite par le bipartisme, les États fédérés ont édicté des lois « spécifiquement pour empêcher les candidatures des tiers partis[46] ». L'Ohio a ainsi, en 1968, édicté des règles complexes afin d'entraver la campagne de George Wallace. Il semblerait d'ailleurs que cet esprit perdure, bien que la Cour suprême se soit opposée à de telles pratiques[47]. Dans un second temps, le mode de scrutin fait en sorte que les tiers partis vont simplement diviser le vote et contribuer à l'élection d'un autre candidat. Bien souvent, les partis traditionnels tentent de récupérer le programme du tiers parti dans leur programme électoral, pour rassembler justement ces voix susceptibles de s'éparpiller. Tel aura été le cas, par exemple, pour le système de sécurité sociale, récupéré par le Parti démocrate pour s'adjoindre l'électorat du parti socialiste et, ce faisant, gagner les présidentielles en 1932. Une logique tout à fait

---

45. Charlie Cook (2003). « Five States Will Be Key in 2004 Election », *National Journal*, vol. 35, nº 49, 6 décembre, p. 3702.
46. Marie-France Toinet (1991). *La présidence américaine*, Paris, Montchrestien, coll. Clefs, p. 13.
47. Réfutant l'argument de la stabilité politique, la Cour suprême estime alors qu'il s'agit moins de préserver la stabilité en général que de favoriser les partis en place en particulier. *Williams* v. *Rhodes*, 393 23, 1968.

Figure 2.3

Poids des tiers partis et candidats indépendants
(en pourcentage des suffrages exprimés)



similaire s'applique aux candidats indépendants (comme Ross Perot en 1996 et Ralph Nader en 2004) qui ont rarement les ressources logistiques et les armées de volontaires pour faire face aux grandes structures partisanes[48].

George Wallace[49] aura, en 1968, réussi à récupérer 46 grands électeurs avec sa campagne « *Law and Order* » fondée sur la ségrégation et opposée à l'intégration raciale[50]. Par contre, Ross Perot, candidat indépendant, aura obtenu, en 1992, 20 % des suffrages populaires mais aucun grand électeur, n'ayant en fait emporté aucun État. Des candidats qui bénéficiaient d'une bonne assise régionale, comme

48. Gary Glenn (2003). « Contemporary Perspectives : The Electoral College and the Development of American Democracy », *Perspectives on Political Science*, vol. 32, nº 1, hiver, p. 4.

49. Populiste et par analogie poujadiste de l'Alabama, il lance sa campagne sur le slogan « *Law and Order* » et choisit comme colistier un faucon, le général May.

50. Strom Thurmond l'avait précédé dans ce parti des *Dixiecrats* en 1948, affirmant alors « qu'il n'avait pas assez de troupes dans l'Armée pour parvenir à contraindre les gens du Sud à accepter les "nègres" dans les théâtres, piscines et maisons blanches ». Les « états de service » de Thurmond, qui s'est illustré jusqu'à la veille de sa mort par ses propos racistes, sont décrits dans un article récent. « James Strom Thurmond RIP 1902-2003 », *The Journal of Blacks in Higher Education*, 31 juillet 2003, p. 24.

Strom Thurmond en 1948 ou George Wallace en 1968, ont emporté des pans entiers du vote dans le Sud, ce qui a certainement affecté l'issue du scrutin, sans pour autant leur permettre de se rapprocher du gagnant de l'élection. D'ailleurs, Theodore Roosevelt est le dernier représentant d'un tiers parti à avoir véritablement fait une différence : il a fini second de l'élection, loin toutefois du gagnant, avec 88 grands électeurs (la majorité requise était alors de 266). De la même façon, le rôle de Ralph Nader a été souligné dans le cadre des élections en Floride et au New Hampshire : bien qu'il n'ait obtenu que 2,7 % du vote populaire en 2000, il a fait basculer ces deux États en érodant le capital électoral démocrate[51].

La déconnexion avec le vote national

En attribuant des grands électeurs au scrutin majoritaire de liste à un tour, le mode de scrutin conduit parfois à désigner comme président un candidat qui a, en réalité, obtenu moins de suffrages populaires que son adversaire. Ainsi George W. Bush a été élu par une majorité de grands électeurs (271 contre 267), tandis que son adversaire, Al Gore, avait obtenu environ 500 000 suffrages de plus (50,3 % contre 49,7). De cette manière, quinze présidents ont été élus avec moins de 50 % du vote populaire et trois avec moins de voix que leur opposant : en 1876, Rutherford Hayes (48,4 %) gagne contre Samuel Tilden (51,6 %) ; en 1888, Grover Cleveland (47,8 %) l'emporte sur Benjamin Harrison (48, %) ; enfin, Bush (47,87 %) gagne contre Gore (48,38 %) en 2000. C'est le phénomène « de réfraction[52] » qui caractérise le scrutin majoritaire. Dans le même esprit, en 1992 le candidat indépendant Ross Perot obtient 19,7 millions de voix, ce qui représente 18,9 % des suffrages exprimés. Pour autant, il n'obtiendra *aucun* grand électeur. Ce mode de scrutin, qui amplifie les différences, est censé, conformément aux justifications du scrutin majoritaire, assurer une stabilité politique en écartant les petits candidats. Toutefois, sur le plan purement juridique, parler de distorsion revient à assimiler deux phénomènes différents. Le fait qu'un candidat obtienne « plus » de votes populaires et « moins » de grands électeurs revient à assimiler deux décomptes et à présumer qu'ils sont égaux, alors que seul le second est constitutionnel : il y a confusion entre le décompte national et le décompte fédéral[53]. Le vote populaire n'a aucun impact constitutionnel, « *no*

51. Mike McNamee (2003). « Will History Repeat Itself in 2004 ? », *Business Week*, nº 3863, 22 décembre, p. 51.
52. Jean Gicquel (2002). *Droit constitutionnel et institutions politiques*, Paris, Montchrestien, Domat Droit public, p. 263.
53. Gary Glenn (2003), *op. cit.*, p. 4.

constitutional relevance[54] ». En effet, ce sont les grands électeurs qui, sur un plan purement juridique, élisent véritablement le président : légalement, seul leur vote compte.

LE COLLÈGE ÉLECTORAL

Les Pères fondateurs avaient rêvé de constituer une assemblée délibérative nationale[55], mais la Constitution disposera que les « électeurs se réuniront dans leurs États respectifs »[56], mettant ainsi fin à cet idéal. Le collège électoral n'apparaît pas en tant que tel dans la Constitution, ni même d'ailleurs dans les débats constituants : juridiquement, il ne s'agit pas d'un corps unique, mais bien d'un ensemble de grands électeurs : en d'autres termes, il n'y a juridiquement pas de « collège électoral», mais seulement des « grands électeurs ». Cette confusion sémantique pourrait laisser croire que ce procédé fédéral est en réalité national. Or, les grands électeurs étaient même initialement pensés comme « différents collèges électoraux[57] ». D'ailleurs, la Constitution dispose que « les électeurs se réuniront dans leurs États respectifs et choisiront en votant le président et le vice-président ». Jusqu'en 1845, chaque État était libre de choisir la date à laquelle se tiendraient les élections présidentielles. Aujourd'hui, les grands électeurs se prononcent le premier lundi suivant le deuxième mercredi de décembre après l'élection.

La répartition des grands électeurs

Les 538 grands électeurs sont répartis entre les États, au prorata de leur poids démographique : chaque État se voit attribuer un nombre d'électeurs correspondant à son nombre de sénateurs (toujours deux) et à son nombre de représentants (dont la répartition varie en fonction de la population)[58]. Cette répartition peut donc être modifiée à la suite, s'il y a lieu, de chaque recensement décennal.

---

54. Arnaldo Testi (2001). « The Tribulations of an Old Democracy », *The Journal of American History*, vol. 88, nº 2, p. 416.
55. Voir, sur cette idée, Élise Marienstras (1976), *Les mythes fondateurs de la nation américaine*, Paris, François Maspero, p. 117-135.
56. Voir Marie-France Toinet (1991), *op. cit.*, p. 12.
57. Gary Glenn (2003), *op. cit.*, p. 4.
58. En plus des 535 voix attribuées aux États, le District de Columbia s'est vu accorder, par le 23e amendement, 3 voix, ce qui porte le nombre de grands électeurs à 538. Alors que le nombre de représentants est inchangé depuis 1941, la population américaine a, quant à elle, crû de manière importante : un membre de la chambre qui représentait 300 100 personnes en 1940 en représente, à la suite du dernier recensement en 2000, 647 000. Si l'on voulait maintenir la même base représentative qu'en 1941, la chambre devrait aujourd'hui comporter 940 membres. Michael G. Neubauer (2003). « Apportionment and the 2000 Election », *The College Mathematics Journal*, vol. 34, nº 1, janvier, p. 2.

Tableau 2.1

Nombre de grands électeurs par État
(établi d'après le recensement de 2000)

Alabama – **9**	Illinois – **21**	New Jersey – **15**
Alaska – **3**	Indiana – **11**	New York – **31**
Arizona – **10**	Iowa – **7**	Nouveau-Mexique – **5**
Arkansas – **6**	Kansas – **6**	Ohio – **20**
Californie – **55**	Kentucky – **8**	Oklahoma – **7**
Caroline du Nord – **15**	Louisiane – **9**	Oregon – **7**
Caroline du Sud – **8**	Maine – **4**	Pennsylvanie – **21**
Colorado – **9**	Maryland – **10**	Rhode Island – **4**
Connecticut – **7**	Massachusetts – **12**	Tennessee – **11**
Dakota du Nord – **3**	Michigan – **17**	Texas – **34**
Dakota du Sud – **3**	Minnesota – **10**	Utah – **5**
Delaware – **3**	Mississippi – **6**	Vermont – **3**
District de Columbia – **3**	Missouri – **11**	Virginie – **13**
Floride – **27**	Montana – **3**	Washington – **11**
Géorgie – **15**	Nebraska – **5**	Virginie occidentale – **5**
Hawaii – **4**	Nevada – **5**	Wisconsin – **10**
Idaho – **4**	New Hampshire – **4**	Wyoming – **3**

À la suite du recensement de 2000, le Congrès a redéfini le poids relatif des circonscriptions électorales pour adapter la carte électorale aux changements démographiques. C'est ainsi que le nombre de grands électeurs a été redistribué entre les États. Cette redéfinition pourrait, à terme et considérant les résultats serrés de l'élection de 2000, avoir une incidence réelle.

Tableau 2.2

États affectés par la redistribution des grands électeurs

États remportés par le Parti démocrate en 2000	**États remportés par le Parti républicain en 2000**
Californie (+1)	Arizona (+2)
New York (–2)	Caroline du Nord (+1)
Pennsylvanie (–2)	Colorado (+1)
Connecticut (–1)	Floride (+2)
Illinois (–1)	Géorgie (+2)
Michigan (–1)	Nevada (+1)
Wisconsin (–1)	Texas (+2)
	Indiana (–1)
	Mississippi (–1)
	Ohio (–1)
	Oklahoma (–1)
Total : –7	**Total :** +7

D'après les données de la Federal Election Commission, <http://www.fec.gov/pages/elecvote.htm>.

Ainsi, les 12 premiers États pour le nombre de grands électeurs en détiennent ensemble 275, alors que la majorité requise pour être élu président des États-Unis est de 270 voix. Parmi eux, la Californie élit le plus grand nombre de grands électeurs (55) et a donc une voix prépondérante au sein du collège électoral. On peut donc constater dès à présent qu'il y a globalement, depuis quelques années, un poids accru du Sud-Ouest[59] sur l'échiquier américain.

Le mandat des grands électeurs

Tous les grands électeurs n'ont pas, comme le veut la légende, un mandat impératif. Les Pères fondateurs voulaient, en les désignant spécialement pour le temps d'une élection présidentielle, que les grands électeurs bénéficient, en tout temps, d'une véritable indépendance[60]. Cette logique, conforme à l'idée même de souveraineté nationale, ne pouvait pas véritablement résister à la progression de l'idéal démocratique. En réalité, la nature du mandat des grands électeurs est déterminée au niveau des États, soit par la loi de l'État, soit par prestation de serment auprès de l'État ou du parti de l'État. Ainsi, 27 États imposent à 270 d'entre eux un mandat impératif, éventuellement assorti de sanctions en cas de non-respect. En 1952, la Cour suprême a, dans sa décision *Ray* v. *Blair*, avalisé l'existence du caractère impératif de leur mandat, sans pour autant exclure l'autre cas de figure, c'est-à-dire les 24 autres États qui ne prévoient pas de mandat impératif. Il est toutefois évident que le poids de la volonté populaire est considérable. Il arrive cependant qu'un grand électeur se ravise, comme cela a été le cas en 1969 lorsqu'un électeur de la Caroline du Sud s'est prononcé, contrairement à son engagement initial, pour George Wallace et contre Richard Nixon. On appelle cela le « *faithless elector* ». La validation de ce vote par le Congrès en tant que juge du contentieux électoral a ainsi pérennisé la coutume. La Cour suprême ne s'est jamais prononcée sur la question de la prestation de serment et des sanctions, et aucun grand électeur n'a jamais été poursuivi pour s'être déjugé. Au demeurant, sur plus de 17 000 votes dans l'histoire, sept électeurs seulement se sont déjugés, et aucun n'a changé le cours des choses[61].

Peu de grands électeurs se déjugent et les élections sont le plus souvent jouées à l'issue du vote populaire. Pourtant, le processus est loin d'être achevé, puisqu'il reste aux grands électeurs à désigner effectivement le président.

---

59. Bruce J. Schulman (2001). *The Seventies : The Great Shift in American Culture, Society and Politics*, New York, Free Press, 334 p.
60. Thomas H. Neale (1999). Congressional Research Service, Library of Congress, p. 3.
61. Jerome Agel et Mort Gerberg (1987). *The U.S. Constitution for Everyone*, New York, Perigee, p. 25.

Tableau 2.3

Existence ou non d'un mandat impératif selon les États

Absence de mandat impératif	Existence d'un mandat impératif établi par :			
		La loi de l'État	Prestation de serment auprès :	Assorti de sanctions
Arizona	Alabama	Oui	du parti	
Arkansas	Alaska	Oui	du parti	
Delaware	Californie	Oui		
Géorgie	Caroline du Nord	Oui		Électeur remplacé et amende de 500 $
Idaho				
Illinois				
Indiana	Caroline du Sud	Oui	de l'État	Remplacement et poursuites judiciaires
Iowa				
Kansas				
Kentucky	Colorado	Oui		
Louisiane	Connecticut	Oui		
Minnesota	District de Columbia	Oui	de l'État	
Missouri	Floride	Oui	du parti	
New Hampshire	Hawaï	Oui		
New Jersey	Maine	Oui		
New York	Maryland	Oui		
Dakota du Nord	Massachusetts	Oui	du parti	
Pennsylvanie	Mississippi	Oui	du parti	
Rhode Island	Michigan	Oui		Annulation du vote et remplacement de l'électeur
Dakota du Sud				
Tennessee				
Texas				
Utah	Montana	Oui		
Virginie occidentale	Nouveau-Mexique	Oui		Poursuite pour délit
	Nebraska	Oui		
	Nevada	Oui		
	Ohio	Oui		
	Oklahoma	Oui	de l'État	
	Oregon	Oui	de l'État	
	Vermont	Oui		
	Virginie	Oui, mais peut être indicative. La loi dispose : « *Shall be expected* » *to vote for nominees.*		
	Wisconsin	Oui		
	Wyoming	Oui		
	Washington	Oui	Du parti	Amende de 1 000 $

D'après le National Archives and Records Administration (NARA), <http://www.archives.gov/federal_register/electoral_college/2000/laws.html> (mai 2004).

La désignation du président

Le premier lundi suivant le deuxième mercredi de décembre, ainsi que le prévoit la loi fédérale, les grands électeurs se réunissent dans leurs États respectifs – et non dans un lieu unique, notamment pour éviter les transactions partisanes dans un espace où ils seraient tous réunis[62] – à l'endroit que déterminent les législatures fédérées de chaque État (en pratique, ce sont bien souvent dans les locaux du Parlement fédéré ou l'Hôtel d'État). Ils se prononcent alors par deux votes distincts, l'un pour le président et l'autre pour le vice-président. En cas de ballottage, le Congrès doit trancher.

Deux votes distincts

Si aujourd'hui les grands électeurs élisent séparément le président et le vice-président, cela n'a pas toujours été le cas. Initialement, le ticket gagnant était désigné par un seul vote : celui qui obtenait le plus de voix était élu président et le second en lice obtenait le poste de vice-président. Ce système a donné lieu à des imbroglios cauchemardesques. Ainsi, en 1796, les grands électeurs élisent un ticket de « cohabitation », avec un président fédéraliste (John Adams) et un vice-président antifédéraliste (Thomas Jefferson). L'élection suivante engendre une situation plus difficile encore. En effet, le ticket Jefferson-Burr est élu, mais Jefferson et Burr arrivent *ex aequo*. À tel point que la Chambre des représentants doit, conformément à la Constitution (voir *infra*), se saisir de la question et trancher. Au cours des trois mois et demi qui vont suivre, la chambre votera 35 fois, sans parvenir à déterminer qui sera président et vice-président. Ce n'est qu'à l'issue d'un 36e vote qu'enfin Jefferson est élu président. Pour éviter qu'une telle situation ne se reproduise, le 12e amendement est ratifié en 1804 : depuis lors, les grands électeurs se prononcent par deux bulletins séparés, d'un côté pour le président, de l'autre pour le vice-président[63]. De surcroît, afin d'éviter tout localisme, au moins un des votes doit se porter sur un candidat qui est hors de leur État, ce qui en soi n'est pas un problème, puisque le vice-président et le président ne peuvent être

62. Thomas H. Neale (1999), *op. cit.*, p. 2.

63. Pour la petite histoire, Aaron Burr, qui ne devait jamais être président (puisqu'il était vraiment pressenti pour la vice-présidence), avait tout de même fini par y croire. Son amertume et son ire sont directement dirigées vers Hamilton, qu'il juge responsable de sa défaite. Aussi, en 1804, Burr provoque et tue Hamilton en duel. Inculpé, il ne sera toutefois jamais jugé et achèvera son mandat de vice-président. Il sera plus tard arrêté pour trahison lorsqu'il tentera de former une république du Sud-ouest. Melanie Fonder et Mary Shaffrey (2002). *American Government*, Indianapolis, Alpha, p. 63.

issus du même État. Il faut obtenir la majorité absolue (la moitié des voix plus une, soit 270) pour être élu président ; il en va de même pour le vice-président.

À l'issue de ce vote, le « collège » cesse d'exister. Les bulletins sont alors placés sous scellés et transmis par chaque État au président du Sénat qui, le 6 janvier suivant (le 7 si le 6 est un dimanche), en fait lecture devant les deux chambres du Congrès.

Le procédé de « l'élection contingente »

Dans l'hypothèse où aucun des candidats à la présidence n'obtiendrait la majorité absolue des votes, la Chambre des représentants (parce qu'elle représente la volonté nationale), à raison d'un vote par État et d'un quorum de représentants des deux tiers des États, désigne le président à la majorité simple parmi les trois candidats arrivés en tête du vote du collège électoral. De la même façon, si aucun candidat à la vice-présidence n'obtient la majorité absolue des voix, le Sénat va désigner, à raison d'un vote par sénateur, un vice-président parmi les deux candidats arrivés en tête. Le quorum est de deux tiers de sénateurs et une majorité simple est requise.

C'est ainsi qu'en 1804 Adams a été choisi par la Chambre comme président aux dépens de Jackson qui avait la majorité des suffrages populaires et une majorité simple (et non la majorité qualifiée requise) des grands électeurs. Depuis l'adoption du 12e amendement, seule l'élection de 1824 a donné lieu à l'élection du président – John Quincy Adams – par la Chambre des représentants. Une seule fois, en 1837, le Sénat a eu à élire un vice-président – Richard M. Johnson.

Le décompte

Le 3 janvier au plus tard, les résultats sont envoyés au Congrès, qui effectue le décompte la première semaine de janvier. Le 6 janvier à 13 heures, le Sénat et la Chambre des représentants – d'ailleurs nouvellement élus[64] puisque les élections législatives fédérales ont lieu en même temps que celles des grands électeurs – assemblés en congrès effectuent le décompte des votes. Le président du Sénat (qui se trouve être le vice-président en exercice) ouvre les bulletins et les donne aux

64. En effet, en 1872, le Congrès a inclus dans l'élection générale de novembre la désignation des représentants à la Chambre des représentants, puis en 1915, avec l'amendement constitutionnel instaurant la désignation des sénateurs au suffrage universel direct, il a également ajouté l'élection des sénateurs. Ainsi, l'exécutif et les membres du corps législatif sont désignés le même jour. Conforme en ce sens à l'esprit du système présidentiel et de la séparation stricte des pouvoirs, ce procédé permet en principe d'éviter que le président ne se retrouve – au moins durant la première législature – dans une situation de cohabitation politique.

quatre scrutateurs (*tellers*) chargés du décompte, deux étant nommés par le Sénat et deux par la Chambre. Les résultats sont finalement annoncés par le président du Sénat : cette déclaration avalise l'élection, à la majorité absolue, du président et du vice-président des États-Unis.

Pour autant, le candidat victorieux n'a pas attendu la proclamation des résultats pour préparer son entrée en fonction. En effet, dès l'élection des grands électeurs (dont l'engagement moral, sinon le mandat impératif, permet d'anticiper le résultat de l'élection *stricto sensu*), le futur président commence à constituer son administration et son cabinet, et amorce la transition.

LA TRANSITION

Entre le moment où les grands électeurs sont élus et l'entrée en fonction effective du président, il s'écoule une période d'un peu plus de deux mois, que le législateur a définie comme étant la période de transition : une administration de transition se met en place ainsi que des normes en cas de vacance du pouvoir, avant que n'intervienne la cérémonie de passation des pouvoirs.

L'administration de la transition

Entre sa désignation par les grands électeurs et son entrée en fonction, le futur président a 73 jours pour installer une structure, des administrateurs civils, pour préparer le projet de budget qui sera soumis au Congrès et définir les priorités. Pendant ce temps, le président en exercice (s'il diffère du président nouvellement élu) reste en fonction – on l'appelle le *Lame Duck* (canard boiteux) – jusqu'à la passation de pouvoirs. Initialement, cette transition était essentiellement le fait de volontaires, et financée surtout par le parti politique du président, mais cela a fini par créer des problèmes de continuité. Pour y pallier, le Congrès a adopté la loi sur la transition présidentielle de 1963 en vertu de laquelle le vainqueur des élections se voit mettre à disposition les moyens matériels pour planifier son arrivée au pouvoir.

Ces « ressources de transition » sont administrées par une agence, la GSA (General Services Administration), qui dispose à ces fins d'un budget particulier. L'équipe de transition, pendant 73 jours entre le 7 novembre et le 20 janvier, dispose de locaux au centre de Washington (sur G Street), de 8300 m² environ et pouvant accueillir 540 personnes (ce qui représente un coût d'environ 700 000 $). Le Congrès a prévu 5,27 millions de dollars pour la transition de 2004, tandis que des donations privées de 5000 $ par don et par personne (physique ou morale) peuvent venir augmenter cette somme. La GSA fournit les locaux, les meubles, les ordinateurs, les moyens de télécommunications, les salaires des employés, l'embauche d'experts et de consultants,

paient pour les communications, pour les déplacements justifiés, les envois postaux, organise des sessions d'information pour les futurs membres du cabinet et les personnages clés de la Maison-Blanche. La loi n'a toutefois pas prévu l'hypothèse d'une élection contestée, comme en 2000. C'est ainsi qu'en novembre 2000, tandis que le nom du vainqueur était discuté, l'administrateur de l'agence a estimé devoir surseoir à toute décision d'appui et a refusé à Bush l'accès aux mesures de transition[65].

L'EXPÉRIENCE DES PRÉSIDENTS

Au XXe siècle, sur 18 présidents, un avait été officier des forces armées (Eisenhower), deux étaient auparavant membres du Cabinet (Taft et Hoover), six avaient été gouverneurs (Wilson, F.D. Roosevelt, Carter, Reagan, Clinton, Bush fils), deux étaient sénateurs (Harding, Kennedy), sept étaient vice-présidents. Et parmi ces derniers, cinq (T. Roosevelt, Coolidge, Truman, Johnson, Ford) ont accédé à la fonction de président à la suite de la mort ou de la démission du président en exercice, tandis que deux ont été élus (Nixon, Bush père – ce dernier d'ailleurs consécutivement à son mandat de vice-président).

D'après Kevin J. Coleman, Joseph E. Cantor et Thomas H. Neale (2000), *Presidential Elections in the United States : A Primer*. Congressional Research Service, Library of Congress, 53 p. http://fpc.state.gov/documents/organization/22616.pdf (mai 2004).

Les cas de vacance du pouvoir pendant la transition[66]

Il peut arriver que durant la période de transition il y ait une vacance du pouvoir. Avant la période de transition, si un candidat à la présidence ou la vice-présidence décède ou se retire entre la convention nationale de son parti et la réunion des électeurs en décembre, le règlement intérieur des partis prévoit que les comités nationaux devront se rencontrer pour trouver un remplaçant. Au Parti démocrate, cette décision sera avalisée par un vote des membres du Comité national. Au Parti républicain, chaque délégation d'État au Comité national disposera d'autant de voix que sa délégation en détient à la convention nationale. En 1972, le Comité national démocrate a ainsi désigné R. Sergeant Shriver comme candidat à la vice-présidence, pour remplacer le sénateur Thomas Eagleton qui s'était retiré de la course après

65. Voir, sur la transition présidentielle et les problèmes que cela soulève, Todd J. Zywicki (2001), « The Law of Presidential Transitions and the 2000 Election », *Brigham Young University Law Review*, nº 4, p. 1573-1640.

66. Voir sur ce point, Kevin J. Coleman, Joseph E. Cantor et Thomas H. Neale, *Presidential Elections in the United States : A Primer*, Congressional Research Service, Library of Congress, 2000, 53 p. <http://fpc.state.gov/documents/organization/22616.pdf> (mai 2004).

la convention nationale. De la même manière, les républicains ont eu, en 1912, à remplacer le candidat à la vice-présidence James S. Sherman, mort le 30 octobre. Après l'élection, le comité avait désigné Nicholas M. Butler à sa place.

Par contre, si le président élu meurt après que les votes ont été recensés dans les États, la plupart des juristes considèrent que le 20e amendement s'applique. En d'autres termes, le vice-président, premier dans la ligne de succession, occupera, le 20 janvier, les fonctions de président. À l'inverse, d'autres spécialistes estiment qu'on ne peut pas considérer que le président est juridiquement élu avant le dépouillement du scrutin. Dès lors, puisqu'aucun candidat « en vie » n'a reçu la majorité absolue des voix, il appartient à la Chambre des représentants de désigner le président, et au Sénat de désigner le vice-président. D'autres, encore, sont d'avis que le Congrès doit recompter les bulletins dans le contexte où ils ont été remplis, ce qui signifie que la charge reviendrait au vice-président nouvellement élu, premier dans la ligne de succession.

Si, entre le 6 et le 20 janvier, donc après le dénombrement des votes, un président élu décède, le vice-président lui succédera et sera autorisé, en application du 20e amendement, à désigner un vice-président. Enfin, si le président et le vice-président nouvellement élus décèdent après le comptage des votes et avant la passation des pouvoirs, ce sera alors au Congrès de déterminer le mode de désignation du président.

La période de transition est donc une période d'ajustements, au terme de laquelle va se dérouler la cérémonie de passation des pouvoirs.

La cérémonie de passation des pouvoirs

En application du 20e amendement de 1933, le président est officiellement investi dans ses fonctions le 20 janvier[67] à la suite de la cérémonie de « l'inauguration », au cours de laquelle il prête serment devant le président de la Cour suprême. La tradition, instituée par George Washington, veut que le président prête serment sur la Bible.

---

67. La date antérieure de l'intronisation, le 4 mars, a perdu de son sens lorsque les communications et les transports sont devenus plus aisés. En outre, le fait de ramener cette date de mars à janvier et, simultanément, de faire commencer la législature non plus le 4 mars mais le 3 janvier permettait de raccourcir le temps entre l'élection et la passation de pouvoirs, mais aussi le temps durant lequel des membres du Congrès, bien que défaits, devaient encore siéger.

La prestation de serment prévue par l'article 2 de la Constitution

I do solemnly swear (or affirm) that I will faithfully execute the office of President of the United States, and will to the best of my ability, preserve, protect and defend the constitution of the United States.

La Constitution ne donne que peu d'indications sur les conditions de cette cérémonie ; tout au plus donne-t-elle le texte du serment. À la suite de cet événement, le président prononce un discours (*inaugural address*) qui donne le ton et l'orientation de cette nouvelle administration.

En vertu d'une tradition remontant au XIXe siècle, il n'y a pas de passation de pouvoirs publique le dimanche. Si d'aventure le 20 janvier tombe un dimanche, il y aura une brève passation de pouvoirs à huis clos, le plus souvent dans l'aile Est de la Maison-Blanche, tandis que la cérémonie publique aura lieu le lendemain. Ce fut ainsi le cas pour Ronald Reagan, le 20 janvier 1985.

Depuis l'entrée à la Maison-Blanche d'Andrew Jackson en 1829, les cérémonies avaient lieu à l'extérieur du Capitole (le bâtiment abritant le Congrès), sur le perron faisant face à la Cour suprême. Les vice-présidents, quant à eux, prêtaient serment au Sénat. Mais aujourd'hui les deux prestations de serment sont simultanées. Il arrive parfois que l'on déroge à la tradition, notamment en raison du mauvais temps (comme pour Reagan en 1985), de questions de sécurité (comme en 1877 pour Hayes ou en 1945 pour Franklin D. Roosevelt). Depuis 1981, il semblerait que la tendance soit d'organiser les cérémonies sur le perron du Capitole faisant face à l'ouest, au *Mall* et au monument de Washington[68].

Une fois en fonction, on notera pour l'anecdote que le vice-président touchera annuellement un salaire de 181 400 $. Le président percevra quant à lui 400 000 $ et disposera d'un compte annuel de dépenses de 50 000 $ non imposables. Cette compensation exclusive ne peut être, en application de la Constitution, ni accrue ni diminuée au cours de son mandat.

⁂

68. Voir sur ce point Kevin J. Coleman, Joseph E. Cantor, Thomas H. Neale (2000), *Presidential Elections in the United States : A Primer,* Congressional Research Service, Library of Congress, 53 p. <http://fpc.state.gov/documents/organization/22616.pdf> (mai 2004).

En l'état actuel des choses, le système électoral américain opère la synthèse entre deux logiques : l'une démocratique et l'autre fédérale. Il correspond aux principes du fédéralisme américain fondé sur la volonté de réaliser une « union plus parfaite » entre les 13 États fondateurs souverains. Il ne reflète pas pour autant avec justesse l'état de l'opinion et c'est la raison pour laquelle la suppression du suffrage universel indirect est régulièrement suggérée[69]. Ce n'est pas un débat récent[70] mais bien une controverse récurrente[71]. D'aucuns voient le collège électoral comme le « paradigme de la démocratie américaine », fondé sur un suffrage universel agrégé État par État. Ce système offre une place significative aux petits États[72]. Ce sont d'ailleurs les petits États qui ont encouragé ce principe indirect, espérant ainsi pouvoir se faire entendre dans une élection qui serait autrement dominée par les États les plus peuplés. Le procédé encouragerait la modération et la pondération en poussant les candidats à rechercher un consensus, protégeant ainsi le bipartisme[73]. À l'inverse, certains voient dans ce bipartisme suranné[74] une sclérose telle qu'elle serait une « menace pour la République[75] ». L'élection du président est donc bien, pour reprendre les termes de Tocqueville, un moment de crise nationale.

BIBLIOGRAPHIE

GICQUEL, J. (2002). *Droit constitutionnel et institutions politiques*, Paris, Montchrestien, Domat Droit public.

POLSBY, N.W. et A. WILDAVSKY (2000). *Presidential Elections : Strategies and Structures of American Politics*, 10e éd., New York et Londres, Chatham House Publishers.

TOINET, M.-F. (1987). *Le système politique des États-Unis*, Paris, Presses universitaires de France.

TOINET, M.-F. (1991). *La présidence américaine*, Paris, Montchrestien, coll. Clefs.

TUNC, A. (1965). *Les États-Unis,* Paris, LGDJ.

TURPIN, D. (1999). *Droit constitutionnel*, Paris, Presses universitaires de France.

---

69. League of Women Voters, *op. cit.*, p. 160.
70. Marie-France Toinet explique d'ailleurs l'intensité du débat autour du système électoral américain dans les années 1980, p. 12.
71. Voir, par exemple, Alexander Keyssar (2003), « Shoring Up the Right to Vote for President », *Political Science Quarterly*, vol. 118, nº 2, 23 p.
72. Randall E. Adkins et Kent A. Kirwan, « What Role does the "Federalism Bonus" Play in Presidential Selection ? », *Publius*, vol. 32, nº 4, p. 71-90.
73. Arthur Schlesinger Jr. (2000). « Fixing the Electoral College », *Washington Post*, 19 décembre, p. A39.
74. Michael Lind (1995). *The Next American Nation : The New Nationalism and the Fourth American Revolution*, New York, p. 314-316.
75. Theodore J. Lowi (2000). « Deregulate the Duopoly », *The Nation*, 4 décembre.

CHAPITRE 3

Le financement des campagnes électorales

Élisabeth Vallet
et Karine Prémont

La présidence des États-Unis est une charge qui n'est ni à solliciter ni à refuser. Payer pour tenter de l'obtenir directement ou indirectement est inacceptable dans son principe.

John Quincy Adams, 1828[1]

1. Cité par Herbert Alexander (1996), dans « Le financement des campagnes électorales présidentielles », *Démocratie et droits de l'homme*, Revue électronique de l'USIA, vol. 1, nº 13. <http://usinfo.state.gov/journals/itdhr/0996/ijdf/frhr0301.htm> (mai 2004).

Depuis son apparition en 1952, la télévision s'est progressivement imposée comme le moteur des campagnes électorales américaines et, à compter de 1970, elle est véritablement devenue la clé des élections présidentielles. Son utilisation « n'a pas seulement vulgarisé le style des campagnes, elle en a rendu le coût extrêmement élevé, ce qui tend évidemment à diminuer l'indépendance des candidats vis-à-vis des bailleurs de fonds[2] ». Ce facteur, combiné au nombre croissant de téléspectateurs à rejoindre lors d'une campagne présidentielle, a eu des effets considérables sur les méthodes de financement des élections. La compression du calendrier électoral des primaires (*front-loading*) (voir le chapitre sur les primaires) a accru la nécessité pour les candidats de recueillir des sommes d'argent importantes très rapidement. En effet, les vainqueurs du caucus de l'Iowa et de la primaire du New Hampshire, en tout début d'année électorale, ne peuvent plus bénéficier, comme c'était le cas auparavant, de plusieurs semaines pour accumuler les dividendes de ces victoires : ils n'ont tout simplement plus le temps, ce qui signifie qu'ils doivent avoir engrangé au préalable les fonds nécessaires. À cette fin, les candidats annoncent désormais leur intention de plus en plus tôt, jusqu'à deux ans avant le début de la campagne. En effet, alors que l'élection présidentielle de 1976 avait coûté 540 millions de dollars au total, celle de 2000 a atteint 3,9 milliards de dollars[3]. L'argent est donc déterminant, puisqu'il constitue l'une des premières raisons – mais non la seule – d'abandon dans les primaires[4].

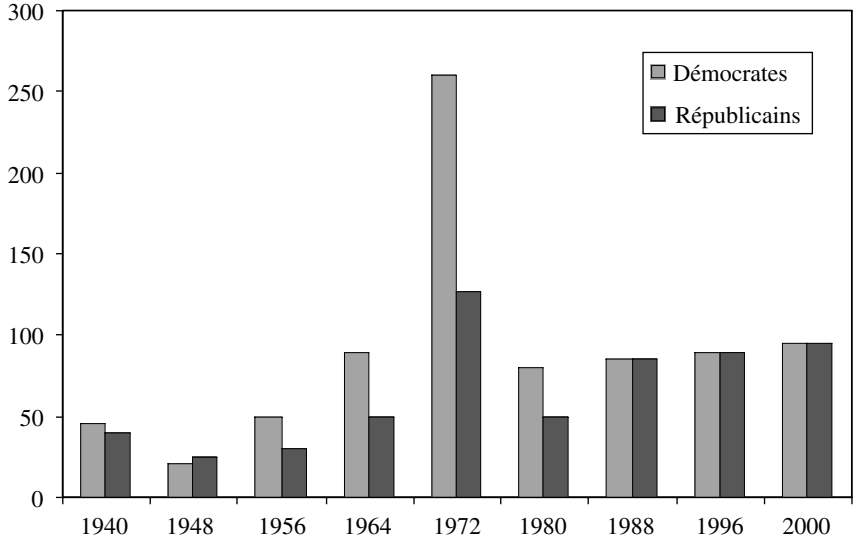
Afin de limiter les dons versés aux candidats et aux partis politiques et d'éliminer l'apparence de corruption qui pouvait exister lors des campagnes, un dispositif législatif a été mis en place pour encadrer le financement des élections et des candidats. Il existait en effet, dès le début du siècle passé, une volonté de moraliser la vie politique, qui aboutit avec l'adoption d'une loi parachevant l'édifice, le *Bipartisan Campaign Reform Act* (BCRA). L'articulation de cette loi, entrée en vigueur le 6 novembre 2002, demeure cependant encore imparfaite.

---

2. Denise Artaud et André Kaspi (1969). *Histoire des États-Unis*, Paris, Armand Colin, coll. U, p. 316.
3. Les chiffres comprennent toutes les dépenses électorales de tous les candidats, tant le financement privé que public. Entrevue avec Jan W. Buran, avocat spécialiste des lois électorales et du financement des campagnes. Disponible sur le site Internet du Département d'État des États-Unis <http://usinfo.state.gov/dhr/democracy/elections/campaign_finance.html> (mai 2004).
4. Christopher Zorn (2001). « The Calculus of Concession : Media Coverage and the Dynamics of Winnowing in Presidential Nominations », en collaboration avec Audrey Haynes, Paul-Henri Gurian et Michael Crespin, conférence présentée à la convention annuelle du Southern Political Science Association, 8-11 novembre, Atlanta, GA.

Figure 3.1

Coût des campagnes électorales depuis 1940
(en millions de dollars) en dollars constants de 2002*



* Il faut noter que le financement public a débuté en 1976. Sont exclus de ces montants le financement par des groupes indépendants et les dépenses publicitaires des partis politiques et des candidats, qui sont très élevées à partir du début des années 1990.

Source : Robert C. Sahr, Political Science Department, Oregon State University, Corvallis, OR, <http://www.orst.edu/Dept/pol_sci/fac/sahr/sahrhome.html> (mai 2004).

UNE VOLONTÉ DE MORALISER LA VIE POLITIQUE

Dès 1796, un scandale causé par la corruption de tous les membres du Parlement de la Géorgie, de deux sénateurs des États-Unis et d'un magistrat de la Cour suprême pour la cession du territoire du Yazoo[5] à des spéculateurs privés à un prix dérisoire, secoue la vie politique américaine[6]. Si l'histoire du XIXe siècle est ainsi émaillée d'affaires de corruption d'hommes politiques[7], ce n'est qu'avec Theodore Roosevelt que l'on

5. Qui représente 142 000 kilomètres carrés et recouvre approximativement les territoires des États de l'Alabama et du Mississippi.
6. Affaire sur laquelle la Cour suprême rendra d'ailleurs un jugement en 1810 : *Fletcher* v. *Peck*, 6 Cranch (10 U.S.) 87. Voir, sur l'affaire du Yazoo, George R. Lamplugh (1986), *Politics on the Periphery : Factions and Parties in Georgia*, Newark, University of Delaware Press.
7. Voir, sur ce point, Marie-France Toinet (1987), *Le système politique des États-Unis*, Paris, Presses universitaires de France, p. 510 et suiv.

commence à réagir. Il faudra pourtant attendre les années 1970 pour que les germes d'un véritable dispositif encadrant le financement électoral et notamment les élections présidentielles se mettent en place.

L'encadrement du financement des élections au Congrès

En effet, Teddy Roosevelt, inquiet de l'influence des grandes entreprises dans le processus électoral, est à l'origine d'une loi prohibant les dons des grandes entreprises dans le cadre des élections fédérales : d'ailleurs, l'interdiction ainsi formulée par le *Tillman Act*, adopté en 1907 par le Congrès, est étendue aux associations syndicales en 1947, avec la loi *Taft-Hartley*. En 1910, sous l'impulsion du président William Taft, le *Federal Corrupt Practices Act*, connu sous le nom de *Publicity Act*, est adopté : c'est la première loi fédérale contraignant les partis politiques à révéler l'origine des fonds qui leur étaient versés pour des campagnes électorales au Congrès. Elle est amendée l'année suivante « de manière à exiger que tous les candidats aux élections fédérales présentent des états financiers sur le financement de leur participation aux élections primaires, aux conventions et aux campagnes qui précèdent les élections[8] ». Incomplète, elle ne parvient pas à prévenir le scandale du « Teapot Dome », autour de pots-de-vin de compagnies pétrolières à des fonctionnaires fédéraux. Le *Federal Corrupt Practices Act* de 1925 amende donc le *Publicity Act* en établissant des limites de dépenses pour les candidats aux élections congressionnelles et en renforçant les exigences de transparence. Quelques années plus tard, le personnel travaillant dans l'administration américaine, notamment au sein du gouvernement fédéral, celui du gouvernement du district de Columbia (Washington, D.C.), de même que les employés des administrations fédérées et locales qui ont un lien direct avec des programmes financés par des subsides fédéraux, voient leur engagement politique strictement encadré par le *Hatch Act* de 1939. En effet, en vertu des dispositions de cette loi, s'ils peuvent personnellement contribuer à la campagne d'un candidat en dehors de l'exercice de leurs fonctions, ces employés se voient interdire l'utilisation des fonds publics pour ce faire, de même qu'ils ne peuvent user des privilèges de leurs fonctions pour promouvoir une candidature ou convaincre des électeurs. Les restrictions sont considérables, puisque l'affichage ostentatoire d'intentions partisanes dans l'exercice de leurs fonctions, prohibé par la loi, va jusqu'au port d'épinglettes ou de macarons partisans.

L'encadrement du financement des élections présidentielles

Toutefois, l'ensemble des restrictions mises en place n'affecte que très peu les élections présidentielles. Aussi l'adoption, en 1971, du *Federal*

8. Herbert Alexander (1996). « Le financement des campagnes électorales présidentielles », dans *Revue électronique de l'USIA*, vol. 1, nº 13, septembre, <http://usinfo.state.gov/journals/itdhr/0996/ijdf/frhr0301.htm> (mai 2004).

Election Campaign Act (FECA) vient-elle véritablement modifier l'ordre établi. Cette loi pose en effet les termes du financement politique, notamment de sa publicité. Elle requiert, entre autres, que les candidats rendent publiques leurs sources de financement et la nature de leurs dépenses électorales. En principe, le FECA encadre le financement public et privé de l'ensemble des campagnes électorales fédérales. La corruption est pourtant loin d'être éradiquée des élections présidentielles : ainsi, par exemple, en mars 1971, lors de la campagne électorale présidentielle de 1972, « le prix du lait est relevé de quelques centimes, ce qui aurait rapporté 300 à 700 millions de dollars aux producteurs laitiers[9] », après que les coopératives laitières américaines eurent promis au président Nixon une contribution de 2 millions de dollars à sa campagne électorale. Tandis qu'il n'existe alors aucune limite aux dépenses que peut effectuer un candidat en vue de son élection, le scandale de Watergate, survenu quelques années plus tard, crée une onde de choc sans précédent.

LE WATERGATE ET LA MORALISATION DU FINANCEMENT ÉLECTORAL

Peu de temps avant la convention démocrate de 1972, cinq hommes sont arrêtés dans un ensemble d'immeubles nommé le Watergate, et plus précisément dans les locaux du Comité national démocrate. Ils sont ainsi pris au moment où ils tentaient d'installer un système d'espionnage électronique. Le Parti démocrate décide de capitaliser sur cet événement, et l'enquête révèle très vite que la Maison-Blanche est impliquée. C'est une commission d'enquête du Sénat qui, en 1973, obtient l'ensemble des éléments : les proches collaborateurs du président Nixon ont orchestré cette effraction et ont délibérément cherché à couvrir leurs traces. Nixon nie toute connaissance de l'affaire et « démissionne » ceux qui sont impliqués. Toutefois, il est révélé que toutes les discussions qui se sont déroulées dans le bureau ovale depuis 1970 ont été enregistrées : la justice demande donc à y avoir accès. Nixon invoque le privilège de l'exécutif et finit par démettre le procureur spécial qui devient trop insistant. Sommé par la Cour suprême de soumettre les bandes magnétiques, Nixon finit par les remettre et sonne le glas de sa présidence, puisque les enregistrements prouvent hors de tout doute que le président est impliqué dans ce délit. Dans le même temps, les bandes révèlent des financements électoraux dont on a voulu occulter l'origine. Le Congrès amorce une procédure de destitution (*impeachment*), mais Nixon démissionne avant même que la chambre se soit prononcée. C'est donc un besoin de purger la vie politique et de lui redonner une plus grande transparence qui conduit à l'amendement de la loi de 1971.

D'après Carl Negler *et al.* (1980), *Histoire des États-Unis – La pratique de la démocratie*, Paris, Economica, p. 612-614.

9. Marie-France Toinet (1991). *La présidence américaine*, Paris, Montchrestien, coll. Clefs, p. 27.

À la suite du scandale du Watergate, le Congrès décide de renforcer les dispositions du FECA en l'amendant substantiellement en 1974. La Commission des élections fédérales (Federal Election Commission, FEC) est alors créée pour s'assurer de la mise en œuvre effective des lois sur le financement électoral ainsi que sur l'allocation des fonds publics aux élections présidentielles. Agence indépendante composée de trois républicains et de trois démocrates nommés par le président pour six ans, elle est chargée de s'assurer de l'application de la loi sur les campagnes électorales fédérales et c'est sous son contrôle que le candidat va mettre en place un comité unique responsable de la gestion des fonds de campagne et permettre la transparence de ses comptes. L'évolution la plus substantielle tient en ce que, pour la première fois dans l'histoire des élections présidentielles américaines, les dons électoraux sont plafonnés. Ainsi, les dons individuels sont plafonnés à 1000 $ par candidat et par élection, tandis que les dons des Political Action Committees (PAC) sont limités à 5000 $ par candidat et par élection.

Les Political Action Committees (PAC)

Les PAC ne sont pas directement affiliés à un parti, mais sont liés à d'autres organisations qui participe indirectement aux campagnes électorales, tels des entreprises ou des syndicats. Ils sont apparus à la suite du *Hatch Act* de 1947, lorsque les syndicats ont dû trouver un processus pour contourner la loi et l'interdiction qui leur était faite de contribuer aux campagnes électorales. L'amendement du FECA, en 1974, autorise les PAC à collecter des fonds au nom des candidats. Ils peuvent bénéficier des contributions individuelles volontaires ne dépassant pas 5000 $ par année. En retour, les PAC peuvent faire des contributions au candidat de leur choix à concurrence de 5000 $ par élection[10]. Si les PAC ne représentent qu'une petite fraction du financement électoral (par exemple, seulement 1 % des fonds électoraux dépensés dans le cadre des primaires), leur nombre ne cesse de croître : ils étaient 608 en 1976, ils sont plus de 4000 aujourd'hui.

À titre d'exemple, le Moving America Forward est un PAC. Son objectif est d'accroître la participation de la population hispanique à la vie politique américaine et de permettre à cette communauté d'exprimer ses préoccupations. Il est donc actif dans quatre États où la communauté hispanique est importante et dont le nombre de grands électeurs est susceptible d'attirer les candidats : l'Arizona, la Floride, le Nouveau-Mexique et le Nevada[11].

Le nouveau dispositif restait toutefois incomplet et ne pouvait prévenir ni l'explosion des dépenses électorales, ni les assouplissements mis en œuvre par la FEC. Tandis que l'influence des lobbies sur

10. Département d'État des États-Unis, <http://usinfo.state.gov/dhr/democracy/elections/campaign_finance.html> (mai 2004).
11. B. Richardson (2004). « Seeking the Latino Vote : Democrats Can't Take Hispanic Voters », dans *Hispanic*, vol. 17, nº 1, janvier-février, p. 84.

les hommes politiques ne cesse de croître[12], les législateurs tentent de renforcer les dispositions encadrant le financement des élections présidentielles. Pour cela, il faudra toutefois attendre l'adoption du *Bipartisan Campaign Reform Act* (BCRA), promulgué le 27 mars 2002.

LA RÉGLEMENTATION DU FINANCEMENT ÉLECTORAL

Le 6 novembre 2002, le *Bipartisan Campaign Reform Act* vient parachever l'édifice. Cette loi, promue, proposée – et devrait-on dire portée depuis pratiquement dix ans – par les sénateurs John McCain (républicain, Arizona) et Russ Feingold (démocrate, Wisconsin), d'une part, et les représentants Chris Shays (républicain, Connecticut) et Marty Meehan (démocrate, Massachusetts), d'autre part, représente une évolution importante de la réglementation sur le financement électoral : elle affecte directement le mode de financement des partis politiques et les campagnes publicitaires de soutien indirect à un candidat. Sa promulgation a sans doute été hâtée par les révélations de l'affaire Enron.

LE SCANDALE ENRON

La faillite de la 7e plus grosse entreprise américaine, au début de 2002, cachait deux scandales de taille. Le premier était d'ordre financier : les dirigeants d'Enron trafiquaient des comptes pour augmenter leurs bénéfices et la cote de l'entreprise en bourse, engloutissant ainsi les fonds de pension de milliers de petits épargnants. Le président de la firme comptable engagée par Enron pour ces opérations, Arthur Andersen, s'est d'ailleurs suicidé après la révélation du scandale. Le deuxième scandale est politique. Enron finançait les deux principaux partis politiques américains dans le but d'accélérer la déréglementation du secteur de l'électricité et de permettre l'ouverture de nouveaux marchés. Ainsi, Kenneth Lay, président d'Enron, versait de l'argent à Bill Clinton et, en échange, l'administration démocrate faisait la promotion de l'entreprise à l'étranger. En même temps, de l'argent était versé à Thomas Delay, président républicain de la Chambre des représentants, qui élabora un projet de loi permettant la déréglementation du marché de l'électricité. Le scandale a cependant surtout atteint l'administration de George W. Bush, dont certains disent qu'il a été « construit » par Enron[13]. C'est ainsi qu'Enron est devenu le « symbole d'un système[14] », ce qui a sans doute poussé George W. Bush à accélérer la promulgation de la BCRA.

---

12. Mark Pertschuk (mai 1997). « Des responsables politiques si influençables… », *Le Monde diplomatique*, p. 22-23.
13. *Enron, le scandale* (page consultée le 27 mai 2004) [en ligne], <http://iquebec.ifrance.com/mosaique91/enron.htm>.
14. Serge Halimi (8 mars 2002). « Enron, symbole d'un système », *Le Monde diplomatique*.

Toujours est-il qu'avec cette nouvelle loi la réglementation du financement des élections présidentielles repose désormais sur quatre piliers : le plafonnement des contributions électorales, l'encadrement des dépenses électorales, le financement public des élections présidentielles et la transparence des comptes de campagne.

Le plafonnement des contributions électorales

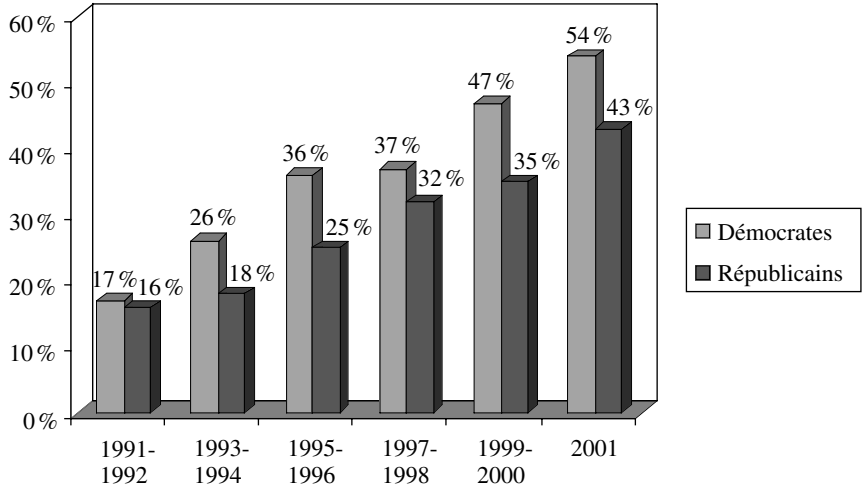
La réglementation du financement électoral repose sur la distinction fondamentale entre *hard money* et *soft money*. Le *hard money*, notion instituée par la loi de 1974, correspond aux dons directs des individus et des personnes morales aux candidats aux élections fédérales. Ces donations sont encadrées par la loi sur le financement des campagnes électorales. Le *soft money* représente, quant à lui, les donations qui ne tombent pas sous le coup de la loi sur le financement des campagnes électorales : ces donnations ne peuvent, sur la base des exceptions mises en place en 1979, venir alimenter que des activités dites civiques, telles que l'enregistrement des électeurs, les coûts administratifs, l'aide aux candidats locaux et l'appui aux structures partisanes. Les partis ont mis du temps à réaliser l'intérêt que présentait cette disposition. C'est à compter des élections présidentielles de 1996 que le Parti démocrate va pleinement utiliser les dispositions de la loi de 1974 pour les tourner à son avantage : des sommes considérables et illimitées peuvent ainsi être collectées par le parti, reversées ensuite aux partis des États, qui peuvent financer des activités dites « non électorales », telles des publicités radio et télédiffusées au profit du candidat en lice. Aussi, en 2000, les deux partis ont-ils collecté à eux deux pratiquement 500 millions de dollars en *soft money*, dont la moitié a été utilisée par les partis d'États, notamment pour financer 77 % des publicités télévisées commanditées par les partis politiques. C'est la raison pour laquelle le BCRA interdit, à une exception près[15], le financement des partis politiques par le *soft money.* Selon le Center for Responsive Politics, la disposition qui permet l'augmentation des dons en *hard money* avantage le Parti républicain qui, traditionnellement, en récolte beaucoup plus que du *soft money*, cette forme de contribution ne représentant en moyenne que le tiers des fonds recueillis pour les campagnes électorales républicaines. Les démocrates, pour leur part, seraient les perdants de l'abolition du *soft money*, qui a représenté plus de la moitié de leur financement lors de la dernière campagne présidentielle de 2000[16].

---

15. Les *Levin funds* constituent un compromis. Si maintenant, et dans la plupart des cas, les candidats, partis et élus fédéraux ne peuvent pas avoir recours à du *soft money*, par exception des contributions jusqu'à concurrence de 10 000 $ peuvent être effectuées au profit des partis locaux et d'État, si la loi de l'État le permet afin d'être utiliser pour « aller chercher le vote » dans le cadre d'élections fédérales.
16. Center for Responsive Politics, <http://www.crp.org> (mai 2004). Voir, dans le même sens, Dominique Turpin, *op. cit.*, p. 228.

Figure 3.2

Pourcentage du *soft money* dans le financement des partis



Source : Département d'État des États-Unis (2004), « The Soft Money Ban and the 2004 Election », <http://usinfo.state.gov/dhr/democracy/elections/campaign_finance.html> (mai 2004).

La FEC a toutefois pris un certain nombre de dispositions qui viennent assouplir cette interdiction et contre lesquelles un recours a été formé et est encore pendant[17]. Dans le même temps, le BCRA a cependant doublé la limite des contributions individuelles, désormais indexée sur le taux d'inflation.

L'encadrement des dépenses électorales

En 1976, par la décision *Buckley* v. *Valeo*, la Cour suprême est venue préciser les contours du FECA. Elle a notamment refusé que des limites soient imposées aux dépenses électorales, à l'exception de celles qu'acceptent volontairement les candidats à l'élection présidentielle : on ne peut donc imposer de limites aux dépenses électorales aux candidats qui ne souhaitent pas bénéficier de l'aide publique pour le financement de leur campagne. Selon la Cour suprême, les plafonds définis par le FECA sont inconstitutionnels[18].

17. Sur le contentieux *Shays* v. *FEC*, l'ensemble des documents, en attendant le jugement, est disponible en ligne : <http://www.campaignlegalcenter.org/cases-29.html> (juin 2004).

18. *Buckley* v. *Valeo*, 424 US 1 (1976).

Tableau 3.1

La limitation des contributions individuelles : du FECA au BCRA

		Au comité d'un candidat (par élection) – Les primaires et les élections générales sont distinctes.	À un comité national de parti (par année)	À un PAC, à un parti local ou d'État ou à tout autre comité politique (par année)	Limites imposées au total des contributions
Contributions individuelles * désormais indexées sur l'inflation	**Ancienne loi (FECA)**	1 000 $	20 000 $	5 000 $	25 000 $ par an
	Nouvelle loi (BCRA)	2 000 $, assujetti à une limite globale	25 000 $ par comité, assujetti à une limite globale	10 000 $ par comité (*Levin funds*), 5 000 $ par PAC ou autre comité politique, assujetti à une limite globale	95 000 $ tous les cycles électoraux, tous les deux ans, répartis comme suit : – 37 500 $ aux candidats – 57 500 $ aux comités nationaux des partis et aux PAC (avec une limite de 37 500 $ par PAC et par cycle)
Dons des comités de soutien « multi-candidats » (50 contributeurs au moins pour 5 candidats fédéraux au moins)	**Ancienne loi**	5 000 $	15 000 $	5 000 $	Pas de limite globale
	Nouvelle loi	Inchangé	Inchangé	Inchangé	Inchangé
Autres comités politiques	**Ancienne loi**	1 000 $	20 000 $	5 000 $	Pas de limite
	Nouvelle loi	Inchangé	Inchangé	Inchangé	Inchangé

Source : Center for Responsive Politics, <http://www.fecwatch.org/law/index.asp> (mai 2004).

En effet, la Cour suprême établit que les limites posées aux dépenses faites en dehors des campagnes électorales portent atteinte à la liberté d'expression dans une de ses formes les plus absolues, telle qu'elle est définie par la Constitution : « les restrictions apportées par le FECA aux contributions ou aux dépenses électorales affectant des droits constitutionnellement protégés devraient être justifiées – au cas par cas (contrôle concret, a posteriori) – par un intérêt public substantiel (prévention de la corruption, préservation de l'intégrité du processus électoral, etc.)[19] ». Par contre, le plafonnement des contributions privées a été jugé conforme à la Constitution pour enrayer le clientélisme électoral. Ainsi, toute restriction apportée aux dépenses électorales porte atteinte aux droits consacrés par le premier amendement, à moins qu'elle ne soit fondée sur un risque tangible de corruption.

Dans cette même décision, la Cour suprême précise le cadre des « communications électorales » (*Electioneering Communications*) et la nature des publicités électorales. En application de la loi de 1974, en effet, le *soft money* pouvait être utilisé pour financer l'élaboration et la diffusion de publicités (positives, négatives ou comparatives) au profit ou aux dépens d'un des candidats. Le *soft money* a progressivement pris une place de plus en plus grande dans le financement des campagnes publicitaires. La Cour avait pourtant, dans son arrêt *Buckley* v. *Valeo*, tenté de prévenir cette dérive en établissant une liste de termes qui ne pouvaient pas être utilisés dans les campagnes publicitaires, sans doute afin d'éviter les abus. S'il y a fort à penser, au regard des termes de la décision, que la Cour n'avait pas spécialement envisagé que la liste était exhaustive, il reste que les juristes et notamment les avocats ont, quant à eux, estimé qu'elle l'était et que, dès lors, tout ce qui ne figurait pas dans cette liste était permis. Ainsi, puisque sont proscrites les formules comme « Votez pour X », « Élisez Y » ou « Votez contre X », les campagnes ont choisi des formules de contournement : « Êtes-vous heureux de ce que fait X ? », « Voulez-vous vraiment de quelqu'un comme X ? »[20]. La loi de 2002, quant à elle, cherche à colmater cette brèche dans laquelle de nombreux contributeurs s'étaient engouffrés[21]. On ne peut donc, en vertu du BCRA, appuyer directement la campagne d'un candidat à l'élection fédérale. La nouvelle loi redéfinit ce type de publicité. Ainsi, en vertu du *bright-line standard*, toute diffusion d'un message qui décrit un candidat 30 jours avant une élection primaire et 60 avant une élection générale est considérée comme une « communication électorale », assujettie à la loi. Malgré cela, il semblerait que le BCRA laisse subsister une niche importante

---

19. Dominique Turpin (1999). *Droit constitutionnel*, Paris, Presses universitaires de France, p. 228.
20. Voir, sur ce point, D. McKay, D. Houghton et A. Wroe (2002), *Controversies in American Politics and Society*, Oxford, Blackwell Publishers, p.46.
21. T. Shields (2003). « McCain-Feingold Limits Political Ads », *MediaWeek*, vol. 13, nº 46, 15 décembre, p. 4.

avec les « comités 527[22] », qui utilisent le *soft money* pour financer de la publicité destinée à appuyer un candidat sans pour autant inciter directement les électeurs à voter pour lui. Les comités 527 sont des associations sans but lucratif, servant des causes définies et recueillant des fonds dans le but de mobiliser l'opinion publique. À cette fin, ils vont notamment financer l'élaboration et la diffusion des publicités appuyant ou critiquant l'action des candidats. Ils ne peuvent toutefois pas coordonner directement leurs actions avec les partis politiques ou les candidats. Il existe de nombreux comités 527, dont les plus actifs sont le Democratic Governors Association, Environment 2004, Gay and Lesbian Victory Fund, Media Fund, MoveOn et le Republican Governors Association[23]. La question de leur compatibilité avec le BCRA a d'ailleurs été posée à la FEC par les républicains, début 2004, un groupe d'organisations démocrates ayant indirectement appuyé John Kerry en attaquant le président Bush par l'entremise de publicités télévisées, au prix de plusieurs millions de dollars[24]. La décision de la FEC, rendue le 13 mai 2004, donne raison aux démocrates : les comités 527 ne sont pas touchés par le BCRA et ne le seront pas au cours de la campagne 2004. La FEC estime, dans un premier temps, ne pas disposer du temps nécessaire pour rédiger un projet de loi clair en cette année électorale. Dans un deuxième temps, les membres de la Commission affirment qu'un changement de réglementation à mi-chemin des élections présidentielles pourrait créer encore plus de confusion[25]. Est-ce que les comités 527 seront réglementés dans un avenir rapproché ? Ceux qui soutiennent la nécessité d'une réglementation fondent leur argumentation sur le fait que les comités exploitent une brèche du BCRA. En revanche, d'autres observateurs estiment que la restriction des activités de ces comités serait une atteinte à la liberté constitutionnelle d'expression. Quoi qu'il en soit, aussitôt après l'annonce de la décision de la FEC, les républicains ont redoublé d'efforts pour équilibrer les « dommages » causés par les comités 527 démocrates. Les Américains pourront donc avoir droit à davantage de publicités payées par ces comités, tant démocrates que républicains.

---

22. Ces comités tiennent leur nom du fait qu'ils relèvent de la section 527 du code de l'Internal Revenue Service (IRS), alors que les PAC dépendent de la FEC. Les comités 527 sont également appelés *active advocacy groups*, 501c3s et 501c4s.

23. Il est à noter que la Republican Governors Association est le comité 527 qui a dépensé le plus en vue de la campagne présidentielle de 2004, en date du 1er avril 2004. À ce propos, voir Desinfopedia, « Active Advocacy Groups » (page consultée le 27 mai 2004), [en ligne] : <http://www.desinfopedia.org/wiki.phtml ?title=U.S._presidential_election %2C_2004 :_Active_Advocacy_Groups>.

24. Thomas B. Edsall (2004). « FEC Moves to Regulate Groups Opposing Bush », *Washington Post*, 19 février, p. A6.

25. Glen Justice (2004). « FEC Declines to Curb Independent Fund-Raisers », dans *The New York Times*, 14 mai, p. A18.

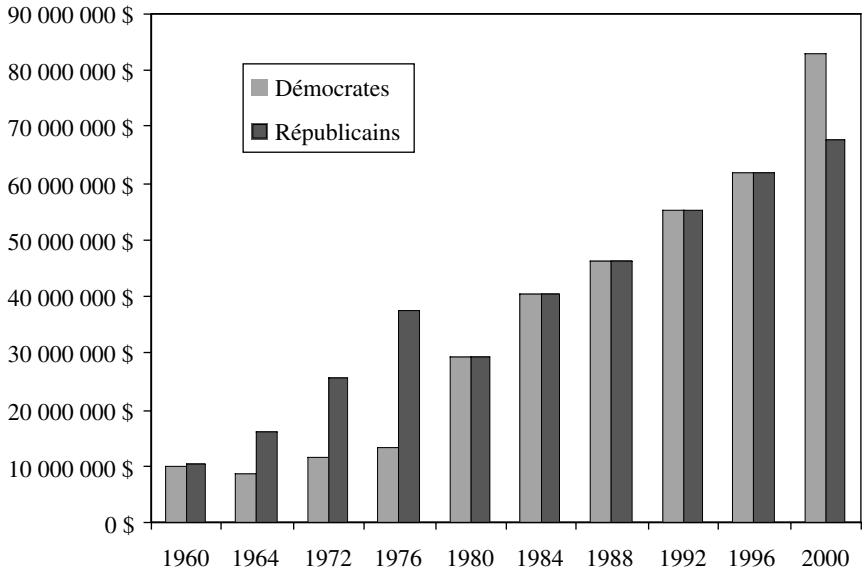
Le financement public des élections présidentielles

Les lois sur le financement des élections permettent la coexistence de deux modes de financement distincts : le recours au financement public, associé à un plafonnement des dépenses, et une absence de recours aux fonds publics, assortie d'une absence de plafond. Lorsqu'un candidat opte pour un financement public de sa campagne, un plafond de 40 millions de dollars lui est imposé en ce qui concerne ses dépenses électorales, et c'est bien là la principale limite de ce système.

Le financement public des campagnes électorales prend trois formes : des subventions à l'organisation des conventions nationales, des subventions aux candidats, qu'ils peuvent doubler avec les *matching funds*. Les *matching funds* signifient que les candidats aux élections présidentielles seront financés, sur les fonds publics que gère le Trésor américain, au prorata des fonds qu'ils auront obtenus de donateurs privés. Dès les primaires, les candidats obtiennent un montant donné pour chaque contribution individuelle obtenue. Ainsi, un candidat peut obtenir l'équivalent des fonds qu'il a collectés lorsqu'il parvient à recueillir au moins 5000 $ en dons de 250 $ maximum dans au moins 20 États.

Figure 3.3

Le financement public des élections présidentielles générales par parti



Source : Université de Californie, *American Presidency* (page consultée le 27 mai 2004) [en ligne], <http://www.presidency.ucsb.edu/site/data/financing.php>.

Ce financement public doit permettre aux candidats de se faire connaître des électeurs, tout en réduisant le besoin de faire appel à des contributions privées, provenant de riches citoyens ou de groupes d'intérêts. Instauré au départ pour permettre au plus grand nombre possible de candidats de briguer l'investiture de leur parti en vue des élections présidentielles, le financement public est, aujourd'hui, surtout utilisé par les candidats qui sont inconnus du grand public, des médias et des bailleurs de fonds et qui, incidemment, ne peuvent récolter suffisamment de fonds privés pour faire campagne. Mais il a ses limites, lorsque l'on sait par exemple qu'en 2000 le sénateur McCain, qui se présentait pour l'investiture républicaine et qui était parmi les favoris, avait pratiquement atteint son plafond de dépenses autorisées en vertu du régime de financement public, bien avant la fin du cycle de primaires[26], ce qui l'a obligé à se retirer de la course. Le financement public présente des limites de dépenses par État et une limite nationale, ce qui est bien souvent considéré comme un handicap par les candidats.

Taxpayer check-off system

Les contribuables américains peuvent, lorsqu'ils remplissent leur déclaration fédérale d'impôt sur le revenu, choisir d'affecter trois dollars de leurs impôts au fonds public de financement des élections présidentielles en cochant simplement une case sur leur formulaire. Il y a de moins en moins de contribuables qui financent de cette manière le système public de financement électoral : environ 11 % des payeurs d'impôts en 2002, alors que ce taux était de 28,6 % en 1981. Pour combler ce désintéressement de la part de la population, une loi de 1993 a fait passer la contribution minimale des célibataires de un à trois dollars, et celle des couples produisant une déclaration commune de trois à six dollars.

C'est pour cela qu'en l'état actuel des choses le système permet de refuser le principe du financement public pour les primaires et d'opter pour un financement public pour l'élection générale. C'est d'ailleurs le choix qu'ont fait John Kerry et George Bush en 2004. L'intérêt du système de financement public des élections présidentielles est qu'il se double d'un plafonnement des dépenses électorales. Or, en vertu des dispositions du FECA, les limites de dépenses relatives à l'élection générale s'appliquent à compter de l'acceptation formelle par un candidat de sa nomination par la convention nationale. C'est la raison qui a amené Kerry à imaginer pendant un temps de n'accepter sa nomination que bien après la convention nationale démocrate, à peu près au moment de la convention républicaine plus d'un mois plus tard.

---

26. Voir sur ce point Anthony Corrado et Heitor Gouvêa (2003), « Financing Presidential Nominations under BCRA » dans William G. Mayer, *The Making of the Presidential Candidates 2004*, Lanham, Rowman & Littlefield, p. 63.

Tableau 3.2

La décision de la Cour suprême : *McConnell* v. *Federal Election Commission**

	Dispositif du BCRA	Décision de la Cour suprême
***Soft money* des partis nationaux**	Interdiction d'en recevoir et d'en dépenser	Avalisé
Implication des partis locaux et d'État dans les élections fédérales	Obligation d'utiliser soit du *hard money,* soit une combinaison de hard money et de *Levin funds*	Avalisé
Collecte de fonds sous forme de *soft money* par les candidats aux élections fédérales et par les représentants de l'État (*officeholders*)	Interdiction – sauf exception – d'utiliser et de recevoir du *soft money*	Avalisé
Interdiction des *issues ads*	Interdiction pour les entreprises et les syndicats d'utiliser du *soft money* pour des publicités mentionnant un candidat fédéral ou un *officeholder* dans les 30 jours précédant une primaire et 60 jours avant une élection générale (sous réserve d'exception)	Avalisé
Limites imposées aux contributions	Augmentation des plafonds des contributions individuelles aux candidats et aux partis politiques	Avalisé
Dépenses indépendantes et coordonnées par les partis politiques	Impose aux partis dépensiers durant une campagne d'élection générale de choisir entre des dépenses coordonnées OU des dépenses indépendantes au nom du candidat	Choix jugé inconstitutionnel
Dons de personnes mineures	Interdiction	Interdiction jugée inconstitutionnelle

* Saisie de la nouvelle loi, la Cour suprême devait répondre à la question suivante : le *soft money* peut-il corrompre le processus électoral ? Sa réponse a été sans équivoque : tant le bon sens et les cas de corruption existants abondent dans ce sens.

Source : FEC, *McConnell* v. *Federal Election Commission*, <http://www.fecwatch.org/law/court/maconnelltable.asp> (mai 2004).

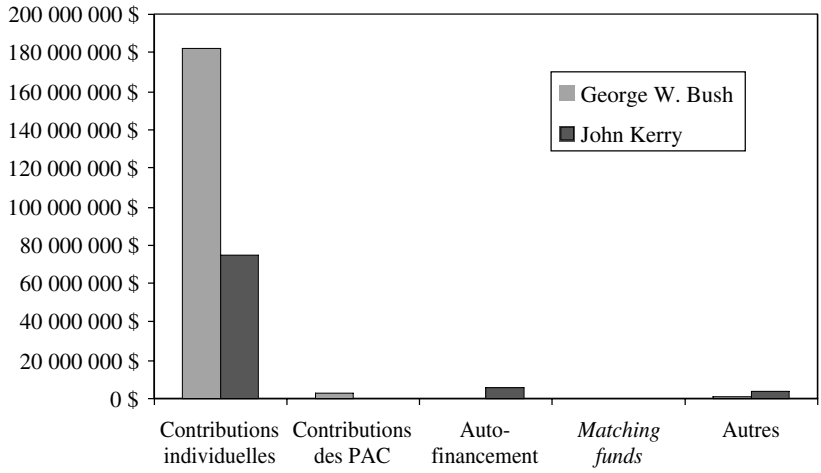
La transparence des comptes de campagnes

Les lois sur le financement des campagnes électorales obligent les candidats à faire état de leurs ressources financières et de leurs dépenses. De la même manière, les comptes de tous les donateurs (à compter de contributions de cent dollars) doivent être transmis à la FEC. Ces renseignements, rendus publics, permettent une plus grande surveillance de l'application effective des lois électorales et l'élimination des abus, en plus de contribuer à renforcer la transparence politique et financière des candidats. Ainsi, tous les grands médias présentent, sur leur site Internet, non seulement le budget global des candidats, mais également la provenance de leurs sources de financement et les secteurs dans lesquels ils dépensent l'argent amassé. Dans sa décision *Buckley* v. *Valeo*, la Cour suprême a ainsi estimé que, bien qu'il s'agisse de données relatives aux personnes et, ce faisant, interférant dans la sphère privée (*privacy*), l'intérêt public, et notamment la prévention de la corruption, commandait cette obligation de transparence. Depuis le début des années 1990, la majeure partie des dépenses électorales durant une élection présidentielle est consacrée à la publicité des candidats (voir le chapitre sur le rôle des médias et de l'opinion publique).

Les figures 3.4 et 3.5 illustrent l'importance de chacune des sources de financement pour les candidats aux élections présidentielles de 2004, de même que le budget global dont ils disposent en mai 2004.

Figure 3.4

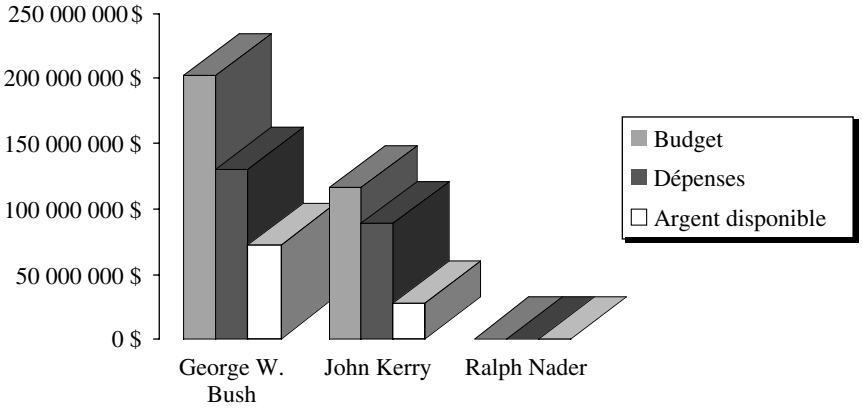
Provenance du financement des candidats à la présidence en 2004
(à jour en mai 2004)



Source : OpenSecrets.org (pages consultées le 23 mai 2004) [en ligne] :
<http://www.opensecrets.org/presidential/summary.asp ?ID=N00008072> ;
<http://www.opensecrets.org/presidential/summary.asp ?ID=N00000245>.

Figure 3.5

Financement des candidats à la présidence en 2004
(au 26 mai 2004)*



* Le budget de Ralph Nader est de 808 642 $, ses dépenses sont de 637 231 $, alors que le montant d'argent dont il dispose est de 171 412 $.

Source : CNN, *America Votes 2004* (pages consultées le 26 mai 2004) [en ligne] :
<http://www.cnn.com/ELECTION/2004/special/president/fec/total.raise.html> ;
<http://www.cnn.com/ELECTION/2004/special/president/fec/total.spent.html> ;
<http://www.cnn.com/ELECTION/2004/special/president/fec/total.cash.html>.

***

L'application du BCRA, même si elle limite l'influence des groupes de pression en éliminant les dons aux comptes de campagne et en relevant le plafond des contributions directes individuelles, ne règle cependant pas tous les problèmes liés au financement des campagnes électorales présidentielles. De toute évidence, le dispositif reste imparfait. La déontologie politique est peut-être l'arlésienne de la démocratie. Elle constitue en tout cas la thématique récurrente des scandales qui ont émaillé la présidence, plus particulièrement encore depuis les années 1990, tandis que le coût des campagnes électorales est devenu exorbitant. Ce problème a été mis en lumière dans le cadre de l'élection de Bill Clinton en 1996 et révélé par un article du *New York Times* en avril 1998. Deux compagnies américaines auraient effectué des transferts illégaux de technologie au profit de la Chine. Le lien entre l'approbation par le président du lancement d'un satellite américain par les Chinois et Bernard Schwartz, à la tête de l'entreprise en cause, Loral Space and Communications, et également l'un des généreux donateurs du Parti démocrate, est un exemple probant. Il a très vite été établi par les journalistes, et notamment par Jeff Gerth, auteur du

scoop : la campagne de Clinton aurait-elle été financée par la Chine ? Bien que le ministère de la Justice ait statué sur l'absence de corruption, des commissions d'enquête parlementaires et des journalistes ont continué à enquêter, sans résultat évident. Ce « pseudo-scandale » aura eu le mérite de souligner la persistance des problèmes de corruption[27].

L'affaire de la chambre de Lincoln

Dès 1996, l'utilisation des résidences officielles pour accueillir les plus généreux des bailleurs de fonds électoraux a été discutée. La pratique est courante, semble-t-il. Mais dès lors que les médias se sont emparés de l'affaire, la Maison-Blanche a été obligée de publier la liste des personnes ayant été accueillies dans la chambre de Lincoln à la suite de l'entrée en fonction des présidents. De la même manière, en juillet 2002, la Maison-Blanche a publié une liste des hôtes de la chambre de Lincoln depuis l'entrée en fonction du président Bush en 2001. Selon l'Associated Press, six gros donateurs de la campagne électorale (effectuant des collectes de fonds supérieures à 100 000 $) sont dans cette liste. Remercier la générosité des donateurs en les hébergeant aux frais des contribuables a soulevé de redoutables questions éthiques.

D'après le *Washington Post* <http://www.washingtonpost.com/ac2/wp-dyn?pagename=article&contentId=A29318-2002Aug17&notFound=true> (mai 2004), le Centre for Public Integrity <http://www.publicintegrity.org/report.aspx ?aid=179&sid=200> et CNN <http://edition.cnn.com/2000/ALLPOLITICS/stories/09/21/wh.guests/> (avril 2004).

Les candidats renoncent de plus en plus fréquemment au financement public de façon à ne pas se voir imposer de seuil de dépenses. Il est vrai que de nouvelles méthodes de collecte de fonds durant les campagnes électorales pourraient permettre de réduire le coût de ce mécanisme et, dès lors, les coûts globaux de la campagne : en effet, l'utilisation d'Internet permet de recueillir des fonds rapidement et à peu de frais. Surtout, ce procédé permet de disposer des fonds immédiatement. À l'inverse des promesses de financement qui obligent à attendre le dépôt d'un chèque, les dons en ligne par carte de crédit donnent une liquidité immédiate au compte de campagne[28].

La renonciation au financement public et l'option du financement privé[29] vont-elles sonner le glas du système ? La raison pour laquelle les candidats tendent à n'utiliser que des fonds privés pourrait être

27. Voir sur cette affaire, et avec un parti pris, Sidney Blumenthal (2004), *The Clinton Wars*, New York, Plume, p. 664-665.
28. Voir William G. Mayer et Andrew Busch (2004), *The Front-Loading Problem in Presidential Elections*, Washington, D.C., The Brookings Institution Press, p. 71-72.
29. Voir, sur ce point, Anthony Corrado et Heitor Gouvêa (2003), « Financing Presidential Nominations under BCRA », dans William G. Mayer, *The Making of the Presidential Candidates 2004*, Lanham, Rowman & Littlefield, p. 51-56.

que la limite imposée par l'utilisation du financement public ne correspond plus au coût réel des campagnes électorales. Et, de toute évidence, l'un des effets pervers de la loi serait donc d'inciter indirectement les candidats à renoncer aux fonds publics[30]. Dans les faits, John Connally (1980), Steve Forbes (1996 et 2000), John Kerry (2004) et George W. Bush (2000 et 2004) ont renoncé au financement public dans des campagnes antérieures. D'ailleurs, George W. Bush a été le premier candidat à obtenir la magistrature suprême sans fonds publics. Malgré les louables efforts des parlementaires pour moraliser la vie politique, plus que jamais, il semblerait qu'au lieu de mettre un terme au débat le BCRA pourrait bien le relancer, plus virulent que jamais.

BIBLIOGRAPHIE

ALEXANDER, H. (1996). « Le financement des campagnes électorales présidentielles », *Démocratie et droits de l'homme*, Revue électronique de l'USIA, vol. 1, nº 13.

ARTAUD, D. et A. KASPI (1969). *Histoire des États-Unis,* Paris, Armand Colin, coll. U.

BLUMENTHAL, S. (2004), *The Clinton Wars*, New York, Plume.

CORRADO, A. et H. GOUVÊA (2003), « Financing Presidential Nominations under BCRA » dans William G. Mayer, *The Making of the Presidential Candidates 2004*, Lanham, Rowman & Littlefield.

HALIMI, S. (8 mars 2002). « Enron, symbole d'un système », *Le Monde diplomatique*.

MANN, T.E. (2003). « The Battle over Campaign Finance. Prospects for the New Reform Law », *The Brookings Review*, vol. 21, nº 4.

MAYER, W.G. et A. BUSCH (2004), *The Front-Loading Problem in Presidential Elections*, Washington, D.C., The Brookings Institution Press.

MCKAY, D., D. HOUGHTON et A. WROE (2002). *Controversies in American Politics and Society*, Oxford, Blackwell Publishers.

PERTSCHUK, M. (mai 1997). « Des responsables politiques si influençables… », *Le Monde diplomatique.*

RICHARDSON, B. (2004). « Seeking the Latino Vote : Democrats Can't Take Hispanic Voters », *Hispanic*, vol. 17, nº 1, janvier-février.

SHIELDS, T. (2003). « McCain-Feingold Limits Political Ads », *MediaWeek*, vol. 13, nº 46, 15 décembre.

30. L. Woellert (2003). « Will Bush and Dean Kill Public-Financed Races ? » *Business Week*, nº 3859, 24 novembre ; T.E. Mann (2003). « The Battle over Campaign Finance. Prospects for the New Reform Law », *The Brookings Review*, vol. 21, nº 4, p. 32.

CHAPITRE 4

L'influence des partis politiques dans une ère post-partisane conservatrice

Sébastien Barthe

La scène électorale américaine, depuis pratiquement les débuts de la république, a été marquée par la présence de partis politiques. Ce système de partis politiques a d'ailleurs fonctionné sans interruption au cours des 200 dernières années, ce qui en fait le doyen des systèmes partisans des démocraties contemporaines. Les deux derniers siècles ont vu la naissance et la mort d'un nombre important de regroupements politiques partisans aux États-Unis, la plupart n'ayant connu aucun succès auprès de l'électorat et ayant disparu quelques années après leur création. Le cadre imposé par les affiliations partisanes au déroulement de la compétition politique, cependant, perdure depuis l'élection de Thomas Jefferson à la présidence en 1800[1].

Cette réalité n'est pas évidente en soi, si l'on considère que les Pères fondateurs de la nation ont tout fait pour réduire au minimum, à défaut de pouvoir l'éliminer complètement, l'influence que de futurs partis politiques pourraient avoir sur la destinée de la république naissante[2]. La Constitution entrée en vigueur en 1788 ne fait nulle part mention de la place que devraient avoir les partis politiques dans la *polis* américaine. Il s'agit là d'une omission volontaire, puisque les Pères fondateurs s'entendaient sur le fait que des partis politiques ne pouvaient, par définition, que représenter une fraction des citoyens. Ces partis politiques auraient pu, dès lors, porter atteinte à la liberté de la majorité, au bien commun de la nation et aux institutions démocratiques[3].

La nature du système politique américain allait cependant mener à la formation de groupes organisés sur des bases partisanes. Du moment où les institutions politiques comme le Congrès et la présidence ont commencé à opérer dans un système complexe de poids et contrepoids (*checks and balances*), où le besoin de rallier une majorité est devenu important pour légitimer les actions entreprises, l'affiliation partisane s'est montrée l'instrument le plus apte à créer et gérer des coalitions. Dès 1791, Thomas Jefferson et James Madison vont établir un réseau de citoyens, de sociétés de pensées et d'élus pour s'opposer aux politiques de l'administration Washington[4]. Ce regroupement allait

---

1. Ce texte ne traitera pas directement de l'incidence du bipartisme sur l'évolution du système électoral américain. En ce sens, le rôle des tiers partis ne sera pas étudié, bien que nous reconnaissions que ces groupements constituent une variable importante pour la compréhension d'ensemble de l'évolution du système partisan. Dans le cadre du présent chapitre, cependant, nous nous intéresserons principalement aux tendances concernant les principaux partis politiques, car ce sont eux qui réussissent à capter l'appui d'une majorité d'électeurs élection après élection.
2. A. James Reichley (1992). *The Life of the Parties : A History of American Political Parties*, New York, Rowman & Littlefield, p. 17-28.
3. James Madison (1787). « Federalist Paper No. 10 », dans Garry Wills (1982), *The Federalist Papers by Alexander Hamilton, James Madison and John Jay*, New York, Bantam Books, p. 42.
4. Marc Landy et Sidney M. Milkis (2004). « Political Parties », dans *American Government : Balancing Democracy and Rights*, New York, McGraw-Hill, p. 439.

par la suite servir de plate-forme à ceux qui verront dans le Traité de Jay (*Jay Treaty*, 1774) une capitulation de Washington face à l'Angleterre et une trahison des révolutionnaires français. Bien que la ratification du Traité de Jay n'ait pu être empêchée par la coalition de congressistes « républicains », menée par Jefferson, les représentants du peuple liés à ce groupe ont uni leurs efforts dès 1796 pour contrer activement la réélection de leurs pairs qui avaient appuyé le traité[5]. Par réaction, Alexander Hamilton, secrétaire au Trésor de George Washington, organisera les appuis de l'administration présidentielle sous l'étiquette des fédéralistes. Ainsi est né le premier système compétitif de partis aux États-Unis[6]. Lors de l'élection présidentielle de 1800, Thomas Jefferson gagnera sous la bannière « démocrate-républicaine », et, à partir de ce moment, tous les présidents américains seront directement associés à un parti politique.

Pour cerner l'influence des partis politiques sur les élections présidentielles depuis les origines de la république américaine jusqu'à nos jours, il faut procéder en deux temps. La première période est marquée par l'idée que les partis ont façonné la scène politique américaine, et particulièrement le niveau présidentiel de cette scène politique, par leur capacité à former des **coalitions**[7] d'électeurs permettant de gagner des élections. Ces coalitions stables permettent aux partis de jouir de périodes de relative domination sur le système politique, dénommées **ères partisanes** ou **systèmes de partis** (*party systems*), marquées par l'importance des **réalignements** électoraux[8]. Pour autant, cette lecture se heurte aux réalités de la vie électorale contemporaine, marquée par le **désalignement** partisan apparu durant les années 1950. Dans un contexte où plus du tiers de l'électorat ne considère pas l'affiliation partisane comme un facteur primordial dans leur choix électoral, la

---

5. Marc Landy et Sidney M. Milkis (2004), *op. cit.*
6. Thomas E. Patterson (2004). « Political Parties, Candidates, and Campaigns : Defining the Voter's Choice », dans *We the People: A Concise Introduction to American Politics,* 5e éd., New York, McGraw-Hill, p. 234.
7. On pourra définir formellement une coalition comme un ensemble de groupes d'intérêts et de groupes sociaux qui soutiennent un parti et lui procurent un appui répétitif, élection après élection. Voir Joel H. Silbey (2002), « From "Essential to the Existence of Our Institutions" to "Rapacious Enemies of Honest and Responsible Government" : The Rise and Fall of American Political Parties, 1790-2000 », dans L. Sandy Maisel (dir.), *The Parties Respond : Changes in American Parties and Campaigns,* 4e éd., Boulder, Westview Press, p. 1-2.
8. Les réalignements électoraux se distinguent par un changement majeur dans les choix électoraux effectués par les groupes d'intérêts et les groupes sociaux formant les coalitions partisanes. Ces changements majeurs doivent par ailleurs être assez puissants et avoir un effet à long terme pour pouvoir être considérés comme des réalignements. Cette interprétation des réalignements électoraux est sérieusement critiquée par Claude Fohlen, Jean Heffer et François Weil dans *Canada et États-Unis depuis 1770*, Paris, Presses universitaires de France, 1997, p. 360-374. Les auteurs constatent que les réalignements électoraux sont des phénomènes que l'on peut certainement documenter au moyen de données statistiques, mais ils avancent que la base théorique qui sous-tend ces observations est peu solide.

fonction structurante des partis s'est grandement amenuisée. Nous connaissons aujourd'hui une ère qui est à la fois **post-partisane** et **conservatrice**. Ces deux caractéristiques ont favorisé le Parti républicain depuis la fin des années 1960, mais la dérive à droite du Parti démocrate, depuis la fin des années 1980, fait que la compétition est loin d'être gagnée, aucun parti n'ayant prouvé être en mesure de rogner sur la proportion toujours grimpante des électeurs indépendants. L'époque des longues ères partisanes semble bel et bien révolue.

LES PARTIS POLITIQUES : CONSIDÉRATIONS FONCTIONNELLES

Tout au long de l'histoire des États-Unis, l'influence des partis sur la scène politique a été substantielle : elle peut être appréhendée par le biais des grandes fonctions que remplissent les partis politiques[9].

Le fonctionnement des institutions

La première de ces fonctions concerne le fonctionnement des institutions politiques et nationales. La compétition partisane au Congrès, qui ne sera pas traitée ici, façonne les règles à suivre et, dans une certaine mesure, la teneur des débats. Les élus américains jouissent d'une certaine autonomie idéologique qu'on retrouve plus rarement dans, par exemple, les systèmes parlementaires. Au niveau présidentiel, le parti qui s'empare de la Maison-Blanche obtient un levier important pour la mise en œuvre des politiques. C'est le président qui décide de la composition de son cabinet, qui est formé de gens non élus mais proches des cercles décisionnels du parti, et il a un pouvoir constitutionnel de nomination[10]. D'ailleurs, jusqu'à l'avènement d'une fonction publique professionnelle au cours du XXe siècle, la nomination aux postes publics était déterminée par le *spoils system*, système caractérisé par la précarité des emplois dans la haute fonction publique et surtout par leur politisation. Instauré par Andrew Jackson au début des années 1830, le *spoils system* à la Maison-Blanche concernait surtout la haute fonction publique fédérale ainsi que l'essentiel du corps diplomatique.

---

9. Voir Claude Corbo (2001), « Les partis politiques », dans Edmond Orban et Michel Fortmann (dir.), *Le système politique américain*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, p. 150-160.

10. Notamment des juges fédéraux. Voir la Constitution des États-Unis, Article II, section 2. Le site *U.S. Constitution Online* représente une des meilleures références (http://www.usconstitution.net/const.html#A2Sec2), puisque chacun des articles peut être atteint au moyen d'un hyperlien, contrairement aux sites officiels du gouvernement américain.

L'élaboration des programmes politiques

La deuxième fonction qui incombe aux partis est l'élaboration des programmes politiques. La nécessité de rassembler une coalition d'électeurs aussi large que possible pour gagner une élection présidentielle a traditionnellement assuré une certaine modération des programmes électoraux des partis les plus importants. Cette situation a évolué au cours des 25 dernières années avec l'influence croissante des composantes marginales, « puristes », qui ont souvent réussi à faire pencher les programmes électoraux vers des idéaux plus radicaux et des mesures énergiques pour les atteindre.

Le choix des candidats

La troisième fonction est purement électorale et tient tout d'abord dans le choix des candidats. Tandis que la nomination du candidat à l'investiture était initialement le fait des hiérarques du parti, la mise en place des conventions au début du XIXe siècle, puis celle des primaires au début du XXe ont élargi la base chargée de désigner les candidats du parti (voir le chapitre 1). Par ailleurs, les partis possèdent tous une permanence (au niveau national, il s'agit des comités nationaux) dont la fonction principale a longtemps été l'organisation financière et stratégique des campagnes électorales. Cette fonction s'est estompée au cours des dernières décennies, alors que les campagnes se sont de plus en plus centrées sur les candidats dont la campagne repose sur une organisation personnelle, de même que sur des professionnels du marketing et des sondages. Dans ce contexte, les partis ont modernisé leurs opérations électorales afin d'offrir aux candidats des services d'appoint qu'ils ne peuvent trouver dans le secteur privé. C'est ainsi que les partis conservent encore une fonction de « ralliement des troupes » lors des journées d'élection, alors que leurs « machines » se mettent en branle pour « faire sortir le vote[11] ».

Outre ces fonctions générales, force est de constater que l'influence des partis sur la vie politique américaine au niveau national (et donc présidentiel) a été constante depuis le début du XIXe siècle. La forme qu'a prise le système électoral national, avec la particularité du collège électoral qui sectionne le vote présidentiel État par État[12], allait rendre l'apparition de partis inévitable.

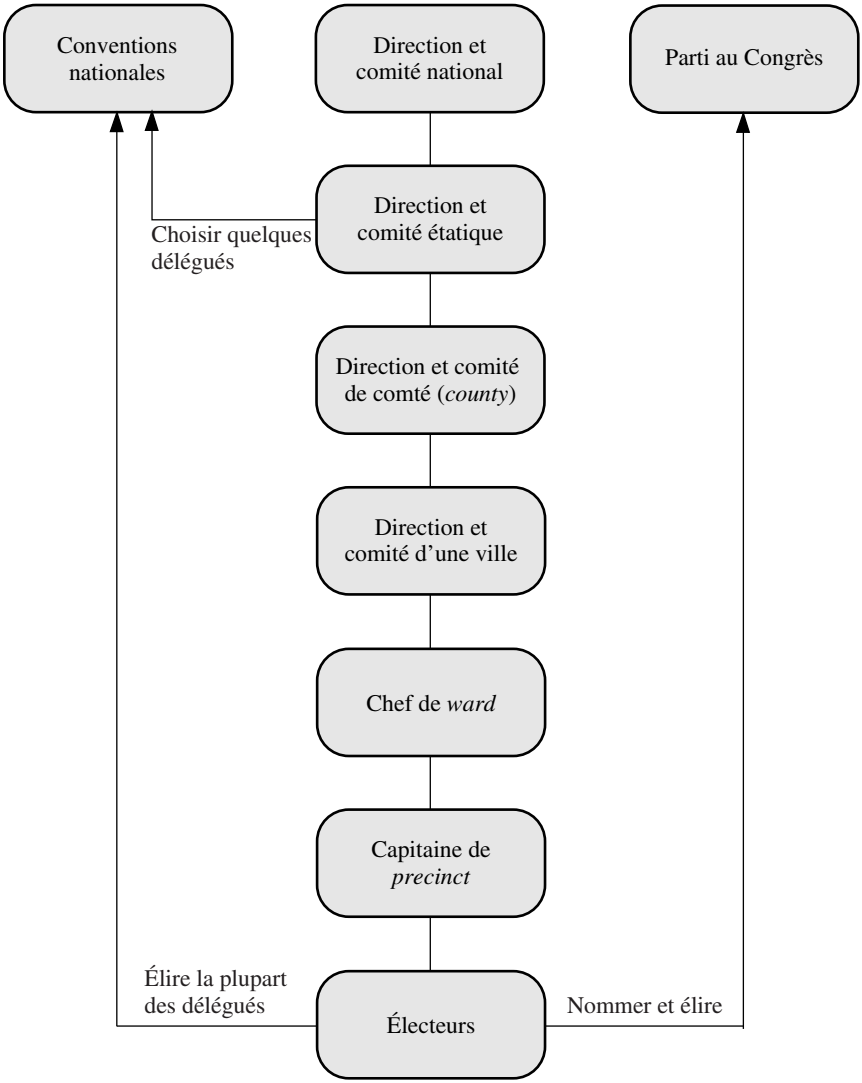
---

11. Sur l'origine des analogies militaires et industrielles dans le vocabulaire des campagnes électorales, voir Marc Landy et Sidney M. Milkis, *op. cit.*, p. 446.

12. Cette mesure se voulait une mesure de contrepoids des États face au gouvernement fédéral. En accordant la totalité des votes au collège électoral au candidat qui avait récolté le plus grand nombre de votes populaires dans un État donné, chaque État recevait une importance stratégique dans le choix du président. Cela obligeait, entre autres, les candidats à ne négliger aucun endroit du pays dans leurs calculs, plutôt que de se concentrer uniquement sur les endroits les plus populeux.

Figure 4.1

Organisation des partis



Source : Thomas E. Patterson (2004). « Organization of the Political Party », dans *We the People : A Concise Introduction to American Politics,* 5e éd., New York, McGraw-Hill, p. 252.

LES ÈRES PARTISANES : HISTORIQUE

Si les deux premiers partis, fédéraliste et démocrate-républicain, sont apparus dans un esprit de compétition, limitée dans un premier temps aux représentants du peuple, la participation populaire à la vie politique américaine, trait culturel déjà bien ancré dans la république naissante, élargit très vite cette compétition partisane à l'ensemble de la société. À partir de 1800, il y a une succession ininterrompue de systèmes de partis où, tour à tour, ces regroupements politiques réussissent à former des coalitions populaires leur permettant d'asseoir pendant quelques années, voire quelques décennies, leur domination sur le jeu électoral. L'histoire de l'évolution des systèmes de partis peut être divisée en six périodes : l'ère des fédéralistes et des démocrates-républicains ou l'ère des bons sentiments, l'ère démocrates contre whigs, l'ascendance des républicains, l'ère du mouvement populiste et des réformes progressistes, l'ère du *New Deal* et de la Grande Coalition, l'ère de la résurgence républicaine[13].

L'ère des fédéralistes et des démocrates-républicains : « l'ère des bons sentiments »

Le premier système de partis est né du conflit entre l'administration Washington et les congressistes menés par Thomas Jefferson et James Madison. Ainsi, lors des élections de 1796, l'effort concerté des démocrates-républicains coûte leur siège à six congressistes fédéralistes qui avaient donné leur appui au Traité de Jay[14]. Il semble que la constitution d'une coalition d'électeurs issus de différents horizons, contrastant avec le soutien beaucoup plus restreint dont se contentaient les fédéralistes, a été un élément majeur de la victoire de Thomas Jefferson à la présidence en 1800, sous une bannière clairement « démocrate-républicaine[15] ». Une caractéristique importante de ce premier système

---

13. Voir, entres autres, les classiques de : Walter Dean Burham (1975), « American Politics in the 1970s : Beyond Party ? », dans L. Sandy Maisel et Paul M. Sacks (dir.), *The Future of Political Parties*, Beverly Hills, Sage ; William N. Chambers (1963), *Political Parties in a New Nation : The American Experience, 1776-1809*, New York, Oxford University Press ; William N. Chambers et Walter Dean Burnham (1975), *The American Party System : Stages of Political Development*, New York, Oxford University Press ; Paul Kleppner *et al.* (1981), *The Evolution of American Electoral System*, Westport, Greenwood Press ; Byron Shafer *et al.* (1991), *The End of Realignment ? Interpreting American Electoral Eras*, Madison, University of Wisconsin Press. Ces auteurs s'entendent pour définir cinq périodes bien établies (1790-1945), ainsi qu'une nouvelle période qui aurait débuté quelque part après la Deuxième Guerre mondiale, ce qui amène bel et bien le compte à six pour l'ensemble de ces auteurs.
14. Marc Landy et Sidney M. Milkis, *op. cit.*, p. 440.
15. John F. Bibby (2003). *Politics, Parties, and Elections in America,* 5e éd., Belmont, Thomson Wadsworth, p. 27.

est qu'il est le seul à avoir connu une période complètement non compétitive, dans la mesure où la disparition accélérée des fédéralistes après 1800 laisse le Parti démocrate-républicain seul sur l'échiquier politique fédéral. La période du règne incontesté des démocrates-républicains, durant près d'un quart de siècle, est connue dans la littérature anglophone et américaine comme *the Era of Good Feelings*, soit « l'ère des bons sentiments ». Cette appellation fait référence à une période mythique où un large consensus dans les élites politiques sur le rôle et les devoirs (restreints) du gouvernement fédéral aurait pratiquement fait disparaître les différends politiques. La réélection sans opposition du président James Monroe en 1820 constituerait à cet effet le paroxysme de cette période unique caractérisée par un monopartisme.

La réalité est toutefois sensiblement différente. Sous couvert d'apparente convergence des élites politiques se cache l'accroissement des rivalités régionales, alors que le Sud et l'Ouest commencent à dénoncer la domination financière et politique du Nord-Est. Par ailleurs, l'absence de compétition partisane entraîne la dégénérescence de l'autorité fédérale et l'affadissement de la présidence au point qu'elle n'est plus en mesure de limiter les pouvoirs du Congrès[16]. Les présidents étaient alors incapables de discipliner sur des bases partisanes une fraction suffisante du Congrès pour faire avancer leur programme politique[17]. C'est dans ces conditions que les résultats de l'élection présidentielle de 1824 mènent à un scandale qui allait constituer la transition entre la première et la deuxième ère partisane. Bien qu'il ait recueilli le plus de votes populaires, Andrew Jackson n'obtient pas la présidence, que remporte John Quincy Adams grâce à des manœuvres politiques douteuses[18]. La défaite de Jackson fit craindre à certains un coup d'État de ce héros militaire de la guerre de 1812, contre le Congrès qui l'avait privé de sa victoire. Il revient au génie d'un sénateur de l'État de New York, Martin Van Buren, d'avoir su contenir les ambitions de Jackson en lui promettant la chefferie d'un « nouveau » rassemblement[19], le Parti démocrate, s'il renonçait à

16. Marc Landy et Sidney M. Milkis, *op. cit.*, p. 443.

17. John F. Bibby, *op. cit.*, p. 27.

18. L'élection présidentielle de 1824 mettait en lice quatre candidats : Andrew Jackson, John Quincy Adams, William Crawford et Henry Clay. Aucun d'entre eux n'ayant reçu une majorité au collège électoral (99, 88, 41 et 34 votes respectivement), le 12e amendement à la Constitution stipule qu'il incombe alors à la Chambre des Représentants de choisir le président parmi les trois meneurs. Or, bien que Jackson ait recueilli le plus de votes (environ 153 000), la Chambre choisit Adams (qui avait reçu environ 109 000 votes) sous le leadership de son *speaker*, qui n'était nul autre que Henry Clay. Une fois président, Adams nommera Clay au poste très prestigieux de secrétaire d'État, faisant douter d'un arrangement préalable entre les deux hommes. Voir Marc Landy et Sidney M. Milkis, *op. cit.*, p. 444-445.

19. Pour Van Buren, il s'agissait plutôt de réinstaurer une discipline de parti chez les démocrates-républicains, ce qui explique pourquoi on considère que le Parti démocrate est l'héritier du parti de Jefferson.

contester le résultat de l'élection en dehors du cadre constitutionnel. Sous le leadership de Jackson, le Parti démocrate prend alors facilement le pouvoir en 1828.

L'ère « démocrates contre whigs »

Le deuxième système de partis allait opposer les démocrates aux whigs, qui naîtront assez rapidement après la « défection » des démocrates du vieux Parti démocrate-républicain[20]. L'opposition à l'administration Jackson, qui va institutionnaliser le *spoils system*, sera menée par différents groupes d'intérêts qui se rassembleront sous le nom de whigs[21]. Ce parti va militer pour une limitation des pouvoirs présidentiels, tout en soutenant un engagement plus grand du gouvernement fédéral dans la société, en particulier sur le plan commercial et dans la mise en place d'infrastructures[22]. La période couverte par ce système, allant de 1828 à la fin des années 1850, est caractérisée par une démocratisation importante du système électoral américain, marquée par l'abandon progressif par tous les États du vote réservé aux propriétaires, ainsi que par l'introduction du vote secret[23]. Les conventions nationales remplacent progressivement les caucus de partis au Congrès pour nommer les candidats présidentiels[24]. Les deux partis rechercheront activement à étendre au maximum leur base populaire, transformant définitivement les partis en institutions véritablement démocratiques.

Durant la première décennie de cette compétition, chaque parti a pu se vanter d'être une entité véritablement nationale. En effet, cette époque est celle où l'on enregistre le moins de variations régionales dans la répartition des sièges au Congrès ou dans celle des votes au collège électoral[25]. Cependant, alors que le Sud se démarque graduellement du Nord sur le plan culturel et économique durant les années 1840 et 1850, chacun des deux partis devra faire face à ce nouveau problème. À la veille de la guerre de Sécession (et de l'émergence du troisième système de partis), la question de l'esclavage divisera non seulement la nation sur des bases largement régionales, mais également les partis politiques en leur sein. En 1844, Van Buren essaiera de

---

20. À partir de ce moment, le système électoral américain sera marqué sans arrêt par le bipartisme. À partir de 1856, le système se consolidera autour des partis démocrate et républicain, qui s'échangent maintenant le pouvoir fédéral depuis presque 150 ans.
21. Thomas E. Patterson, *op. cit.*, p. 236.
22. Marc Landy et Sidney M. Milkis, *op. cit.*, p. 446.
23. John F. Bibby, *op. cit.*, p. 28 et 31.
24. Voir à, cet effet, Marjorie Randon Hershey et Paul Allen Beck (2003), dans *Party Politics in America,* 10e éd., New York, Longman, p. 17-18.
25. Everett Carl Ladd (1970). *American Political Parties : Social Change and Political Response*, New York, Norton, p. 99.

gagner la candidature présidentielle démocrate par un programme largement défavorable à l'esclavage. Il sera freiné par la faction sudiste de son parti, qui parviendra d'ailleurs à l'empêcher de recevoir les deux tiers des votes des délégués à la convention nationale, plancher nécessaire, à l'époque, pour obtenir la nomination. À partir de ce moment, le terrain devient particulièrement fertile pour l'apparition d'un parti voué principalement à l'abolition de l'esclavage, sentiment alors fortement répandu au Nord. Les whigs ne survivront pas à cette transformation, et c'est dans ces conditions que naîtra le Parti républicain en 1854.

L'ère de l'ascendance des républicains

De sa création en 1854 jusqu'à l'élection présidentielle de 1860, le Parti républicain peut être considéré comme un tiers parti. Cependant, sa montée fulgurante et confinée essentiellement au Nord en fait rapidement un parti majeur. La période de la guerre de Sécession représente une période de rupture dans le cours normal de la vie politique américaine et rend difficile l'évaluation de l'influence des partis politiques. Il reste que le Nord sera gouverné par Abraham Lincoln et les républicains, alors que le Sud sera aux mains des démocrates tout au long de la période des États confédérés.

Après la guerre de Sécession, les républicains pourront jouir d'une domination sur l'ensemble des institutions fédérales pendant une dizaine d'années (voir l'encadré à la page suivante)[26]. Par la suite, le système deviendra un peu plus compétitif, malgré le fait que les démocrates auront beaucoup de peine à investir le Sénat ou la présidence jusqu'en 1912. Chacun des partis devra dans le même temps faire face à la montée de regroupements les menaçant directement : les populistes dans le cas de démocrates et les progressistes dans le cas des républicains. Alors que les deux partis sont généralement conservateurs, ces mouvements les obligeront à se mettre au diapason de la population. La fin du XIXe siècle montre une division politique de plus en plus marquée entre les grands intérêts financiers et commerciaux, ainsi qu'entre les élites politiques d'un côté et le reste de la population de l'autre. Chacun des partis possède par ailleurs une base d'électeurs (une coalition) que l'on peut définir assez facilement sur le plan sociologique. Les démocrates ont la mainmise sur le vote des fermiers du Sud ainsi que sur celui des immigrants urbains et des catholiques[27]. Les républicains, pour leur part, peuvent compter sur l'appui des grandes fortunes du pays, des protestants du Nord-Est et du *Midwest*, ainsi que de la petite fraction de la population noire qui a obtenu le droit de vote[28].

---

26. Voir Claude Corbo, « Les partis politiques », *op. cit.*, p. 135.
27. *Ibid.*, p. 136.
28. Marc Landy et Sidney M. Milkis, *op. cit.*, p. 453-454 ; John F. Bibby, *op. cit.*, p. 33.

Les cinq partis majeurs dans l'histoire des États-Unis, 1788-2004

Le Parti fédéraliste, 1788-1816. Champion de la nouvelle constitution et d'un gouvernement national fort, il s'agit de la première institution politique américaine qui ressemble à un parti politique, bien qu'il ne remplisse pas toutes les conditions nécessaires pour être considéré comme tel. Ancré dans le Nord-Est du pays et sur la côte Atlantique, il a attiré la sympathie de plusieurs marchands, propriétaires terriens et familles fortunées. Cette base démographique somme toute limitée causa sa perte face aux succès populaires des démocrates-républicains.

Le Parti démocrate-républicain, 1800-1832. Plusieurs de ses leaders, Jefferson en tête, ont été d'ardents défenseurs de la Constitution de 1788, bien qu'ils aient été généralement mal à l'aise avec le nationalisme poussé des fédéralistes. Le Parti démocrate-républicain se voulait le parti des petits fermiers, des travailleurs et des citoyens moins fortunés préférant des gouvernements étatiques plus forts que le gouvernement fédéral. Ses leaders partageaient plusieurs des idéaux des révolutionnaires français, en particulier l'étendue du droit de vote et la notion de gouvernement populaire direct.

Le Parti démocrate, 1832-aujourd'hui. Issu de la branche jacksonienne des démocrates-républicains, il s'agit du premier véritable parti politique possédant une base populaire répandue. Au nom d'une coalition de citoyens « ordinaires », il s'est entre autres opposé à l'établissement d'un système monétaire centralisé et aux droits de douanes élevés. Le Parti démocrate du XIXe siècle était un organe important pour l'entrée dans la vie politique américaine des immigrants européens et était opposé aux mouvements nativistes.

Le Parti whig, 1836-1854. Ce parti trouve également ses racines dans le Parti démocrate-républicain, mais il est né de la scission d'avec la branche jacksonienne qui a créé le Parti démocrate. Ses plus grands leaders, Henry Clay et Daniel Webster, étaient d'infatigables soutiens de la suprématie législative et ils se sont élevés contre la présidence forte d'Andrew Jackson. La vie de ce parti, constitué d'une coalition instable rassemblant des intérêts nativistes, commerciaux et des grands propriétaires terriens, fut relativement courte.

Le Parti républicain, 1854-aujourd'hui. Fondé quelques années avant la Guerre civile, il s'agit, à sa naissance, du parti des États du Nord opposés à l'esclavage et à son expansion dans les nouveaux territoires du Midwest et de l'Ouest. Il fut le parti de l'Union, du Nord, d'Abraham Lincoln, de l'émancipation des esclaves, de la victoire dans la Guerre civile et de l'imposition de la Reconstruction au Sud. De ses racines whigs, il a, dès sa création, rassemblé des intérêts marchands, financiers et propriétaires terriens importants.

Source : Marjorie Randon Hershey et Paul Allen Beck (2003). « The American Major Parties », dans *Party Politics in America,* 10e éd., New York, Longman, p. 26.

L'ère du mouvement populiste et des réformes progressistes

La nouvelle ère qui s'ouvre après l'élection de 1896 marque le début de douze années de règne incontesté du Parti républicain. Bien que de prime abord il semble n'y avoir là qu'une continuité de la relative domination républicaine, 1896 marque un tournant majeur de la politique américaine. Le candidat démocrate à l'élection présidentielle, William Jennings Bryan, réussit à fusionner vote populiste et vote démocrate. Bien que ceci ne lui confère pas la victoire électorale, l'incorporation de la plate-forme populiste (intervention majeure du gouvernement fédéral pour protéger les membres les plus vulnérables de la société) au programme démocrate va changer définitivement l'orientation philosophique du parti. Depuis l'époque de Jefferson, les démocrates avaient prôné un gouvernement fédéral minimaliste dans le paysage politique de la république, favorisant plutôt les prérogatives des États, telles qu'inscrites dans la Constitution. L'année 1896 verra un renversement de cette position, alors que les démocrates commenceront à appuyer l'existence d'un État fédéral fort, à même de réduire les inégalités sociales[29]. Cette orientation est particulièrement attrayante pour les électeurs du Sud et de l'Ouest, plus pauvres, ainsi que pour les travailleurs urbains, pour la plupart immigrants[30].

Le passage des démocrates à un programme populiste force alors le Parti républicain à défendre sa suprématie. Il y réussira tant bien que mal en intégrant dans ses rangs les idées avancées par un autre groupe protestataire, les progressistes. Les politiciens progressistes, dont Theodore Roosevelt (surnommé T.R.) sera le meilleur exemple, mèneront une double lutte. Sur le plan social, ils se feront les champions de l'intervention fédérale pour protéger la population contre le pouvoir grandissant des monopoles et des trusts[31]. Sur le plan politique, les progressistes s'en prendront à la domination de la scène politique par les organisations permanentes des partis. C'est ainsi qu'ils propageront le mécanisme des élections primaires, dans le but de démocratiser au maximum le choix des candidats (dont les candidats présidentiels) et de le soustraire au contrôle des *establishments*[32].

Durant cette période, le Parti démocrate ne réussira à s'emparer de la présidence qu'à deux reprises, en 1912 et 1916. Woodrow Wilson n'obtiendra que 41,8 % du vote populaire en 1912, principalement parce que le Parti républicain connaît alors un schisme majeur. L'ancien président Theodore Roosevelt, peu satisfait du faux progressisme de William Howard Taft, cherchera à lui subtiliser la nomination

29. Marc Landy et Sidney M. Milkis, *op. cit.,* p. 458.
30. *Ibid.*
31. Voir Claude Corbo, « Les partis politiques », *op. cit.*, p. 134.
32. Marjorie Randon Hershey et Paul Allen Beck, *op. cit.*, p. 19-20.

républicaine. Échouant dans sa tentative, T.R. formera un tiers parti, le « parti progressiste *Bull Moose* ». La division du vote républicain est considérée comme le facteur principal de l'élection de Wilson[33]. En 1916, Wilson réussit à s'assurer un second mandat en axant sa campagne sur la promesse de ne pas engager les États-Unis dans le conflit qui ravage alors l'Europe. Les répercussions de cette promesse brisée (les États-Unis entreront en guerre contre l'Allemagne en 1917) se traduiront par une incapacité des démocrates de contrôler une des branches du gouvernement fédéral au cours des dix années suivantes.

L'ère du *New Deal* et de la Grande Coalition

La crise financière nationale de 1929, à la suite de l'effondrement de la Bourse de New York, se transforme rapidement en crise économique mondiale. Cette crise a un effet considérable sur la politique présidentielle, puisqu'elle permet dans un premier temps aux démocrates de reprendre le contrôle de la Maison-Blanche. La première élection de Roosevelt, en 1932, peut être vue avant tout comme un vote-sanction contre les républicains qui avaient été au pouvoir tout au long de l'éphémère prospérité des années 1920. Dans l'esprit de plusieurs, ils portaient une certaine part de responsabilité dans la crise, ce que n'avait pas amélioré la mauvaise gestion de cette crise par l'administration de Herbert Hoover : une majorité d'électeurs choisit donc de donner leur chance aux démocrates et à Franklin Delano Roosevelt (communément surnommé F.D.R.).

Au moyen des mesures instaurées par le *New Deal*, non seulement Roosevelt va s'assurer une popularité qui perdurera jusqu'à sa mort en 1945, mais il permettra à son parti de s'installer confortablement à Washington jusqu'à la deuxième moitié des années 1960. La clé du succès des démocrates repose probablement sur leur volonté de mettre en place un État-providence fort. Ils seront en cela soutenus par une large proportion de la population, dans ce qui est connu sous le nom de la « Grande Coalition ». Celle-ci comptait, entre autres, sur l'appui des Blancs du Sud, des immigrants européens, des catholiques, des juifs (qui avaient auparavant préféré le Parti républicain), des cols bleus, des syndicats ouvriers, ainsi que de l'écrasante majorité de la population noire, un des groupes sociaux les plus durement touchés par la Grande Dépression. Les démocrates ont pu consolider cet avantage démographique grâce au fait que la plupart des jeunes des années 1930 et 1940, qui représentaient une part de plus en plus grande de l'électorat, accordaient un soutien presque indéfectible au parti de Roosevelt[34]. Inversement, la coalition républicaine, constituée

33. Marc Landy et Sidney M. Milkis, *op. cit.*, p. 460.
34. John F. Bibby, *op. cit.*, p. 36.

Tableau 4.1

Pourcentage du vote populaire aux élections présidentielles, démocrates et républicains, 1896-2000

Année	Parti démocrate (%)	Parti républicain (%)
1896	46,7	**51,0**
1900	45,5	**51,7**
1904	37,6	**56,4**
1908	43,0	**51,6**
1912	**41,8**	23,2
1916	**49,2**	46,1
1920	34,1	**60,3**
1924	28,8	**54,1**
1928	40,1	**58,2**
1932	**57,4**	39,6
1936	**60,1**	36,5
1940	**54,7**	44,8
1944	**53,4**	45,4
1948	**49,5**	45,1
1952	44,4	**55,1**
1956	42,0	**57,4**
1960	**49,7**	49,5
1964	**61,1**	38,5
1968	42,7	**43,4**
1972	37,5	**61,0**
1976	**51,1**	48,0
1980	41,0	**51,0**
1984	41,0	**59,0**
1988	45,6	**53,4**
1992	**43,0**	37,4
1996	**49,2**	40,7
2000	48,4	**47,9**

* Note : Le **gras** indique une victoire au collège électoral.

Source : John F. Bibby (2003). « Republican and Democratic Percentages of the Popular Vote for President, 1896-2000 », dans *Politics, Parties, and Elections in America,* 5e éd., Belmont, Thomson Wadsworth, p. 55.

principalement des protestants du Nord-Est, des résidents des petites villes, des fermiers et des entrepreneurs de classe moyenne, représentait une partie de plus en plus réduite de la population du pays[35].

La Grande Coalition tiendra bon jusqu'en 1968, malgré le fait que l'élection de Dwight Eisenhower en 1952, et sa réélection en 1956, ait rendu le système un peu plus compétitif. Les républicains de l'époque ne réussirent néanmoins à prendre le pouvoir qu'en acceptant l'État-providence mis en place par les démocrates. Lorsque Barry Goldwater remporte l'investiture républicaine en 1964 avec une plate-forme qui

35. John F. Bibby, *op. cit.*.

remet en question les politiques du *New Deal* et de l'endiguement de l'URSS, il mène son parti à l'une des pires défaites de son histoire, ne récoltant que 38,5 % du vote populaire.

L'ère de la résurgence républicaine ?

Les grands bouleversements qui secouent la société américaine durant les années 1960 finissent par avoir raison de la domination démocrate. Il est incontestable que la question de la guerre du Vietnam a eu une incidence majeure sur l'élection présidentielle de 1968, qui inaugure une nouvelle ère de domination républicaine sur la Maison-Blanche. En choisissant le vice-président Hubert Humphrey comme candidat, le parti s'aliène une partie importante de sa base militante. Par ailleurs, l'extension des droits civils aux Afro-Américains du Sud sous Lyndon B. Johnson crée un réalignement sans précédent de l'électorat dans les États au sud de la ligne Mason-Dixon (ligne qui a traditionnellement délimité les États esclavagistes du Sud et ceux abolitionnistes du Nord). Alors que la majorité des électeurs blancs de ces États avaient soutenu presque sans relâche le Parti démocrate depuis son apparition, les mesures visant une véritable égalité raciale vont transférer définitivement leur appui aux républicains. L'élection de 1972 se joue encore une fois sur le thème de la guerre, et le président Richard Nixon ne fait qu'une bouchée de son adversaire, déjà peu populaire auprès de l'électorat traditionnel démocrate[36], le sénateur George McGovern.

L'autre phénomène expliquant la désagrégation de la coalition démocrate tient dans le mouvement des populations qui sortent en grand nombre des centres urbains et déménagent vers les banlieues, phénomène dont les répercussions commencent à se faire sérieusement ressentir à partir des années 1960. D'un côté, plusieurs personnes du Nord, républicains en grande partie, s'installent au Sud, transportant avec eux leur allégeance partisane, tandis que les démocrates perdent une bonne part du vote des cols bleus, des catholiques conservateurs[37] et des femmes blanches de classe moyenne vivant en banlieue, les *soccer moms*. D'un autre côté, on observe un phénomène grandissant de désalignement partisan, où les électeurs effectueront de plus en plus leur choix en fonction des programmes (et des promesses) des candidats plutôt que sur la base d'une affiliation partisane. Le taux d'électeurs « indépendants », qui s'affichent comme n'appartenant à aucun parti politique, a d'ailleurs doublé depuis les années 1950[38].

---

36. Par sa position d'opposition à la guerre au Vietnam, McGovern a été le seul candidat démocrate dans l'histoire de ce parti à ne pas recevoir l'appui des syndicats, comme la très puissante American Federation of Labor.
37. Voir John H. Aldrich (1995), *Why Parties ? The Origin and Transformation of Party Politics in America*, Chicago, University of Chicago Press, p. 241-274.
38. Pour une discussion très poussée des changements dans la structure de l'électorat américain, voir Martin P. Wattenberg (2002), *Where Have All the Voters Gone ?*, Cambridge, Harvard University Press.

Contrairement aux démocrates, les républicains voient leur coalition changer considérablement, et ce, de manière notable dans les années précédant l'élection de Ronald Reagan. Outre les électeurs blancs du Sud qui choissent désormais majoritairement ce parti, les républicains peuvent compter sur l'appui indéfectible de certains groupes très influents dans la société civile, comme les regroupements de la nouvelle droite religieuse, dont les membres tendent plus à voter en fonction de leurs valeurs sociales conservatrices, mieux représentées par le Parti républicain, que selon leur statut économique moins élevé qui les avait fait pencher auparavant pour les démocrates[39]. Cette nouvelle droite religieuse, concentrée au Sud et regroupant une myriade d'obédiences protestantes évangéliques et fondamentalistes, partage plusieurs points avec la frange de droite des catholiques, qui est également plutôt conservatrice.

Le Parti républicain, à l'aube des années 1980, peut également compter sur l'appui de deux groupes d'intellectuels qui lui fournissent de nouvelles armes idéologiques ayant une assez forte résonance dans la population américaine. Le premier de ces groupes est celui des économistes néolibéraux[40], pour lesquels les baisses d'impôts constituent un moyen sûr d'atteindre la prospérité économique. En recommandant aux élus de ne pas avoir peur des déficits budgétaires, ils permettent à ces derniers de marquer des points sur deux fronts populaires, mais qui semblent logiquement opposés : une réduction de l'imposition fiscale et le maintien d'un certain niveau de l'investissement gouvernemental dans la société. Un deuxième groupe d'intellectuels qui donne à Reagan un avantage sur ses adversaires est composé de faucons néoconservateurs en politique étrangère. Durant les années 1980, ils militent pour une politique américaine agressive face à l'URSS, considérant que la supériorité économique et technologique des États-Unis leur permet de défier l'Union soviétique et de l'essouffler au niveau militaire et économique. Durant les années 1990, alors que les démocrates occupent la Maison-Blanche, les néoconservateurs

39. A. James Reichley (1992). *The Life of the Parties : A History of American Political Parties*, New York, Rowman & Littlefield, p. 294.

40. En anglais, on nomme ce groupe les *supply-siders economists*, ce qui peut-être révèle mieux l'esprit de leurs théories. En effet, ils proposent généralement aux gouvernements d'abaisser le plus rapidement possible les impôts, pour permettre aux citoyens de dépenser le fruit de leur labeur et aux entreprises d'investir dans la création d'emploi. Contrairement aux conservateurs classiques, qui considéraient que des baisses d'impôts devaient être précédées d'un effort de réduction de la taille de l'État et de sa présence dans l'économie nationale, les néolibéraux considèrent que les déficits budgétaires inévitablement associés aux baisses rapides d'impôts ne doivent pas empêcher un gouvernement de stimuler la croissance économique par cette méthode.

deviennent les avocats de l'utilisation de la puissance américaine pour implanter la démocratie et pacifier des zones, comme le Moyen-Orient et la péninsule coréenne[41].

La dérive à droite qu'amorce la présidence de Reagan a de profondes répercussions sur la scène politique américaine. Les démocrates doivent s'adapter, notamment en intégrant une partie du message républicain et en renonçant à certains des idéaux qu'ils avaient instaurés durant le *New Deal*. Les *New Democrats* de Bill Clinton glissent alors vers la droite pour recentrer le discours. Un bon exemple de ce glissement réside dans la priorité qu'ils accordent à la rigueur budgétaire. Cette dernière se traduit par des tentatives de réforme des principaux programmes sociaux et de réduction de la taille de l'État dans le but d'obtenir un budget équilibré, de même que par l'assainissement des dépenses publiques pour restaurer la confiance des investisseurs en la prospérité macroéconomique du pays. Sans opérer un véritable retournement vers le néo-libéralisme, les « *clintonomics* » empruntent plusieurs points aux «*reaganomics*». Avec Clinton, le Parti démocrate embrasse également le libre-échange, politique qui était traditionnellement une chasse gardée du Parti républicain : les *New Democrats* sont passés de « New Dealers to Neoliberals[42] ». Les efforts de l'administration Clinton pour positionner les États-Unis comme meneurs dans la compétition engendrée par la mondialisation des marchés dénotent la transformation des orientations du parti en la matière.

LES LIMITES DU MODÈLE DES ÈRES PARTISANES

La délimitation des périodes couvertes par chacun des systèmes de partis varie d'un analyste à l'autre, bien que les six périodes envisagées précédemment soient la manière la plus répandue de découper l'histoire des partis politiques américains (voir le tableau 4.2). La doctrine est en général unanime sur le fait que cinq élections présidentielles ont été décisives dans l'évolution des tendances dans l'électorat, puisqu'elles ont insufflé les changements de coalitions partisanes dans la société. Ces **élections de réalignement** sont celles de 1800 (victoire de Jefferson et début de l'ère des bons sentiments), de 1824 (défaite de Jackson, qui mène à la création du Parti démocrate et des whigs),

41. L'une des meilleures ressources sur les néoconservateurs sur le Web est entretenue par l'Interhemispheric Resource Center. Sous le nom de *Right Web*, ce site Internet retrace l'histoire et décrit l'influence actuelle des néoconservateurs sur la politique étrangère américaine, <http://rightweb.irc-online.org/index.php> (page consultée le 12 mai 2004).

42. Kenneth S. Baer (2000). *Reinventing Democrats : The Politics of Liberalism from Reagan to Clinton*, Lawrence, University Press of Kansas, p. 11, dans le titre du chapitre.

Tableau 4.2

Analyse classique des ères partisanes

Ère partisane	Dates	Partis en compétition	Caractéristiques
Premier système	1788-1824	fédéralistes *v.* démocrates-républicains	Les partis émergent durant la décennie 1790 ; système à un parti (démocrate-républicain, avec factions). 1800-1824 (*Era of Good Feelings*).
Deuxième système	1828-1854	whigs *v.* démocrates	Système compétitif, mais domination démocrate.
Troisième système	1856-1896	républicains *v.* démocrates	Domination républicaine, 1862-1874 ; système compétitif 1874-1896.
Quatrième système	1896-1928	républicains *v.* démocrates	Domination républicaine, excepté durant une période de schisme interne (1912).
Cinquième système	1932-1968	républicains *v.* démocrates	Domination démocrate ; formation de la Grande Coalition. Dans les années 1950, effritement de la coalition et début d'une période de gouvernement divisé.
Sixième système	1968-2004	républicains *v.* démocrates	Affiliation partisane en déclin ; campagnes centrées sur les candidats ; gouvernement divisé : domination des républicains au Congrès après 1994, mais aucun des partis ne domine la présidence ; apparition fréquente de tiers partis (1968, 1980, 1992, 1996, 2000).

Source : John F. Bibby (2003). « Party Systems in American History », dans *Politics, Parties, and Elections in America*, 5e éd., Belmont, Thomson Wadsworth, p. 26.

de 1860 (prise du pouvoir par les républicains), de 1896 (adoption de la plate-forme populiste par les démocrates et début d'une période de domination républicaine) et de 1932 (entrée en scène de la Grande Coalition et début de la domination démocrate). Elles se situent toutes à des moments jugés décisifs de l'histoire politique américaine. C'est cette caractéristique qui porte la grande majorité des américanistes à voir dans l'évolution des coalitions partisanes un facteur essentiel pour comprendre le système électoral américain.

La plus grande difficulté que rencontrent les analystes demeure l'évidente désagrégation de la Grande Coalition et l'apparente résurgence républicaine. Ainsi, la décision par certains auteurs de considérer l'élection présidentielle de 1968 comme une élection de réalignement, marquant la transition entre le cinquième et le sixième système de partis, ne fait pas l'objet d'un consensus. Mark Landy et Sandy Milkis, par exemple, avancent l'hypothèse que l'élection de 1952, qui mène Eisenhower à la présidence, constitue le point tournant entre les deux ères partisanes, car c'est à partir de ce moment que le Parti républicain commencera à faire des brèches dans la Grande Coalition, en attirant un nombre important d'électeurs indépendants[43]. Thomas Patterson, reprenant les arguments de Malcolm Jewell et David Olson, soutient plutôt que le phénomène de désagrégation de la coalition démocrate doit être considéré comme une constante qui perdure encore de nos jours et dont la période critique se situe entre les années 1950 et la fin des années 1960[44]. Pour lui, cependant, aucune élection présidentielle depuis 1932 ne peut être considérée comme une élection de réalignement[45].

L'avènement d'une ère post-partisane

Devant ces obstacles à la compréhension de la nature du système partisan contemporain, devrait-on envisager la possibilité que, si l'historique des systèmes de partis de la fin du XVIIIe siècle jusqu'aux années 1950 peut être assez facilement modélisé en ères partisanes, la période amorcée durant les années 1960 correspondrait, quant à elle, à une époque aux caractéristiques radicalement différentes et pour laquelle les outils d'analyse classique seraient limités ? Devrait-on considérer, à l'instar de Joel H. Silbey, une typologie de l'influence des partis sur la scène politique américaine axée sur quatre grandes périodes, c'est-à-dire les ères pré-partisane, partisane, « partisane en déclin » et post-partisane[46] ? Pour cet auteur, l'ère pré-partisane couvrirait la période s'échelonnant entre 1790 et 1830, durant laquelle les partis ne s'organisaient qu'en fonction de problèmes temporaires[47]. L'ère partisane aurait quant à elle couvert la période 1830-1890, correspondant à « l'âge d'or » de l'influence de l'organisation partisane dans la détermination

43. Marc Landy et Sidney M. Milkis, *op. cit.*, p. 466.
44. Thomas E. Patterson, *op. cit.*, p. 239 ; Malcolm Jewell et David Olson (1978), *American State Politics and Elections*, Homewood, Irwin Press, p. 50.
45. Thomas E. Patterson, *op. cit.*, p. 239-240.
46. Joel H. Silbey (2002), *op. cit.*, p. 1-18.
47. *Ibid.*, p. 3-4.

des résultats électoraux[48]. La période de l'influence déclinante des partis commencerait pour sa part durant la décennie 1890, et serait celle où les réformes progressistes auraient sciemment détruit les mécanismes par lesquels les partis semblaient avoir fait main basse sur le déroulement de la vie politique du pays[49]. Enfin, la période post-partisane débuterait au lendemain de la Seconde Guerre mondiale et serait toujours en cours[50].

Pour Silbey, les délimitations entre les périodes sont dépendantes d'un ensemble de variables d'ordre perceptuel qui correspondent aux grandes tendances dans l'évaluation du rôle des partis politiques dans la société à partir de documents historiques. Ainsi, la période partisane était celle de l'acceptation par la majorité de la population et des élites de l'apport bénéfique des partis à l'avancement du projet politique américain. Avec les progressistes, influencés par les excès et les abus de pouvoir qui ont marqué l'ère partisane, l'idéal des Pères fondateurs selon lequel les partis, s'ils prennent trop de place et d'importance, minent le progrès d'une république démocratique qui cherche à assurer la liberté individuelle dans l'ordre politique ; cet idéal, donc, se trouve à renaître et à s'institutionnaliser.

Quant à la période post-partisane, elle correspond à une ère de méfiance envers les politiciens. Elle se caractérise par l'introduction de méthodes modernes d'organisation des campagnes électorales, qui achèvent l'influence directe des partis sur l'évolution des institutions politiques du pays. Pour Silbey, les partis conservent certaines fonctions importantes, comme la nomination des candidats, l'élaboration de l'idéologie et le fonctionnement des machines électorales. Cependant, ils ont complètement perdu leur fonction de composantes essentielles de l'ordre politique. En d'autres termes, ce sont surtout des rassemblements à visée électorale, comme ils l'étaient par ailleurs durant la période pré-partisane.

Plusieurs phénomènes sont à l'origine de cet état de fait. Par exemple, les médias de masse ont permis aux électeurs de bénéficier d'un accès direct aux messages des candidats, sans avoir à établir de contacts avec les organisations électorales de ces derniers. La méfiance envers les politiciens, par ailleurs, explique en partie la montée importante du pourcentage des électeurs qui se disent indépendants et qui refusent une affiliation à l'un ou l'autre des partis politiques. Ces indépendants ne semblent pas uniquement non partisans. Comme le note Paul Allen Beck, les indépendants ont également tendance à avoir une attitude négative à l'égard d'un parti qui opterait pour des positions

48. Joel H. Silbey (2002), *op. cit.,* p. 4-10.
49. *Ibid.,* p. 10-13.
50. *Ibid.,* p. 13-18.

radicales, écartées du centre du spectre des options politiques[51]. Cela expliquerait la propension des candidats modernes à adopter des positions mitigées, de manière à ne pas s'aliéner les électeurs indépendants. De nos jours, les indépendants constituent entre 35 et 40 % de l'électorat, ce qui en fait un groupe particulièrement névralgique pour déterminer le résultat des élections[52].

Cette thèse du désalignement de l'électorat, que Silbey emprunte aux travaux de Byron Shafer[53], pourrait sembler contredire un phénomène particulier à notre époque, la radicalisation des idéologies des deux partis les plus importants. Cette dynamique est influencée en grande partie par la composition caractéristique de ce qui reste des coalitions partisanes. Ainsi, depuis les années 1960, les plus libéraux[54] ont largement abandonné le Parti républicain, alors que les plus conservateurs ont déserté les démocrates. Cela représente un changement important, car les deux partis avaient pu auparavant rallier des citoyens issus de multiples horizons, justement parce qu'ils avaient laissé place à une certaine compétition entre les factions à l'intérieur de leurs rangs. Bien qu'il soit exagéré d'affirmer la disparition complète de ces divisions entre une gauche (plutôt centriste) et une droite à l'intérieur des partis, il faut néanmoins constater une certaine « épuration des rangs » de chacun d'entre eux[55].

On notera que le désalignement et la radicalisation des partisans rendent particulièrement complexe la mission des candidats au poste présidentiel, qui recherchent d'abord et avant tout une majorité de voix. Ainsi, s'ils doivent adopter des positions centristes pour séduire les électeurs indépendants, ils ne peuvent ignorer leurs bases partisanes, qui demandent des positions plus marquées, à droite ou à gauche, selon le cas. Depuis 1992, il semble que la clé du succès pour un candidat présidentiel repose en une hybridation de son message : on peut de cette manière voir sous un autre jour la tactique clintonienne, qui alliait à la fois l'héritage du *New Deal* et la volonté de rigueur budgétaire (entraînant nécessairement une réduction de la taille de l'État fédéral et de sa capacité à fournir les services sociaux). Par

---

51. Paul Allen Beck (2003). « A Tale of Two Electorates : The Changing American Party Coalitions, 1952–2000 », dans John C. Green et Rick Farmer (dir.), *The State of the Parties : The Changing Role of Contemporary American Parties,* 4e éd., New York, Rowman & Littlefield, p. 51.
52. *Ibid.*, p. 43 (Table 3.1 Changing Partisan Loyalties of Key Groups, 1952-2000).
53. Byron Shafer *et al.* (1991), *op. cit.*
54. Aux États-Unis, l'adjectif « *liberal* » est utilisé pour désigner la gauche du spectre politique. Cette gauche est cependant beaucoup plus au centre que les mouvements de gauche que l'on retrouve ailleurs en Occident, puisqu'elle ne remet pas en question la prééminence de l'individualisme et de la libre entreprise économique.
55. Ce phénomène est abondamment analysé par John S. Jackson, Nathan S. Bigelow et John C. Green (2003). Voir « The State of Party Elites : National Convention Delegates, 1992–2000 », dans John C. Green et Rick Farmer (dir.), *op. cit.*, p. 54-78.

ailleurs, la stratégie de la campagne de George W. Bush fondée sur un positionnement en « conservateur compatissant » relèverait du même phénomène d'hybridation.

De prime abord, il semblerait que la typologie proposée par Silbey, tout en essayant de dépasser l'analyse classique, la recoupe largement. Ainsi, la période pré-partisane peut facilement être jumelée aux premier et deuxième systèmes de partis, la période partisane aux troisième et quatrième, la période du déclin au quatrième et au cinquième. La force de la typologie de Silbey repose probablement plus sur sa capacité à définir la période actuelle en une période post-partisane. En effet, cet argument permet de rassembler les thèses disparates des auteurs utilisant la typologie classique pour expliquer la genèse et les facteurs qui permettent à l'énigmatique sixième système de perdurer jusqu'à aujourd'hui.

L'émergence d'une ère conservatrice (?)

Si la typologie de Silbey permet de comprendre de quelle manière la période présente devrait être qualifiée de post-partisane, elle ne nous renseigne pas sur les permutations possibles de cette ère. Devrait-on considérer la période post-partisane comme la « fin de l'histoire » des partis politiques ? Est-ce que le phénomène du désalignement partisan signifie pour autant la disparition des divergences idéologiques, puisqu'ils en ont été les principaux véhicules depuis les débuts de la république américaine ? C'est à ces questions que tente de répondre A. James Reichley dans sa contribution au collectif *The State of the Parties : The Changing Role of Contemporary American Parties*[56]. Reichley construit à cette fin une typologie axée sur trois ères d'environ 60 à 70 ans chacune[57], soit 1800-1860, 1860-1932 et 1932 à aujourd'hui[58]. Pour cet auteur, si les élections de 1828, 1896 et 1964 sont effectivement des moments majeurs de l'histoire politique américaine, elles n'ont pas été marquées par l'établissement d'une nouvelle ère partisane, mais plutôt par la consolidation des assises du parti dominant après un défi notoire.

---

56. A. James Reichley (2003). « The Future of the American Two-Party System at the Beginning of a New Century », dans John C. Green et Rick Farmer (dir.), *The State of the Parties : The Changing Role of Contemporary American Parties,* 4e éd., New York, Rowman & Littlefield, p. 19-37.
57. L'auteur désigne ces ères comme des « supercycles électoraux », les distinguant des cycles « courts », qui correspondent à l'alternance politique normale dans un système à deux partis, et des cycles « longs » (de 16 à 36 années), proposés par les politologues lorsqu'ils énoncent la théorie des ères partisanes. Voir *ibid.*, p. 22-24.
58. *Ibid.,* p. 23-24.

Chacun de ces cycles débute par un événement socialement « traumatisant » : l'expansion territoriale et le début des migrations pour le premier ; la guerre de Sécession pour le deuxième ; la Grande Dépression pour le troisième[59]. Chaque cycle suit par ailleurs une évolution assez semblable à celle des autres. Arrive en premier lieu une élection de réalignement, où une nouvelle configuration de l'électorat entre en scène. Reichley souligne l'importance des leaders charismatiques (Jefferson, Lincoln et F.D.R.)[60] dans ces réalignements. Durant les années suivant ce réalignement, le parti dominant met en place le programme pour lequel il s'est fait élire (minimalisme de l'État fédéral, fin de l'esclavage, État-providence). Une pause intervient au bout d'une vingtaine d'années, durant laquelle les forces dominantes du cycle précédent reprennent un peu de vigueur (pensons aux administrations de John Quincy Adams, Grover Cleveland et Dwight Eisenhower). Le parti dominant réussit cependant à reprendre le dessus face à une expression radicalisée de l'idéologie dominante du cycle précédent (victoire d'Andrew Jackson sur Henry Clay en 1828 ; de William McKinley sur William Jennings Bryan en 1896 ; de Lyndon Johnson sur Barry Goldwater en 1964) et à instaurer le reste de son programme politique. Enfin, le parti dominant connaît un déclin graduel, ce qui ouvre la voie à un nouveau réalignement[61]. Reichley ajoute également que les cycles correspondent tous à une période générationnelle. Ainsi, un cycle perdure en partie tant et aussi longtemps qu'une majorité des gens qui ont connu l'événement traumatisant et l'élection de réalignement n'est plus en mesure de soutenir l'ordre établi au moyen de son vote[62]. Les tentatives de retour en arrière, par ailleurs, correspondent probablement aux derniers soubresauts des individus qui commencent leur politisation au milieu d'un cycle : ces personnes qui ont connu une certaine manière de vivre doivent maintenant faire face à un événement traumatisant qui change complètement la configuration de la vie politique. Ceux qui préféraient l'ancien ordre auront alors tendance à militer en faveur de son retour.

L'application de la typologie de Reichley peut sembler intéressante, mais elle pose d'emblée un problème majeur : comment expliquer la lente émergence d'une coalition conservatrice dès la fin des années 1970, alors que normalement, après 1964, le libéralisme des démocrates aurait dû encore dominer la scène politique jusqu'à la fin du XXe siècle ? Une explication facile résiderait peut-être dans une hypothétique accélération de l'histoire, où les phases constituant les cycles de domination partisane peuvent être plus courtes. Ou alors la période des années 1980 est une anomalie, alors que celle des années 1990, dominée par l'administration Clinton, correspond à un retour à

59. A. James Reichley, *op. cit.*, p. 27.
60. *Ibid.*, p. 25.
61. *Ibid.*, p. 25-26.
62. *Ibid.*, p. 26.

la normalité. Une chose est certaine : selon cette typologie, tout événement traumatisant qui marquerait le début du XXIe siècle pourrait être le point de départ d'un réalignement conservateur important de l'électorat.

Cette hypothèse nous amène évidemment à considérer la possibilité que les attentats terroristes de septembre 2001 constituent le point de départ de ce réalignement bien marqué en faveur du Parti républicain. On pourrait certainement argumenter qu'une bonne partie des politiques mises en place par l'administration W. Bush, qui ont été souvent justifiées par le supposé besoin de soutenir une stratégie globale de guerre contre le terrorisme, semblent effectivement pencher du côté conservateur : investissements substantiels dans les capacités militaires ; adoption rapide du *Patriot Act*, qui montre l'acceptation par un bon nombre d'Américains d'un renforcement des pouvoirs coercitifs de l'État en échange d'une impression d'accroissement de la sécurité nationale ; des baisses d'impôts massives pour les grandes entreprises et les individus fortunés dans le but de stimuler une économie ébranlée par les attentats.

Selon la typologie de Reichley, un réalignement repose dans une certaine mesure sur une variable particulièrement difficile à évaluer : le charisme présidentiel. La question demeure entière en ce qui concerne George W. Bush. Par comparaison avec les aux autres présidents que Reichley considère comme particulièrement charismatiques, Bush semble faire bien piètre figure. Il serait par ailleurs hasardeux de tenter d'évaluer le potentiel charismatique d'un président en s'appuyant sur des statistiques concernant la popularité de ce dernier. En effet, cette popularité est trop volatile pour rendre justice aux grandes tendances qu'un chef d'État peut faire apparaître. La popularité de W. Bush a d'ailleurs fluctué grandement au cours de sa présidence : de moyenne, elle a atteint un niveau élevé après le 11 septembre 2001, s'y maintenant jusqu'à ce que les lendemains de la guerre en Irak en 2003 et 2004 la fassent vaciller à nouveau. Peut-être que de futures générations d'historiens attribueront à George Bush une capacité charismatique méconnue de ses contemporains, si sa présidence constitue le point de départ d'une domination républicaine au diapason d'une *polis* généralement conservatrice ? Comme le fait remarquer Reichley, la présidence guerrière de W. Bush aura tout au moins convaincu un grand nombre de jeunes électeurs que le Parti républicain est le mieux placé pour faire face aux défis qui attendent les États-Unis dans les prochaines années[63]. Si la variable générationnelle se montre effectivement très importante dans le comportement électoral des individus,

63. Reichley tient ces chiffres d'un sondage publié conjointement par le *Washington Post*, l'Université Harvard et la Kaiser Foundation en octobre 2002. Voir Richley, *op. cit.*, p. 36.

un réalignement favorable aux républicains est alors peut-être à l'horizon, mettant fin à la caractéristique des dernières élections fédérales (2000 et 2002) : un électorat divisé presque également entre les deux partis ?

⁂

Entre les débuts de la république américaine et le milieu du XXe siècle, les partis politiques ont été l'un des vecteurs principaux de l'insertion des individus dans la vie politique du pays. Cette fonction de socialisation politique semble en déclin depuis la mise sur pied de programmes d'éducation civique par les gouvernements des États et le gouvernement fédéral, programmes qui coïncident avec la généralisation de l'éducation de base durant la seconde moitié du siècle dernier. Un électorat mieux éduqué, pour lequel les principaux problèmes sociaux sont connus sous différentes facettes (racines historiques, socio-économiques et politiques), dépend moins des partis pour se forger une opinion sur les solutions envisageables et les moyens à mettre en œuvre pour les atteindre. L'engagement des citoyens dans la vie politique américaine n'a pas décliné avec la dégénérescence de la mainmise des partis sur l'accès à la sphère politique. On constatera plutôt que la participation politique est passée lentement de groupements partisans à des regroupements d'intérêts plus sectoriels, peut-être mieux adaptés aux conditions sociales contemporaines en Amérique.

Par ailleurs, en présence d'un électorat « post-moderne » vivant dans une société « post-industrielle », il n'est pas étonnant de constater que les partis politiques ont suivi les grandes tendances sociales et qu'ils remplissent des fonctions inédites, liées à leur époque. Ainsi, les organisations partisanes sont passées du rôle de « manufacturiers » de votes (durant la première partie du XIXe siècle) à celui de « machines électorales » (mi-XIXe à mi-XXe siècle), pour finalement être considérées comme des *service parties*, fonction qui cadre en tous points avec la structure sociale américaine contemporaine, caractérisée par une économie de services. Cette fonction de fournisseurs de services reflète les traits de la « culture du marketing » du dernier demi-siècle : prééminence du consumérisme (que ce soit par les services fournis ou « l'aide financière » aux candidats/clients), croyance en la solution de problèmes complexes par la consultation d'experts et l'instrumentalisation de méthodes publicitaires, etc.

Les partis deviennent des structures tout aussi virtuelles. Alors qu'ils étaient visibles auparavant par leur capacité à influer directement sur les politiques de l'État du moment qu'ils soustrayaient le pouvoir à leur adversaire, il leur est devenu presque impossible de promettre de manière réaliste des résultats sociaux que l'on pourrait facilement associer de manière directe à leurs efforts. La mondialisation des marchés et la poursuite d'une politique étrangère toujours soucieuse du maintien de la « sécurité globale », dont les conditions

contemporaines sont tributaires d'événements particuliers de la décennie 1940, auront mis fin aux traditionnels réflexes protectionnistes et isolationnistes américains. Par conséquent, les facteurs qui influencent la vie aux États-Unis ne se limitent plus aux frontières nationales. Peut-être le désalignement partisan amorcé dans les années 1950 et annonçant l'avènement d'une ère post-partisane reflète-t-il ce constat de la marginalisation des partis, qui ont perdu leur influence directe sur les destinées politiques de la nation américaine ? Si nous sommes également en présence d'un début de réalignement conservateur, comme le suggère timidement Reichley, peut-être devrait-on considérer ce dernier également comme « virtuel ». En ce sens, ce n'est pas tant une époque de domination facile d'un des deux partis qui s'annonce, mais bien le début d'une période où l'association d'un parti à l'idéologie sociale prépondérante demandera sans cesse des efforts colossaux de sa part et sera sujette à des changements beaucoup plus rapides que par le passé. Les cycles des ères partisanes, outils par ailleurs utiles pour comprendre l'évolution de l'influence des partis politiques sur la scène électorale, semblent donc avoir atteint leurs limites explicatives lorsque vient le temps de saisir la situation actuelle et les tendances qui façonneront l'avenir de l'ordre politique américain.

BIBLIOGRAPHIE

ALDRICH, John H. (1995). *Why Parties ? The Origin and Transformation of Party Politics in America*, Chicago, University of Chicago Press.

BALTHAZAR, Louis (2003). « Le cadre constitutionnel », dans Charles-Philippe David, Louis Balthazar et Justin Vaïsse (dir.), *La politique étrangère des États-Unis. Fondements, acteurs, formulation*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 15-39.

CORBO, Claude (2001). « Les partis politiques », dans Edmond Orban et Michel Fortmann (dir.), *Le système politique américain*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, p. 129-162.

GREEN, John C. et Rick FARMER (2003). « The State of the Parties in an Evenly Divided Nation », dans John C. Green et Rick Farmer (dir.), *The State of the Parties : The Changing Role of Contemporary American Parties,* 4e éd., New York, Rowman & Littlefield, p. 1-15.

PATTERSON, Thomas E. (2004). « Political Parties, Candidates, and Campaigns : Defining the Voter's Choice », dans *We the People : A Concise Introduction to American Politics,* 5e éd., New York, McGraw-Hill, p. 231-268.

REICHLEY, A. James (2003). « The Future of the American Two-Party System at the Beginning of a New Century », dans John C. Green et Rick Farmer (dir.), *The State of the Parties : The Changing Role of Contemporary American Parties,* 4e éd., New York, Rowman & Littlefield, p. 19-37.

RUTLAND, Robert Allen (1995). *The Democrats : From Jefferson to Clinton*, Columbia, University of Missouri Press.

RUTLAND, Robert Allen (1996). *The Republicans : From Lincoln to Bush*, Columbia, University of Missouri Press.

WATTENBERG, Martin P. (1991). *The Rise of Candidate-centered Politics : Presidential Elections of the 1980s*, Cambridge, Harvard University Press.

CHAPITRE 5

Le rôle des médias et de l'opinion publique

Karine Prémont
et Benoît Gagnon

Les élections sont au cœur de la démocratie. En principe, les citoyens se rendront aux urnes en ayant soupesé le pour et le contre des projets proposés par les candidats. Grâce aux informations qu'ils obtiennent, les citoyens devraient être en mesure d'effectuer un choix éclairé lorsque vient le temps d'apposer leur vote sur le bulletin. La réalité est parfois bien différente. En effet, la majorité des informations ayant trait aux élections proviennent des grands médias d'information. Or, force est d'admettre que la façon dont ces médias diffusent l'information en temps d'élections est subjective et biaisée : il est utopique de croire que les médias traitent une information de manière neutre, puisque leurs intérêts, bien définis, se répercutent évidemment sur la couverture des campagnes électorales. En conséquence, les citoyens ne sont pas nécessairement bien informés par les médias, ce qui peut nuire à l'exercice d'un vote « éclairé ».

À cela s'ajoute le fait que les politiciens eux-mêmes utilisent les médias pour appuyer leur candidature. Ils s'en servent pour diffuser leurs publicités électorales et leurs discours. Et en soi le simple fait qu'un candidat prononce un discours constitue une forme de publicité qui devient un moyen d'influencer l'opinion publique.

Les élections américaines n'échappent pas à ce phénomène. Alors que la campagne présidentielle américaine de 2004 bat son plein, on constate que les stratégies sont les mêmes, aussi bien pour les médias que pour les candidats : les médias sont fortement présents dans la course à la présidence, ce qui influence la façon dont celle-ci se déroulera. De même, les candidats tentent de se donner une image qui sera « médiagénique » afin de pouvoir attirer davantage l'attention sur eux.

Comment les médias peuvent-ils modifier le cours d'un processus électoral ? Quels sont les mécanismes qui agissent sur l'opinion publique aux États-Unis ? Quels sont les médias qui ont le plus d'influence au cours d'une élection ? Quel est le rôle des nouveaux médias dans les présidentielles américaines ?

Il faut observer la manière dont se façonne l'opinion publique américaine lors d'une élection : les sondages d'opinion, les débats télévisés et la publicité électorale constituent des outils essentiels pour les candidats qui cherchent à influencer l'opinion publique. Ils permettent également aux électeurs de prendre une décision réfléchie. Dès lors, en examinant le rôle des médias dans les présidentielles américaines, il s'agira de comprendre comment les journaux, la télévision et Internet s'insèrent dans les stratégies de campagnes présidentielles.

L'OPINION PUBLIQUE : INFLUENCE ET OUTILS DE PRISE DE DÉCISION

Les citoyens américains, comme la plupart des citoyens des pays occidentaux, se demandent souvent quel est leur rôle dans le système politique de leur pays et, surtout, quelle est leur influence réelle. En fait, l'influence des citoyens est particulièrement déterminante durant les campagnes présidentielles. Les candidats tentent donc de séduire la population à l'aide de plusieurs moyens, notamment lors des débats télévisés et par une bonne campagne publicitaire. Les sondages d'opinion sont ainsi scrupuleusement étudiés par l'entourage des candidats et servent à modifier les stratégies et la « mise en marché » du candidat. Puisque les campagnes électorales servent avant tout à « vendre » un candidat plutôt que des idées ou des projets de société, elles doivent se dérouler à l'image des attentes et des besoins de la population.

Les sondages d'opinion

Les sondages d'opinion représentent une image des idées et des sentiments de la population à un moment bien précis. Bien que les spécialistes ne s'entendent pas sur l'importance qu'il convient d'accorder aux résultats des sondages – particulièrement durant les campagnes présidentielles –, il n'en demeure pas moins qu'ils influencent directement le comportement des candidats.

Bien que les sondages d'opinion existent depuis près de 200 ans, ce n'est que dans les années 1930 qu'ils se sont développés aux États-Unis comme outil électoral, à la suite des travaux de George Gallup. À partir des années 1960, les politiciens ont compris que les sondages étaient des outils politiques – et de marketing – essentiels à la conduite des affaires publiques. Plusieurs développements ont permis aux sondages d'occuper la place prépondérante qu'ils ont aujourd'hui, notamment l'idée de les utiliser non seulement pour prédire les résultats des élections, mais également pour tester la popularité d'une idée ou l'importance réelle d'un enjeu durant les campagnes électorales. Ainsi, les candidats à la présidence peuvent sonder la population sur la perception, la satisfaction ou l'approbation d'une idée et, ensuite, s'ajuster en conséquence au fil de leur campagne. Les critiques risquent donc d'être moins nombreuses à l'endroit des candidats.

Une deuxième innovation est survenue avec le développement de l'informatique. Grâce à la technologie, il est maintenant possible de connaître les résultats des sondages instantanément. Cela se révèle très utile pour les candidats, puisqu'on peut obtenir rapidement une mesure de la popularité d'un candidat ou d'une idée. Par contre, la télévision permettant une couverture continue de la campagne, le moindre faux pas peut amener l'opinion publique à réviser ses positions de façon soudaine. Ainsi, un candidat qui commet une bévue en

direct à la télévision en verra presque à coup sûr les répercussions dans les sondages suivants. Les candidats doivent donc pouvoir rectifier le tir rapidement.

Les avantages liés à l'utilisation des sondages sont nombreux et, somme toute, évidents. Tout d'abord, les sondages peuvent être utiles aux candidats présidentiels qui désirent mesurer la satisfaction des citoyens à un certain moment ou connaître l'impact potentiel d'une politique ou d'un programme sur la population. Les résultats ainsi obtenus leur permettront d'élaborer de nouvelles stratégies électorales ou de renforcer celles qui fonctionnent bien. Les sondages renseignent également les adversaires sur les forces et les faiblesses d'un candidat, ce qui les aidera dans la conception de leur publicité et lors des débats télévisés. Enfin, les sondages constituent un des outils de prise de décision à la disposition des citoyens, qui peuvent ainsi vérifier si leurs opinions ou leurs idées sont partagées par la majorité de la population[1].

L'utilisation des sondages comporte aussi certains risques. Ainsi, les candidats doivent éviter de considérer les fluctuations de l'opinion publique pour autre chose que ce qu'elles sont, c'est-à-dire des images du moment. Un politicien qui prendrait la majorité de ses décisions en fonction des sondages serait vite confronté à de nombreuses contradictions, la plupart irréconciliables. Le plus grand problème lié aux sondages d'opinion est qu'ils font les manchettes, « *they make more news than most press conferences and most campaign speeches*[2] ». L'attention du public se trouve ainsi déviée des enjeux importants de la campagne présidentielle. Cela a également permis l'émergence des spécialistes de la communication, qui gravitent autour des candidats et qui sont responsables de leur image tout autant que de leurs déplacements

1. Il existe de nombreuses études sur les sondages d'opinion qui indiquent que la plupart des indécis prennent finalement leur décision en adoptant celle de la majorité. D'ailleurs, plusieurs spécialistes affirment que c'est là un des problèmes majeurs des sondages, et non pas un avantage. Sur ce sujet, voir Robert P. Watson (2004), *Counting Votes*, Miami, University Press of Florida ; Diane J. Heith (2004), *Polling to Govern*, Stanford, Stanford Law & Politics ; Adam Berinsky (2004), *Silent Voices*, Princeton, Princeton University Press. Aussi, le fait qu'il n'existe pas de lois américaines concernant la divulgation des résultats le soir des élections pose parfois un problème : les candidats vainqueurs dans l'est du pays sont immédiatement connus, ce qui peut influencer directement les électeurs qui vivent dans l'ouest, surtout si les résultats ne sont pas très serrés. L'élection présidentielle de 2000 constitue un cas de figure probant, puisque les nombreux cafouillages dans la confirmation des résultats ont eu des effets importants sur le comportement des Américains. À ce propos, voir Robert E. Denton (2002), *The 2000 Presidential Campaign*, Westpoint, Greenwood Publishing Group ; Paul R. Abramson *et al.* (2003), *Change and Continuity in the 2000 and 2002 Elections*, Washington D.C., CQ Press et Andrew Busch (2001), *The Perfect Tie*, New York, Rowman & Littlefield.
2. Guido H. Stumpel (2003). *Media and Politics in America*, Santa Barbara, ABC-Clio, coll. Contemporary World Issues, p. 27.

et de leurs discours. Cette nouvelle classe de spécialistes travaillent à partir des résultats des sondages d'opinion : ils doivent tout faire pour qu'un candidat dépasse ses adversaires dans les intentions de vote des électeurs.

On peut donc constater que les sondages d'opinion sont très prisés lors des campagnes présidentielles, non seulement parce qu'ils sont utiles aux candidats, mais aussi parce qu'ils sont faciles à comprendre pour les journalistes et les citoyens. Là réside également leur danger : une interprétation facile et hors contexte des sondages, surtout quand ils se retrouvent en manchettes, peut mener à modifier artificiellement les comportements électoraux.

Les débats télévisés

Les débats télévisés entre les candidats à la présidence constituent un deuxième outil de prise de décision pour les électeurs américains. Depuis le fameux débat du 26 septembre 1960 entre John F. Kennedy et Richard Nixon[3], les candidats participent à une dizaine de débats télévisés entre le début des primaires et la journée de l'élection. Les élections présidentielles de 2000 constituent un record à ce chapitre, puisque les candidats républicain et démocrate ont dû exercer leur pouvoir de persuasion dans 18 débats. Pour certains spécialistes, il y a là de quoi se réjouir, puisque cela permet à plus d'électeurs de s'informer sur la position respective des candidats et sur les enjeux importants de la société américaine. Cependant, il y a également de quoi s'alarmer : de tous les débats télévisés de la campagne de 2000, aucun n'a été diffusé à une heure de grande écoute sur les chaînes nationales. En effet, les débats sont maintenant diffusés exclusivement sur les chaînes câblées[4]. Quels sont donc les impacts réels de ces débats sur les intentions de vote des électeurs américains ?

Premièrement, la plupart des gens qui suivent les débats entre les candidats à la présidence écoutent ces émissions spéciales en espérant que « leur » candidat offrira une bonne performance, et non pour décider pour qui voter. Deuxièmement, les sujets abordés durant les débats concernent plus la personnalité ou les erreurs des candidats que leur vision des États-Unis et les projets qu'ils soutiennent. Enfin, les débats étant présentés comme des spectacles, c'est l'image des candidats qui fera la une des journaux du lendemain plutôt que leur discours ou leur capacité à bien gouverner le pays. Les observateurs

---

3. Afin de permettre la diffusion de ce débat, il a fallu une loi du Congrès pour modifier la *Fairness Doctrine*, qui régit la couverture politique diffusée par les chaînes de télévision.

4. Charles Mahtesian (2000). « The Debate over Debates », dans *Campaigns & Elections*, Congressional Quarterly, 1er avril, p. 1. <http://www.findarticles.com/cf_0/m2519/3_21/62958334/p1/article.html> (mai 2004).

remarquent ainsi que les débats servent de référence pour de nouveaux sondages d'opinion : est-ce que le candidat qui menait avant le débat est encore en tête après ? Combien de points séparent maintenant les candidats ? Au bout du compte, les sondages démontrent que très peu de gens modifient leur intention de vote après avoir regardé un débat télévisé entre les candidats présidentiels.

Les publicités

Les publicités électorales présentées par les candidats à la présidence doivent être très efficaces, puisque leur but premier est d'influencer les 8 % d'Américains indécis. De nombreuses études ont été réalisées pour analyser leur contenu et leur effet sur les électeurs ciblés par ces messages[5].

Tout d'abord, les spécialistes constatent que les publicités télévisées visent moins à manipuler – contrairement à la légende populaire – qu'à informer, ce qu'elles font très bien dans la plupart des cas. De même, l'idée selon laquelle la publicité des candidats est surtout négative n'est pas entièrement vraie. En effet, cette perception est liée à plusieurs facteurs, notamment parce que l'on se souvient davantage des publicités négatives et, par extension, parce que les journalistes en parlent davantage[6]. Par ailleurs, les publicités négatives contiennent plus d'information sur les enjeux de la campagne que les publicités positives. Les statistiques ou les faits décrits par les candidats concernant les idées ou les réalisations de leurs adversaires permettent effectivement aux électeurs d'obtenir des informations pertinentes, qu'on ne retrouve pas souvent dans les publicités de type « promotionnel ».

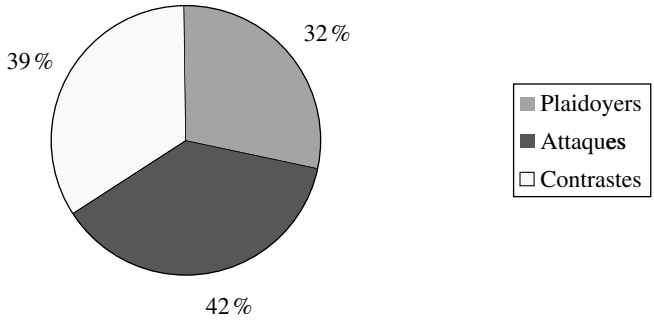
Ensuite, les publicités télévisées des candidats tentent de promouvoir des idées selon trois types de tactiques : attaquer directement le candidat rival, faire un plaidoyer pour expliquer les valeurs et la vision du candidat, contraster les idées des candidats. La figure 5.1 montre que la première tactique est la plus utilisée, bien que les deux autres soient également importantes. En fait, il semblerait que la tactique du contraste soit la plus efficace, car c'est celle qui permet aux électeurs d'obtenir le maximum d'informations sur les candidats et leur programme, et ce, même si elle est considérée comme négative.

---

5. Pour plus de détails concernant la publicité électorale aux États-Unis, consulter Michael Basil *et al.* (1991), « Positive and Negative Political Advertising : Effectiveness of Ads and Perceptions of Candidates », dans Frank Biocca (dir.), *Television and Political Advertising*, vol. 1 : Psychological Processes, New Jersey, Lawrence Erlbaum ; Darrell W. West (2001), *Air Wars*, 3e éd., Washington, D.C., CQ Press ; James A. Thurber, Candice J. Nelson et David A. Dulio (2000), *Crowded Airwaves : Campaign Advertising in Elections*, Washington, D.C., The Brookings Institution Press.
6. Jan E. Leighley (2003). *Mass Media and Politics. A Social Science Perspective*, New York, Houghton Mifflin Company, coll. New Direction, p. 214.

Figure 5.1

Tactiques employées dans les campagnes publicitaires des candidats à la présidence, entre 1952 et 2000



Source : Kathleen H. Jamieson, Paul Waldman et Susan Sherr (2000). « Eliminate the Negative ? Categories of Analysis for Political Advertisements », dans James A. Thurber, Candice J. Nelson et David A. Dulio (dir.), *Crowded Airwaves : Campaign Advertising in Elections*, Washington, D.C., The Brookings Institution Press, p. 58.

Les idées exposées par les candidats sont habituellement axées sur deux thèmes principaux : les affaires intérieures et les qualités personnelles des candidats. Le tableau 5.1 illustre le contenu des publicités des candidats à la présidence entre 1952 et 2000. À ce sujet, l'élection de 2004 risque d'être l'exception qui confirme la règle : les publicités de George W. Bush et de John Kerry touchent surtout des enjeux de politique étrangère, comme la lutte contre le terrorisme et la guerre en Irak, ce qui se conçoit bien dans le contexte de l'insécurité posé par les attaques du 11 septembre 2001[7]. Par contre, plus la date des élections se rapprochera, plus les enjeux de politique intérieure seront abordés par les deux candidats. L'autre exception s'est produite durant la campagne présidentielle de 1968, alors que la guerre du Vietnam était au cœur des préoccupations des citoyens américains. Aussi, puisque les qualités personnelles et le leadership des candidats deviennent de plus en plus centraux au fil des années, il est évident

7. Au moment de la rédaction de ce chapitre, en mai 2004, des images montrant des prisonniers irakiens torturés par des soldats américains faisaient l'objet d'une grande controverse, non seulement au sein du gouvernement américain, mais partout dans le monde. Est-ce que les prochaines publicités de John Kerry utiliseront ces images pour discréditer George W. Bush sur le terrain de la politique étrangère ? De même, est-ce que Bush tentera une explication dans sa campagne publicitaire pour affirmer que ces images réaffirment la nécessité de s'impliquer davantage en Irak, à la fois pour ramener l'ordre et la sécurité et pour s'assurer que les soldats agissent correctement ?

Tableau 5.1

Contenu des publicités durant les campagnes présidentielles américaines

	1952	1956	1960	1964	1968	1972	1976	1980	1984	1988	1992	1996	2000
Politique intérieure	62 %	62 %	24 %	39 %	30 %	46 %	38 %	44 %	68 %	58 %	68 %	59 %	60 %
Politique étrangère	6	0	6	19	37	21	3	11	17	10	6	0	0
Qualités personnelles	24	24	69	27	18	29	50	41	8	20	21	39	31
Parti politique	6	12	0	0	0	3	3	3	0	0	0	0	0
Campagne électorale	0	0	0	16	12	3	9	0	4	10	6	3	4

D'après : Kathleen H. Jamieson (1992). *Packaging the Presidency*, 2e éd., New York, Oxford University Press. Source : Darrell M. West (2001). *Air Wars*, 3e éd., Washington D.C., CQ Press.

que l'image des candidats est fondamentale dans les publicités télévisées. C'est pourquoi les spécialistes de la communication consacrent beaucoup d'effort et d'énergie à trouver la bonne stratégie publicitaire, le ton juste et l'image parfaite ou, à tout le moins, la plus rassurante.

Le dernier constat des spécialistes concernant les publicités électorales est que les dépenses médiatiques sont de loin la catégorie de dépenses la plus importante durant les campagnes présidentielles[8]. À titre d'exemple, George W. Bush a dépensé plus de 50 millions de dollars pour sa campagne publicitaire entre janvier et avril 2004, alors que le plus fort de la campagne électorale aura lieu à partir de septembre.

Si les débats télévisés et les publicités sont les moyens utilisés par les candidats à la présidence pour influencer l'opinion publique en leur faveur, il semble que les résultats des sondages soient à la base des stratégies électorales. Les modifications de comportements et de tactiques opérées par les candidats laissent croire aux citoyens que les candidats n'ont pas de personnalité propre et, encore moins, d'idées et de visions claires concernant l'avenir des États-Unis. La personnalisation de la présidence, qui découle de l'effacement des partis politiques dans les campagnes électorales, permet cependant de mettre ces lacunes en évidence. Le résultat est que, bien souvent, les gens ont l'impression que tous les candidats se ressemblent, à la fois sur le plan personnel et sur le plan idéologique.

8. Jan E. Leighley (2003), *op. cit.*, p. 223.

LE RÔLE ET L'IMPACT DES MÉDIAS DURANT LA CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE[9]

Durant les campagnes présidentielles, les journalistes sont omniprésents : ils nolisent des autocars pour suivre les candidats, ils assistent à toutes les conférences de presse, ils posent des questions lors des conventions nationales et ils s'affichent comme experts pour analyser chaque discours ou événement important. Selon plusieurs auteurs, l'exemple le plus frappant du pouvoir des médias est la campagne présidentielle de 2000. Selon Steve Bell, professeur de communication et ancien journaliste pour la chaîne ABC, les médias ont alors prouvé qu'ils affectaient directement le processus démocratique : « *there never before has been a campaign in which the media – and not just the news media – so dominated the attention, and many say dictated the behavior, of both the voters and the candidates*[10] ». La plupart des chaînes de télévision nationales ont, en effet, annoncé soit Al Gore ou soit George W. Bush comme étant le vainqueur de l'État de la Floride le soir des élections, alors que tous les bureaux de vote n'étaient pas encore fermés. De ce fait, les citoyens dont le candidat était désigné perdant pouvaient décider que leur vote n'avait pas d'importance et, ainsi, ne pas aller voter. Les rectifications faites par les chaînes de télévision plus tard dans la soirée n'ont fait que brouiller davantage les cartes[11].

Les rôles des médias sont nombreux : ils permettent de placer certains sujets à l'agenda politique, servent de courroie de transmission entre les citoyens et les politiciens et sont les gardiens de la démocratie. Toutefois, des rôles spécifiques sont attribués selon le type de médium. Par exemple, les journaux ont une mission davantage axée sur l'information et l'analyse politique, alors que la télévision, en accord avec sa fonction de divertissement, a tendance à aborder les aspects personnels des candidats et les éléments techniques de la campagne électorale. En ce qui concerne leur influence respective, il convient de regarder plus attentivement leur utilisation par les citoyens avant de tirer des conclusions. Le tableau 5.2 compile les sources

---

9. Nous avons choisi de ne pas analyser le rôle de la radio durant les campagnes présidentielles, et ce, pour plusieurs raisons. Tout d'abord, la radio n'occupe plus la place prédominante qu'elle avait dans la première moitié du XXe siècle. Ensuite, les données récentes concernant ce médium sont très rares, puisque ce sont les journaux et la télévision qui constituent les sources d'information privilégiées par les électeurs ; c'est donc à elles que se consacrent surtout les candidats. Finalement, les phénomènes des émissions de variétés et des lignes ouvertes diffusées à la radio ne sont pas suffisamment documentés pour qu'il soit possible d'en tirer des conclusions générales.
10. Steve Bell (2001). « The Media and Politics : It's more than the News », dans *USA Today*, 1er mars 2001, p. 1 (page consultée le 12 mai 2004) [en ligne], <http://www.findarticles.com/cf_0/m1272/2670_129/72272559/p1/article.html>.
11. Consulter la note 1.

Tableau 5.2

Sources de nouvelles utilisées par les électeurs durant la campagne électorale présidentielle de 2000

	Début novembre 1996	Début novembre 2000	Fin novembre 2000
Télévision	72 %	70 %	83 %
Réseau national	36	22	23
Télévision locale	23	21	30
Câble	21	36	41
Journaux	60	39	24
Radio	19	15	17
Magazines	11	4	1
Internet	3	11	10

Source : Jan E. Leighley (2003). *Mass Media and Politics. A Social Science Perspective*, New York, Houghton Mifflin Company, coll. New Direction, p. 217.

utilisées par les Américains durant la campagne présidentielle de 2000 (il est à noter que les totaux dépassent 100 %, puisque les répondants pouvaient indiquer plusieurs réponses).

Ainsi, on constate que la télévision occupe une place de choix pour les citoyens qui cherchent à obtenir des informations sur la campagne électorale. Dans cette partie, nous examinerons les particularités de chacun des médias, tels que les journaux, la télévision et Internet, de façon à comprendre comment ils façonnent le jeu électoral.

Les journaux

Les journaux ont toujours occupé une place privilégiée dans la politique américaine. Les grands journaux – et les éditorialistes célèbres – ont quelquefois contribué à la montée ou à la chute de la popularité d'un politicien, qu'on pense au *Watergate* ou à l'affaire Lewinsky. Puisque la télévision constitue la principale source de nouvelles des Américains, les journaux tentent de retrouver leur lectorat perdu depuis les années 1980 en modelant leur contenu sur celui des bulletins télévisés. De plus en plus, les reportages que produisent les journaux sont axés sur les mêmes thèmes que ceux de la télévision : personnalité des candidats, tactiques et stratégies électorales, problèmes organisationnels et budget consacré à la campagne. En fait, durant les élections présidentielles de 2000, 80 % des reportages dans les journaux abordaient ce genre de sujets, ce qui est équivalent à ce que l'on retrouve à la télévision[12]. Un virage majeur semble donc s'être

12. Jan E. Leighley (2003), *op. cit.*, p. 217.

effectué ces dernières années : si les journaux étaient auparavant associés à une couverture rigoureuse et approfondie des campagnes électorales, leur contenu est maintenant semblable à ce que l'on voit dans les bulletins télévisés. Trois éléments ont conduit à ce changement. En premier lieu, la parution du livre *The Making of a President* de Theodore White, en 1960, a contribué à faire tomber le mythe du président en tant que personne exceptionnelle. Avant la sortie de cet ouvrage, les aspects publics et politiques des campagnes électorales permettaient aux électeurs de prendre la mesure des candidats à la présidence. Depuis, ce sont surtout les aspects personnels qui occupent de plus en plus le devant de la scène et les préoccupations des électeurs concernent surtout la vie privée des candidats. La campagne entre Kennedy et Nixon a contribué à renforcer cette tendance à la personnalisation de la présidence. Dans cette perspective, la télévision était beaucoup mieux préparée pour répondre à ce type de demande, alors que les journaux ont mis du temps à comprendre ce phénomène.

En deuxième lieu, le rôle accru de la télévision auprès des citoyens américains a eu comme conséquence directe une diminution de la lecture des journaux[13]. Ceux-ci ne peuvent concurrencer la télévision en direct, les bulletins de nouvelles 24 heures sur 24 et les *breaking news* (interruption des programmes pour des émissions spéciales lorsque l'actualité l'exige). Les électeurs qui consultent les journaux le font souvent pour confirmer ce qu'ils ont vu à la télévision ou pour en apprendre davantage sur une nouvelle présentée dans le bulletin de la veille.

En dernier lieu, la concentration des médias aux États-Unis a modifié les objectifs des journaux et les a obligés à s'orienter vers le profit plutôt que vers les longs reportages analytiques : « *journalists are an endangered minority within their news organization's parent company – a source of profit but less investment*[14] ». Les restrictions budgétaires qui ont affecté les correspondants politiques, l'augmentation de l'espace alloué à la publicité, la convergence des sujets entre les différents organismes d'un même propriétaire, l'utilisation de plus en plus fréquente des agences de presse et la réduction du temps attribué aux journalistes pour enquêter sur un sujet sont des effets de la concentration des médias, qui a mené les journaux à revoir leurs méthodes de travail.

---

13. À ce sujet, voir Neil Postman (1987), *Amusing Ourselves to Death*, Londres, Methuen ; Neil Postman et Steve Powers (1992), *How to Watch TV News*, New York, Penguin.

14. Charlotte Grimes (2004). « The Press and Presidential Politics », Commentaries on the American Presidency, Campbell Public Affairs Institute, avril, <http://www.maxwell.syr.edu/campbell/Library %20Papers/Event %20Papers/AmerPresidency/Grimes.pdf> (mai 2004).

Il est cependant indéniable que des journaux à grand tirage comme le *Washington Post*, le *New York Times* et le *Wall Street Journal* demeurent des références essentielles, surtout pour les candidats à la présidence. En effet, les analystes de ces journaux sont très influents auprès de la classe politique américaine et leurs articles sont précisément orientés en ce sens, à l'inverse de la plupart des autres journaux qui tentent d'influencer la population plutôt que les dirigeants[15]. En fait, les grands journaux américains sont souvent associés à l'élite de la société américaine : ce sont les décideurs et les intellectuels qui continuent de lire les journaux à l'heure du multimédia, alors que le reste de la population regarde la télévision. Cela demeure vrai en ce qui concerne les grands quotidiens, alors que les autres journaux tentent de reproduire le contenu des reportages télévisés. Cependant, une analyse des reportages durant la campagne de 2000 permet de constater que les journaux proposent plus de nouvelles d'importance concernant la campagne électorale que la télévision ou Internet[16] : 32 % des reportages des journaux pouvaient avoir un impact sur les citoyens, comparativement à 20 % des reportages télévisés et 23 % des reportages trouvés sur Internet. De même, 70 % des reportages télévisés étaient centrés sur les aspects stratégiques de la campagne, comparativement aux 59 % des reportages de la presse écrite et aux 68 % des reportages d'Internet.

Les journaux représentent aujourd'hui, en temps de campagne électorale présidentielle, un complément d'information consulté en parallèle des bulletins télévisés. Certains journaux ont une influence indéniable, mais plus sur les candidats et leur entourage qu'auprès de la population. Pour cette dernière, c'est la télévision qui devient l'outil privilégié.

La télévision

Durant les campagnes présidentielles, la télévision apparaît comme le médium le plus important, autant pour les électeurs que pour les candidats. Plusieurs facteurs expliquent l'impact de la télévision sur le déroulement d'une campagne électorale, de même que sa popularité auprès des citoyens américains.

---

15. Voir Noam Chomsky et Edward S. Herman (2003), *La fabrique de l'opinion publique*, Paris, Le serpent à plumes.
16. Project for Excellence in Journalism (2002). « The Last Lap : Final Topline », <http://www.journalism.org/publ_research/campaign13.html> (mai 2004).

Premièrement, les sujets de reportages télévisés sont plus souvent déterminés par les journalistes que par les candidats. Pourquoi ? Il existe une nette tendance à couvrir les aspects relevant du *horserace*[17] plutôt que les enjeux politiques, ce qu'on retrouve aussi dans les journaux et sur Internet mais dans une moindre mesure. Les journalistes de la télévision couvrent la course en tant que telle, et non pas la position ou les idées des candidats. Cela a pour conséquence principale de porter l'attention sur le meneur ou sur le candidat qui, contre toute attente, occupe une meilleure position que prévue (*dark horse*). Ainsi, les « perdants », en recevant moins d'attention médiatique, perdent également leur pouvoir ou leur capacité d'amasser les sommes d'argent nécessaires pour mener leur campagne électorale. La télévision détermine ainsi la viabilité des candidats, surtout durant les primaires.

La télévision est véritablement le médium le plus efficace pour construire ou détruire un candidat. Durant les campagnes électorales, aussi bien durant les primaires que durant les présidentielles, la couverture télévisée d'un candidat est inversement proportionnelle à son avance sur les autres : plus celle-ci est grande, moins la télévision s'intéresse au candidat. Les primaires de 1992 constituent à ce titre un exemple significatif : aussitôt que Bill Clinton et George Bush ont eu une avance insurmontable sur les autres candidats quant à leur nombre de délégués respectifs, la couverture a alors radicalement chuté : « *the rest of the primaries were treated as unimportant*[18] ». Une chose similaire s'est produite en 2004, la couverture télévisée ayant diminué considérablement dès qu'il a été clair que John Kerry serait le candidat choisi pour l'investiture démocrate. L'auditoire large et varié de la télévision lui donne le pouvoir de construire littéralement l'image d'un candidat. Selon Kathleen Kandall, il existe quatre raisons qui permettent à ce médium d'exercer une influence directe sur la population par le biais de la personnalisation excessive d'un candidat à la présidence ou par une construction volontaire[19] :

– Il faut une bonne histoire pour intéresser la télévision. Sans Pat Buchanan, George Bush n'aurait fait face à aucune opposition au sein du Parti républicain en 1992. Et sans cette opposition, la télévision n'aurait pas eu d'histoire à raconter.

---

17. *Horserace* (littéralement « course de chevaux ») : « *details about the strategic environment of the campaign such as who was ahead or behind and the logistics and strategy of the campaign organizations* ». Définition proposée par Jan E. Leighley dans *Mass Media and Politics*, *op. cit.*, p. 202.

18. Kathleen E. Kandall (1998). *Communication Patterns in Presidential Primaries 1912-2000 : Knowing the Rules of the Game*, Research Paper R-19, Joan Shorenstein Center, Harvard University, juin, p. 4.

19. *Ibid.*, p. 5.

– Lorsque les journalistes ont une affection particulière pour un candidat, comme ce fut le cas pour Bill Clinton en 1992, par exemple, ils en parlent volontiers.
– Si le candidat est une grande figure politique du pays, la télévision n'a d'autre choix que d'en parler abondamment.
– Si les sondages démontrent qu'un candidat perd ou gagne rapidement des points, les reportages augmenteront invariablement. Les sondages constituent une grande source d'information pour les journalistes de la télévision. Le candidat démocrate John Edwards, durant les primaires de 2004, a ainsi bénéficié de l'appui massif de la télévision durant sa fulgurante ascension.

Deuxièmement, la couverture plus négative de la télévision exerce un effet plus grand sur la population. Durant une campagne électorale, il arrive fréquemment que les journalistes agissent comme commentateurs ou analystes, ce qui les oblige à plus d'interprétation que de description. Ainsi, les téléspectateurs ont l'impression que les reportages sont critiques ou négatifs. De même, les reportages très courts ne permettent pas la nuance, au contraire : le côté plus spectaculaire de la télévision se reflète également dans les bulletins de nouvelles, qui doivent accrocher rapidement le public. Or, ce sont souvent les aspects négatifs qui parviennent à atteindre cet objectif.

Un exemple éloquent de la négativité de la couverture et du peu de temps consacré à l'analyse d'une situation est assurément ce que les journalistes appellent maintenant le *Dean Scream.* Howard Dean était considéré, à la fin de 2003 et au début de 2004, comme le candidat le plus apte à remporter l'investiture du Parti démocrate. Cependant, il n'arrive pas à récolter le nombre de délégués auquel les analystes s'attendent. Le 19 janvier 2004, Dean ne fait pas bonne figure dans le caucus de l'Iowa, jugé essentiel pour que le candidat puisse encore espérer l'emporter. Lors de son discours, Dean pousse un grand cri, qui causera finalement sa perte : on l'a accusé d'être agressif, mauvais joueur et colérique. En fait, ce sont des distorsions provenant de son micro qui ont contribué à amplifier le fameux cri. Cela n'a pas empêché la télévision de diffuser ce cri environ 700 fois dans les trois jours suivants. Ce type de répétition négative exagère l'importance des événements dont il est question et amène les électeurs à croire en cette importance[20]. La couverture du *Dean Scream* était assurément disproportionnée par rapport à sa signification, mais les explications du candidat et de son entourage n'ont pas pu modifier le ton des reportages. Toutefois, même si la progression des reportages à caractère négatif est évidente, il n'en demeure pas moins qu'environ 70 % des reportages télévisés diffusés durant les campagnes électorales depuis 1968 sont plus objectifs[21].

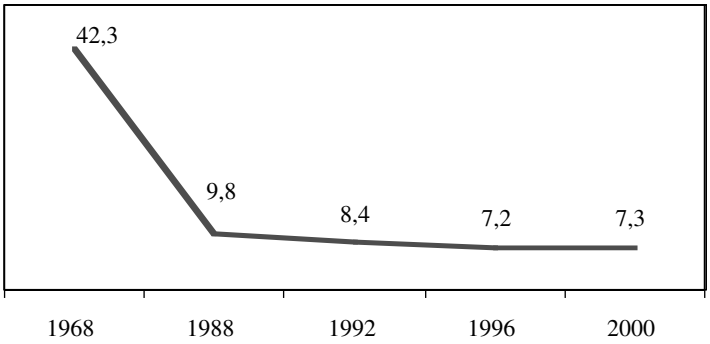
---

20. Charlotte Grimes (2004), *op. cit.*, p. 8.
21. Jan E. Leighley (2003), *op. cit.*, p. 209.

Troisièmement, le temps d'antenne consacré aux candidats des élections présidentielles a radicalement diminué depuis 1968. En effet, les journalistes parlent en moyenne six fois plus longtemps que les candidats. La figure 5.2 démontre bien ce changement.

Figure 5.2

Temps d'antenne moyen accordé aux candidats des élections présidentielles à la télévision
(en secondes)



Source : S. Robert Lichter et Richard E. Noyes (2000). « There They Go Again : Media Coverage of Campaign '96 », dans Robert E. DeClerico (dir.), *Political Parties, Campaigns and Elections*, New Jersey, Prentice Hall, p. 97. Les données viennent des chaînes ABC, CBS et NBC.

La légère hausse du temps d'antenne alloué aux candidats constatée durant la campagne présidentielle de 2000 est due au fait que la campagne était très serrée entre les candidats républicain George W. Bush et démocrate Al Gore[22]. Les journalistes ont laissé plus de temps aux deux hommes pour s'exprimer sur différents sujets, question d'aider les téléspectateurs à mieux les distinguer.

Quatrièmement, lorsqu'on parle de la télévision et de son impact sur les campagnes présidentielles, on évoque nécessairement les bulletins de nouvelles. Or, il existe d'autres types d'émissions qui peuvent paraître intéressantes pour les candidats aux élections et où les téléspectateurs vont chercher beaucoup d'information sur la campagne. Les émissions de variétés comme *The Tonight Show* de Jay Leno, *The Late Show* de David Letterman et *The Oprah Winfrey Show* d'Oprah

22. Andrew Busch (2001), *op. cit.*

Winfrey attirent des millions de téléspectateurs, un élément non négligeable pour les candidats des élections présidentielles. Cette pratique d'utiliser les émissions de variétés et de fin de soirée par les candidats s'est surtout développée durant la campagne de 1992 : « [*Bill*] *Clinton and independent candidate Ross Perot* [...] *were the first to take advantage of the nontraditional media during the 1992 presidential campaign as a less risky option for getting out their messages*[23] ». Ces émissions sont désormais devenues incontournables pour les candidats à la présidence. Non seulement elles leur offrent plus de temps pour aborder les sujets qui les intéressent que les émissions d'information ou les bulletins de nouvelles, mais, en plus, elles sont moins « dangereuses » pour leur campagne. Les animateurs tentent effectivement rarement de les piéger sur le plan politique et les questions posées concernent plutôt leur vie personnelle ou leurs qualités de leader. La spontanéité des échanges et le ton humoristique permettent, en outre, aux candidats de s'attirer la sympathie du public.

Fait intéressant, c'est également dans ce type d'émissions de télévision qu'on retrouve davantage de contenu lié directement aux enjeux politiques de la campagne électorale, alors que les émissions traditionnelles, comme nous l'avons démontré précédemment, s'attardent plutôt à la stratégie et aux tactiques de la campagne électorale. La figure 5.3 permet de visualiser les différences de contenu selon les émissions de télévision durant la campagne présidentielle de 1992. Les données sont sensiblement les mêmes pour les campagnes de 1996, 2000 et 2004.

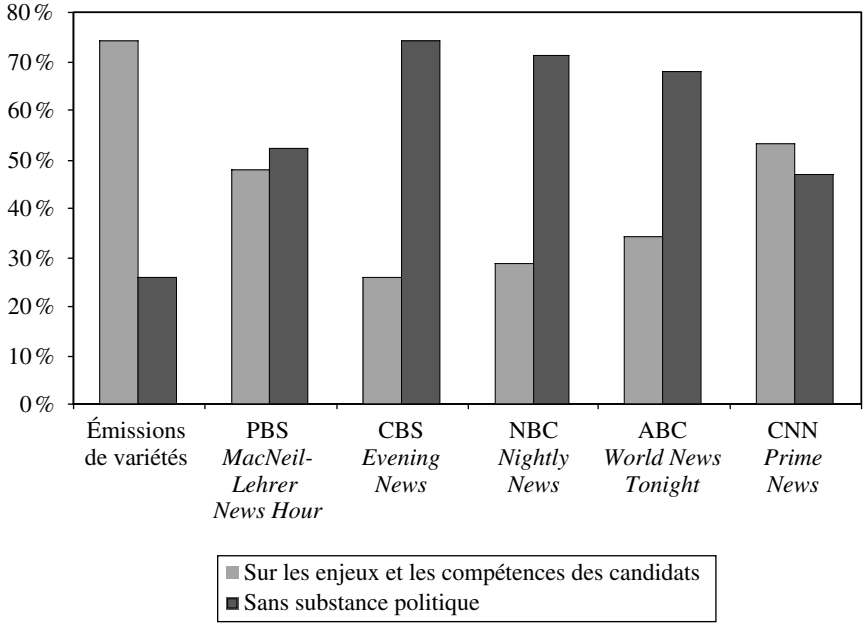
Même si la télévision, que ce soit par l'entremise des bulletins de nouvelles ou des émissions de variétés, contribue à influencer l'opinion publique et qu'elle a, par conséquent, une incidence réelle et importante sur le déroulement de la campagne présidentielle et sur l'image perçue des candidats, certains journalistes essaient de donner à ce médium un rôle qualitativement plus significatif. Depuis le milieu des années 1990, on peut désormais constater qu'au niveau local « des journalistes entreprenants jouent un rôle différent : ils se renseignent sur les préoccupations des citoyens, ils en font le contenu véritable de la campagne et ils en informent les candidats[24] ». Ainsi, la télévision n'est plus une courroie de transmission à sens unique, c'est-à-dire des candidats à la présidence vers les électeurs ; elle sert aussi, même de plus en plus, à amener les candidats à discuter des enjeux qui touchent directement la population. Toutefois, avec la place disproportionnée des chaînes câblées dans le paysage télévisuel américain, il est peu probable que cette nouvelle philosophie s'institutionnalise au niveau national.

---

23. Steve Bell (2001), *op. cit.*, p. 2.
24. Carolyn Barta (1996). « L'objectivité des médias dans la campagne électorale aux États-Unis », dans *Revue électronique de l'USIA*, vol. 1, nº 13 (septembre), p. 3.

Figure 5.3

Différences de contenu selon les émissions télévisées durant la campagne électorale présidentielle de 1992



Source : S. Robert Lichter et Richard E. Noyes (1995). *Good Intentions Make Bad News : Why Americans Hate Campaign Journalism*, Lanham, Rowman & Littlefield, p. 247.

« www.elections.gov »

L'utilisation d'Internet durant les présidentielles américaines étant un phénomène récent, il reste délicat de discuter des effets de ce nouveau médium sur les élections, et ce, pour trois raisons :

- Les technologies de l'information ne sont vraiment bien implantées dans la société nord-américaine que depuis une dizaine d'années ; les changements apportés par ces dernières sont donc encore difficiles à mesurer.
- Depuis l'arrivée en force des technologies de l'information, il n'y a eu que trois élections présidentielles, et ce, si l'on tient compte des élections de 2004 : la rareté des données disponibles gêne donc une analyse approfondie.
- La présence d'Internet comme outil électoral demeure encore quelque peu marginale. Par exemple, aux élections de 2000, seuls

40 % des Américains avaient accès au cyberespace[25]. Il est donc difficile de mesurer les effets nationaux de cet outil étant donné le fait qu'il est bien souvent considéré comme un médium alternatif par rapport aux médias dits traditionnels (journaux, télévision, radio).

Si les analyses du rôle d'Internet dans les élections sont rares, il est néanmoins possible d'examiner certaines tendances et d'en tirer des conclusions.

Contrairement aux médias traditionnels, qui étaient essentiellement à sens unique – les propriétaires des médias décidaient du contenu diffusé –, Internet, lui, est à double sens : son interactivité permet aux gens non seulement de s'informer, mais aussi de devenir des distributeurs d'information. La conséquence directe est une cassure de la structure hiérarchique classique : les pressions exercées par les nouveaux médias d'information sur les politiciens se font même très fortes. Le gouvernement et les médias traditionnels ont perdu leur monopole de fait sur l'information et la publicité[26]. Les hommes politiques ne peuvent plus, en ce sens, se permettre de simplement projeter une image unidimensionnelle ; il leur faut comprendre qu'il existe maintenant différents médias de communication et qu'ils rejoignent nécessairement différents publics. Internet serait ainsi le reflet de l'évolution et de la fragmentation de l'audience durant les élections[27]. En d'autres termes, la venue d'Internet comme nouveau médium a provoqué une scission des canaux de communication. Il devient nécessaire de construire un message particulier pour les internautes : « *The trend toward communication integration is undeniable. Practitioners must consider the campaign they're running offline and how they're going to follow through when a user logs onto their site*[28] ». Les équipes électorales doivent donc travailler en ayant toujours en tête qu'Internet est un outil médiatique très puissant, mais aussi très risqué (voir l'encadré suivant).

25. Jan E. Leighley (2004), *op. cit.*, p. 232.
26. Voir Elizabeth Smythe et Peter J. Smith (2002). « New Technologies and Networks of Resistance », dans Evan H. Potter (dir.), *Cyber-Diplomacy : Managing Foreign Policy in the Twenty-First Century*, Montréal, McGill-Queen's University Press, p. 52.
27. Jan E. Leighley, *op. cit.*, p. 233.
28. Shannon B. Campbell (2002). « Internet Public Relations : A Tool for Crisis Management », dans Eytan Gilboa (dir.), *Media and Conflict : Framing Issues, Making Policy, Shaping Opinions*, New York, Transnational Publisher, p. 336.

DES JEUX VIDÉO À SAVEUR ÉLECTORALE

Si Internet est un d'outil de communication, il sert également à distraire. Des producteurs de jeux vidéo ont profité de la campagne électorale pour lancer un jeu disponible gratuitement sur le Web. Nommé *Bush Shoot-Out* (http://www.miniclip.com/bushshootout.htm), ce jeu met en vedette George W. Bush, Condoleezza Rice et Colin Powell comme « acteur de soutien ». Si le scénario est assez enfantin (des terroristes attaquent la Maison-Blanche et le duo Bush-Rice décide de « faire le ménage » lui-même pendant que Powell se fait enlever par les terroristes), le jeu demeure un instrument de propagande politique efficace. En effet, il a rapidement fait le tour du Web et s'est instantanément retrouvé dans les manchettes. Voyant là une opportunité intéressante, le Comité national du Parti républicain (*Republican National Committee*) a décidé de diffuser de la publicité anti-Kerry sur la page du jeu. Cette publicité de campagne disait : Le Sénateur Kerry dit lui-même que son vote en faveur de « l'abandon des troupes » était irresponsable. Pour l'écouter, cliquez ici.

Un autre jeu vidéo, payant celui-là, est venu lui aussi secouer la campagne électorale. Ce jeu, nommé *Frontrunner* (http://www.lanterngames.com/games/Frontrunner_features.htm), a pour but de simuler les trois derniers mois des élections présidentielles de 2004. Sans avoir la portée de *Bush Shoot-Out*, ce jeu vidéo a tout de même réussi à faire les manchettes en déployant une critique cynique et interactive du système électoral américain.

D'une part, ces deux exemples démontrent comment les élus et des citoyens politisés peuvent utiliser les nouvelles technologies à leur avantage. L'utilisation des ces nouveaux « outils » de campagne est utile pour sensibiliser les jeunes. La « génération Nintendo », habituée à interagir de façon ludique et en temps réel avec le monde qui l'entoure, risque plus d'être influencée par ce type de média que par les instruments électoraux classiques. D'autre part, les politiciens peuvent facilement perdre le contrôle du contenu présent sur Internet et se retrouver avec une campagne menée contre eux et dirigée par différentes communautés du Net.

D'un côté, le réseau informatique global permet de mieux organiser des élections car il permet de toucher plus de personnes, plus rapidement[29]. L'avantage le plus évident de l'utilisation d'Internet est qu'il est un instrument de diffusion d'information facilement accessible et qui ne coûte presque rien par rapport aux méthodes de campagne plus classiques :

> *Traditional public relations, marketing and advertising materials are often expensive (brochures, product sheet, catalogue, etc.). Utilizing new media can reduce the cost of printing, storing and shipping large volumes of data to clients, journalists and other target publics*[30].

29. Shannon B. Campbell (2002), *op. cit.*, p. 335.
30. *Ibid.*, p. 333.

L'emploi de ce type de média pour faire passer des messages politiques apparaît donc une solution très efficace pour les candidats qui veulent se faire connaître rapidement et avec relativement peu d'effort.

La montée d'Internet comme source d'information durant les élections est réelle. Pour les élections de 2000, un sondage du *Pew Internet and American Life Project* constate que 18 % des Américains ont utilisé Internet pour rester informés durant la campagne, soit quatre fois plus qu'en 1996[31]. Au moment où ce chapitre a été écrit, la proportion d'Américains ayant accès à Internet et allant sur le Web pour s'informer sur la campagne de 2004 était d'environ 22 %[32]. Cette montée de la popularité d'Internet pour se procurer de l'information sur les candidats amène les équipes chargées de construire les campagnes à revoir leurs pratiques :

> *The way(s) practitioners choose to utilize the Internet (or innovate) with regard to the primary function of the profession* [...] *will determine whether the practitioners and the organization they represent will continue to flourish throughout the 21st century*[33].

De l'autre côté, les politiciens peuvent facilement perdre le contrôle du contenu présent sur Internet et se retrouver avec une campagne menée contre eux et dirigée par différentes communautés virtuelles. La facilité avec laquelle il est possible de mettre du contenu sur la toile peut la rendre très dangereuse pour un candidat. En effet, une campagne menée contre un candidat peu organisé sur le Net peut réduire l'influence de ce dernier dans sa course électorale.

Si Al Gore s'est déjà présenté comme l'inventeur de l'Internet, aujourd'hui, on pourrait dire qu'Howard Dean est l'inventeur de la campagne électronique (*E-campaign*). En effet, il est le premier politicien qui a fondamentalement élaboré sa campagne électorale grâce à Internet. Malgré les piètres résultats obtenus par Dean dans sa course à l'investiture[34], force est d'admettre que cet outil est très puissant :

---

31. Steve Bell (2001), *op. cit.*, p. 4.
32. Notons que le même rapport démontre que les jeunes se détournent de plus en plus des médias traditionnels pour aller vers l'Internet comme source d'information. Voir Pew Internet and American Life Project, *The Internet and Campaign News* (page consultée le 11 mai 2004) [en ligne], <http://www.pewinternet.org/reports/toc.asp?Report=110>.
33. Shannon B. Campbell (2002), *op. cit.*, p. 331.
34. Notons que ces mauvais résultats sont dus à deux principaux facteurs. D'une part, ses idées détonaient fortement avec la lignée centriste (donc plus conservatrice) des démocrates nouvelle mouture comme Bill Clinton et Al Gore, les *New Democrats*. D'autre part, son fameux cri lancé à la suite de sa défaite à la primaire de l'Iowa et abondamment diffusé dans les médias lui a fait perdre de sa crédibilité. Voir à ce sujet : BBC News World Edition, *« Dean scream » becomes online hit*, <http://news.bbc.co.uk/2/hi/americas/3422809.stm> (mai 2004).

> [...] *Dean has used the Net to raise more money than any other Democratic candidate. He's also used it to organize thousands of volunteers who go door-to-door, write personal letters to likely voters, host meetings, and distribute flyers*[35].

En utilisant Internet comme moyen de se faire connaître, Dean a réussi à catalyser une équipe efficace qui l'a soutenu durant les primaires. En faisant une analyse des méthodes utilisées par le candidat démocrate pour mener sa course, on peut retenir deux grands principes. Premièrement, au cours de sa campagne, Howard Dean a décidé d'utiliser une organisation en réseau plutôt qu'une hiérarchie classique de type pyramidale, et plus particulièrement en utilisant l'idée du « réseau stupide[36] » : ce réseau, majoritairement organisé par Internet, était « stupide », puisque aucune des équipes qui le composaient n'était spécialisée sur une question. Toutes étaient adaptables et polyvalentes. En utilisant cette configuration en « réseau stupide », Howard Dean a pu mobiliser ses troupes selon les différents besoins de la campagne. Ces besoins pouvant survenir à tout moment, il profitait ainsi d'une équipe électorale capable de faire face à bon nombre de situations tout en étant assez décentralisée et polyvalente pour remplir plusieurs rôles.

Deuxièmement, au cours des primaires, Dean a remis une grande partie de son organisation électorale à des groupements de partisans qui s'employaient eux-mêmes à organiser des rassemblements, mettre sur pied des événements, etc. Cela a permis à l'équipe de conseillers de Dean de se dégager des activités quotidiennes pour se concentrer à des actions plus importantes et pertinentes pour leur rôle.

Si Howard Dean a misé sur Internet pour planifier sa stratégie de campagne, il est à noter que tous les candidats des primaires et des présidentielles ont employé cet outil à des degrés divers. En effet, tous les candidats avaient un site Web qui les représentait. Comme on peut le voir dans le tableau 5.3, les fonctionnalités de ces sites varient selon les candidats.

---

35. Gary Wolf, *How the Internet Invented Howard Dean*, <http://www.wired.com/wired/archive/12.01/dean.html> (mai 2004).

36. Ce concept, issu des réflexions de David Isenberg sur les réseaux téléphoniques, est fondé sur le fait que, lorsqu'il doit travailler dans un contexte d'incertitude – comme dans le cadre d'une élection, par exemple –, un réseau ne devrait pas être optimisé pour faire une action particulière. Il devrait plutôt adopter le fonctionnement le plus simple possible afin d'être efficace dans le plus grand nombre de situations imaginables. En évitant de se sur-spécialiser, un réseau devient donc plus polyvalent. De même, ce réseau doit être assez habile pour pouvoir sortir de ses fonctionnalités de départ, c'est-à-dire être capable de s'adapter aux diverses situations qui peuvent se produire, et ce, même si ce n'était pas dans les responsabilités qui lui avaient été dévolues au départ. Voir David Isenberg, *Rise of the Stupid Network*, <http://www.rageboy.com/stupidnet.html> (mai 2004).

Tableau 5.3

Fonctionnalité des sites Web des candidats

Fonctionnalité	Kucinich	Sharpton	Gephardt	Edwards	Lieberman	Clark	Dean	Moseley Braun	Kerry	Bush
Les sites Internet des candidats aux élections – Analyse du contenu général										
Page principale	⊠	⊠	⊠	⊠	⊠	⊠	⊠	⊠	⊠	⊠
Page de vente en ligne	⊠		⊠	⊠	⊠	⊠	⊠	⊠	⊠	⊠
Page de financement électoral	⊠	⊠	⊠	⊠	⊠	⊠	⊠		⊠	⊠
Page de gestion des actions électorales						⊠	⊠		⊠	
Blogue*				⊠		⊠	⊠		⊠	
Page de comparaison des enjeux			⊠							
Page pour les groupes d'intérêts			⊠				⊠		⊠	
Autres sites	⊠	⊠	⊠	⊠			⊠		⊠	⊠
Analyse détaillée – Type d'information										
Biographie du candidat	⊠		⊠	⊠	⊠	⊠	⊠	⊠	⊠	⊠
Publicités de campagne	⊠		⊠	⊠	⊠	⊠	⊠		⊠	
Nouvelles sur la campagne	⊠	⊠	⊠	⊠	⊠	⊠	⊠	⊠	⊠	⊠
Le financement comme enjeu électoral	⊠									
Les appuis aux candidats	⊠		⊠	⊠			⊠		⊠	⊠
Les enjeux	⊠	⊠	⊠	⊠	⊠	⊠	⊠	⊠	⊠	⊠
Informations quant à l'enregistrement des électeurs	⊠			⊠			⊠	⊠	⊠	⊠
Discours de campagne	⊠		⊠	⊠	⊠	⊠	⊠	⊠	⊠	⊠
Événements et calendrier de campagne	⊠	⊠	⊠	⊠	⊠	⊠	⊠	⊠	⊠	⊠
Comparaisons entre les candidats	⊠		⊠						⊠	⊠
Analyse détaillée – Possibilités de participer à la campagne										
Volontariat	⊠	⊠	⊠	⊠	⊠	⊠	⊠	⊠	⊠	⊠
Stages	⊠			⊠	⊠		⊠			
Liste de diffusion	⊠	⊠	⊠	⊠	⊠	⊠	⊠	⊠	⊠	⊠
Possibilité d'envoyer des liens à des contacts	⊠	⊠	⊠	⊠	⊠		⊠		⊠	⊠

Tableau 5.3 (suite)

Fonctionnalité	Kucinich	Sharpton	Gephardt	Edwards	Lieberman	Clark	Dean	Moseley Braun	Kerry	Bush
Distribution de matériel de « propagande »	☒			☒		☒	☒	☒	☒	☒
Lettres à l'éditeur	☒			☒		☒	☒		☒	☒
Dons en ligne	☒	☒	☒	☒	☒	☒	☒	☒	☒	☒
Engagement individuel	☒		☒							☒
Vente de matériel de campagne	☒			☒		☒	☒	☒	☒	☒
Analyse détaillée – Les liens vers d'autres sites										
Groupes de défense des droits civiques				☒		☒		☒	☒	
Institutions gouvernementales		☒	☒	☒	☒		☒	☒	☒	
Les adversaires										
Les partis politiques										
Les liens vers les médias	☒	☒	☒		☒	☒			☒	
Analyse détaillée – Autres fonctionnalités des sites										
Accessibilité aux personnes souffrant d'un handicap				☒						
Matériel audio et vidéo	☒	☒	☒	☒	☒	☒	☒		☒	☒
Blogue										☒
Informations sur les donateurs										☒
État des finances de la campagne			☒	☒	☒	☒	☒	☒	☒	
Politique de respect de la vie privée	☒		☒	☒	☒	☒	☒	☒	☒	☒
Photos des événements de la campagne	☒	☒	☒	☒	☒	☒	☒	☒	☒	☒
Version en espagnol	☒		☒	☒	☒	☒	☒		☒	*

* Selon l'Office québécois de la langue française, un blogue est une « page Web évolutive et non conformiste présentant des informations de toutes sortes, généralement sous forme de courts textes mis à jour régulièrement, et dont le contenu et la forme, très libres, restent à l'entière discrétion des auteurs ». Cette définition se trouve dans *Vocabulaire d'Internet – Banque de terminologie du Québec*, <http://www.olf.gouv.qc.ca/ressources/bibliotheque/dictionnaires/Internet/fiches/8370242.html> (mai 2004).

Source : Politcalweb.info, *The 2004 US Presidential Election : A View From the Web* (page consultée le 5 mai 2004) [en ligne], <http://politicalweb.info/2004/2004.html#>.

Sans établir de corrélation directe, il est intéressant de constater que le site Web de Howard Dean contenait moins de fonctionnalités que ceux de John Kerry ou de John Edwards par exemple. Il est donc permis de croire que la qualité de l'*E-campaign* menée par Dean ne tenait pas à la façon dont se présentait le site, mais bien à la manière dont il a été employé par l'équipe électorale. Bien utilisé, un site Web est un outil puissant de communication qui permet de cristalliser le mouvement de masse nécessaire à la bonne marche d'une course au scrutin.

Au-delà de cet avantage lié à une communication plus efficace, mentionnons également le fait qu'un site Web est totalement sous le contrôle des candidats. Ainsi, contrairement aux médias de masse traditionnels, qui ne sont pas directement entre les mains des candidats, les sites Web, eux, peuvent diffuser exactement ce qu'ils veulent. En ce sens, la campagne de 2004 démontre éloquemment combien les sites Web prennent de plus en plus d'importance comme outil de propagande.

Malgré les belles promesses apportées par Internet comme outil électoral, il faut néanmoins relativiser son utilité. Comme instrument de communication, il montre certaines limites dans la mesure où son audience reste limitée :

> [...] *the repeated findings that the same people who pay attention to news on traditional media are using the Internet for political news suggests that the Internet mainly serves the news-rich, and has yet to become a broadly appealing medium for political news*[37].

L'Internet vise avant tout une classe de citoyens nantis, disposant des outils et connaissances technologiques nécessaires, dont un ordinateur, une connexion Internet, ainsi qu'une volonté de vouloir participer plus activement que ne le ferait un citoyen qui n'a qu'à regarder la télévision pour s'informer sur les candidats. Bref, Internet ne semble pas amener suffisamment de personnes peu concernées par la chose politique à s'intéresser aux campagnes électorales. La campagne de Dean a fortement souligné cette limite : Internet a beau être un puissant médium, il n'est pas suffisant pour remporter une élection. Il doit donc être employé en complémentarité avec les autres médias, de même qu'avec les méthodes classiques de travail sur le terrain. Si Internet est un outil supplémentaire à la disposition des candidats, il ne pourra en aucun cas remplacer les méthodes traditionnelles. Les candidats devront nécessairement prendre cet outil en considération au cours des futures élections présidentielles, mais ils ne devront pas s'y restreindre.

⁂

37. Kathleen Kendall (1998), *op. cit.*, p. 13.

On constate donc que la promesse d'Internet ne s'est pas encore concrétisée : la majorité des reportages provient des mêmes sources que les médias traditionnels, alors que les opinions minoritaires n'ont que peu de visibilité et, par le fait même, de financement. En effet, les sites qui disposent de grands moyens financiers sont les plus consultés, tout comme ce sont les chaînes privées et câblées, disposant de ressources financières considérables, qui sont souvent les plus écoutées, au détriment des chaînes communautaires et publiques. Ce fait n'est pas étranger à la concentration des médias, qui porte en elle une certaine uniformisation de l'information. De plus, les liens entre les politiciens et les propriétaires d'entreprises médiatiques – par exemple entre George W. Bush et Rupert Murdoch, propriétaire de *Fox Network* – compliquent la donne. De nombreuses questions demeurent ouvertes quant à la relation entre le pouvoir politique et les médias, surtout dans un processus aussi crucial que l'élection d'un président.

Les électeurs qui tentent de s'informer sur la campagne présidentielle disposent tout de même de certains outils. Tout d'abord, les sondages, essentiels à la bonne marche des élections puisqu'ils permettent à la population de visualiser facilement les grandes tendances, autant sur le plan des intentions de vote de leurs concitoyens que sur le plan des préoccupations des candidats. Bien que l'utilisation des sondages puisse devenir abusive et que les interprétations qui en sont tirées peuvent conduire les citoyens à développer de fausses perceptions – et, par le fait même, des comportements électoraux peu spontanés –, il n'en demeure pas moins qu'ils sont une source fondamentale d'information. Les candidats s'y réfèrent continuellement pour adapter leurs discours et leur campagne de terrain, et pour élaborer des campagnes publicitaires plus efficaces.

Les journaux constituent une autre source d'information importante, surtout pour les analyses contenues dans les reportages. Même si ce rôle particulier des journaux diminue, c'est tout de même cet aspect particulier qui permet aux citoyens de comprendre les enjeux des élections, au-delà des caractéristiques personnelles des candidats et des aléas techniques associés à la campagne. Toutefois, les journaux sont progressivement délaissés au profit de la télévision. Pour regagner ces lecteurs perdus, plusieurs journaux ont réorienté leur stratégie éditoriale en suivant les méthodes de la télévision, c'est-à-dire qu'ils vont généralement traiter des événements ponctuels de la campagne, des qualités des candidats et des tactiques des partis plutôt que des programmes électoraux et de leurs conséquences sur la population américaine. Cependant, certains grands journaux américains, surtout lus par l'élite intellectuelle et politique des États-Unis, continuent de se démarquer par des analyses approfondies et par la contribution de leurs éditorialistes influents.

Les chaînes de télévision, elles, s'intéressent spécifiquement aux tactiques de la campagne et à la vie privée des candidats à la présidence. Elles diffusent donc des reportages qui s'alimentent souvent

aux mêmes sources, ce qui vient sans doute alimenter le désintérêt des Américains pour la politique. Par contre, il est intéressant de constater que les émissions de variétés consacrent de plus en plus de temps aux entrevues avec les candidats présidentiels. Tout d'abord, l'exercice est rentable, puisqu'elles attirent ainsi des téléspectateurs qu'elles n'auraient probablement pas autrement. Cependant, l'opération est surtout utile pour les électeurs, puisque c'est lors de ces émissions qu'ils peuvent apprendre le plus d'éléments importants concernant les enjeux de la campagne. En effet, le temps dont les candidats disposent pour discuter librement de leur programme est beaucoup plus long que le temps d'antenne qui leur est accordé dans les bulletins de nouvelles traditionnels. Toutefois, il est évident que les qualités personnelles des candidats – surtout leur sens de l'humour – occupent une grande partie des entrevues.

En ce qui concerne Internet, on peut constater que les gens qui utilisent le Web pour suivre la campagne électorale sont déjà informés par d'autres médias. Alors qu'on croyait qu'Internet allait amener les jeunes (15-30 ans) à s'intéresser aux élections, cette tendance ne s'est pas encore vérifiée jusqu'à maintenant. La vitesse à laquelle l'accessibilité à ce médium évolue permet cependant de croire qu'il deviendra un outil électoral de plus en plus puissant, comme l'ont démontré les tentatives de Howard Dean durant les primaires démocrates de 2004.

Nous pouvons donc constater que les bénéfices récoltés par les médias durant une campagne électorale, tels que l'augmentation des cotes d'écoute et les profits générés par la publicité des candidats, sont évidents. Il ne faut pas oublier que les candidats profitent grandement de cette visibilité, sans laquelle ils ne seraient pas en mesure de transmettre leurs messages à la population. Parallèlement à ce constat, on observe que les citoyens se retrouvent au centre d'un jeu d'influence impliquant les médias et les candidats, bien qu'ils n'y trouvent pas toujours leur compte : la surabondance de l'information n'est pas garante de sa qualité, de même qu'elle est souvent au service d'intérêts particuliers. Il revient donc aux citoyens d'utiliser toutes les sources possibles avant d'arrêter leur choix.

BIBLIOGRAPHIE

BASIL, Michael *et al.* (1991). « Positive and Negative Political Advertising : Effectiveness of Ads and Perceptions of Candidates », dans Frank Biocca (dir.), *Television and Political Advertising*, vol. 1 : Psychological Processes, New Jersey, Lawrence Erlbaum.

GILBOA, Eytan (dir.) (2002). *Media and Conflict : Framing Issues, Making Policy, Shaping Opinions*, New York, Transnational Publisher.

ISENBERG, David (2004). *Rise of the Stupid Network* [http://www.rageboy.com/stupidnet.html].

LEIGHLEY, Jan E. (2003). *Mass Media and Politics. A Social Science Perspective*, New York, Houghton Mifflin Company, coll. New Direction.

STUMPEL, Guido H. (2003). *Media and Politics in America*, Santa Barbara, ABC-Clio, coll. Contemporary World Issues.

THURBER, James A., Candice J. NELSON et David A. DULIO (2000). *Crowded Airwaves : Campaign Advertising in Elections*, Washington, D.C., The Brookings Institution Press.

PARTIE 2

Les enjeux électoraux des élections présidentielles

Les élections présidentielles constituent des moments clés pour débattre des valeurs et des objectifs nationaux et internationaux que veut poursuivre la nation américaine, puisqu'elles permettent de faire ressortir les points de dissension entre les candidats démocrate et républicain. Il est souvent dit que les élections présidentielles se jouent sur la politique intérieure. Ce qui intéresse avant toute chose la population américaine, c'est la réalité locale. Les candidats à la présidence le savent, et c'est pourquoi ils parcourent le pays dans les derniers jours de la campagne, et particulièrement les États où le vote risque d'être serré. Ils se déplacent pour rencontrer des groupes de citoyens et serrer des mains pour éviter qu'un État ne leur échappe ou encore pour ravir un État à l'autre candidat. Le candidat désireux de l'emporter doit ainsi se surpasser et offrir sa meilleure prestation dans les semaines et les jours précédant le vote.

Au-delà de la configuration du système électoral, des affiliations partisanes et de l'influence des acteurs médiatiques, les élections présidentielles sont en grande partie décidées en fonction des enjeux électoraux. La façon dont chaque candidat parvient à s'illustrer sur une question et à vendre sa position comme la meilleure pour les Américains est ainsi déterminante dans l'issue de l'élection. Traditionnellement, les questions de politique étrangère ne sont pas celles qui intéressent les Américains. Toutefois, entre 1945 et 1991, climat de guerre froide obligeant, le prisme de la sécurité nationale a souvent pris le dessus sur toute autre considération. Les débats sur la politique étrangère ont donc porté sur les moyens plutôt que sur les fins. L'objectif était de ne pas perdre de terrain face à l'Union soviétique. Par conséquent, jamais le consensus de la guerre froide n'a été remis en question avant les premiers signes d'une défaite au Vietnam. En effet, avant 1968, les candidats à la présidence acceptaient sans condition la doctrine de l'endiguement pour assurer la sécurité nationale. À moins d'un échec retentissant sur la scène internationale, comme le reportage télévisé de l'Offensive du Têt en 1968 ou la prise d'otages américains à l'ambassade de Téhéran en 1979, c'est sur le plan de la politique intérieure que les élections ont été férocement débattues, la politique étrangère apparaissant tout au plus en toile de fond.

Depuis la fin de la guerre froide, les élections ont été gagnées en politique intérieure et les enjeux de politique étrangère ont été relégués au second plan des campagnes présidentielles. Si les élections de l'après-guerre froide sont indicatrices d'une tendance et permettent un pronostic, il semble que, cette année encore, les questions de politique intérieure seront celles qui amèneront les Américains à aller aux urnes pour choisir leur nouveau président. Évidemment, la carte cachée, dans un monde post-11 septembre, demeure lequel des candidats parviendra à mieux se vendre comme garant de la sécurité nationale.

David Grondin

CHAPITRE 6

L'influence de la politique étrangère américaine dans les élections présidentielles

Frédérick Gagnon

Avant la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis refusaient de s'impliquer outre mesure dans les affaires internationales. Une Amérique différente a émergé du second conflit mondial. Depuis 60 ans, et particulièrement depuis la fin de la guerre froide, les États-Unis sont une puissance résolument internationaliste : ils jouent un rôle international substantiel et possèdent des intérêts nationaux dans le monde entier[1].

Cette observation a un double lien avec les élections présidentielles américaines. D'une part, le profond engagement des États-Unis dans le monde fait de leur politique étrangère un enjeu parfois déterminant – sans qu'il prévale sur les enjeux de politique intérieure, notamment économiques – pour la victoire ou la défaite d'un candidat[2]. D'autre part, l'élection présidentielle américaine est sans doute l'élection nationale qui a le plus grand impact sur l'évolution du système international, car elle concerne le chef d'État et le commandant en chef des forces armées du pays le plus puissant du monde. À cet égard, la communauté internationale est, peut-être autant que les Américains eux-mêmes, intéressée par l'issue des présidentielles américaines, car le traitement américain des enjeux internationaux est susceptible d'évoluer au gré des alternances politiques à la Maison-Blanche.

En tentant de cerner l'influence de la politique extérieure et des événements internationaux sur les présidentielles, on remarque que les enjeux de politique étrangère déterminent rarement à eux seuls les stratégies électorales des candidats et le vote des électeurs[3]. Ainsi, même si l'implication des États-Unis dans les affaires internationales constitue un objet tout à la fois de fierté et d'inquiétude pour les Américains, ces derniers s'intéressent plus à l'image, à l'affiliation au parti et à l'expérience politique des candidats à la présidence qu'à leur vision de la politique étrangère américaine. Parmi les raisons qui expliquent cette situation, la plus importante est sans doute que, de manière générale, la population américaine s'intéresse peu à la politique internationale[4]. La faible connaissance des Américains des affaires internationales ne cesse d'intriguer les observateurs et les analystes des réalités américaines. Lors de la campagne électorale de 1996 par exemple, le candidat républicain Bob Dole avait tenté de faire du

1. Thomas E. Patterson (2004). *We the People : A Concise Introduction to American Politics,* 5e éd., Boston, McGraw-Hill, p. 539.
2. Ivo Daalder (29 mars 2004). *Kerry V. Bush : The Long Battle Begins*, The Brookings Institution, Brookings Briefing, p. 21.
3. Voir, notamment, Glenn P. Hastedt (2003). *American Foreign Policy : Past, Present, Future*, Upper Saddle River, Prentice-Hall, p. 140.
4. John Mueller (1999). « Public Opinion and Foreign Policy : The People's "Common Sense" », dans Eugene R. Wittkopf et James M. McCormick (dir.), *The Domestic Sources of American Foreign Policy : Insights and Evidence*, Lanham, Rowman & Littlefield, p. 52.

refus de son adversaire démocrate Bill Clinton de construire un bouclier antimissile un enjeu de l'élection. Or, nombre d'électeurs croyaient que les États-Unis possédaient déjà un tel bouclier[5] !

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les exemples de cette nature se sont multipliés, montrant qu'une proportion considérable d'Américains connaît peu la politique étrangère américaine et encore moins l'environnement international dans lequel les États-Unis évoluent. Cela n'a cependant pas empêché les enjeux de politique étrangère d'être au cœur de plusieurs élections américaines depuis 1945, et c'est pourquoi on peut affirmer que la politique extérieure a une influence certaine sur les présidentielles. On expliquera cette influence en répondant à trois questions : 1) quel a été l'impact de la guerre froide sur les élections présidentielles ? ; 2) comment la fin de la guerre froide a-t-elle influencé le déroulement des présidentielles ? ; 3) au regard du contexte de l'élection de 2004, quel est l'impact des événements du 11 septembre 2001 sur les stratégies des candidats et le comportement des électeurs aux présidentielles ?

La faible connaissance des Américains en matière d'affaires internationales

1964 : 38 % savent que la Russie n'est pas membre de l'OTAN.

1964 : 58 % savent que les États-Unis sont membres de l'OTAN.

1966 : Plus de 80 % ne savent pas qui sont les Vietcongs.

1972 : 63 % peuvent identifier la Chine comme étant communiste.

1979 : 23 % savent quels pays ont négocié les accords SALT.

1983 : 8 % savent que les États-Unis ont appuyé le gouvernement au Salvador et les insurgés au Nicaragua.

1987 : À la suite du sommet Reagan-Gorbatchev à Washington, seulement 50 % répondent correctement à une question ou plus sur le contenu du traité sur les forces nucléaires intermédiaires (*Intermediate Range Nuclear Forces* ou INF).

1993 : 43 % ne savent pas sur quel continent se trouve la Somalie.

Source : Glenn P. Hastedt (2003). *American Foreign Policy : Past, Present, Future,* 5e éd., Upper Saddle River, Prentice Hall, p. 140.

5. Glenn P. Hastedt, *op. cit.*, p. 140.

LA GUERRE FROIDE ET L'IMPORTANCE DES ENJEUX DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE POUR LES PRÉSIDENTIELLES

Après avoir triomphé de l'Allemagne nazie et du Japon en 1945, les États-Unis sont devenus la première puissance capitaliste du monde, et l'URSS, la première puissance communiste. Devant l'hypothèse d'une invasion des pays d'Europe occidentale par l'Armée rouge de Staline, l'administration du président démocrate Harry S. Truman (1945-1953) a d'abord défini l'Union soviétique comme une « menace » pour la sécurité et les intérêts nationaux américains. Truman a ensuite défendu l'idée que les États-Unis devaient s'engager activement dans les affaires internationales pour endiguer le communisme et limiter son expansion. Finalement, la course aux armements, la prolifération nucléaire, le poids de l'espionnage, les guerres par procuration et la destruction mutuelle assurée (*Mutually-Assured Destruction*) ont marqué les quarante-cinq années suivantes des relations américano-soviétiques et de la politique étrangère américaine[6].

Ces développements ont eu plusieurs conséquences sur les élections présidentielles américaines, la première étant de donner à la politique extérieure une place centrale dans les campagnes et les débats électoraux. Certes, la politique étrangère a rarement été plus importante que la politique intérieure dans ces campagnes et ces débats, mais on remarque que les questions internationales étaient centrales durant les élections qui ont eu lieu entre 1947 et 1991. En 1952 par exemple, Dwight Eisenhower faisait campagne autour du thème « communisme, corruption et Corée[7] ». Face au démocrate Adlai Stevenson, il se présentait comme le candidat le plus apte à mener la lutte contre le communisme et à mettre fin à la guerre de Corée. Cela l'a aidé à remporter l'élection avec 442 voix au collège électoral, contre seulement 89 pour Stevenson. De façon similaire, en 1972, Richard Nixon dépeignait son opposant George McGovern comme un candidat incapable de rétablir la paix au Vietnam. À une époque où l'opposition au conflit vietnamien était à son niveau le plus élevé aux États-Unis, la volonté affirmée de Nixon de trouver une solution à ce problème de politique étrangère aura été déterminante pour sa réélection. Ainsi, plus de 60 % des électeurs votèrent pour Nixon, lui conférant 520 votes au collège électoral et seulement 17 pour McGovern.

En 1980, c'était au tour de Ronald Reagan d'exploiter les thèmes de politique extérieure et de profiter du mécontentement des Américains relativement à la conduite des affaires étrangères de Jimmy Carter. L'incapacité de Carter d'empêcher les Soviétiques d'envahir

---

6. Bruce W. Jentleson (2004). *American Foreign Policy : The Dynamics of Choice in the 21st Century*, 2e éd., New York et Londres, W.W. Norton & Company, p. 110.
7. Stephen J. Wayne (2000). *The Road to the White House 2000 : The Politics of Presidential Elections*, Boston et New York, Bedford/St. Martin's, p. 200.

l'Afghanistan en décembre 1979, puis de régler la crise des otages en Iran[8], a donné à la population américaine une image négative de sa présidence. Reagan a alors eu beau jeu de courtiser l'électorat sur des thèmes fédérateurs, comme l'augmentation des dépenses militaires : il obtiendra 489 voix au collège électoral contre seulement 49 pour Carter[9]. Quatre ans plus tard, en 1984, Reagan utilise de nouveau les questions de politique étrangère face à Walter Mondale. Il se présente alors comme un président sortant expérimenté et capable de doter les États-Unis de l'arsenal nécessaire pour remporter la compétition militaire contre l'URSS. De façon similaire, lors de la dernière élection présidentielle de la guerre froide en 1988, George Bush cite à plusieurs reprises l'expérience en politique étrangère qu'il a acquise comme directeur de la CIA et comme ambassadeur des États-Unis en Chine et aux Nations unies. Sans déterminer complètement l'issue des élections, le recours habile aux questions de politique étrangère a certainement contribué à sa victoire, avec 426 voix au collège électoral, contre 111 pour Michael Dukakis.

Comme le montrent les exemples d'Eisenhower, Nixon, Reagan et Bush, les républicains ont souvent exploité les thèmes de politique étrangère à des fins électorales durant la guerre froide, et le plus souvent avec plus de succès que les démocrates[10]. À cette fin, le Parti républicain a utilisé différentes stratégies. Notamment, il s'est forgé une image de « parti de la paix » en répétant continuellement aux Américains que les démocrates avaient tendance à mener les États-Unis en guerre, comme cela avait été le cas avec les deux conflits mondiaux, la guerre de Corée et le conflit au Vietnam[11]. Toutefois, tenter de s'attirer la faveur des électeurs en se concentrant sur la politique étrangère n'a pas toujours été à l'avantage des républicains. Par exemple, lors de l'élection de 1960, Nixon croyait pouvoir remporter les présidentielles en montrant qu'il avait une plus grande connaissance des affaires internationales que John F. Kennedy. Cependant, une majorité d'électeurs lui a préféré Kennedy, notamment parce qu'à l'occasion du premier débat télévisé entre les deux candidats le démocrate avait projeté l'image d'un homme bien vêtu et en bonne santé, tandis que Nixon, suant et vêtu d'un costume terne, avait projeté l'image inverse[12]. En effet, en dépit de l'importance des enjeux de

---

8. Amorcée le 4 novembre 1979, la prise d'otages américains à l'ambassade de Téhéran a connu un raté majeur le 25 avril 1980. L'opération militaire de sauvetage, baptisée *Desert One*, a été un véritable fiasco, faisant huit morts chez les militaires.
9. Stephen J. Wayne, *op. cit.*, p. 276.
10. Joseph A. Pika, Zelma Mosley et Richard A. Watson (1992). *The Presidential Contest*, 4e éd., Washington, D.C., CQ Press, p. 139.
11. Nelson W. Polsby et Aaron Wildavsky (2000). *Presidential Elections : Strategies and Structures of American Politics*, 10e éd., New York et Londres, Chatham House Publishers, p. 167.
12. Theodore White (1961). *The Making of the President*, New York, Pocket Books, p. 348.

politique étrangère durant la guerre froide, les élections présidentielles n'ont jamais été entièrement déterminées par ceux-ci. Ainsi, dans le cas de l'élection opposant Kennedy et Nixon, le rôle des débats télévisés a pu être central. Aujourd'hui, parce que l'image des candidats compte pour beaucoup aux yeux des électeurs, le rôle des médias est encore plus important qu'autrefois (voir le chapitre sur les médias).

Deuxième conséquence de la guerre froide sur les présidentielles américaines, une proportion considérable d'électeurs américains a tendance à voir les enjeux de politique étrangère comme des questions prioritaires en raison de leur perception manichéenne de la menace soviétique. Selon Paul Abramson, John Aldrich et David Rohde, à plusieurs reprises entre 1945 et 1992, notamment en 1972, 1980 et 1984, plus de 30 % de la population américaine estimait que les enjeux les plus importants pour les États-Unis étaient ceux de politique étrangère et de défense[13]. Dans ce contexte, il n'était pas rare de voir les électeurs choisir leur président en fonction de questions de nature très manichéenne : « Quel candidat serait, avec le doigt sur la gâchette nucléaire, le plus digne de confiance pour affronter l'URSS[14] »? En 1964, cela a aidé Lyndon Johnson à battre Barry Goldwater, qui paraissait trop belliqueux et imprévisible aux yeux des Américains dans sa volonté de gagner, « par tous les moyens[15] », la guerre contre le communisme au Vietnam. À l'inverse, en 1972, une majorité d'électeurs ont préféré Nixon à McGovern, parce que ce dernier donnait l'impression de manquer de détermination en politique étrangère.

L'APRÈS-GUERRE FROIDE ET LE DÉCLIN DES ENJEUX DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE POUR LES PRÉSIDENTIELLES

Dans l'esprit des Américains, la dislocation de l'URSS en décembre 1991 a signifié que les États-Unis, désormais seule superpuissance du monde, ne faisaient plus face à des menaces imminentes et de grande envergure comme cela avait été le cas auparavant[16]. Ces événements ont eu un impact substantiel sur les élections présidentielles et le comportement des électeurs américains. Premièrement, après la chute de l'URSS, les enjeux de politique étrangère et de défense n'ont plus fait l'objet d'une grande attention de la part des candidats. En 1992, le démocrate Bill Clinton ne cachait pas son manque d'expérience

13. Paul R. Abramson, John H. Aldrich et David W. Rohde (1998). *Change and Continuity in the 1996 Elections*, Washington, D.C., CQ Press, p. 124.
14. Thomas E. Cronin et Michael A. Genovese (1998). *The Paradoxes of the American Presidency*, New York et Oxford, Oxford University Press, p. 33.
15. Glenn P. Hastedt, *op. cit.*, p. 139.
16. Thomas J. Magstadt (2004). *An Empire if You Can Keep It : Power and Principle in American Foreign Policy*, Washington, D.C., CQ Press, p. 163.

en politique étrangère. À ses yeux toutefois, cela importait peu, car, répétait-il tout au long de sa campagne, le président américain doit veiller à améliorer la qualité de vie des Américains avant d'engager les États-Unis dans les affaires internationales[17]. Au début des années 1990, marquées par une économie stagnante, un chômage élevé et des services de santé inadéquats pour une majorité d'Américains, Clinton a donc martelé ces questions, remportant ainsi l'élection avec 42 % des suffrages et 370 votes au collège électoral, contre 168 grands électeurs (et 39 % des suffrages) pour le président George Bush[18].

En 1996, opposé cette fois au républicain Bob Dole, Clinton a de nouveau accordé peu d'importance aux questions de politique étrangère durant sa campagne. Au contraire, les questions de politique interne comme les baisses d'impôts, l'amélioration des systèmes d'assurance santé (*Medicare* et *Medicaid*), la politique sur l'avortement et le contrôle des armes à feu ont dominé les débats électoraux[19]. De façon similaire, lors de la campagne de 2000, la politique étrangère était un thème secondaire pour George W. Bush[20]. Sa faible connaissance des affaires internationales explique en grande partie pourquoi il s'est concentré sur les enjeux de politique intérieure pour être élu à la Maison-Blanche[21]. Opposé à Al Gore, ancien vice-président des États-Unis et l'un des principaux conseillers de politique étrangère de Clinton de 1993 à 2001, Bush voulait à tout prix éviter d'être pris au piège en débattant avec son adversaire des enjeux de politique extérieure. Toutefois, un autre élément explique pourquoi Bush n'a pas centré sa campagne sur les thèmes de politique étrangère : ceux-ci n'étaient tout simplement pas prioritaires dans l'esprit des électeurs en 2000. Ici réside le deuxième impact de la fin de la guerre froide sur les présidentielles américaines : entre 1991 et les événements du 11 septembre 2001, seule une proportion marginale d'Américains estimait que les questions de défense et de sécurité représentaient les problèmes les plus importants auxquels les États-Unis devaient faire face[22].

Dans le cadre de son programme de recherche sur les *National Election Studies* (NES), le Center for Political Studies (CPS) de l'Université du Michigan[23] a, au cours de toutes les élections présidentielles

---

17. William G. Hyland (1999). *Clinton's World : Remaking American Foreign Policy*, Westport et Londres, Praeger, p. 16.
18. Thomas E. Cronin et Michael A. Genovese, *op. cit.*, p. 34.
19. Paul R. Abramson, John H. Aldrich et David W. Rohde, *op. cit.*, p. 2.
20. Ivo H. Daalder et James M. Lindsay (2003). *America Unbound : The Bush Revolution in Foreign Policy*, Washington, D.C., Brookings Institution Press, p. 48.
21. Richard K. Herrmann et Michael J. Reese (2004). « George W. Bush's Foreign Policy », dans Colin Campbell et Bert A. Rockman (dir.), *The George W. Bush Presidency : Appraisals and Prospects*, Washington, D.C., CQ Press, p. 218.
22. Ivo H. Daalder et James M. Lindsay, *op. cit.*, p. 48.
23. Pour plus de détails, voir le site du CPS : <http://www.isr.umich.edu/cps/> (mai 2004).

depuis 1948, demandé à un échantillon d'électeurs américains : « Quel est l'enjeu le plus important sur lequel votre gouvernement doit se concentrer ? » À l'occasion des élections de 1992 et de 1996, le CPS a observé qu'à peine 3 % et 5 % respectivement des Américains croyaient que les affaires internationales et les questions de défense devaient être les priorités de la Maison-Blanche et du Congrès américain. Inversement, toujours pour les années 1992 et 1996, 92 % et 85 % disaient que les questions économiques (le chômage, l'inflation, le déficit et les dépenses gouvernementales) et sociales (la loi et l'ordre, l'avortement, le contrôle des armes à feu, les soins de santé ou encore l'éducation) étaient les enjeux les plus importants des élections[24]. Dans le cas des présidentielles de 2000, les sondeurs du *Voter News Service Exit Poll* ont obtenu des résultats analogues à ceux obtenus par le CPS en 1992 et en 1996. À la question « Quelle doit être la priorité du prochain président ? », 30 % des électeurs interrogés ont répondu l'éducation, 26 % les réductions d'impôts, 23 % la sécurité sociale, 11 % le système d'assurance médicaments, et moins de 10 % la politique étrangère, ce qui montre le faible impact de cette dernière sur le vote des électeurs[25].

En raison des événements du 11 septembre 2001, les questions de politique étrangère, de sécurité et de défense ont toutefois regagné de l'importance aux États-Unis. Comme le démontre l'exemple de l'élection de 2004, George W. Bush et John Kerry ont fait campagne à la fois sur les thèmes de politique intérieure et de politique extérieure. En outre, des enjeux comme la lutte globale contre le terrorisme et la guerre en Irak ont compté pour beaucoup dans l'évaluation que les électeurs ont faite des candidats.

L'APRÈS-11 SEPTEMBRE 2001 ET LE REGAIN D'IMPORTANCE DES ENJEUX DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE POUR LES PRÉSIDENTIELLES

Quand on observe les développements de l'élection présidentielle de 2004, deux réalités sont particulièrement importantes pour en comprendre le contexte, et donc pour cerner l'influence de la politique étrangère des États-Unis et des événements internationaux sur les élections présidentielles.

24. Données recueillies dans Paul R. Abramson, John H. Aldrich et David W. Rohde, *op. cit.*, p. 124.
25. James W. Ceaser et Andrew E. Busch (2001). *The Perfect Tie : The True Story of the 2000 Presidential Election*, Lanham, Rowman & Littlefield, p. 34-35.

Premièrement, en 2004, l'économie américaine se porte mal. Entre janvier 2001 et novembre 2004, les États-Unis ont été touchés par d'importantes pertes d'emploi ainsi que par un déficit budgétaire et commercial sans précédent (voir le chapitre sur les enjeux de politique intérieure).

Deuxièmement, dans l'esprit des Américains, les États-Unis sont aux prises avec deux problèmes cruciaux de politique étrangère, le terrorisme et la reconstruction de l'Irak. D'une part, les événements du 11 septembre 2001 ont eu un tel retentissement aux États-Unis qu'ils ont rassemblé les Américains autour de la Maison-Blanche, et derrière elle le Congrès, les républicains et les démocrates, autour de l'idée que la lutte globale contre le terrorisme devait être la priorité de la politique étrangère américaine. Un peu comme l'URSS durant la guerre froide, le terrorisme transnational est aujourd'hui défini comme une « menace » d'envergure par les Américains. De même que l'endiguement du communisme avait été l'élément central de la stratégie globale américaine entre 1947 et 1991, la lutte globale contre le terrorisme est désormais « l'étoile qui guide[26] » la politique extérieure de la superpuissance américaine. D'autre part, en mars 2003, en décidant d'intervenir militairement en Irak pour renverser le régime de Saddam Hussein, George W. Bush a engagé les États-Unis dans une guerre qui se poursuit durant la campagne présidentielle de 2004. Ainsi, comparativement aux élections de 2000 et de 1996, celle de 2004 s'est distinguée de deux façons : d'un côté, sur le plan de la politique intérieure, elle s'est déroulée à un moment où l'économie américaine éprouvait des difficultés considérables ; et de l'autre côté, sur le plan de la politique étrangère, de sécurité et de défense, elle a eu lieu dans l'atmosphère de crise créée par les attaques terroristes de New York et de Washington, et dans un climat de guerre, puisque plus de 100 000 soldats américains sont en Irak, malgré l'annonce, de la « fin des affrontements majeurs » le 1er mai 2003, par George W. Bush, à bord du *USS Abraham Lincoln*.

En raison des nombreuses pertes d'emplois et de l'ampleur du déficit budgétaire, il était peu probable que l'économie ne soit pas l'un des principaux enjeux de la campagne de 2004. À ce sujet, dès le début des primaires démocrates et à plusieurs reprises par la suite, John Kerry a répété qu'il adopterait des politiques différentes de celles des républicains et, notamment, qu'il regarnirait les coffres du gouvernement fédéral en réduisant certaines exemptions d'impôts[27]. En dépit de ces prises de position, les efforts de Kerry en matière de politique économique ont souvent été éclipsés par les enjeux de politique étrangère

26. Expression empruntée à Joseph S. Nye Jr. (2002). « The American National Interest and Global Public Goods », *International Affairs*, vol. 78, nº 2, p. 233.

27. Jim VandeHei et Jonathan Weisman (8 avril 2004). « Kerry Targets Budget Deficit : New Proposals Echo Clinton », *Washington Post*, p. A01.

comme la guerre en Irak[28]. Par exemple, en mars et en avril 2004, les affrontements armés entre les forces de la coalition et les rébellions chiite et sunnite ont causé la mort de nombreux civils irakiens et de soldats américains à Bagdad, Kirkouk, Ramadi, Haouidja et Falloujah[29]. Cela a forcé Bush et Kerry à délaisser les enjeux de politique intérieure et à se concentrer sur les thèmes de politique étrangère dans de nombreuses déclarations et apparitions publiques[30].

Tableau 6.1

Enjeux électoraux selon la sensibilité politique des répondants
(en pourcentage)*

	Total	Républicains	Démocrates	Indépendants
Irak	21	17	19	26
Économie	67	68	72	64
Sans opinion	12	16	9	10

* Ce tableau recense les réponses à la question suivante : Dans la perspective de l'élection présidentielle de cette année, lequel de ces enjeux est pour vous le plus déterminant, l'Irak ou l'économie ?

Source : Julien Toureille d'après les données de l'Université de Quinnipiac, sondage du 2 février 2004, <http://www.quinnipiac.edu/x9998.xml>.

Toutefois, selon des auteurs comme Ivo Daalder, la centralité des enjeux de politique étrangère pour l'élection de 2004 n'a pas seulement été le résultat des événements du 11 septembre 2001 et des développements de la guerre en Irak. Elle a également été souhaitée par le président Bush lui-même qui, dès le début de sa campagne, s'est présenté comme un chef de guerre (*war president*) et, par la suite, a voulu être jugé comme tel par les électeurs[31]. Ainsi, contrairement à Bill Clinton qui, en 1992 et en 1996, avait joué la carte du « président de la politique intérieure » (*domestic president*), George W. Bush a abordé l'élection de 2004 en se positionnant comme un candidat dont la principale mission est d'assurer la sécurité des Américains face au

28. Mitch Franck (9 avril 2004). « It's Still the Stupid Economy », *Time*, <http://www.time.com/time/election2004/columnist/frank/article 0,18471,609814,00.html> (avril 2004).

29. Karine Prémont (10 avril 2004). « Des corps calcinés, battus et mutilés, traînés dans les rues… Falloujah aura-t-il un impact auprès des Américains ? », Québec, *Le Soleil*, p. D5.

30. Adam Nagourney et Carl Hulse (8 avril 2004). « Battles in Iraq Bring Troubles for Bush and Kerry as Well », *The New York Times*, <http://www.nytimes.com/2004/04/08/politics/campaign/08POLI.html ?8br>.

31. Ivo Daalder, *op. cit.*, p. 21.

Tableau 6.2

La défense dans le programme des candidats à la présidence en 2004

	Défense antimissile	Effectifs militaires	Budgets militaires
George W. Bush	– a autorisé le déploiement de la défense antimissile à partir d'octobre 2004 ; – le financement de 9 milliards de dollars a été autorisé par la loi de finances pour 2004.	– ne prévoit pas d'accroissement des effectifs militaires ; – prévoit une augmentation moyenne des salaires militaires de 4 % pour 2004 ; – propose des investissements en vue de la rénovation des bâtiments d'habitation militaires ; – prévoit l'amélioration de la formation continue des militaires.	– a prévu une augmentation budgétaire de 4,2 % (soit un budget total de 379,9 milliards de dollars) pour le seul département de la Défense.
John Kerry	– est opposé au déploiement de la défense antimissile ; – est favorable aux traités de non-prolifération et de contrôle des armements ; – s'est opposé au retrait des États-Unis du traité ABM.	– propose d'augmenter les effectifs militaires ; – propose la mise en place d'un service national civil.	– est favorable au renouvellement du matériel militaire ; – est favorable à l'augmentation des salaires des militaires ; – est en faveur de l'augmentation des avantages sociaux au profit des militaires.
Ralph Nader	– est opposé au bouclier antimissile ; – est un virulent critique du surinvestissement dans le domaine militaire.	– critique le déploiement des forces sur des théâtres d'opération extérieurs.	– fustige l'appétit du complexe militaro-industriel.

D'après le dossier CNN, *America Votes 2004* : <http://edition.cnn.com/ELECTION/2004/special/president/issues/index.defense.html>, le dossier de la Chaire Raoul-Dandurand : <http://www.dandurand.uqam.ca/specialus/democrates/candidats.html> et les sites des candidats : <http://www.georgebush.com/NationalSecurity/Brief.aspx>, <http://www.votenader.org/>, <http://www.johnkerry.com/issues/foreignpolicy/> (mai 2004).

terrorisme et aux États qui le soutiennent[32]. Par exemple, à l'occasion d'un discours en Caroline du Nord le 5 avril 2004, Bush confiait à son auditoire son émotion lorsque, trois jours après le drame, il s'est rendu à *Ground Zero* : « *On September the 14th, 2001, I stood in the ruins of the Twin Towers. I'll never forget the day* [...] *I took it personally. I have a responsibility that goes on. I will never relent in bringing justice to our enemies. I will defend the security of America – whatever it takes*[33] ».

Il est dès lors possible d'expliquer – de trois manières – la décision de Bush de se définir comme un « président chef de guerre » et non comme un « président de la politique intérieure » durant les présidentielles de 2004.

Capitaliser sur le 11 septembre 2001

Premièrement, comme l'a indiqué David Frum, ancien rédacteur de discours du président Bush et auteur notamment du discours sur l'« axe du mal » de l'état de l'Union de janvier 2002, le 11 septembre 2001 a permis à Bush de sauver sa présidence. Il a fait oublier aux Américains que, lors de l'élection de 2000 les républicains avaient obtenu la Maison-Blanche à l'issue d'un douloureux contentieux judiciaire, et de surcroît, avec moins de suffrages populaires que le candidat démocrate Al Gore (voir le chapitre sur le système électoral)[34]. Parce que, dès le départ, ces deux réalités avaient considérablement miné la légitimité de la présidence de Bush, on peut penser qu'il aurait été beaucoup plus difficile pour le président de bénéficier de l'appui de sa population si les événements du 11 septembre ne s'étaient pas produits[35].

En effet, les attaques terroristes sur New York et Washington ont engendré un ralliement de la population américaine autour de Bush[36] : alors qu'à peine 55 % des Américains avaient, en moyenne, approuvé

32. « Better Ways to Attack George Bush »,*The Economist* (3 avril 2004), p. 11.
33. George W. Bush (5 avril 2004). « Speaking Clearly about the Challenges America Faces », Charlotte, NC, <http://www.cfr.org/campaign2004/pub6929/bush/speaking_clearly_about_the_challenges_america_faces.php> (mai 2004).
34. David Frum (2003). *The Right Man : The Surprise Presidency of George W. Bush*, New York, Random House.
35. À ce sujet, voir Barbara Sinclair (2004), « Context, Strategy, and Chance : George W. Bush and the 107th Congress », dans Colin Campbell et Bert A. Rockman (dir.), *The George W. Bush Presidency : Appraisals and Prospects*, Washington, D.C., CQ Press, p. 105-132.
36. George C. Edwards (2004). « Riding High in the Polls », dans Colin Campbell et Bert A. Rockman (dir.), *The George W. Bush Presidency : Appraisals and Prospects*, Washington, D.C., CQ Press, p. 22.

Les variables de la popularité des présidents américains et les élections présidentielles 2004 par Julien Toureille

Guy Lachapelle et Richard Nadeau identifient six variables de la popularité des présidents américains, deux d'ordre international et quatre d'ordre interne :

1. le ralliement en situation de crise ;
2. les coûts d'une implication militaire prolongée ;
3. la prospérité économique ;
4. l'usure du pouvoir ;
5. l'intégrité du président ;
6. la personnalité des acteurs politiques.

Ils émettent l'hypothèse que « les variables relatives à la gestion présidentielle des enjeux internationaux [jouent] un rôle beaucoup plus important que les préoccupations d'ordre domestique » en période d'implication militaire à l'étranger et de tension internationale. Conformément au modèle de Richard Nadeau et Guy Lachapelle, la menace terroriste et l'implication militaire en Irak conféreraient donc aux variables internationales une importance supérieure par rapport aux questions intérieures (voir le chapitre sur les enjeux intérieurs des élections présidentielles).

Source : Julien Toureille, d'après Richard Nadeau et Guy Lachapelle (1989), « Facteurs explicatifs des fluctuations de la popularité du président Reagan », *Politique*, n° 16, automne, p. 37-40.

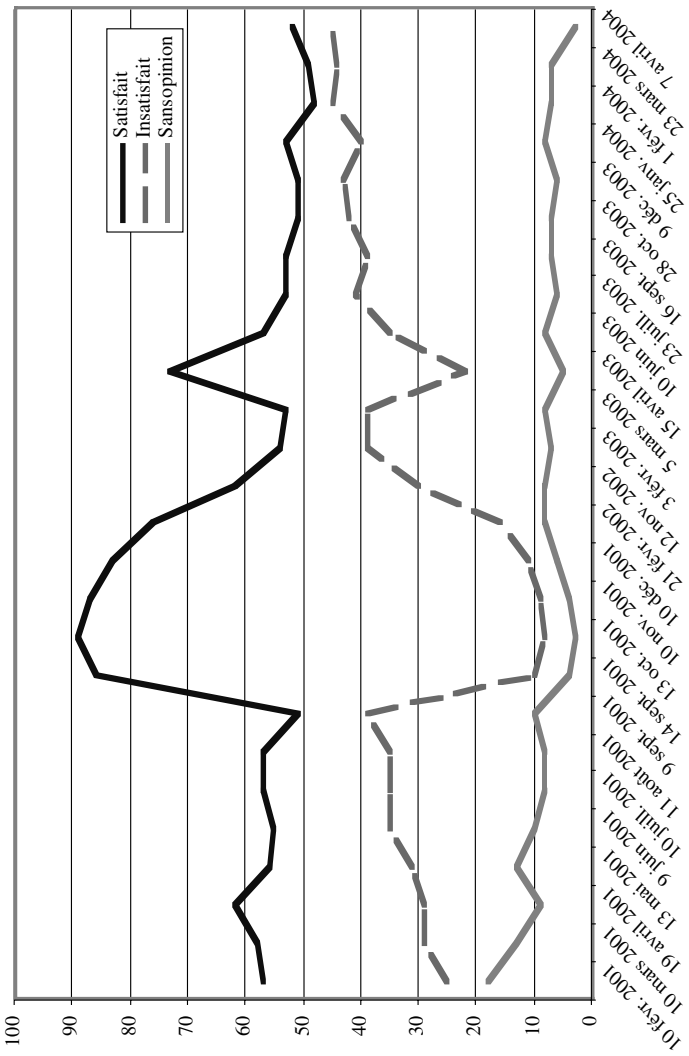
sa présidence depuis janvier 2001, les taux de popularité de Bush ont atteint 90 % après le 11 septembre et sont rarement passés sous la barre des 60 % avant l'été 2003[37].

En se présentant comme « un président – chef de guerre » en 2004, la stratégie de Bush aurait donc été de continuer de profiter du capital politique et de la popularité qu'ont procurés au président les événements du 11 septembre. Par exemple, Bush pouvait rappeler à sa population que la chute du régime taliban en Afghanistan et la capture de plusieurs membres importants d'Al-Qaida faisaient des républicains une équipe plus expérimentée et donc mieux placée que les démocrates pour prévenir de nouvelles attaques en sol américain. En outre, devant la « menace » terroriste, la Maison-Blanche pouvait toucher la fibre patriotique des électeurs requérant l'appui de la nation pour la protéger du danger. C'est d'ailleurs dans cet esprit que les

37. Voir *Washington Post*, « Bush Approval Ratings », <http://www.washingtonpost.com/wp-srv/politics/daily/graphics/bush_approval_030704.html> (mai 2004).

Figure 6.1

Popularité du président Bush, février 2001 – avril 2004



Source : Julien Toureille, d'après les sondages effectués par l'Université Quinnipiac.

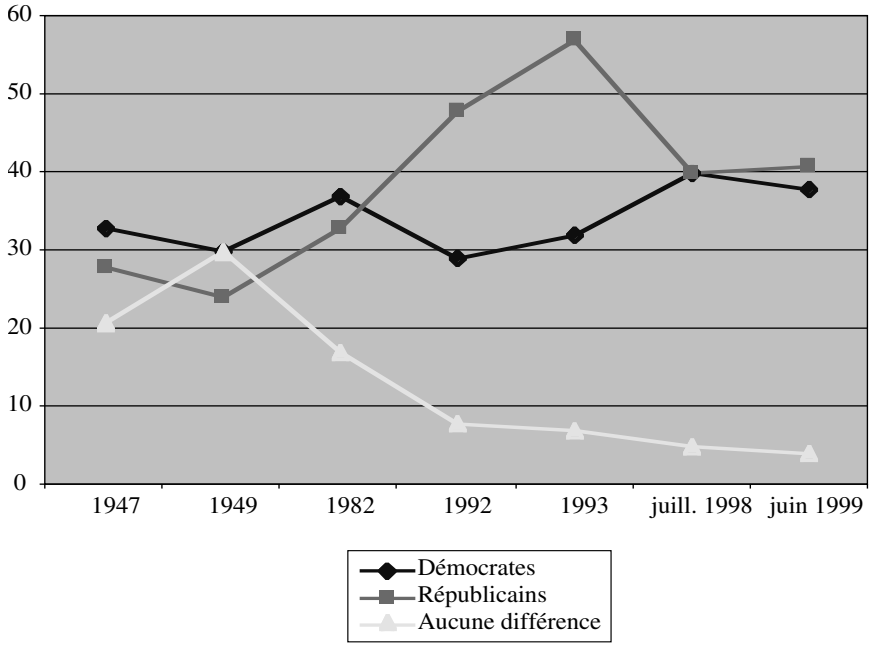
républicains ont choisi de tenir la convention nationale de leur parti à New York du 30 août au 2 septembre 2004, soit quelques jours à peine avant le troisième anniversaire des attentats terroristes contre le World Trade Center[38].

Les républicains comme parti de la sécurité

Une deuxième raison pour laquelle Bush s'est défini comme un « président – chef de guerre » durant l'élection de 2004 tient au fait que les stratèges politiques de Bush, notamment son directeur de campagne Karl Rove, ont pris en compte le fait que les républicains ont généralement plus de succès que les démocrates lorsque les thèmes

Figure 6.2

Le parti politique préféré des Américains pour mener la politique étrangère des États-Unis

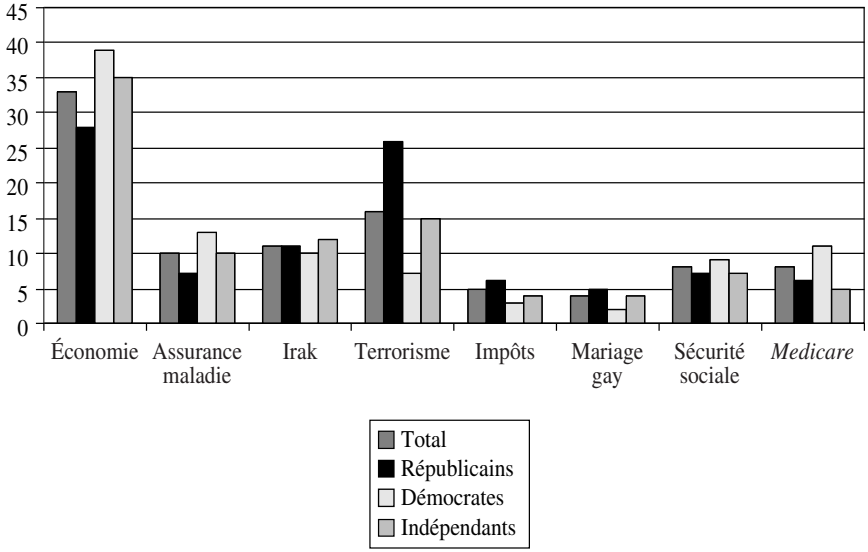


Source : Miroslav Nincic (2004). « Elections and U.S. Foreign Policy », dans Eugene Wittkopf et James M. McCormick (dir.), *The Domestic Sources of American Foreign Policy : Insights and Evidence,* 4e éd., Lanham, Rowman & Littlefield, p. 121.

38. Gerard Toal (novembre 2003). « "Just Out Looking for a Fight" : American Affect and the Invasion of Iraq », *Antipode*, vol. 35, nº 5, p. 868.

Figure 6.3

Les enjeux électoraux en fonction de l'appartenance politique (mars 2004)



Source : Julien Toureille, d'après les données de l'Université de Quinnipiac <http://www.quinnipiac.edu/x10666.xml> (mai 2004).

de politique étrangère et de sécurité nationale sont centraux durant une élection[39]. Depuis la présidence de Reagan, quand on demande aux Américains à quel parti ils font le plus confiance pour mener la politique extérieure des États-Unis, les républicains devancent très souvent les démocrates, parfois de 20 ou 30 points.

Ainsi, comme l'expliquent Joseph Pika, Zelma Mosley et Richard Watson, dans l'esprit de la population américaine les démocrates ont peut-être une image plus positive que les républicains sur le plan de la politique interne depuis le *New Deal* de Franklin Delano Roosevelt. En revanche, les républicains réussissent presque toujours à s'imposer comme le parti le plus résolu et le plus apte à assurer la sécurité des Américains[40]. En faisant de la lutte contre le terrorisme l'un des principaux thèmes de sa campagne, Bush aura donc voulu exploiter cet avantage traditionnel des républicains en politique étrangère : il s'est présenté comme un président déterminé et solide (*strong leader*), en

39. Ivo Daalder, *op. cit.*, p. 24.
40. Joseph A. Pika, Zelma Mosley et Richard A. Watson, *op. cit.*, p. 139.

dépeignant John Kerry comme un candidat incarnant la faiblesse et l'insécurité (*weak leader*). De même, parce que les Américains disent souvent que les démocrates représentent « le meilleur parti pour les travailleurs[41] », les républicains ont cherché à contrôler le programme des discussions et des débats de la campagne de 2004 de façon à ce qu'ils rappellent le moins possible les difficultés économiques des États-Unis. À cet égard, en multipliant les déclarations enthousiastes et simplificatrices (« [*America is*] *entering into an economy that is just so fantastic and exciting* »), Bush a retrouvé l'attitude pragmatique qui lui avait valu tant de succès après le 11 septembre, en laissant de côté les aspects négatifs de ses politiques pour n'en souligner que les éléments positifs, fussent-ils hypothétiques. L'explication de George Edwards va d'ailleurs dans ce sens : « *One pattern of White House public relations efforts* [can be] *described as "compromise quietly, claim victory loudly"* [...] *The administration would rather public commentary focus on the size of the president's victory rather than on whether there was a victory*[42] ».

Les effets du 11 septembre 2001 sur l'électorat

La troisième raison pour laquelle Bush a décidé d'accorder une grande importance aux enjeux de politique étrangère et de sécurité nationale est que, contrairement à ce qui s'était produit durant les présidentielles de 1996 et de 2000, une proportion substantielle d'Américains jugeait ces questions prioritaires en 2004. La raison en est simple : les événements du 11 septembre et l'intervention en Irak ont amené les électeurs américains à s'intéresser à la fois à la politique extérieure et à la politique intérieure de leur pays. Ainsi, d'après un sondage d'avril 2004 de l'Associated Press, 21 % des Américains interrogés disaient que le problème le plus important auquel les États-Unis doivent faire face est le terrorisme, 19 % le chômage, 18 % l'économie et 14 % la guerre[43]. De façon analogue à ce qui s'est passé durant la guerre froide, l'humeur des électeurs a donc poussé les candidats à prendre position sur de nombreuses questions internationales. Comme pour Eisenhower et Stevenson en 1952, alors qu'il s'agissait de débattre les stratégies pour composer avec le communisme et l'URSS, en 2004 Bush et Kerry ont

41. Adam Nagourney (15 avril 2004). « Bush Takes Strategic No-Remorse Stance », *The New York Times*, <http://www.nytimes.com/2004/04/15/politics/15MEMO.html> (mai 2004).

42. George C. Edwards, *op. cit.*, p. 27.

43. Will Lester (13 avril 2004). « Poll : Public Focus Moves toward Terrorism », The Associated Press, <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/articles/A8816-2004Apr13.html> (mai 2004).

dû dire aux Américains comment ils entendaient prévenir un nouveau 11 septembre et exposer la marche à suivre pour reconstruire l'Irak et protéger les soldats américains[44].

Pour George W. Bush, la décision de faire campagne comme « président – chef de guerre » n'a toutefois pas été entièrement positive. Son administration s'est retrouvée dans une situation délicate lorsque la population américaine a eu de bonnes raisons de croire que la politique étrangère de ses dirigeants n'était pas un aussi grand succès qu'ils le prétendaient. Dans le cas de l'Irak, l'incapacité à trouver les présumées armes de destruction massive (ADM) de Saddam Hussein, ajoutée aux pertes quotidiennes de soldats américains dans des villes comme Bagdad, donné une image négative du président, à tel point qu'à partir de mars 2004, 55 % de la population américaine désapprouvait la guerre (comparativement à 30 % en juin 2003). De la même façon, en avril 2004, l'audition de Condoleezza Rice devant la commission d'enquête nationale sur les attentats du 11 septembre a quelque peu obéré l'image de Bush[45]. Selon Kathleen Hall Jamieson, elle a semé des doutes dans l'esprit des Américains quant à l'efficacité de la lutte contre le terrorisme, car la conseillère à la Sécurité nationale a paru sur la défensive en répondant aux allégations de Richard Clarke, ancien conseiller présidentiel sur le terrorisme, qui a accusé les républicains d'avoir négligé la « menace » représentée par Al-Qaida avant les attaques de New York et de Washington[46].

Comme le démontrent les exemples de la guerre en Irak et de la lutte contre le terrorisme, il arrive donc que la politique étrangère joue un rôle déterminant lors d'élections où le président sortant se représente : de telles élections prennent souvent l'allure d'une élection plébiscite, dans laquelle les Américains votent avant tout selon leur évaluation de la compétence et de l'efficacité de l'administration en place. Dans ce contexte, des échecs de politique étrangère risquent de se traduire en défaite électorale pour le président qui cherche à être réélu. C'est ainsi qu'en 1980, comme nous l'avons mentionné précédemment, la crise des otages en Iran a fait chuter la popularité de Carter et a contribué à lui faire perdre l'élection face à Reagan. En 2004, la détérioration de la situation en Irak menaçait d'engendrer une situation similaire pour Bush, car elle symbolisait pour plusieurs les échecs de sa politique étrangère. Voyant là l'occasion d'obtenir la reconnaissance et l'appui des Américains, John Kerry a multiplié les

---

44. Voir par exemple Richard W. Stevenson et Douglas Jehl (14 avril 2004), « Bush Asserts "We Must Not Waver" on Terror or Iraq », *The New York Times ;* David Halfbinger (15 avril 2004), « Kerry Urges Bush to Share Responsibility with UN », *The New York Times*.

45. Éric Leser (9 avril 2004). « 11 septembre 2001 : Mme Rice défend pied à pied l'administration Bush », *Le Monde*.

46. Citée par Maura Reynolds (9 avril 2004). « Testimony Paints Image of Passive Inner Circle », *The Los Angeles Times*.

apparitions publiques où il développait une vision du rôle des États-Unis en Irak différente de celle des républicains[47]. Toutefois, Kerry a buté contre des réalités qui montrent que les élections où le président sortant se représente ne comportent pas que des désavantages pour celui-ci[48]. Par exemple, Bush était, dès le départ, connu d'un plus grand nombre d'Américains que son opposant. Il n'avait donc pas à faire d'aussi grands efforts que Kerry, notamment du côté des campagnes publicitaires[49]. En outre, comparativement aux actions des candidats ordinaires, celles du candidat-président font généralement l'objet d'une plus grande couverture médiatique. Cela a permis à Bush de contrôler beaucoup plus facilement que Kerry le programme des discussions et des débats de la campagne.

⁂

Depuis 1945, la politique extérieure des États-Unis et les événements internationaux ont eu un impact non négligeable sur les stratégies de campagne des candidats et sur le comportement des électeurs aux élections présidentielles. En règle générale, la place qu'occupent les enjeux de politique extérieure dans les élections est plus grande lorsque les Américains se sentent menacés. À cet égard, les périodes de la guerre froide et de l'après 11-septembre présentent une similitude frappante : face au communisme soviétique et au terrorisme transnational, les politiciens et les électeurs américains ont accordé une grande importance aux questions de politique étrangère durant les présidentielles. Au contraire, lorsque les Américains ne perçoivent aucune menace considérable à la sécurité nationale des États-Unis, comme ce fut le cas entre la fin de la guerre froide et le 11 septembre 2001, les candidats aux présidentielles et la population s'intéressent peu aux affaires internationales dans les campagnes et les élections. En 2004, même si certains enjeux de politique intérieure s'avèrent plus déterminants que les enjeux de politique étrangère, il n'en demeure pas moins que des questions comme le terrorisme et la guerre en Irak sont au cœur de la campagne et de l'élection présidentielles. Au fond, la quête de sécurité est au cœur du contrat social[50]. Dans la mesure

47. Par exemple, voir John Kerry (13 avril 2004), « A Strategy for Iraq », *Washington Post*, p. A19 ; (18 avril 2004), « Interview on NBC's "Meet the Press" ».

48. Nelson W. Polsby et Aaron Wildavsky, *op. cit.*, p. 85-87.

49. Mike Allen et Jim VandeHei (16 avril 2004). « Kerry Hopes to Cement Image with New Ads », *Washington Post*, p. A01.

50. Thomas Weko et John H. Aldrich (1998). « The Presidency and the Election Campaign : Framing the Choice in 1996 », dans Michael Nelson (dir.), *The Presidency & the Political System,* 5e éd., Washington, D.C., CQ Press, p. 278.

où les candidats aux présidentielles veulent à tout prix être élus[51], il reste à savoir jusqu'à quel point leurs stratégies de campagne peuvent jouer sur l'insécurité et la peur pour retirer des bénéfices aux urnes.

BIBLIOGRAPHIE

DAALDER, I. et J. LINDSAY (2003). *America Unbound : The Bush Revolution in Foreign Policy*, Washington, D.C., Brookings Institution Press.

EDWARDS, G. (2004). « Riding High in the Polls », dans C. Campbell et B. Rockman (dir.), *The George W. Bush Presidency : Appraisals and Prospects*, Washington, D.C., CQ Press, p. 16-45.

NINCIC, M. (2004). « Elections and U.S. Foreign Policy », dans Eugene Wittkopf et James M. McCormick (dir.), *The Domestic Sources of American Foreign Policy : Insights and Evidence*, 4e éd., Lanham, Rowman & Littlefield, p. 117-127.

POLSBY, N. et A. WILDAVSKY (2000). *Presidential Elections : Strategies and Structures of American Politics*, 10e éd., New York et Londres, Chatham House Publishers.

WAYNE, S. (2000). *The Road to the White House 2000 : The Politics of Presidential Elections*, Boston et New York, Bedford/St. Martin's.

51. James W. Davis (1995). *The American Presidency,* 2e éd., Westport, Praeger, p. 78.

CHAPITRE 7

La place des enjeux de politique intérieure dans les élections présidentielles américaines

Anne-Marie D'Aoust
et Frédérick Gagnon

En 1925, dans *The Phantom Public*, Walter Lippman expliquait que les enjeux politiques ne déterminent pas, à eux seuls, l'issue des élections présidentielles[1]. Pour qu'un enjeu politique influence le vote des électeurs, il faut que soient réunies trois conditions : premièrement, l'électeur doit avoir conscience de l'existence de cet enjeu ; deuxièmement, il doit se sentir personnellement concerné ; et, troisièmement, il doit percevoir qu'un candidat représente plus clairement qu'un autre son opinion[2]. Si ces trois critères ne sont pas remplis, les enjeux influencent peu les électeurs, qui se concentrent alors sur l'image des candidats et sur des considérations partisanes pour élire leur président. Il reste cependant que l'état de la politique intérieure des États-Unis donne souvent lieu à d'importants débats sur les décisions et les stratégies du gouvernement fédéral pour assurer le bien-être de ses citoyens. C'est notamment le cas lorsque l'économie américaine connaît des difficultés : les questions liées à l'emploi ou à l'inflation occupent alors une place centrale dans l'esprit des électeurs et, ce faisant, dans la stratégie des candidats. « *All politics is local* », disait Tip O'Neill, président démocrate de la Chambre des représentants de 1977 à 1986, pour expliquer la dépendance des politiciens vis-à-vis de leur électorat[3]. En effet, malgré la nature plus nationale et internationale que locale de la fonction et du rôle du président, celui-ci doit prendre en compte les préoccupations quotidiennes et fondamentales de ses concitoyens.

C'est pourquoi les enjeux de politique intérieure sont déterminants, comme le montre la position des candidats aux présidentielles au cours de la campagne électorale 2004.

LES ENJEUX DE POLITIQUE INTÉRIEURE DANS LES CAMPAGNES PRÉSIDENTIELLES

Les enjeux de politique intérieure n'ont pas toujours occupé une place centrale dans les campagnes électorales présidentielles. Si cette place est aujourd'hui croissante, elle n'est pas dépourvue de tout lien avec la politique étrangère.

1. Walter Lippman (1925), *The Phantom Public*, New York, Harcourt, Brace, p. 55-57.
2. Joseph A. Pika, Zelma Mosley et Richard A. Watson (1992). *The Presidential Contest*, 4e éd., Washington, D.C., CQ Press, p. 135.
3. Tip O'Neill et Gary Hymel (1992). *All Politics is Local : And Other Rules of the Game*, Avon, Adams Media Corporation.

La place de la politique intérieure dans les campagnes présidentielles

Les questions de politique intérieure ont souvent été reléguées au second plan des campagnes présidentielles pendant la guerre froide. Devant la menace communiste, la politique étrangère semblait être au cœur des préoccupations des candidats, malgré la mise en œuvre de projets sociaux d'envergure. La place des enjeux cruciaux de politique intérieure a néanmoins beaucoup évolué au fil de la vie politique américaine. Des débuts de la république jusqu'à la guerre de Sécession, la consolidation du territoire américain a été sans aucun doute l'un des enjeux déterminants de la politique intérieure. L'annexion de nouveaux États, le maintien de l'équilibre entre les États esclavagistes et libres au sein de l'Union, ainsi que les politiques touchant les peuples amérindiens ont ainsi constitué les débats de politique intérieure du XIXe siècle. Au XXe siècle, la politique intérieure a surtout été marquée par des débats autour de l'économie, de la pauvreté et des droits civiques. Le *New Nationalism* de Theodore Roosevelt, le *New Deal* de Franklin D. Roosevelt, la *New Frontier* de John F. Kennedy ou encore la *Great Society* de Lyndon B. Johnson sont autant de programmes de réformes internes promus par des candidats aux élections présidentielles. Malgré l'ampleur de ces programmes, leur envergure et leur réalisation ont souvent été compromises par d'autres priorités, notamment celles de politique étrangère, particulièrement au cours de la guerre froide. En fait, Bill Clinton, en 1992, est le premier président américain depuis Franklin D. Roosevelt à être élu sur une plate-forme électorale presque exclusivement centrée autour des enjeux politiques domestiques[4] : de nouveau, les enjeux de politique intérieure se retrouvent à l'avant-scène des discours électoraux. George W. Bush a poursuivi dans la même voie lors de sa campagne de 2000 et, en 2004, les enjeux de politique intérieure demeurent au cœur des débats.

La nature des enjeux de politique intérieure

La « politique intérieure » recouvre un grand nombre d'enjeux politiques. Cette notion inclut traditionnellement les questions liées à l'éducation, à la santé et aux droits individuels[5]. Au fil du temps, de nouveaux enjeux sont venus se greffer à cette liste, notamment la recherche et le traitement contre le VIH/sida, les pandémies et autres

4. Joseph A. Pika, John A. Maltese et Norman C. Thomas (2002), *op. cit.*, p. 284.
5. Les unités administratives impliquées dans des questions de politique intérieure sont nombreuses : ces questions concernent au moins 13 des 15 agences de cabinet (*cabinet agencies*). Sur la typologie des politiques intérieures, voir Theodore J. Lowi (1964), « American Business, Public Policy, Case Studies, and Political Theory », *World Politics*, vol. 16, nº 4, p. 677-715 ; Douglas D. Heckathorn et Steven M. Marer (1990), « The Conceptual Architecture of Public Policy : A Critical Reconstruction of Lowi's Typology », *Journal of Politics*, vol. 52, nº 4, p. 1101-1123.

maladies graves, les questions environnementales et les problèmes de stupéfiants[6]. Petit à petit, l'élargissement de cette catégorie est venu brouiller la distinction entre politique intérieure et politique externe au point où l'on a parfois l'impression qu'il s'agit de politiques globales plutôt que de politiques nationales (intérieures ou extérieures). De nombreux enjeux de politique étrangère, par exemple la lutte contre le terrorisme ou les politiques en matière d'immigration, sont défendus au nom d'impératifs de politique intérieure. Ce glissement de la rhétorique facilite la légitimation de certaines politiques traditionnellement extérieures, qui semblent relever de l'intérêt national. La guerre contre la drogue menée en Colombie, qui constitue un exemple probant. Ainsi, même si George Bush père déclarait en 1989 que le plus grave des enjeux nationaux était la drogue (« *the gravest domestic threat facing our nation today is drugs* »)[7], la politique qu'il choisit de mener (imité en cela par ses successeurs) fut d'intervenir en Colombie contre les cartels de drogue : « *The Colombian cartels which control the cocaine industry constitute an unprecedented threat* […] *to the national security of the United States.* […] *They exact enormous costs in terms of violence, low economies productivity, and misery across the nation*[8]. » La guerre en Irak, justifiée par George W. Bush par la sécurité du territoire américain, obéit à la même logique. Les candidats aux présidentielles ont donc avantage à présenter et à mettre en évidence l'impact et l'importance interne des politiques étrangères, notamment celles qui concernent l'économie ou les interventions armées.

Certaines mesures, relevant ou découlant d'impératifs de politique étrangère, ont une incidence directe sur la politique intérieure. Ainsi, les débuts de la guerre froide, caractérisée par une lutte contre l'URSS et l'extension du communisme, ont vu la naissance de nouvelles institutions bureaucratiques (comme le FBI et la CIA) avec la mise en place du *National Security Act* de 1947[9]. Le maccarthysme,

---

6. « Domestic Policy », *AmericanPresident.org*. Site Internet conçu et mis à jour par le Miller Center of Public Affairs, University of Virginia, 21 mai 2004. <http://www.americanpresident.org/action/domestic_policy/> (mai 2004), p. 1.
7. George H. Bush (1989). « Address to the Nation on the National Drug Control Strategy », 5 septembre 1989, cité dans David Campbell (1998 [1992]), *Writing Security : United States Foreign Policy and the Politics of Identity*, Minneapolis, University of Minnesota Press, p. 172.
8. Rapport Kerry, Sénat des États-Unis, « Subcommitee on Terrorism, Narcotics and International Operations », *Drugs, Law Enforcement and Foreign Policy*, 100e Congrès, 2e session, PRT. 100-165, Washington, D.C., 1989, p. 1.
9. Pour une discussion détaillée sur l'émergence et la transformation de la bureaucratie américaine dans les débuts de la guerre froide, consulter Michael J. Hogan (1998), « Magna Charta : The National Security Act and the Specter of the Garrison State », dans *A Cross of Iron : Harry S. Truman and the Origins of the National Security State, 1945-1954*, New York, Cambridge University Press, p. 1-68 ; David Grondin (2004), « (Re)Writing the National Security State : Why and How Realists (Re)Built the(ir) Cold War », *Center for United States Studies Occasional Papers*, Montréal, Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques.

qui a profondément affecté la vie politique américaine, dérivait directement de la lutte, hors des frontières, contre l'expansion du communisme. Plus récemment, la mise en œuvre du *Patriot Act* et la création du Homeland Security Department, à la suite des attaques terroristes du 11 septembre, ont rendu plus ténue la distinction entre politique intérieure et politique étrangère. En effet, le Homeland Security Department a pour mission de veiller à la protection du territoire national, que les menaces proviennent de l'intérieur des frontières américaines ou non. Ses activités se concentrent ainsi sur des enjeux aussi divers que les désastres naturels, les menaces terroristes, les risques informatiques, la protection des infrastructures critiques (comme les aéroports, les gares, etc.), la protection des frontières et le renforcement des lois relatives à l'immigration[10].

En somme, les enjeux touchant à la politique intérieure (ou présentés comme tels) sont importants dans les campagnes présidentielles, car ils affectent directement la nation américaine et contribuent non seulement à son identification collective, mais aussi à l'orientation que le peuple souhaite se donner en tant que société tant sur le plan social que sur le plan politique. Il est donc logique que la lutte entre le président sortant George W. Bush et son opposant démocrate John Kerry repose sur des enjeux de politique intérieure, qui mettent en relief leurs conceptions opposées en matière d'éducation, d'économie ainsi que de droits et de libertés civiles.

LES ENJEUX FONDAMENTAUX DE LA CAMPAGNE 2004

Menées sous des bannières différentes (le *Real Deal* de Kerry fait ainsi face au *Yes America Can* de Bush), les campagnes des deux candidats en matière de politique intérieure traduisent la vision de la société américaine qu'ils tentent de promouvoir afin d'attirer l'électorat. De façon somme toute assez classique, elles développent deux axes principaux, l'un économique et l'autre social.

Les enjeux économiques

Comme c'est souvent le cas, les enjeux économiques figurent parmi les plus importants de l'élection présidentielle de 2004. Selon un sondage mené conjointement par *ABC News* et le *Washington Post,* sept mois avant le vote de novembre 65 % des Américains considéraient

10. Voir le site du Homeland Security Department : <http://www.dhs.gov/dhspublic/theme_ home6.jsp> (mai 2004).

que l'économie était « très importante[11] ». La tendance des élections de 1992, 1996 et 2000 s'est donc poursuivie en 2004 : les candidats aux présidentielles et la population américaine accordent une importance considérable aux thèmes économiques, particulièrement aux questions liées à l'emploi, au chômage et aux dépenses et déficits du gouvernement fédéral[12]. En 2000, alors que George W. Bush et Al Gore étaient les deux principaux prétendants à la présidence, les électeurs se demandaient quel candidat était le plus susceptible de protéger les intérêts économiques des Américains. De façon schématique, les plus nantis ont voté pour Bush, plus à l'écoute de leurs demandes et de celles de la grande entreprise, tandis que Gore s'est attiré les voix de la classe moyenne et des éléments les plus défavorisés de la société américaine, car il paraissait plus sensible à l'amélioration de la qualité de vie de ces catégories sociales[13].

En 2004, des considérations similaires pourraient influencer la décision des Américains[14]. Toutefois, contrairement à l'élection de 2000, celle de 2004 se déroule dans un contexte où l'économie américaine connaît des difficultés réelles. Deux réalités ont de ce fait façonné le contexte et le déroulement de l'élection présidentielle.

L'emploi

Près de 3 millions d'individus ont perdu leur emploi aux États-Unis durant le premier mandat de George W. Bush[15], ce qui représente la pire performance d'un président en matière d'emploi depuis la présidence de Herbert Hoover et la crise économique des années 1930[16]. Les statistiques du U.S. Department of Labor montrent d'ailleurs que l'administration Bush a été la première depuis celle de George Bush

---

11. *Washington Post*, « Washington Post-ABC News Poll : War in Iraq and 2004 Elections », 19 avril 2004, <http://www.washingtonpost.com/wp-srv/politics/polls/vault/stories/trend041804.html> (mai 2004).
12. John H. Kessel (2004). « Views of the Voters », dans Herbert F. Weisberg et Clyde Wilcox (dir.), *Models of Voting in Presidential Elections : The 2000 U.S. Election*, Stanford, Stanford University Press, p. 72.
13. *Ibid.*, p. 73.
14. Selon un sondage du *Washington Post* d'avril 2004, 44 % des Américains considèrent que Bush se soucie avant tout des éléments les plus riches de la société américaine, tandis qu'un nombre marginal dit qu'il défend avant tout les intérêts de la classe moyenne. Voir Dana Milbank et Richard Morin, « Fewer Say Bush Is Serving Middle Class », *Washington Post*, 4 avril 2004, p. A06.
15. Comme l'indique le U.S. Department of Labor, le nombre d'Américains sans emploi est passé de 6 801 000 à près de 9 millions entre 2001 et 2004. Voir <http://data.bls.gov/servlet/SurveyOutputServlet> (mai 2004).
16. Mike Glover, « Kerry says Bush consistently misleads the nation on economy, health care, war », Associated Press, 16 mars 2004 ; <http://www.boston.com/news/politics/president/bush/articles/2004/03/16/kerry_says_bush_consistently_misleads_the_nation_on_economy_health_care_war/> (mai 2004).

Tableau 7.1

Créations et pertes d'emplois aux États-Unis depuis 1989
(en milliers d'emplois)

		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Présidence de George H.W. Bush	1989	262	258	192	173	118	117	39	47	249	111	277	95
	1990	335	253	221	34	149	19	–47	–204	–84	–164	–146	–57
	1991	–120	–300	–156	–217	–122	80	–50	19	33	8	–58	26
	1992	52	–71	59	156	127	56	74	137	37	173	144	213
Présidence de Bill Clinton	1993	307	237	–46	307	273	164	300	159	240	279	263	302
	1994	270	192	468	357	339	310	359	303	354	206	425	270
	1995	321	211	220	163	–9	227	71	278	239	149	144	140
	1996	–18	435	255	165	329	271	228	203	218	238	292	177
	1997	229	294	317	291	262	246	276	–7	506	339	307	298
	1998	268	185	148	278	401	205	121	355	221	192	285	344
	1999	113	396	124	382	214	257	295	193	187	422	295	294
	2000	194	146	493	308	231	–25	160	–28	89	30	183	124
Présidence de George W. Bush	2001	–53	104	15	–271	1	–150	–115	–141	–267	–361	–332	–212
	2002	–165	–90	43	–68	2	25	–111	11	–47	83	–37	–209
	2003	94	–159	–110	–20	–28	–14	–45	–25	67	88	83	8
	2004	159	83	337*	288*								

* Estimations

Source : Bureau of Labor Statistics, <http://www.bls.gov/home.htm> (mai 2004).

père à enregistrer des pertes d'emplois durant plusieurs mois consécutifs. Comme le remarque Benn Steil, le secteur d'emploi le plus touché entre 2001 et 2004 a été le secteur manufacturier (automobile, textile, etc.), notamment en raison de l'amélioration des technologies dans les usines et de la délocalisation des activités productives de grandes compagnies américaines vers des pays étrangers[17].

Du coup, John Kerry a, durant sa campagne, proposé un plan économique qui devait lui permettre de créer 10 millions d'emplois en l'espace de quatre ans[18], fondé sur le remodelage de la fiscalité pour entraver les délocalisations d'entreprises à l'étranger et l'octroi de subventions aux compagnies s'engageant à maintenir leurs activités productives aux États-Unis. De son côté, George W. Bush a continuellement minimisé l'importance des pertes d'emplois aux États-Unis. Cela a particulièrement été le cas à partir du mois d'avril 2004, lorsque les statistiques du Bureau of Labor Statistics (BLS) ont montré que plus de 300 000 nouveaux emplois avaient été créés aux États-Unis en mars et près de 300 000 autres le mois suivant. Cela a permis à Bush de souligner que les emplois nouvellement créés aux États-Unis démontraient à eux seuls le succès des politiques économiques des républicains[19]. L'impact de ces nouveaux emplois s'est fait ressentir immédiatement : le 18 avril 2004, 42 % des Américains se disaient satisfaits de la performance de Bush en matière d'emploi, comparativement à 38 % deux mois plus tôt[20]. Comme l'expliquait Whit Ayres, un stratège politique républicain, le fait que 300 000 personnes trouvent du travail en un seul mois infirmait l'un des principaux arguments des démocrates contre le président[21].

Les déficits

S'agissant des déficits budgétaire et commercial (*twin deficits*), les États-Unis ont heurté des écueils, entre 2001 et 2004. D'une part, l'augmentation des dépenses du gouvernement fédéral, liée à la croissance des budgets de défense et au coût faramineux des opérations militaires en Afghanistan et en Irak, ainsi que les baisses d'impôts des

---

17. Benn Steil, « International Economics », *Council on Foreign Relations, Campaign 2004 Issue Brief* : <http://www.cfr.org/campaign2004/issue_brief.php ?issue=09> (mai 2004).
18. Voir « John Kerry's Plan to Create 10 Million Jobs », sur le site officiel de la campagne de John Kerry : <http://www.johnkerry.com/issues/economy/10million.html> (mai 2004).
19. Amy Goldstein et Jonathan Weisman, « Bush Hails Job Gain Figures from March », *Washington Post* (3 avril 2004), p. A06.
20. *Washington Post*, « Washington Post-ABC News Poll : War in Iraq and 2004 Elections » (19 avril 2004).
21. *Ibid.*

contribuables font envisager un déficit budgétaire record de 521 milliards de dollars pour la fin 2004[22]. Selon le Fonds monétaire international (FMI), ce déficit risque d'engendrer une réduction de 4,2 % de la croissance de l'économie mondiale d'ici à 2020, tandis que celle des États-Unis diminuerait de 3,7 % durant la même période[23]. En effet, l'augmentation des emprunts pour financer le déficit budgétaire entraînera une hausse des taux d'intérêt américains, ce qui engendrera une baisse des investissements privés aux États-Unis et à l'échelle globale[24]. D'autre part, en matière d'échanges commerciaux, les États-Unis ont enregistré un déficit mensuel record en janvier 2004 : 43,1 milliards de dollars[25]. Que le total des importations aux États-Unis dépasse de façon substantielle celui de leurs exportations n'est pas un phénomène nouveau, mais la mention de ce chiffre rappelle aux Américains leur dépendance à l'égard de l'étranger[26]. En matière de ressources naturelles, par exemple, la dépendance des États-Unis en pétrole importé représente un problème considérable[27]. Comment continuer à rouler en automobile à Jackman, Topeka ou New York si les approvisionnements pétroliers des États-Unis dans des régions comme le Moyen-Orient sont rompus ? Dans son document de stratégie de sécurité énergétique de mai 2001, l'administration Bush a montré à quel point l'économie du pétrole est un enjeu prioritaire pour les États-Unis[28]. La consommation et la dépendance des Américains en pétrole étranger augmentent sans cesse. En 2001, on consommait 10,4 millions de barils par jour aux États-Unis, alors que 52 % de ce pétrole était importé. En 2020, les estimations montrent que ces chiffres passeront respectivement à 16,7 millions de barils par jour et 66 %[29]. Et les solutions envisagées misent sur un plus grand approvisionnement national, pas sur une réforme des habitudes de consommation.

---

22. Associated Press, « Treasury Dept. Reports Deficit of $299,5B », *The New York Times* (13 avril 2004).
23. Associated Press, « U.S. Deficit Threatens World Economy, IMF Warns », *The Daily News* (15 avril 2004).
24. Charles Collyns, « Transcript of a Tele-Conference Press Briefing on "U.S. Policies and Priorities for Long-Run Sustainability" », Washington, D.C., 7 janvier 2004, <http://www.imf.org/external/np/tr/2004/tr040107.htm> (mai 2004).
25. CBS News, « Trade Deficit Hits New Record », 10 mars 2004, <http://www.cbsnews.com/stories/2004/03/10/national/main605060.shtml> (mai 2004).
26. À ce sujet, voir Theodore H. Moran (1993), « An Economics Agenda for Neorealists », *International Security*, vol. 18, nº 2, automne, p. 211-215.
27. Michael T. Klare (2002). *Resources Wars : The New Landscape of Global Conflict*, New York, Henry Holt. Albert Legault *et al.* (2004). *Le triangle Russie/États-Unis/Chine – Un seul lit pour trois ?*, Presses de l'Université Laval, Politique étrangère et sécurité, 166 p.
28. Voir la Maison-Blanche, *National Energy Policy*, Report of the National Energy Policy Development Group, mai 2001 ; <http://www.whitehouse.gov/energy/National-Energy-Policy.pdf> (mai 2004).
29. *Ibid.*

À l'occasion d'un discours à l'Université de Georgetown le 7 avril 2004, John Kerry a critiqué George W. Bush sur le déficit budgétaire[30]. Qualifiant ce déficit de « cancer fiscal », le démocrate a affirmé que la négligence de Bush en matière de dépenses fédérales mettait en péril la prospérité des Américains. Faisant écho au FMI, il a souligné les effets négatifs du déficit sur les taux d'intérêts et les investissements aux États-Unis[31]. Pour équilibrer le budget fédéral, Kerry propose donc de diminuer le déficit de moitié en quatre ans, en compensant cette réduction par une hausse des taux d'imposition des Américains dont le revenu excède 200 000 $ par année et par un plafonnement des dépenses fédérales. Face au déficit commercial, Kerry propose de mieux former la main-d'œuvre américaine pour la rendre plus compétitive à l'échelle mondiale[32]. Et pour réduire la dépendance des États-Unis en pétrole étranger, Kerry a proposé d'accélérer l'exploitation des ressources pétrolières disponibles sur le territoire américain[33].

De l'avis de George W. Bush, la question des déficits n'est pas aussi problématique que le croit Kerry. C'est pourquoi Bush a répété tout au long de sa campagne que, s'il était réélu, il accélérerait les baisses d'impôts mises en œuvre depuis 2001, à commencer par celles des grandes entreprises[34]. Selon l'administration Bush, les réductions d'impôts sont indispensables à la relance de l'économie américaine[35]. Pour contrer le problème du déficit budgétaire, augmenter les impôts n'est pas la première solution, ainsi que le déclare Bush lors d'un discours en Indiana en mai 2003[36]. Selon lui, il faut avant tout limiter les dépenses du gouvernement[37], notamment en abaissant le plafond

---

30. John Kerry, « Budget Plan Speech at Georgetown University », 7 avril 2004, <http://www.johnkerry.com/pressroom/speeches/spc_2004_0407.html> (mai 2004).
31. *Ibid.*
32. Voir la section « International Trade », sur le site de campagne de John Kerry : <http://www.johnkerry.com/issues/trade/> (mai 2004).
33. Voir la section « A Cleaner and Greener America », sur le site de campagne de John Kerry : <http://www.johnkerry.com/issues/energy/> (mai 2004).
34. Voir la section « The President's Economic Security Agenda », sur le site de campagne de George W. Bush : <http://www.georgewbush.com/Economy/Brief.aspx> (mai 2004).
35. Richard Dunham et Howard Gleckman, « Bush and Kerry : A Tale of Two Economies », *BusinessWeek*, 17 mai 2004, <http://www.businessweek.com/magazine/content/04_20/b3883049.htm> (mai 2004).
36. George W. Bush, « President Emphasizes Urgent Need for Economic Stimulus », Indianapolis, IN, 13 mai 2003, <http://www.georgewbush.com/Economy/Read.aspx?ID=1867> (mai 2004).
37. *Ibid.*

des dépenses discrétionnaires du président et en éliminant les fonds alloués aux programmes publics inefficaces[38]. En matière de commerce, Bush a encore une fois adopté une attitude différente de celle de Kerry lorsqu'il a minimisé l'ampleur du problème du déficit commercial des États-Unis. Rejetant l'« isolationnisme économique » des démocrates[39], il a réitéré sa confiance dans le libre-échange et a affirmé que l'accroissement des liens économiques entre les États-Unis et les autres pays à l'échelle internationale était l'un des meilleurs moyens de créer des emplois et de réduire les déficits américains[40]. Pour cette raison, en pleine campagne électorale, l'administration Bush a conclu de nouveaux accords commerciaux avec l'Australie et le Maroc et elle a entamé des négociations avec d'autres pays comme la Thaïlande et la Colombie[41]. Au regard de ces aspects économiques, les enjeux sociaux deviennent de plus en plus cruciaux.

Les enjeux sociaux

Compte tenu de la grande diversité de la société américaine, de l'immensité même du pays et de son multiculturalisme, les enjeux sociaux sont multiples, diversement perçus et appréhendés par les candidats. Le système de santé, l'éducation, le mariage gai, l'avortement ou encore la peine de mort sont autant de thèmes que les campagnes et les candidats abordent différemment selon l'époque. En 2004, d'ailleurs, ces thèmes ne pèsent pas le même poids dans la balance électorale.

Le système de santé

Les États-Unis ne disposent pas d'un système d'assurance santé universel ou encore de système de sécurité sociale offrant une couverture complète des soins de santé pour tous les résidents légaux. Il existe toutefois des programmes d'assurance maladie destinés aux personnes âgées, aux personnes handicapées (*Medicare*), et aux nécessiteux (*Medicaid*).

---

38. Tim Adams, « Policy Memo : Senator Kerry's Claim of $6,5 Trillion of Unpaid Bush Initiatives », 5 avril 2004, <http://www.georgewbush.com/Compassion/Read.aspx ?ID=2412> (mai 2004).
39. Voir notamment George W. Bush, « President Bush Works to Expand Health Care Access », U.S. Chamber of Commerce, Washington, D.C., 16 mars 2004, <http://www.georgewbush.com/HealthCare/Read.aspx ?ID=2331> (mai 2004).
40. Martin Crusinger, « Bush's Free-Trade Stance Has Some in GOP Upset », Associated Press, 10 avril 2004, <http://www.cleveland.com/news/plaindealer/index.ssf?/base/news/1081596637292520.xml> (mai 2004).
41. *Ibid.*

LES PROGRAMMES AMÉRICAINS D'ASSURANCE SANTÉ

MEDICAID	MEDICARE
Créé le 30 juillet 1965 et administré par les Centers for Medicare & Medicaid Services (CMS) ;	Créé le 30 juillet 1965 et administré par les Centers for Medicare & Medicaid Services (CMS) ;
Financé par le gouvernement fédéral et les cinquante gouvernements des États américains ;	Financé par le gouvernement fédéral et les cinquante gouvernements des États américains ;
Vient en aide aux éléments défavorisés de la société américaine (enfants de familles à faible revenu, femmes enceintes à faible revenu, etc.) ;	Vient en aide aux personnes âgées de 65 ans et plus, aux personnes de moins de 65 ans avec certains handicaps et aux individus avec une maladie rénale ou pulmonaire grave ;
Couvre des services comme les visites à l'hôpital, les consultations de médecins ou encore les soins dentaires ;	Couvre les services dans les hôpitaux, les consultations de spécialistes de la santé (médecins, dentistes, etc.) et l'achat de certains médicaments ;
Compte 51 millions de bénéficiaires (18 % de la population américaine).	Compte 40 millions de bénéficiaires (14 % de la population américaine).

Source : Center for Medicare & Medicaid Services (CMS), <http://www.cms.hhs.gov> (mai 2004).

Toutefois, en règle générale, l'assurance santé aux États-Unis relève du libre marché[42] et, de ce fait, 41 millions d'Américains (ou 14 % de la population américaine) ne disposent d'aucune assurance, publique ou privée. N'étant pas épargnés par le phénomène du vieillissement des populations qui affecte la plupart des sociétés occidentales, les États-Unis font désormais face à un problème réel dont la résonance aura été particulièrement forte durant l'élection présidentielle de 2004 : d'ici une trentaine d'années, la génération des baby-boomers aura atteint le troisième âge, ce qui générera une demande accrue en matière de soins de santé. Durant leur campagne respective, George W. Bush et John Kerry ne peuvent faire abstraction de cet enjeu, car il est, aux yeux de 55 % d'Américains, « très important[43] ».

42. Helena Katz, « Le système de santé américain : le remède au mal canadien ? », *McGill News* (printemps 2000), <http://www.mcgill.ca/news/archives/spring2000/maioni/> (mai 2004).

43. *Washington Post*, « Washington Post-ABC News Poll : War in Iraq and 2004 Elections », 19 avril 2004.

En matière de santé, Kerry s'est avant tout donné pour objectif d'accroître le rôle du gouvernement fédéral pour venir en aide à *tous* les Américains. Il a donc joué la carte que jouent traditionnellement les démocrates durant les élections présidentielles, qui consiste à se présenter comme le meilleur parti pour protéger les intérêts de la majorité et des moins nantis[44]. Premièrement, Kerry a dit vouloir offrir l'assurance maladie à 96 % de la population américaine, particulièrement à 27 des 41 millions d'Américains qui ne disposent d'aucune assurance[45] : ces mesures coûteraient 890 milliards de dollars sur les dix prochaines années. Deuxièmement, Kerry a indiqué qu'il élargirait le programme *Medicaid* aux enfants des familles dont le revenu est très inférieur au seuil de la pauvreté[46]. Parmi les autres mesures envisagées par Kerry en matière de santé, celle d'encourager, par des avantages fiscaux, les entreprises offrant des avantages sociaux à leurs ouvriers est un élément central de sa campagne[47]. Il a également affirmé qu'il renforcerait le sous-programme de *Medicare* qui couvre les frais des médicaments prescrits aux personnes âgées et handicapées[48], notamment le *Medicare Prescription Drug Discount Card Program*, entré en vigueur en décembre 2003[49].

Contrairement à Kerry, Bush a toujours voulu limiter au minimum le rôle du secteur public dans le domaine de la santé[50]. Lors d'un discours sur cette question le 16 mars 2004, le républicain a admis que le gouvernement fédéral pouvait venir en aide aux Américains en soutenant la création de centres de santé communautaires (*Community Health Centers*) dans les cinquante États américains pour désengorger les salles d'urgence[51]. Or, en même temps, le site de campagne de George Bush lie la présence accrue de l'État dans le domaine à l'augmentation du coût et à la détérioration des services de santé. Pour remédier à cette situation, les républicains ont, entre autres,

---

44. John H. Kessel, *op. cit.*, p. 73.
45. Voir la section « Affordable Health Care for Every American », sur le site de campagne de John Kerry : <http://www.johnkerry.com/issues/healthcare/> (mai 2004).
46. John Kerry, « John Kerry Unveils Three-Point Plan to Keep Every Kid Sage, Healthy and Ready to Learn », Manchester, NH, 10 décembre 2003 : <http://www.johnkerry.com/pressroom/releases/pr_2003_1210.html> (mai 2004).
47. Voir la section « Affordable Health Care for Every American », sur le site de campagne de John Kerry : <http://www.johnkerry.com/issues/healthcare/> (mai 2004).
48. Voir la section « Kerry's Plan to Lower Prescription Drug Prices for Seniors », sur le site de campagne de John Kerry : <http://www.johnkerry.com/issues/seniors/prescription.html.> (mai 2004).
49. Pour plus de détails, voir *National Health Policy Forum*, « Medicare Prescription Drug Discount Card Program », 26 avril 2004 : <http://www.nhpf.org/pdfs_basics/Basics_DrugDiscountCard.pdf> (mai 2004).
50. Comme l'explique Bush : « *I believe strongly the decision-makers* [in health care] *ought not to be the federal government and federal bureaucrats. I think the decision-maker in health care ought to be individuals and employers* ». George W. Bush, « President Bush Works to Expand Health Care Access », *op. cit.*
51. *Ibid.*

proposé de réformer le programme *Medicare*, en l'ouvrant davantage à la compétition des assureurs privés[52]. De l'avis de Bush, cela permettrait aux Américains de disposer d'un plus grand choix, donc de meilleurs soins, car la concurrence forcerait les assureurs à améliorer sans cesse leurs services pour conserver leurs clients. Les visions des deux candidats sur les enjeux liés à la santé diffèrent donc considérablement.

L'éducation

L'éducation est l'un des enjeux de politique intérieure les plus constants des campagnes présidentielles américaines. Ainsi, Thomas Jefferson, fondateur de l'Université de Virginie et auteur de la Déclaration d'Indépendance américaine, souhaitait un système d'éducation généralisé accessible à tous les citoyens[53]. L'enjeu de l'éducation n'est donc pas récent et a parfois même constitué l'un des flambeaux de certaines présidences, comme celles de John F. Kennedy et de Jimmy Carter.

L'éducation est l'un des enjeux sur lesquels le président Bush a décidé de mettre l'accent tout au long de sa campagne présidentielle. Ainsi, dès le début de la campagne, le président Bush a fait la promotion de son programme d'éducation bipartisan promulgué le 8 janvier 2002, le *No Child Left Behind Act*[54]. Ce programme vise essentiellement cinq objectifs. Tout d'abord, il s'agit de faire en sorte que tous les enfants soient en mesure de lire en troisième année du primaire. Il impose que le progrès de chaque élève soit évalué de la troisième à la huitième année en lecture et en mathématiques. La loi prévoit également que chaque État et district scolaire fournisse aux parents des bulletins relevant le succès et la qualité des écoles et des districts, afin que les parents puissent comparer les écoles entre elles. Cette mesure dite des *vouchers* (un « bon » pour l'éducation) avait été férocement combattue par les démocrates durant les présidentielles de 2000, notamment parce qu'elle ne prenait pas en compte la détérioration du système public d'éducation et les conditions de travail des enseignants. Ce procédé permet aux parents de transférer leurs enfants dans une école plus performante s'ils le souhaitent, ou encore d'accéder à des services de tutorat gratuit et à des programmes en dehors des heures de classe. Le *No Child Left Behind Act* prévoit donc l'allocation

---

52. *Ibid.*
53. Thomas Jefferson, cité dans un discours de John Kerry (2004). « Education Trust Fund – Remarks by Senator John Kerry », Council Bluffs, Iowa, 25 novembre 2003. <http://www.johnkerry.com/pressroom/speeches/spc_2003_1125.html> (mai 2004), p. 2.
54. Pour plus d'informations sur cet ambitieux projet de réforme en matière d'éducation, consulter le site officiel du département de l'Éducation, sous la section *No Child Left Behind* : <http://www.ed.gov/nclb/landing.jhtml > (mai 2004).

de ressources supplémentaires pour les écoles qui en ont besoin[55]. La particularité du programme est la création par chaque État d'un plan particulier : il s'agit de responsabiliser (*accountability*) les États dans le domaine de l'éducation.

George W. Bush réussit ainsi à étayer de manière fort convaincante, par des phrases courtes et efficaces, le bien-fondé et la qualité du programme[56]. Il utilise d'ailleurs la « scientificité » de ce programme comme garantie de son succès[57]. Enfin, Bush multiplie les énumérations de chiffres pour prouver que son programme d'éducation est avant-gardiste et efficace. Le financement du gouvernement fédéral en matière d'éducation a augmenté de 59,8 % entre 2000 et 2003 ; 412 millions de dollars ont été distribués à 20 États pour aider les écoles et les districts ; 10,4 millions de dollars ont été dépensés pour aider les élèves les plus démunis et 200 millions de dollars ont été attribués aux écoles pour permettre aux parents d'envoyer leurs enfants dans des écoles plus performantes[58]. Enfin, Bush a insisté pendant sa campagne sur le succès de son initiative *Reading First,* qui a pour objectif de favoriser l'apprentissage de la lecture chez les jeunes enfants et qu'il a mise en place un peu partout dans le pays durant son mandat. Selon Bush, cette initiative a permis d'octroyer des bourses à plus de 1 000 districts et 3 600 écoles, en plus de débloquer un financement fédéral de 1,8 milliard de dollars[59].

La stratégie du président Bush de faire de l'éducation l'un de ses principaux chevaux de bataille est, somme toute, assez efficace. La décision de créer un comité « féministe » républicain (le *W Stands for Women*, composé notamment d'Elaine Chao, de Dora Bush Koch et de

---

55. « *You can't solve a problem until you diagnose it. The importance of the No Child Left Behind Act is to find out who needs help.* [...] *We're challenging what I call the soft bigotery of low expectations.* [...] *If you can't read, you can't realize the great promise of America* », *dans « Leave No Child Behind* », Bush – Cheney'04 Inc., 2004. Disponible [en ligne] : <http://www.georgewbush.com/Education/Brief.aspx> (mai 2004), p. 1.

56. « *We came here because the discussions we were having were based upon sound science, not guesswork.* [...] *Policy-makers understand what works.* [...] *We're getting it right because we're providing resources to make sure teachers get retrained with curriculum that works* », dans George W. Bush (2004). « President Bush : High Standards & Accountability the Key Success in Education », Butterfield Junior High School, Van Buren, AK, 11 mai 2004. Disponible [en ligne] : <http://www.georgewbush.com/News/Read.aspx ?ID=2606> (mai 2004), p. 3 et 5.

57. George W. Bush (2004). « President Bush Discusses No Child Left Behind & "Reading First" », Remarks by the President in a Conversation on Reading First and No Child Left Behind, National Institutes of Health, Bethesda, MD. Disponible [en ligne] : <http://www.whitehouse.gov/news/releases/2004/05/print20040512-8.html> (mai 2004), p. 5.

58. « Leave No Child Behind », Bush – Cheney'04 Inc., 2004. Disponible [en ligne] : <http://www.georgewbush.com/Education/Brief.aspx> (mai 2004), p. 1-2.

59. *Ibid.*, p. 2.

Liz Cheney) qui défendrait les positions du président en matière d'éducation tout au long de la campagne a permis à ce thème de rester à l'ordre du jour. Une campagne publicitaire télévisée mettant en vedette Laura Bush, louangeant les initiatives présidentielles en matière d'éducation, a contribué à redorer l'image du président en le présentant comme un homme ayant à cœur les enfants, la famille et le bien-être de la population. Même si Kerry a déclaré en début de campagne que l'éducation n'avait pas reçu l'attention nécessaire dans les débats et que cet enjeu devrait se retrouver au cœur de la campagne, force est d'admettre qu'il semble en mauvaise posture pour critiquer l'administration Bush. Face aux chiffres de Bush et à l'efficacité de sa rhétorique, Kerry est incapable d'expliquer simplement pourquoi il a voté en faveur du projet de loi de Bush au Sénat et les raisons pour lesquelles il le rejette aujourd'hui. Kerry mise sur l'aspect trompeur de la politique du président, mais son argumentation reste superficielle, sans remettre en question les chiffres avancés par Bush : « *The President promised to give school the help they need – but he broke that promise and instead gave that money to the most powerful and wealthy people in our country*[60]. »

Les projets de Kerry en matière d'éducation restent assez vagues et se limitent à des compléments au *No Child Left Behind Act*. Kerry propose ainsi la création d'un *National Education Trust Fund*, qui mettrait en place des mesures obligatoires de financement public pour assurer une distribution adéquate des ressources aux écoles. Il propose également le développement d'un système d'étiquetage pour les produits allergènes, l'extension de l'assurance santé à tous les enfants, l'embauche d'enseignants de qualité, l'allocation de fonds pour la rénovation et la reconstruction de bâtiments scolaires et la promotion des écoles publiques face aux programmes de *vouchers* proposés par Bush[61]. Toutefois, ayant peu de chiffres à l'appui pour contrer de manière efficace le président et usant d'une rhétorique plus défensive, John Kerry n'a pas d'autre choix que d'insister sur d'autres aspects sociaux largement ignorés par son opposant : il consacre donc moins d'énergie à l'éducation qu'à d'autres enjeux sociaux, notamment le système de santé, le problème du sida sur le territoire américain, ainsi que les droits des femmes et des gais et lesbiennes.

---

60. John Kerry (2004). « Education Trust Fund – remarks by Senator John Kerry », Council Bluffs, Iowa, 25 novembre 2003, <http://www.johnkerry.com/pressroom/speeches/spc_2003_1125.html> (mai 2004), p. 1.

61. « Strengthening America's School for the 21st Century », John Kerry for President Inc., 2004, <http://www.johnkerry.com/issues/education/> (17 mai 2004).

Le mariage gai

Le mariage gai représente un enjeu social relativement nouveau dans le cadre des campagnes présidentielles et dans la politique américaine en général. En effet, ce n'est qu'à partir de 1991, lorsque deux couples homosexuels d'Hawaï décidèrent d'intenter des poursuites contre l'État pour avoir le droit de se marier, que la question du mariage fut inscrite à l'ordre du jour dans l'agenda revendicatif des activistes gais et lesbiennes[62]. Le jugement de la Cour suprême d'Hawaï, qui décrétait que le refus d'attribuer une licence de mariage aux couples de même sexe pouvait violer la clause de protection égale de la Constitution de l'État, enclencha alors un véritable processus de mobilisation relativement à cette question. Les fondements de l'activisme gai aux États-Unis remontent toutefois aux années 1950, avec la création de la société secrète *Mattachine* et le *Citizens Committee to Outlaw Entrapment*. Avant 1991, cet activisme se concentrait surtout sur des enjeux visant à distinguer le statut identitaire homosexuel de l'activité criminelle, puisque, dans plusieurs cas, « *the law connects identity or status to activity deemed criminal, specifically sexual activity, and then abridges the liberties of those with that identity on the basis that they may at some point engage in criminal conduct*[63] ». La condamnation du harcèlement policier dans les bars gais, la décriminalisation de la sodomie, la lutte contre la discrimination en milieu de travail et le droit à l'adoption sont ainsi divers domaines sur lesquels les activistes ont décidé de se pencher. Néanmoins, le jugement de la Cour suprême d'Hawaï, associé au jugement de la Cour suprême du Vermont de décembre 1999 qui décrétait que les couples de même sexe pouvaient avoir accès à l'union civile, a fait du droit au mariage une revendication

LES ÉTATS AMÉRICAINS À L'AVANT-GARDE EN MATIÈRE DE LÉGISLATION CONCERNANT LES MARIAGES ENTRE PERSONNES DE MÊME SEXE

Massachusetts :	Légalisation complète du mariage entre personnes de même sexe depuis mai 2004.
Vermont :	La *Civil Union Law* garantit tous les droits et responsabilités de l'État aux conjoints de même sexe.
Hawaï :	La *Reciprocal Beneficiaries Law* concède entre 50 et 60 % des droits maritaux aux conjoints de même sexe.

Source : Martin Dupuis (2002). *Same-Sex Marriage, Legal Mobilization, & the Politics of* Rights, New York, Peter Lang, p. 89.

62. Martin Dupuis (2002). *Same-Sex Marriage, Legal Mobilization, & the Politics of Rights*, New York, Peter Lang, p. 13.
63. *Ibid.*, p. 19.

majeure des gais et lesbiennes. Compte tenu du poids des lobbies homosexuels et de leur forte présence dans des États clés comme la Floride ou la Californie, la question ne pouvait donc pas être évitée lors des présidentielles de 2004.

Dès le début de la campagne, John Kerry s'est présenté comme le défenseur des gais et lesbiennes. En témoigne l'énumération, sur son site officiel de campagne, des politiques qu'il entend mettre en œuvre au nom des droits et libertés des gais et lesbiennes : mettre fin à la discrimination sexuelle, continuer à financer la lutte contre le VIH/sida, protéger les familles gaies et lesbiennes, mettre fin à l'exclusion des gais de l'armée américaine et appuyer les projets de loi favorisant l'union civile[64]. Kerry s'est également engagé à lutter contre le projet de loi *Defense of Marriage Act* (DOMA) et à veiller à ce que le *Employment Non-Discrimination Act* (ENDA) soit effectivement appliqué nationalement. Voté en 1996 par la Chambre des Représentants à 342 voix contre 67[65] (85 contre 14 au Sénat), le DOMA interdit que le mariage entre deux personnes de même sexe soit reconnu au niveau fédéral. L'ENDA vise à enrayer la discrimination envers les gais et lesbiennes lors de l'embauche[66]. Depuis le passage du DOMA, au moins les deux tiers des États américains se sont dotés de « mini-DOMAS » afin d'amender leur constitution respective pour empêcher la légalisation du mariage entre personnes de même sexe. Kerry a, malgré tout, jugé que la lutte des gais et lesbiennes pour l'égalité des droits était en continuité avec la lutte pour la reconnaissance des droits civils : « [*It is*] *the last chapter in the long struggle to make America truly America for all our people* […] *I will not rest until ENDA at last becomes the law of the land* […][67] ». Toutefois, accusé par Bush d'aller à l'encontre des valeurs de la population américaine, Kerry a présenté une position ambiguë face au mariage gai à partir de la moitié de la campagne. Alors qu'en novembre 2003 il spécifiait qu'il s'opposerait à toute tentative de bannir le mariage gai, en 2004 il a nuancé sa position en spécifiant qu'il n'était pas prêt à défendre le mariage gai, que son soutien se limitait à l'union civile, qui permet aux gais et lesbiennes de bénéficier des mêmes avantages sociaux et fiscaux que les couples hétérosexuels.

Le mariage gai n'était pas à l'ordre du jour de la première campagne présidentielle de George W. Bush en 2000. Toutefois, tout au long de son mandat, la position de ce dernier est restée très conservatrice. À

---

64. « A Record of Working on Behalf of Gay and Lesbian Americans », <http://www.johnkerry.com/issues/glbt/> (mai 2004).

65. Martin Dupuis, (2002), *op. cit.*, p. 89.

66. Evan Gerstmann (2004). *Same-Sex Marriage and the Constitution*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 161.

67. John Kerry (2003).« Remarks by John Kerry at Human Rights Campaign Annual Dinner », San Francisco, 21 juillet 2003, <http://johnkerry.com/pressroom/speeches/spc_2003_0726.html> (mai 2004).

partir de 2003, cependant, Bush a clairement énoncé sa position à l'égard du mariage gai, position qui est demeurée inchangée tout au long de la campagne : le mariage devait demeurer une institution limitée à un homme et à une femme. Déjà, en octobre 2003, le président déclarait la semaine du 12 au 18 octobre 2003 semaine officielle de la protection du mariage : « *Marriage is a sacred institution, and its protection is essential to the continued strength of our society*[68] ». Ce n'est qu'en février 2004, à la suite de la distribution illégale à San Francisco de certificats de mariage à des couples homosexuels, que le président Bush a décidé de s'attaquer sérieusement au sujet : « *I strongly believe that marriage should be defined as between a man and a woman. I am troubled by activist judges who are defining marriage.* [...] *Marriage ought to be defined by the people, not by the courts*[69]. » À la lumière des démarches entreprises par les activistes de San Francisco et du Massachusetts pour légaliser le mariage au niveau de l'État, le président Bush annonça le 24 février 2004 qu'il lutterait en faveur d'un amendement constitutionnel empêchant toute légalisation du mariage entre personnes de même sexe. Selon Bush, le mariage ne pouvait être transformé et coupé de ses racines culturelles et religieuses par quelques activistes sans affecter négativement la société tout entière[70]. Il faut toutefois noter que, contrairement à Kerry, Bush n'a pas mis cet enjeu à l'avant-scène durant une bonne partie de la campagne électorale. Ainsi, lorsque l'État du Massachusetts a officialisé la légalisation du mariage gai en mai 2004, il est resté très discret. Le président Bush a préféré faire de l'éducation, de l'économie et de la sécurité ses points centraux, trois domaines sur lesquels il pouvait présenter des réalisations concrètes à l'électorat. Le mariage entre personne de même sexe est tout de même resté un enjeu pour les deux candidats, car, tout comme l'avortement, cet enjeu dépasse la question du mariage en soi : il s'agit plutôt d'un débat idéologique, un débat de valeurs sur « quelle Amérique » les Américains souhaitent avoir. Plus que l'opinion du public sur le mariage gai, ce sont les valeurs de la population américaine auxquelles les deux candidats tentent d'en appeler en prenant position sur le sujet. Le mariage gai entre ainsi directement dans la ligne idéologique tracée par Bush lors de sa campagne de 2000 contre Al Gore, menée entre autres sous le slogan « *Compassionate conservatism* ».

---

68. George W. Bush (2003). « Mariage Protection Week, 2003 », Washington. Disponible [en ligne] : <http://www.whitehouse.gov/news/releases/2003/10/print/20031003-12.html> (mai 2004).

69. George W. Bush (2004). « President Bush Discusses Mass/San Francisco Marriage Issues », extrait de remarques du président le 18 février 2003. <http://www.whitehouse.gov/news/releases/2004/02/print/20040218-6.html> (mai 2004).

70. George W. Bush (2004). « President Calls for Constitutional Amendment Protecting Marriage », Roosevelt Room, Maison-Blanche, 24 février 2004, <http://whitehouse.gov/news/releases/2004/02/print/20040224-2.html> (mai 2004).

Le terrorisme et les libertés individuelles

Depuis le 11 septembre 2001, les États-Unis sont engagés dans une lutte globale contre le terrorisme. Cette politique a une dimension internationale, alors que des forces armées américaines sont intervenues en Afghanistan (2001) et en Irak (2003) pour renverser des régimes qui, selon l'administration Bush, soutenaient les activités d'organisations comme Al-Qaida. La lutte contre le terrorisme a également une dimension intérieure, car la Maison-Blanche et le Congrès ont adopté des mesures et renforcé les moyens d'agences comme le Federal Bureau of Investigation (FBI) et la Central Intelligence Agency (CIA) pour prévenir tout nouvel attentat sur le territoire des États-Unis.

Cette nouvelle réalité a pris la forme du *U.S.A. Patriot Act*, entré en vigueur un mois après le 11 septembre 2001[71]. Le *Patriot Act* durcit la politique d'immigration des États-Unis et crée de nouvelles catégories de crimes, comme la fabrication d'armes biologiques ou l'appui matériel ou financier à des organisations terroristes. Cette loi de 342 pages prévoit le renforcement de la surveillance des individus sur le territoire national par le gouvernement fédéral : par exemple le FBI et la CIA peuvent désormais consulter les courriels d'individus soupçonnés d'activités terroristes, sans leur consentement. On comprend donc qu'il y ait eu, depuis l'entrée en vigueur du *Patriot Act*, de virulents débats[72]. La controverse la plus importante de l'élection présidentielle de 2004 a opposé les partisans du *Patriot Act*, qui estiment que le démantèlement des cellules terroristes est un impératif de sécurité nationale nécessitant l'intrusion dans la vie privée des individus, aux adversaires du *Patriot Act*, qui considèrent que la loi viole les libertés civiles américaines telles qu'elles sont notamment définies dans la déclaration des droits (*Bill of Rights)*. Le débat sur l'équilibre à trouver entre l'application des mesures antiterroristes et le respect des libertés individuelles est au cœur de l'élection présidentielle de 2004, car le *Patriot Act* a été initialement adopté pour une durée limitée de quatre ans : pour être maintenu en vigueur, il devra être de nouveau soumis à l'approbation du Congrès fin 2005. John Kerry et George W. Bush ont d'autant plus été amenés à se positionner sur cet enjeu que plusieurs organisations pour la défense des libertés individuelles (comme l'American Civil Liberties Union ou le Bill of Rights Defense Committee) et les gouvernements de plus de 300 villes, comtés et États américains (et non des moindres : New York, Chicago, Los Angeles,

---

71. Pour un exemplaire du *U.S.A. Patriot Act*, voir <http://frwebgate.access.gpo.gov/cgi-bin/getdoc.cgi ?dbname=107_cong_bills&docid=f :h3162enr.txt.pdf> (mai 2004).

72. Pour une description des débats au Congrès américain sur le *Patriot Act,* lire notamment Harry F. Tepker, « The USA Patriot Act », dans *Extensions : A Journal of the Carl Albert Congressional Research and Studies Center* [en ligne], automne 2002 : <http://www.ou.edu/special/albertctr/extensions/fall2002/Tepker.html> (mai 2004) ; et Nancy Kassop, « The War Power And Its Limits », *Presidential Studies Quarterly*, vol. 33, nº 3 (septembre 2003), p. 509-529.

Baltimore, Denver, Détroit, San Francisco, Seattle, et l'Alaska, Hawaï, le Maine et le Vermont) ont adopté des résolutions condamnant le *Patriot Act*[73].

Kerry fait partie de la grande majorité des membres du Congrès qui a voté en faveur du *Patriot Act*[74], mais il s'est depuis retourné contre la loi. Selon le démocrate, Bush a détourné l'esprit de la loi et l'application du *Patriot Act* met en péril les libertés des Américains[75]. Voulant mettre un terme à ce qu'il appelle l'« ère Ashcroft » (en référence au ministre de la Justice – *Attorney General* – John Ashcroft, devenu le symbole d'une politique limitant les droits et libertés des individus), Kerry a plusieurs fois affirmé qu'une fois élu il remplacerait le *Patriot Act* par une loi plus respectueuse des libertés individuelles[76]. Il veillerait ainsi à ce que soit retiré aux policiers le pouvoir que leur confère le *Patriot Act* d'entrer sans mandat de perquisition chez des particuliers pour prendre des photos, saisir du matériel ou encore des fichiers électroniques[77].

À l'inverse, ardent défenseur du *Patriot Act*, Bush a lancé en 2004 une campagne pour obtenir sa prorogation par le Congrès. À plusieurs reprises, il a publiquement assuré que le *Patriot Act* avait contribué depuis 2001 à prévenir de nouvelles attaques terroristes. D'ailleurs, à l'occasion de son allocution radiodiffusée hebdomadaire du 17 avril 2004, Bush a critiqué Kerry en soulignant que la révision du *Patriot Act* priverait les responsables chargés de faire respecter la loi et ceux du renseignement d'outils nécessaires dans la lutte contre le terrorisme[78]. Ainsi, de l'avis de Bush, il est peut-être vrai que le *Patriot Act* implique un renforcement de l'autorité et des pouvoirs du gouvernement, mais il s'agit là pour lui d'un sacrifice obligé pour assurer la sécurité des États-Unis[79].

---

73. Voir notamment Michelle Garcia, « N.Y. City Council Passes Anti-Patriot Act Measure », *Washington Post*, 5 février 2004, p. A11.
74. Le *Patriot Act* a fait l'objet d'un vote favorable de 98-1 au Sénat et de 357-66 à la Chambre des représentants.
75. Voir la section « End the Ashcroft Era », sur le site de campagne de John Kerry : <http://www.johnkerry.com/issues/100days/civil_liberties.html>
76. John Kerry, « Ending the Era of John Aschcroft », Iowa State University, 1er décembre 2003, <http://www.johnkerry.com/pressroom/speeches/spc_2003_1201.html>.
77. *Ibid.*
78. Voir la Maison Blanche, « President's Radio Address », 17 avril 2004 : <http://www.whitehouse.gov/news/releases/2004/04/20040417.html> (mai 2004).
79. Deb Riechmann, « Bush : Patriot Act Makes America Safer », *The Guardian*, 19 avril 2004, <http://www.guardian.co.uk/worldlatest/story/0,1280,-3996092,00.html>. Voir aussi Sabine Lavorel (2003), *La politique de sécurité nationale des États-Unis sous George W. Bush*, Paris, L'Harmattan, coll. Raoul-Dandurand.

L'avortement

La question de l'avortement reste, aux États-Unis, l'un des débats les plus vifs depuis les années 1970. Manifestations, bombardements de cliniques, enlèvements et assassinats de médecins ont caractérisé la lutte féroce menée entre les divers groupes « pro-vie » et « pro-choix » durant les deux dernières décennies. Il est cependant surprenant de constater que l'enjeu divise beaucoup moins la population américaine que ne le laisseraient croire ces manifestations de violence. En effet, si 47 % de la population se veut en faveur d'une politique dite « pro-vie » et que 45 % de la population défend une position « pro-choix », une majorité dans les deux camps refuse d'adopter une position radicale (et de trancher une fois pour toutes en déterminant que l'avortement est justifié/injustifié) et préfère juger au cas par cas[80]. Parce que le débat a surtout lieu entre deux groupes extrêmement polarisés, il se poursuit néanmoins avec ferveur.

LA POSITION DE LA POPULATION AMÉRICAINE CONCERNANT L'AVORTEMENT

- 51 % de la population américaine croit que l'avortement ne devrait être ni légal ni illégal, mais plutôt dépendre des circonstances ;
- 46 % de la population croit que la législation actuelle concernant l'avortement devrait être inchangée ;
- 34 % de la population juge que les lois concernant l'avortement devraient être plus strictes ;
- 67 % de la population s'oppose à toute modification du jugement *Roe* v. *Wade* qui a fait de l'avortement un droit constitutionnel.

Source : Andrew Wroe (2002). « Abortion : The Right to Life Debate », *Controversies in American Politics and Society*, Oxford et Malden, Blackwell, p. 161.

La question de l'avortement reste étroitement associée au développement de la médecine moderne et à la montée du féminisme. Entre 1820 à 1950, tous les États américains se sont dotés d'instruments juridiques visant à interdire la pratique de l'avortement. Le relatif consensus de l'époque reflète en fait les objectifs divers de différents groupes d'intérêts. Ainsi, certains appuyaient ces politiques en raison du danger qu'une telle pratique représentait pour la santé des femmes en général (au vu notamment des conditions d'insalubrité dans lesquelles les interventions étaient pratiquées[81]). D'autres

80. Andrew Wroe (2002). « Abortion : The Right to Life Debate », *Controversies in American Politics and Society*, Oxford et Malden, Blackwell, p. 161.

81. *Idem.*

UN ENJEU POLITIQUE, POLITISÉ ET ORGANISÉ : L'ACTIVISME « PRO-CHOIX » ET « PRO-VIE » (NON EXHAUSTIF)

Groupes et lobbies pro-choix
Planned Parenthood
National Abortion and Reproductive Rights Action League
National Abortion Federation

Groupes et lobbies pro-vie
Feminists for Life of America
Catholics for a Free Choice
National Right to Life Committee

arguaient que légaliser l'avortement entraînerait une baisse démographique de la population blanche qui pourrait s'avérer « dramatique » à long terme face à la « menace » des autres populations immigrantes au taux de natalité plus élevé. L'American Medical Association, entre autres, a pris position contre l'avortement afin d'exclure et de discréditer des praticiens qui n'adhéraient pas aux pratiques scientifiques, comme les homéopathes, les sages-femmes et les herboristes[82]. C'est néanmoins à partir des années 1960 que l'avortement est devenu un enjeu politique important, avec le développement du féminisme. Très rapidement, l'enjeu est abordé par les candidats aux élections présidentielles, notamment en raison du financement et du soutien politique qu'une position « pro-vie » ou « pro-choix » entraîne. Ainsi, comme le souligne Michele McKeegan, Paul Wyrich a créé le *think tank* « Heritage Foundation » dans les années 1970. Il avait pris la mesure de l'importance politique de la question de l'avortement. Dès lors, aucun candidat ne pouvait avoir l'appui de cette institution sans avoir préalablement déclaré son opposition à l'avortement[83].

En 1973, la Cour suprême déclare dans sa décision *Roe* v. *Wade*[84] que l'avortement est une pratique légale et un droit constitutionnel. Mais elle précise également que ce droit n'est pas absolu : il représente en effet un équilibre entre le droit à la vie privée de la femme et l'intérêt de l'État face à la santé de la mère et le « potentiel de vie humaine » qu'elle porte en elle[85]. Cette expression est loin d'être une simple figure de style, puisque choisir de parler de « fœtus » ou « d'enfant prématuré » est lourd de conséquences pour l'interprétation qui doit être faite du jugement et de son application. Ainsi, selon le jugement rendu par la Cour suprême, la grossesse d'une femme devait

82. Andrew Wroe, *op. cit.*
83. Michele McKeegan (1992). *Abortion Politics : Mutiny in the Ranks of the Right*, New York et Toronto, Maxwell Macmillan, p. 6.
84. 410 US 113 (1973).
85. Andrew Wroe (2002). « Abortion : The Right to Life Debate », *Controversies in American Politics and Society*, Oxford et Malden, Blackwell, p. 163.

être divisée en trimestres. Lors du premier trimestre, une femme avait le libre choix de décider si elle désirait se faire avorter. Au cours des deux trimestres suivants, un État américain pouvait décider de réguler la pratique de l'avortement ou de le rendre illégal. Cette délicate division de la grossesse en trois étapes a été invalidée en 1992 lors du jugement *Planned Parenthood* v. *Casey*[86], sans toutefois que soit remis en cause le droit constitutionnel à l'avortement.

Il faut pour autant garder en tête, comme le souligne avec acuité Andrew Wroe, que le débat sur l'avortement va beaucoup plus loin que l'avortement en soi : c'est un débat sur ce qu'est l'Amérique, et sur ce qu'elle devrait être[87]. Tout comme la question du mariage gai, le débat sur l'avortement représente un choix idéologique, puisqu'il oppose des féministes et des défendeurs des droits et libertés civiles aux tenants d'idéologies conservatrices et religieuses, qui voient dans l'accessibilité des méthodes de contraception un effet pervers du développement du féminisme, menaçant la structure familiale traditionnelle et les valeurs dites « américaines ». Les débats sur l'avortement ont donc des implications qui vont bien au-delà de la légitimité de la pratique. Non seulement la question a une forte influence sur la nomination des juges à la Cour suprême (l'avenir du jugement *Roe* v. *Wade* est en effet sujet aux orientations politiques des juges), mais elle pose de surcroît l'épineuse question du maintien ou non de la « *gag rule* ». Cette règle, mise en place en 1991, visait à clarifier, voire réformer le programme *Title X* (*Federal Family Planning Funds*) concernant le financement de l'avortement à même les fonds publics. Dans ses grandes lignes, la « *gag rule* » visait à réformer les guides de planification familiale de façon à ce qu'aucun employé travaillant dans des cliniques pratiquant l'avortement n'encourage, ne promeuve ou n'informe les femmes enceintes de l'avortement comme méthode de planification familiale. Tout médecin se voyait également imposer cette règle[88]. La « *gag rule* » a été suspendue en 1992 par Clinton, avant d'être remise en vigueur avec l'arrivée de George W. Bush. En pleine campagne présidentielle, la question de l'avortement a donc des implications juridiques et des conséquences directes pour l'information et les choix médicaux des femmes en matière de sexualité et de contraception.

Les opinions divergentes de George W. Bush et de John Kerry sur la question de l'avortement reflètent d'ailleurs assez bien cette dichotomie conservatisme-libéralisme. Depuis son élection en novembre 2000, Bush a maintenu très nettement une position anti-avortement. La nomination de John Ashcroft à la Justice et de Tommy Thompson à la Santé, tous deux « pro-vie », illustre la force de cette conviction et ses conséquences concrètes. Il en va de même avec le choix de son

86. 505 US 833 (1992).
87. *Ibid.*, p. 170.
88. Michele McKeegan, *op. cit.*, p. 117.

colistier, Dick Cheney, ouvertement « pro-vie », au détriment de Tom Ridge, actuel secrétaire à la Sécurité du territoire national et républicain « pro-choix ». Par le biais de ces nominations qui relèvent constitutionnellement de sa compétence, le président peut influencer indirectement l'existence du droit à l'avortement. Il en va ainsi de la nomination de juges « pro-vie » à la Cour suprême, qui fait craindre à plusieurs un renversement du jugement *Roe* v. *Wade*. Bush a également permis l'extension de l'application de la « *gag rule* » à son ambitieux programme international d'aide à la lutte contre le sida, le *United States Leadership Against HIV/AIDS, Tuberculosis and Malaria Act of 2003*. Ainsi, les deux tiers des fonds alloués pour ce projet d'aide, évalué à environ quinze milliards de dollars, sont versés pour la promotion du programme communément appelé « ABC », qui fait l'apologie de l'abstinence sexuelle (A pour *Abstinence*), de la fidélité dans le mariage (B pour *Be faithful*) et de l'usage – en dernier recours – du préservatif (C pour *use Condoms*). Toute clinique ou organisation non gouvernementale faisant la promotion de la planification familiale aux femmes, l'éducation sexuelle aux prostituées ou fournissant de l'information sur l'avortement s'est ainsi vu refuser l'allocation de subsides pour la lutte contre le sida.

Ainsi, les convictions conservatrices de Bush se sont traduites par la mise en œuvre d'un programme moralisateur reposant essentiellement sur l'abstinence face à la lutte contre le sida, au détriment d'autres solutions comme l'appui à la fabrication de médicaments génériques. Le 1er avril 2004, le président Bush a promulgué le *Unborn Victims of Violence Act*. Cette loi dispose que, lorsqu'une femme enceinte est agressée et que l'enfant qu'elle porte est blessé ou tué, on doit considérer qu'il y a deux victimes et donc une double infraction qui doit être punie[89]. Si elle exclut l'avortement, il reste selon les « pro-choix » qu'elle ouvre la porte à un débat judicaire qui pourrait finir par remettre en cause le droit à l'avortement. Pendant sa campagne, George W. Bush a donc mis en avant ses politiques contre l'avortement et condamné les prises de position de John Kerry, les qualifiant d'amorales et non représentatives des convictions de la population américaine[90]. Concrètement, la position de Bush menace les acquis féministes des trente dernières années, puisqu'il veut réguler les comportements des femmes et leur place dans la société. La rhétorique de Bush est imprégnée du discours religieux et sa position concernant l'avortement fait écho à d'autres prises de position telles que la promotion de la chasteté par des programmes dans les écoles ou encore le refus de débloquer des fonds publics pour permettre l'accès des

89. « John Kerry's Opposition to the Unborn Victims of Violence Act », 1er avril 2004. <http://www.georgewbush.com/Compassion/Read.aspx?ID=2394> (mai 2004), p. 1.

90. *Ibid.*

femmes à la pilule du lendemain. En misant sur un discours religieux traditionaliste, le président Bush cherche à attirer l'électorat âgé et celui plus conservateur du Sud et du Midwest des États-Unis.

De son côté, John Kerry a misé sur sa position « pro-choix » afin de se distinguer de Bush pendant la campagne électorale. Sa campagne publicitaire télévisée *Choice*[91] fait état de ses convictions quant au droit de chaque femme de choisir, tel qu'il est protégé, selon lui, par la Constitution[92]. John Kerry inscrit la lutte en faveur du droit à l'avortement dans la continuité du combat pour l'égalité des droits. Selon lui, il serait contre l'esprit même de l'identité américaine d'appuyer George W. Bush[93]. Kerry a également signifié qu'il œuvrerait pour que les polices d'assurance couvrent les contraceptifs. De manière plus générale, Kerry a considérablement misé sur son soutien à la cause des femmes tout au long de sa campagne. Il a ainsi précisé qu'il avait appuyé le *Violence Against Women Act*, du *Family and Medical Leave Act* visant à aider les parents à équilibrer famille et travail, ainsi que le *Women's Health Equity Act*[94]. Enfin, Kerry s'est distingué de son opposant en avançant clairement des politiques visant à aider les femmes à mieux gérer famille et travail et à accroître leurs opportunités sur le marché du travail. Kerry prévoit d'ailleurs de s'attaquer au problème de l'équité salariale, puisqu'aux États-Unis, à travail égal, une femme perçoit en moyenne 73 % du salaire d'un homme[95]. Contrairement à Bush, qui n'insiste pas sur sa position anti-avortement, Kerry cherche à faire connaître sa position « pro-choix » et ses politiques en faveur des femmes[96]. Il est clair qu'une telle mise en valeur a pour objectif de toucher l'électorat féminin et les segments libéraux de la population (principalement les États côtiers). En usant d'une rhétorique axée sur l'égalité et la lutte pour les droits civils en lien avec l'avortement ou encore le mariage gai, Kerry cherche à s'identifier comme le candidat du peuple qui défend les intérêts de tous, contrairement à Bush, qu'il identifie comme le candidat d'une élite économique et d'une minorité conservatrice[97].

---

91. Disponible à l'adresse suivante : <http://www.johnkerry.com/videos/>.
92. « Standing Up for Fairness, Dignity, Rights of Women and Opening Doors for Their Success », *Protecting the Right to Choose*, 8 mars 2003. Disponible [en ligne] : <http://www.johnkerry.com/issues/women/> (11 mai 2004), p. 1.
93. J. Kerry (2003). « Remarks by John Kerry at Human Rights Campaign Annual Dinner », *San Francisco*, 26 juillet 2003. <http://johnkerry.com/pressroom/speeches/spc_2003_0726.html> (mai 2004), p. 3.
94. « Standing Up for Fairness, Dignity, Rights of Women and Opening Doors for their Success », *op. cit.*
95. *Ibid.*, p. 1.
96. *Ibid.*
97. Juan Williams (2004). « W Stands for Women – But Which Ones ? », *NPR, Politically Speaking Chronicle*, 17 mai 2004. <http://www.npr.org/features/columns/column.php?columnId=1929301&wfId=1899733> (mai 2004), p. 1.

Le contrôle des armes à feu et la criminalité

Le deuxième amendement à la Constitution des États-unis, qui protège la liberté de posséder des armes à feu, est l'objet d'un débat récurrent dans l'environnement politique américain, toujours central durant les élections présidentielles[98]. Il prévoit en effet que : « une milice bien organisée étant nécessaire à la sécurité d'un État libre, le droit qu'a le peuple de détenir et de porter des armes ne sera pas transgressé ». Les candidats font face d'une part à de puissants lobbies comme la *National Rifle Association* (NRA)[99], qui incitent le Congrès et la Maison-Blanche à s'opposer aux projets de lois limitant la liberté des Américains de disposer d'armes à feu, et d'autre part à des personnalités influentes comme Michael Moore[100], qui, contrairement à la NRA, militent pour un plus grand contrôle des armes à feu aux États-Unis. Aussi Kerry et Bush ont-ils dû prendre position. L'enjeu du contrôle des armes à feu est d'autant plus important pour les deux candidats que, dans l'esprit des Américains, il est également lié aux questions de la criminalité urbaine, surtout dans de grandes villes comme New York, Miami ou encore Chicago. L'affaire du « *sniper* » de Washington, durant les mois de septembre et d'octobre 2002, lorsque John Allen Mohammed et John Lee Malvo ont semé la terreur en tirant au hasard sur des personnes[101], reste dans l'esprit des électeurs. L'élection présidentielle de 2004 s'inscrit dans la tendance de l'élection de 2000, où les questions du contrôle des armes à feu et de la criminalité ont été primordiales pour les électeurs, notamment en raison des massacres du 24 mars 1998 et du 20 avril 1999 dans des écoles de Jonesboro en Arkansas et de Littleton au Colorado[102].

Durant sa campagne, Kerry a adopté une position plutôt pragmatique sur la question des armes à feu. En se disant « propriétaire d'armes à feu et chasseur », mais aussi citoyen désireux de vivre dans une société régie par des lois protégeant les citoyens contre les abus et les crimes commis par les armes[103], le démocrate a cherché à se faire

---

98. Pour un survol du débat aux États-Unis sur la question du contrôle des armes à feu, voir Andrew Wroe (2002), « Gun Control : The Right to Bear Arms », dans David McKay, David Houghton et Andrew Wroe (dir.), *Controversies in American Politics & Society*, Malden, MA, Blackwell, p. 95-105.
99. Pour plus de détails, voir le site officiel de la NRA : <http://www.nra.org/>.
100. Pour plus de détails, voir le site officiel de Michael Moore : <http://www.michaelmoore.com/> (mai 2004).
101. Carol Morello, « Victims' Relatives Still Ask, "Why ?" », *Washington Post*, 11 mars 2004, p. A11.
102. Pour saisir l'impact de l'enjeu du contrôle des armes à feu sur le vote aux élections de 2000, voir Herbert F. Wiesberg et Timothy G. Hill, « The Succession Presidential Election of 2000 : The Battle of the Legacies », dans Herbert F. Weisberg et Clyde Wilcox (dir.), *Models of Voting in Presidential Elections : The 2000 U.S. Election*, Standford : Standford University Press, 2004, p. 27-48.
103. Voir la section « Stopping Crime », sur le site de campagne de John Kerry <http://www.johnkerry.com/issues/crime/> (mai 2004).

l'écho de l'importante proportion d'Américains dont l'opinion sur la question des armes à feu est modérée. C'est dans cette optique qu'en octobre 2003, quelques mois à peine avant le début des primaires démocrates, Kerry s'est distancié de la NRA[104]. Indiquant que la réduction de la criminalité était l'une de ses priorités, il a affirmé qu'il prendrait les mesures nécessaires pour empêcher que les armes à feu se retrouvent entre les mains des voleurs, des trafiquants de drogue et des terroristes. Et il a souvent accusé Bush de retarder le renouvellement de la loi sur l'interdiction des armes d'assaut (*Assault Weapons Ban*), qui rend illégale la possession de dix-neuf types d'armes semi-automatiques (AK-47, Uzi, etc.) sur le territoire américain.

À l'occasion d'un discours à la NRA en avril 2004, le vice-président Dick Cheney a exposé une vision différente de celle de Kerry sur la question du contrôle des armes à feu[105]. Selon Cheney, les démocrates menacent une liberté fondamentale des Américains en voulant réguler davantage la possession des armes à feu aux États-Unis. Lorsqu'on sait qu'en 2000 les 4 millions de membres de la NRA avaient endossé la candidature de Bush et offert 16,8 millions de dollars aux républicains, on comprend peut-être mieux la convergence d'intérêts que l'on retrouve en 2004.

La peine de mort

Depuis la décision de la Cour suprême *Gregg* v. *Georgia* de 1976[106], mettant fin à un moratoire datant de 1972 suspendant l'application de la peine de mort au motif de son inconstitutionnalité, plus de 900 individus ont été exécutés aux États-Unis[107]. En 2004, la peine de mort est en vigueur dans 38 des 50 États américains.

Le nombre annuel d'exécutions aux États-Unis a particulièrement augmenté au cours des années 1990, et cette situation soulève des débats que les candidats aux élections présidentielles peuvent difficilement ignorer. Selon David McKay, l'une des inquiétudes que formulent les électeurs américains tient aux conditions d'application de la peine[108]. En effet, même si en moyenne 70 % des Américains se disent

---

104. John Kerry, « Kerry Stands Up to NRA's Divisive Agenda in Letter to Blacklisted Americans », Washington, D.C., 30 octobre 2003, <http://www.johnkerry.com/pressroom/releases/pr_2003_1030.html> (mai 2004).
105. David Lamb, « Kerry Would Threaten Gun Rights, Cheney Tells the NRA », *Los Angeles Times*, 18 avril 2004, <http://www.latimes.com/news/nationworld/politics/la-na-nra18apr18,1,1069551.story?coll=la-news-politics-national> (mai 2004)
106. 428 U.S. 153 (1976).
107. Death Penalty Information Center, « Facts About the Death Penalty », 26 avril 2004 : <http://www.deathpenaltyinfo.org/FactSh1eet.pdf> (mai 2004).
108. David McKay (2002). « Capital Punishment : The Politics of Retribution », dans David McKay, David Houghton et Andrew Wroe (dir.), *Controversies in American Politics & Society*, Malden, MA, Blackwell, p. 144.

Tableau 7.2

La peine de mort aux États-Unis : le nombre d'exécutions par État entre 1976 et 2004

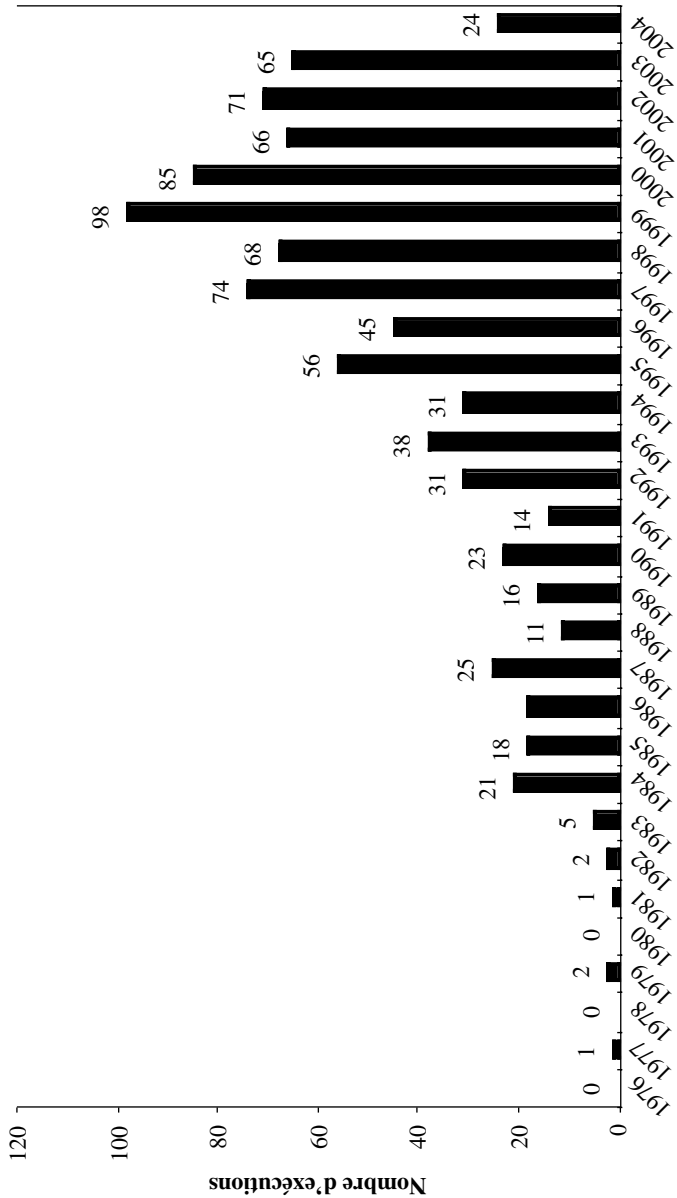
	Total	2003	2004 (en date du 26 avril)
Texas	321	24	8
Virginie	91	2	2
Oklahoma	73	14	4
Missouri	61	2	
Floride	58	3	1
Géorgie	34	3	
Caroline du Sud	31		3
Caroline du Nord	31	7	1
Alabama	28	3	
Louisiane	27		
Arkansas	26	1	1
Arizona	22		
Delaware	13		
Illinois	12		
Indiana	11	2	
Ohio	11	3	3
Californie	10		
Nevada	10		1
Mississippi	6		
Utah	6		
Washington	4		
Maryland	3		
Nebraska	3		
Pennsylvanie	3		
Kentucky	2		
Montana	2		
Oregon	2		
Colorado	1		
Idaho	1		
Nouveau-Mexique	1		
Tennessee	1		
Wyoming	1		

Source : Death Penalty Information Center, « Facts about the Death Penalty », 26 avril 2004, <http://www.deathpenaltyinfo.org/FactSh1eet.pdf> (avril 2004).

en faveur de la peine capitale depuis 1976, plusieurs se demandent si les exécutions de prisonniers sont toujours fondées. Par exemple, dans le cas de Karla Faye Tucker, inculpée au Texas pour un meurtre à la hache commis en 1983, les Américains ne savaient plus si l'exécution de cette femme était toujours nécessaire, alors qu'elle disait s'être convertie au christianisme en prison et ne plus représenter une menace pour la société. La position de George W. Bush avait toutefois été claire. En tant

Figure 7.1

La peine de mort aux États-Unis : le nombre d'exécutions à l'échelle nationale (1976-2004)



Source : Death Penalty Information Center, « Facts about the Death Penalty », 26 avril 2004, <http://www.deathpenaltyinfo.org/FactSh1eet.pdf> (avril 2004).

que gouverneur du Texas, il avait refusé – comme il en avait le pouvoir – d'accorder un sursis à Tucker qui, le 3 février 1998, devint finalement la première femme exécutée dans l'État du Texas depuis 1863, et la première aux États-Unis depuis 1984[109].

Durant la campagne présidentielle de 2004, la position de Bush sur la peine de mort est demeurée identique à celle de l'élection de 2000. Selon lui, les personnes reconnues coupables de crimes passibles de la peine capitale devraient être exécutées si c'est ce que la *Justice* recommande. Lors du troisième débat présidentiel entre Gore et Bush en 2000, le républicain avait affirmé que l'existence de la peine capitale servait à dissuader le recours à la violence[110]. Depuis le 11 septembre 2001, Bush a cherché à étendre le champ d'application de la peine de mort aux terroristes agissant en sol américain, notamment pour les crimes mentionnés dans le *Patriot Act*. Selon lui, la peine capitale fait partie de la lutte contre le terrorisme, car elle sert à dissuader les Américains de soutenir des organisations comme Al-Qaida[111].

À l'instar de Bush, Kerry s'est prononcé en faveur de l'exécution de certains terroristes prenant les États-Unis pour cible. En revanche, le démocrate a simultanément adopté une position différente en affirmant qu'il s'opposait à la peine de mort dans tous les autres cas[112]. Comme l'indique Charles Hunt, cet aspect de l'élection de 2004 est important, car Kerry est le premier candidat présidentiel depuis Michael Dukakis en 1988 à se positionner aussi clairement contre la peine capitale[113]. En effet, parce qu'ils avaient constaté que plus de la moitié des Américains étaient favorables à la peine de mort en 1992, 1996 et 2000, Bill Clinton et Al Gore s'étaient, contrairement à Kerry, prononcés en faveur de l'exécution des criminels condamnés à mort[114]. Ainsi, Kerry peut, avec l'enjeu de la peine capitale, montrer qu'il incarne une vision des États-Unis différente de celle de Bush.

⁂

---

109. CNN, « Tucker Dies By Lethal Injection », 3 février 1998, <http://edition.cnn.com/US/9802/03/tucker.executed/index.html> (mai 2004).

110. Commission on Presidential Debates, « The Third Gore-Bush Presidential Debate », 17 octobre 2000, <http://www.debates.org/pages/trans2000c.html> (mai 2004).

111. Robyn E. Blumner, « No Pause in Patriot Act Pounding », *St. Petersburg Times*, 26 octobre 2003, <http://www.sptimes.com/2003/10/26/Columns/No_pause_in_Patriot_A.shtml> (mai 2004).

112. Voir Paul West, « Kerry Defends His Liberal Views during Debate with Edwards », *Baltimore Sun*, 27 février 2004, <http://www.johnkerry.com/pressroom/clips/news_2004_0227e.html> (mai 2004).

113. Charles Hunt, « Kerry, a Firm Foe of Death Penalty », *Washington Times*, <http://washingtontimes.com/national/20040328-115812-7206r.htm> (mai 2004).

114. Dans le cas de Clinton, voir *ibid*. Dans le cas de Gore, voir James W. Ceaser et Andrew E. Busch, *The Perfect Tie : The True Story of the 2000 Presidential Election*, Lanham, Rowman & Littlefield, 2001, p. 40.

Ainsi les enjeux de politique intérieure occupent une place considérable dans les campagnes menées par John Kerry et George W. Bush, notamment en comparaison des questions de politique étrangère. La prééminence des enjeux domestiques sur ceux de politique étrangère n'est pas un phénomène nouveau dans l'histoire américaine. Cependant, c'est véritablement avec la campagne présidentielle de 1992 de Bill Clinton que la mise en valeur de la politique intérieure s'est révélée déterminante. George W. Bush a ainsi gagné les élections de 2000 en misant fortement sur les questions de politique intérieure et en montrant un grand détachement vis-à-vis de la politique étrangère. Il a choisi, en 2004, de poursuivre dans cette voie : son site officiel de campagne se divise ainsi en sept sous-sections thématiques, essentiellement des enjeux intérieurs (l'économie, la solidarité, la santé, l'éducation et l'environnement) ainsi que des thèmes croisés, qui concernent autant la dimension nationale qu'internationale (comme la sécurité des États-Unis)[115]. Faute de pouvoir véritablement marquer ses différences en matière d'économie et d'éducation, c'est essentiellement dans le domaine des droits et libertés civiles que John Kerry a pu s'illustrer. Globalement, tandis que Kerry cherche à se gagner un électorat jeune, particulièrement les femmes, dans les États plus ouverts de la côte Est et de la côte Ouest, Bush s'affiche comme le candidat proche de ses racines (le *grassroot republican*) et cible un électorat plus âgé et conservateur.

Si les enjeux de politique intérieure sont clairement au cœur de la campagne présidentielle, on peut toutefois se demander jusqu'à quel point le *contenu* des enjeux est réellement déterminant. Il semblerait en effet que le lien entre ce que les candidats avancent et la réponse du public au contenu des politiques présenté soit loin d'être évident et il est fort possible que les différentes prises de position des candidats n'influencent pas de manière significative les électeurs américains. Nombre de sondages montrent en effet que l'opinion publique n'a pas nécessairement été influencée par les discours vantant le contenu de programmes politiques[116]. Plus que le contenu du programme de chaque candidat, d'autres critères, comme le format du programme et sa publication et l'impression générale dégagés par la rhétorique, jouent un rôle central : avec la personnalisation de l'élection présidentielle, c'est donc le candidat qui dégage le plus d'assurance, celui qui semble le plus proche de la population, voire le plus sympathique, qui est susceptible de remporter les suffrages. À la lumière

115. La sécurité du pays est toutefois divisée en deux aspects : la *Homeland Security*, qui touche aux questions du terrorisme à l'intérieur du territoire, et la *National Security*, qui cherche à prévenir le phénomène terroriste avant qu'il n'aboutisse sur le territoire américain. Voir le site officiel de la campagne de George W. Bush : <http://www.georgewbush.com> (juin 2004).

116. George C. Edwards III (2003). *On Deaf Ears : The Limits of the Bully Pulpit*, New Haven et Londres, Yale University Press, p. xi.

des critiques qui ont été adressées à Kerry sur le fait que son programme est « trop détaillé pour le peuple américain », il ne faut pas surestimer l'incidence des programmes politiques des candidats sur l'issue du vote. En effet, d'autres considérants, comme le rôle des médias, le vote partisan ou l'image des États-Unis véhiculée dans les discours, orientent également la nature du soutien de la population à l'un ou l'autre des candidats.

BIBLIOGRAPHIE

DUPUIS, M. (2002). *Same-Sex Marriage, Legal Mobilization, & the Politics of Rights*, New York, Peter Lang.

GERSTMANN, E. (2004). *Same-Sex Marriage and the Constitution*, Cambridge, Cambridge University Press.

GRONDIN, D. (2004). « (Re)Writing the National Security State : Why and How Realists (Re)Built the(ir) Cold War », *Center for United States Studies Occasional Papers*, Raoul-Dandurand Chair in Strategic and Diplomatic Studies, University of Quebec at Montreal, Montreal.

HOGAN, M. J. (1998). « Magna Charta : The National Security Act and the Specter of the Garrison State », dans *A Cross of Iron : Harry S. Truman and the Origins of the National Security State, 1945-1954*, New York, Cambridge University Press, p. 1-68.

KESEL, J.H. (2004). « Views of the Voters », dans Herbert F. Weisberg et Clyde Wilcox (dir.), *Models of Voting in Presidential Elections : The 2000 U.S. Election*, Stanford, Stanford University Press.

KLARE, M.T. (2002). *Resources Wars : The New Landscape of Global Conflict*, New York, Henry Holt.

MCKEEGAN, M. (1992). *Abortion Politics : Mutiny in the Ranks of the Right*, New York et Toronto, Maxwell Macmillan.

MORAN, T.H. (1993). « An Economics Agenda for Neorealists », *International Security*, vol. 18, nº 2, p. 211-215.

O'NEILL, T. et G. HYMEL (1992). *All Politics is Local : And Other Rules of the Game*, Avon, Adams Media Corporation, 1re éd.

WROE, A. (2002). « Abortion : The Right to Life Debate », *Controversies in American Politics and Society*, Oxford et Malden, Blackwell.

CHAPITRE 8

Identité, différence et exceptionnalisme dans la rhétorique présidentielle américaine

Anne-Marie D'Aoust

Only in a country where it is so unclear what is American do people worry so much about the threat of things « unAmerican ».

Michael Kammen, 1972[1]

1. Michael Kammen (1972). *People of Paradox : An Inquiry Concerning the Origins of American Civilization*, New York, Knopf, p. 4.

« Très anti-américain dans ses propos, [il] est un opposant déclaré à la guerre contre le terrorisme […] Nous **sommes** en guerre, à la fois contre un ennemi à l'extérieur de nos frontières et contre un ennemi à l'intérieur de nos frontières ! Insurgez-vous maintenant contre une attaque immorale et indécente envers notre président et notre pays ! […] Cet ouvrage est anti-américain par nature[2]. » Les propos sont inquiétants et émotifs. Il s'agirait de dénoncer les agissements criminels, voire terroristes, en sol américain qu'ils n'en comporteraient pas moins de ferveur patriotique. Pourtant, ces mots visent Michael Moore, cinéaste américain dont le documentaire *Fahrenheit 911* a vu sa sortie compromise par la *crainte* du propos, jugé anti-américain avant même la sortie du film (le distributeur Disney ayant refusé de s'y associer). Si cette diatribe contre le cinéaste semble disproportionnée, elle aborde néanmoins de front une question historique et politique fondamentale : qu'est-ce qu'un Américain ? Pourtant, ainsi que l'écrit Marc Cassivi, Michael Moore se réclame, à juste titre, du peuple américain : « C'est un Américain fier de l'être qui se bat pour les valeurs américaines. Un peu plus et on croirait qu'il est républicain. Là se trouve toute la force de son discours.[3] » Si le fait d'être né au Michigan ne fait pas pour autant de Michael Moore un « vrai » Américain et si ses opinions sont paradoxalement désignées à la fois comme hostiles à la nation et exaltantes de patriotisme, comment se définit alors l'identité américaine ? Il s'agit ici, en s'attardant sur l'idée d'exceptionnalisme comme rhétorique identitaire fondamentale de la nation américaine, de voir comment l'identité américaine est imprégnée de la rhétorique utilisée par le président pour consolider et former la conscience collective du peuple, notamment en période d'élections.

L'impression partagée par les Américains d'appartenir à une structure politique commune résulte d'idées diffusées par le truchement de rhétoriques politiques qui créent une culture du savoir modulant et caractérisant l'identité américaine[4]. Cette culture du savoir donne l'illusion d'une identité américaine fixe, possédant des traits inhérents hérités d'un consensus historique, ce qu'on pourrait en fait nommer un « style national immuable[5] ». Il faut revenir sur ce faux consensus historique pour montrer comment la rhétorique présidentielle constitue en soi un puissant facteur d'américanisation (donc de consolidation de l'identité américaine). Parce que cette identité se

---

2. En relief dans l'original. Jon Alvarez et Ted Baehr (2003). « Fraudulent Film to Endanger America : Tell Miramax to Stop Funding Moore's Treasonous "Fahrenheit 911 Movie !" », texte de pétition paru le 20 novembre 2003. <http://www.conservativepetitions.com/petitions.php?id=248> (4 mai 2004).
3. Marc Cassivi (22 mai 2004). « Le candidat chips au ketchup », *La Presse*, p. 5 Arts et spectacles.
4. Vanessa B. Beasley (2004). *You, the People : American National Identity in Presidential Rhetoric*, Texas, A & M University Press, p. 45.
5. Stanley Hoffman (1968). « Le style national : Une analyse », dans *Gulliver empêtré : essai sur la politique étrangère des États-Unis*, Paris, Seuil, p. 143-237.

construit par rapport à un *Autre* et qu'elle situe très précisément les États-Unis par rapport au reste du monde, la rhétorique présidentielle a un impact sur la formation de l'identité américaine et, par conséquent, sur la politique américaine.

La lutte pour la présidence entre le candidat républicain George W. Bush et le candidat démocrate John Kerry est une illustration concrète du processus d'affirmation identitaire. Le fossé entre la manière dont les Américains se perçoivent et la façon dont ils sont perçus à l'extérieur de leurs frontières traduit d'ailleurs toute la complexité de l'identité américaine qui, sous des discours qui se veulent unificateurs et rassembleurs, reste très divisée. La question du multiculturalisme américain sera également développée à la lumière de cette conception de l'identité américaine. Ces éléments permettront de comprendre comment le nationalisme américain se constitue par rapport à un Autre extérieur perçu comme menaçant. La conception exceptionnelle de la nation se trouve en fait confrontée à l'image extérieure projetée par les États-Unis, soit celle d'un empire plutôt que d'une nation exceptionnelle dotée d'une mission divine Avec ce mythe de l'exceptionnalisme de la nation américaine, c'est l'unité d'une société en réalité profondément fragmentée qui est en jeu. Et en ce sens, les élections présidentielles constituent un moment de réaffirmation de l'identité américaine, les Américains choisissant dans les faits un candidat qui représente « l'Amérique ».

LE MYTHE DE L'EXCEPTIONNALISME DANS LA RHÉTORIQUE PRÉSIDENTIELLE

Bien souvent, les grands discours présidentiels font appel au mythe de l'exceptionnalisme de la nation américaine pour galvaniser les forces vives de la société. Ce mythe, fondé sur l'épopée glorieuse des premiers colons, est un élément récurrent de la rhétorique présidentielle.

Une réappropriation de l'expérience historique des premiers colons

La nation, pour reprendre l'expression du théoricien politique Benedict Anderson, est une communauté imaginaire inventée par le biais de mythes, d'événements et d'images. Ceux-ci sont choisis et embellis pour concevoir un espace de communion, transcendant les inégalités et les divisions[6] de la société. Or, observateurs et analystes

6. Roberta L. Coles (2002). « War and the Contest over National Identity », *The Sociological Review*, vol. 50, nº 4, p. 586.

s'entendent pour dire que l'identité nationale américaine véhiculée au fil des ans est étrangement stable. En effet, le modèle idéel à partir duquel l'identité américaine est articulée depuis des siècles tourne autour de la notion d'exceptionnalisme. De la cité sur la colline[7] de John Winthrop à la croisade de Ronald Reagan contre le communisme en passant par l'idéalisme wilsonien[8], l'idée d'une nation élue par Dieu pour donner l'exemple au reste du monde et entreprendre une mission civilisatrice revient avec une récurrence troublante. Comment l'expliquer ? Selon Vanessa Beasley, il ne fait aucun doute que le sentiment qu'ont les Américains de partager un bien commun et une identité commune résulte d'idées diffusées par l'entremise de rhétoriques politiques[9]. En l'absence de racines ethniques et de religion communes, voire de langage commun, le peuple américain n'a recours qu'à des croyances et à des idées partagées pour se penser collectivement en tant que nation[10]. C'est d'ailleurs de cette façon que l'historien Richard Hofstadter résume l'identité américaine, en soulignant qu'il était de la destinée des États-Unis de ne pas avoir d'idéologies, mais bien d'en être une[11].

L'idéologie américaine correspond à un ensemble vaste et complexe, mais on peut facilement affirmer que l'exceptionnalisme correspond au mythe le plus fondamental de l'identité américaine[12]. L'exceptionnalisme américain repose sur la croyance que le peuple

---

7. Terme employé par le pasteur John Winthrop en 1630 pour parler de la Nouvelle-Angleterre en tant que nation modèle nouvelle.
8. Il s'agit là de la vision du monde basée sur les valeurs libérales, le droit et la démocratie promue par le président Woodrow Wilson dès la fin de la Première Guerre mondiale. L'élaboration des 14 points de Wilson et la création de la Société des Nations en sont des expressions concrètes.
9. Vanessa B. Beasley, *op. cit.*, p. 45.
10. Plusieurs auteurs se sont attaqués à la question du nationalisme américain et à sa particularité. L'hypothèse du partage d'idées et de croyances communes est la plus répandue et celle qui a fait le plus école. Dès 1759, par exemple, St. John de Crèvecœur parlait de l'Américain comme d'un homme nouveau, construit à partir d'idées nouvelles. Pour une discussion détaillée sur cette hypothèse, consulter Sacvan Bercovitch (1981), « The Rites of Assent », dans *The American Self : Myth, Ideology, and Popular Culture*, Sam B. Girgus (dir.), Albuquerque, University of New Mexico Press, p. 5-42. D'autres hypothèses pouvant expliquer la particularité du nationalisme américain sont aussi répandues (notamment la thèse de la Frontière de Frederick Jackson Turner). Pour des critiques de l'idée de croyances communes comme fondement de l'identité américaine, notamment sur la base d'arguments ethniques, sociaux ou économiques, se référer à Howard Zinn (2003), *A People's History of the United States : 1492-Present*, New York, Harper Collins ; Michael Lind (1995), *The Next American Nation : The New Nationalism and the Fourth American Revolution*, New York, Free Press ; et Daniel Bell (1988), *The End of Ideology : On the Exhaustion of Political Ideas in the Fifties*, Cambridge, MA, Harvard University Press.
11. Richard Hofstadter, cité dans Vanessa Beasley, *op. cit.*, p. 29.
12. Vibeke Schou Pedersen (2003). « In Search of Monsters to Destroy ? The Liberal American Security Paradox and a Republican Way Out », *International Relations*, vol. 17, nº 2, p. 214.

américain possède une destinée particulière, différente de celle des autres nations et résultant du choix de Dieu. C'est un mythe fondateur de la nation américaine, au même titre que le mythe de la Frontière ou encore le mythe de l'abondance[13]. Il repose sur l'expérience historique des premiers Puritains qui arrivèrent au Nouveau Monde, guidés par sir John Winthrop. Winthrop avait l'impression d'accomplir en Amérique une œuvre missionnaire qui s'inscrivait dans la logique de l'Histoire. À ses yeux, le voyage rédempteur des Hébreux et le voyage des Puritains du *Mayflower* vingt-deux siècles plus tard relevaient du même impératif religieux de régénération de la foi. Ainsi, sir John Winthrop, plusieurs fois gouverneur de la colonie du Massachusetts, n'a pas hésité à dire que « Dieu nous a donné cet espace [la colonie à créer] afin d'être un refuge pour tous ceux qu'il désirait sauver de la Grande Calamité. […] Il entend manifester ici sa grâce comme jadis il a guidé les Israéliens dans le désert […][14]. » La « Nouvelle-Angleterre » était la nouvelle « terre promise ». Une succession d'événements ont entretenu une impression d'exceptionnalisme chez les premiers colons et alimenté la *perception* de bénéficier d'une grâce particulière de Dieu. Cette perception a été un moteur d'expansion et d'établissement permanent. Ainsi, « à travers leur expérience [des premiers colons], la Bible et l'histoire se rejoignent, et un sentiment profond les

---

13. Le mythe de la Frontière dérive de la théorie de la Frontière de l'historien Frederick Jackson Turner selon laquelle la mise en valeur de l'environnement naturel américain aurait modelé la vie des pionniers et les institutions politiques américaines. Le mythe de la Frontière tel qu'il existe aujourd'hui ne correspond plus tant à un espace géographique qu'à un terrain idéologique, « […] *a mythic region whose wilderness made it once a region of darkness and an earthy paradise, a goad to civilization and a barrier to it* […] *whose riches were held by a dark and savage enemy with whom white Americans must fight a war to the knife, with the future of civilization itself as the stake*. » Richard Slotkin (1985), *The Fatal Environment*, New York, éditions Atheneum, p. 11-12. Le mythe de l'abondance s'inscrit un peu dans cette lignée en mettant l'accent sur l'abondance des ressources du territoire américain pour expliquer la destinée exceptionnelle de la nation. Pour une exposition et une défense du mythe de la Frontière comme élément formateur majeur de l'identité américaine, consulter Frederick Jackson Turner (1963), *La frontière dans l'histoire des États-Unis*, Paris, Presses universitaires de France. Plusieurs récusations et réaffirmations de ce mythe ont été faites depuis, mais pour une lecture renouvelée permettant de comprendre l'impact du mythe sur les populations amérindiennes, consulter Kerwin Lee Klein (1997), *Frontiers of Historical Imagination*, Berkeley, Californie, University of California Press. Pour une étude de l'évolution de ce mythe dans la culture américaine aux XIXe et XXe siècles, se référer aux travaux de Richard Slotkin, notamment Richard Slotkin (1992), *Gunfighter Nation : The Myth of the Frontier in Twentieth-Century America*, New York, Maxwell Macmillan International. Pour une présentation et une défense récentes du mythe de l'abondance comme élément formateur majeur de l'identité américaine, consulter Arnon Gutfeld (2002), *American Exceptionalism : The Effects of Plenty on the American Experience*, Brighton et Portland, Sussex Academic Press.

14. Jean-Pierre Martin (1999). « God is American », dans *La destinée manifeste des États-Unis au XIXe siècle : aspects idéologiques et politiques*, Gérard Hughes (dir.), Paris, Éditions du Temps, coll. Questions de civilisation, p. 11.

habite, celui d'être des instruments de la Providence[15] ». Ainsi, l'impression d'avoir « Dieu parmi eux » a affecté très tôt la perception que les premiers colons pouvaient avoir des événements – donc de l'Histoire – et fait de l'exceptionnalisme un mythe « moteur » qui a poussé à l'action. La vertu américaine s'incarne donc dans la destruction d'un passé sauvage et la conquête de la civilisation qui représente l'avenir[16]. Avec la Révolution de 1776, c'est plus que l'esprit puritain qui devait être propagé : c'étaient également les principes démocratiques fondamentaux de la Constitution. Malgré une dissolution certaine de la tradition puritaine au sein de la société américaine au fil du XXe siècle, l'exceptionnalisme reste présent, sous une forme « sécularisée ». Cette version modifiée de l'exceptionnalisme correspond à une promotion du libéralisme et de ses valeurs, présent sous sa forme achevée et idéale aux États-Unis comme nulle part ailleurs, justifiant ainsi que le pays propage ses idéaux et soit vu comme une nation différente et à l'avant-garde[17]. Dans les termes de l'historien de la diplomatie des États-Unis, Walter MacDougall, les États-Unis sont « la Terre promise, l'État croisé[18] ».

Le fait que l'identité nationale américaine soit fortement imprégnée de cette tradition d'exceptionnalisme se traduit sur le plan politique par l'instauration d'une véritable religion civile. George Washington fut le premier président à déclarer officiellement que Dieu avait favorisé la nation américaine et il inaugura, du même coup, une véritable tradition rhétorique chez les présidents américains[19]. Ses successeurs se sont ainsi approprié régulièrement cette rhétorique. C'est toutefois avec la « diplomatie missionnaire » de Woodrow Wilson que l'exceptionnalisme américain entre, avec la Première Guerre mondiale, dans la conscience nationale. Au lendemain du conflit, Wilson prononce, lors d'un discours, les mots suivants : « Ce n'est pas par accident ou par hasard que nous ne sommes plus isolés du reste du monde. […] Le décor est mis, la destinée ouverte. Ce n'est par aucun plan de notre conception que nous sommes dirigés dans cette direction, mais bien par la main de Dieu[20]. » Au cours de la Deuxième Guerre mondiale, le président Roosevelt réactiva avec succès cette

15. Jean-Pierre Martin, *op. cit.*, p. 33.
16. Élise Marienstras (1976). *Les mythes fondateurs de la nation américaine*, Paris, François Maspéro, p. 346.
17. Vibeke Schou Pedersen, *op. cit.*, p. 217. Pedersen insiste toutefois sur le fait qu'une tension fondamentale existe entre l'exceptionnalisme et le libéralisme. Selon elle, la version sécularisée de l'exceptionnalisme remettra éventuellement en question l'idée d'exceptionnalisme américain, puisque le jour où toutes les nations seront « libéralisées » les États-Unis ne pourront s'en distinguer.
18. Walter A. McDougall (1997). *Promised Land, Crusader State : The American Encounter with the World 1776*, Boston, Houghton Mifflin.
19. Vanessa B. Beasley, *op. cit.*, p. 48.
20. Conrad Cherry (1971). *God's New Israel : Religious Interpretations of American Destiny*, New Jersey, Prentice-Hall Inc., p. 293 et 294.

rhétorique : « Ils [le Japon et l'Allemagne] savent qu'une victoire pour nous est une victoire de la liberté. […] Ils savent qu'une victoire pour nous signifie une victoire pour la religion[21]. » Les deux présidents en fonction durant les deux guerres mondiales ont donc vu dans ces conflits des circonstances dites « providentielles » qui ont marqué l'histoire de la nation[22]. Au demeurant, le fait que l'intervention américaine ait été décisive dans ces deux conflits majeurs a fortement contribué à renforcer le mythe de l'exceptionnalisme. Ainsi, dès le début de la guerre froide, l'expansion des zones d'influence américaine en Europe se justifie « parce que l'idée que nous avons le droit de diriger en raison de notre vertu supérieure est d'un ordre hautement plus moral que l'idée amorale que nous pouvons régner à cause de notre puissance [en comparaison à l'Allemagne][23] ». Dans le même esprit, il est possible de citer l'exemple d'Eisenhower affirmant que « la destinée nous a remis entre les mains la responsabilité de diriger le monde libre contre le communisme[24] », la doctrine Truman séparant le monde entre le Bien et le Mal, etc. On retrouve bien entendu cette caractéristique dans la présidence de George W. Bush, qui se voit élu de Dieu dans son combat contre le terrorisme. D'une expérience historique mystifiée, l'exceptionnalisme est devenu au fil du temps un étrange mélange de mysticisme religieux et de libéralisme politique, que réactive régulièrement la rhétorique présidentielle.

Un mythe culturel consensuel réactivé par la rhétorique présidentielle

L'identité collective américaine reposerait ainsi sur des croyances partagées à la fois sacrées et sanctifiées présupposant que les Américains ont des devoirs moraux à remplir en donnant l'exemple au reste du monde. Suivant cette logique, le peuple américain serait le peuple choisi de Dieu. Par conséquent, les Américains entretiendraient une relation particulière les uns par rapport aux autres, en plus d'avoir une responsabilité très claire à l'égard du reste du monde[25]. Même si aujourd'hui la rhétorique de l'exceptionnalisme ne s'enracine pas dans la même ferveur religieuse qui animait les premiers colons, il n'en reste

21. Conrad Cherry, *op. cit.*, p. 297.
22. Roberta L. Coles souligne d'ailleurs que le contexte de la guerre correspond à un moment fort et déterminant dans la consolidation de l'identité d'une nation, puisque l'identité nationale se trouve alors à être définie et/ou contestée très distinctement sur la place publique par les discours présidentiels et les médias face à un Autre facilement identifiable. Pour une discussion sur le lien entre le contexte de guerre et l'identité nationale appuyée par une étude de cas sur la guerre du Golfe de 1991, consulter Roberta L. Coles, *op. cit.*
23. *Ibid.*, p. 305.
24. *Ibid.*, p. 311.
25. Vanessa B. Beasley, *op. cit.*, p. 49.

pas moins que sa récurrence a créé un consensus idéologique au sein de la population américaine. En faisant appel à l'exceptionnalisme dans leurs discours, les présidents américains renvoient directement aux traditions culturelles profondes des Américains. Ce sont ces racines qui constituent la force de l'exceptionnalisme et qui l'ancrent profondément dans la société américaine : l'individu qui en fait partie s'y sent rattaché. Ainsi, au fil des générations, l'exceptionnalisme américain a acquis une fonction symbolique dorénavant centrale au fonctionnement culturel et politique de la société américaine.

L'exceptionnalisme serait donc beaucoup plus qu'une simple croyance ou qu'un acte de foi : ce serait une véritable idéologie reprise et renouvelée non seulement dans les discours présidentiels, mais aussi dans les discours populaires et universitaires. Cette idéologie essentialiserait la nation américaine en faisant appel à une supposée caractéristique « naturelle » de son identité. Eric Kaufman souligne d'ailleurs que plusieurs travaux d'historiens et de politologues reposent, implicitement ou explicitement, sur l'idée de l'exceptionnalisme américain[26]. Cependant, Vebeke Schou Pedersen souligne qu'aujourd'hui les travaux des politologues américains sont plus imprégnés du récit de l'exceptionnalisme que ceux des historiens, ce qui tend à confirmer l'idée que la façon dont l'identité américaine est perçue, traitée et exprimée reste en soi un geste très politique[27]. Comme le rappelle Pedersen, même si la rhétorique de l'exceptionnalisme a vu son contenu théologique diminuer, elle n'en a pas moins permis de situer l'identité américaine en des termes temporels plutôt que spatiaux en créant un mythe culturel consensuel :

> *Authoring « the American present as a movement from promise to fulfilment » and translating « fulfilment from its meaning within the closed system of sacred history into a metaphor for limitless human progress », freed American identity from its Puritan origins, and transformed it into a narrative about « moving on » and nothing more*[28].

---

26. Eric Kaufmann (2001). « Nativist Cosmopolitans : Institutional Reflexivity and the Decline of "Double-Consciousness" in American Nationalist Thought », *Journal of Historical Sociology*, vol. 14, nº 1, p. 47.

27. En effet, l'identité américaine dépend directement des pratiques disciplinaires et des discours qui tentent de normaliser la population en lui donnant un sentiment d'unité. L'objectif ici n'est pas d'entrer dans le débat classique, à savoir si l'exceptionnalisme caractérise vraiment la nation américaine et s'il est réel ou non. À l'instar de David Campbell, nous considérons que les discours politiques ont une fonction constitutive dans la formation et dans la consolidation des identités au nom desquelles elles opèrent.

28. Vibeke Schou Pedersen, *op. cit.*, p. 217.

Par conséquent, il importe peu de savoir si l'exceptionnalisme américain est réel[29]. De nombreux universitaires, le peuple américain et le président y croient ou utilisent une rhétorique faisant état de cette conviction : cela renseigne autant sur l'identité de la nation américaine et le sens qu'elle donne à son histoire que sur ses choix et justifications politiques. Il est donc plus pertinent et plus utile de comprendre l'*impact* de cette croyance, indéniablement présente dans la rhétorique politique américaine, que de nous attarder sur les fondements et la véracité de celle-ci. Les discours faisant appel à l'exceptionnalisme américain font ainsi beaucoup plus que raviver et/ou perpétuer un mythe fondateur : ils créent un sentiment d'appartenance et constituent une certaine identité nationale américaine[30]. Reste à voir *qui* et *quelles idées* peuvent être qualifiés d'« américains » dans une société fragmentée.

L'EXCEPTIONNALISME, DISCOURS UNIFICATEUR D'UNE SOCIÉTÉ FRAGMENTÉE

Le discours de l'exceptionnalisme évolue dans le cadre paradoxal d'une société profondément divisée sur des lignes de partage culturel. Il sert notamment de cadre rassembleur permettant de transcender les différences entres les divers segments de la population.

---

29. L'analyste politique Seymour Martin Lipset a consacré une bonne partie de ses recherches à cerner les fondements idéologiques de l'exceptionnalisme américain. Dans son ouvrage clé sur la question (Seymour Martin Lipset. *American Exceptionalism : A Double-Edged Sword*, Londres et New York, W.W. Norton & Company, 1996), il est avant tout intéressé à comprendre pourquoi le socialisme n'a jamais eu d'emprise aux États-Unis. Lipset soutient ainsi que l'exceptionnalisme américain est un phénomène à double tranchant (*double-edged sword*). Cela ne signifie pas que les États-Unis soient les meilleurs, mais bien qu'ils puissent être capables du meilleur comme du pire. Lipset part donc des travaux pionniers d'Alexis de Tocqueville sur l'exceptionnalisme des États-Unis pour affirmer que les États-Unis/Américains sont qualitativement différents des autres pays/nations. À ce titre, tous les pays sont « exceptionnels ». Or, pour Lipset, « *The United States is exceptional in starting from a revolutionary event, in being the "first new nation", the first colony, other than Iceland, to become independent. It has defined its* raison d'être *ideologically* » (p. 18). Pour lui, être américain exprime un acte idéologique, voire religieux : dire l'exceptionnalisme américain caractérise alors la religion politique américaine. Il va sans dire que Lipset est un Américain convaincu que les États-Unis ont été exceptionnels tout au long de leur histoire et que leurs présidents les plus illustres appartiennent à une classe exceptionnelle d'individus : « *But however one comes to this debate, there can be little question that the hand of providence has been on a nation which finds a Washington, a Lincoln, or a Roosevelt when it needs him. When I write the above sentence, I believe that I draw scholarly conclusions, although I will confess that write also as a proud American* » (p. 14).

30. David Campbell (1998 [1992]), *Writing Security : United States Foreign Policy and the Politics of Identity*, Minneapolis, University of Minnesota Press, p. 146.

Le paradoxe d'une société unique évoluant dans un univers multiculturel

Non seulement la persistance de l'exceptionnalisme dans la rhétorique présidentielle marque une continuité identitaire dans la façon dont la nation américaine se perçoit, mais elle permet également au président de composer avec une démocratie multiple et de consolider une identité nationale au-delà des différences individuelles. Plus encore, en usant de l'exceptionnalisme et des thèmes qui s'y rattachent, le président affirme l'idée que ce qui unit le peuple américain ne dépend pas de la race, du sexe ou de la religion, mais bien de la clarté des convictions idéologiques et des idées partagées. Ainsi que l'exprimait Ronald Reagan : « *Well, our concern must be for a special interest group that has been too long neglected. It knows no sectional boundaries or ethnic or racial divisions, and it crosses political party line.* [...] *They are, in short, "We the people", this breed called Americans*[31] .» L'usage de l'exceptionnalisme permet au président de composer avec une démocratie pluraliste et hétérogène, et de minimiser, sinon de nier, les différences et dissensions internes. Ces discours reposant sur la religion civile favorisent la cohésion sociale en requérant une allégeance qui va au-delà du simple intérêt personnel, puisqu'il s'agit d'atteindre un but, une mission ou un devoir présenté comme inhérents à la raison d'être de la nation. L'identité américaine « créée » par l'usage de la rhétorique de l'exceptionnalisme permet de transcender la différence et les dissidences à l'intérieur de la population et de faire en sorte que l'individu se conçoive d'abord et avant tout comme « Américain » et relègue au second plan toute autre définition identitaire (par exemple, être hispanique, homosexuel ou socialiste). L'identité américaine n'est donc pas quelque chose d'inné, d'organique ou de statique, c'est une unité qui se gagne, qui doit être créée afin d'éviter que les différences n'engendrent des confrontations. La menace identitaire réside dans la différence, surtout idéologique.

General Social Survey de 1996

- 70 % des Américains interrogés croient que naître aux États-Unis est très important pour être considéré comme un « vrai » Américain.
- 55 % croient qu'être chrétien est très important pour être considéré comme un « vrai » Américain.

Source : Deborah J. Schildkraut (2002). « The More Things Change… American Identity and Mass and Elite Response to 9/11 », *Political Psychology*, vol. 23, nº 3, p. 514.

31. Ronald Reagan, « Inaugural Address », 20 janvier 1981, cité dans Vanessa B. Beasley, *op. cit.*, p. 117.

Inhérente à ce discours est la conviction que certaines idées et certains comportements sont purement américains. En faisant la promotion d'une version pseudo-religieuse du nationalisme, les chefs exécutifs désignent des habitudes rationnelles et mesurées, plus particulièrement la foi, la loyauté et le détachement serein comme étant les caractéristiques essentielles de l'identité nationale américaine[32].

Néanmoins, plusieurs historiens, dont Michael Hunt, n'hésitent pas à affirmer qu'une identité basée sur l'exceptionnalisme n'est en fait qu'un procédé idéologique trompeur qui ne rend pas compte de l'identité américaine, comprise dans sa diversité. On assiste donc à un paradoxe intéressant : d'un côté, on trouve un discours unificateur, inclusif et universaliste, basé sur une élection divine, alors que de l'autre, on trouve une société interne divisée et fragmentée, engagée dans des débats profonds sur des questions de race, de genre et de classe sociale. L'exceptionnalisme américain, comme toute idéologie, ne peut être compris que si on le replace dans son contexte culturel, en tenant compte des relations de pouvoir ainsi que de la création, de la transmission et de l'interprétation de sa signification[33]. Sachant cela, peut-on considérer le « *Nous* » de l'exceptionnalisme américain véhiculé dans la rhétorique présidentielle comme réellement englobant ? Ou ne rend-il compte que de l'expérience des Blancs protestants, les WASP (*White Anglo-Saxons Protestants*) ? On comprend donc que l'identité de la « communauté imaginaire américaine » oscille entre deux pôles : l'universalisme propre à l'expérience exceptionnelle américaine, d'une part, et le multiculturalisme, d'autre part. Cette tension a toutefois pour conséquence de créer un *statu quo* identitaire où les confrontations sont évitées : « *By defining American Culture as determined precisely by its diversity and multivocality, "America" as a discrete identity can cohere independently of international confrontations with other national, local, and global cultural identities within and outside its borders*[34]. »

En fait, force est de constater que les idéaux rhétoriques d'universalisme semblent avoir un écho différent dans la réalité, où l'universalisme et le multiculturalisme se confrontent souvent plus qu'ils ne s'entremêlent. Le problème de la démarcation raciale, soulevé dès 1903 par W.E.B. Du Bois comme étant le plus grand problème du XXe siècle, est toujours d'actualité : il vient heurter de plein fouet l'idée que l'élément fondamental et « objectif » de l'identité américaine est relié au fait d'être de race blanche et d'avoir le bagage culturel

---

32. Vanessa B. Beasley, *op. cit.*, p. 62.
33. Michael H. Hunt (1990). « Ideology », *Symposium on U.S. Foreign Relations, Journal of American History*, vol. 77, nº 1, p. 110.
34. Amy Kaplan (1993). « Left Alone with America : The Absence of Empire in the Study of American Culture », dans *Cultures of United States Imperialism*, sous la dir. de Amy Kaplan et Donald E. Pease, Durham et Londres, Duke University Press, p. 15.

L'Arabe comme menace à la nation ?

– Lors d'un sondage *Time/CNN* effectué quelques jours après les attentats du 11 septembre 2001, 31 % des répondants se déclaraient en faveur d'une loi gouvernementale qui permettrait l'internement des citoyens d'origine arabe dans des camps jusqu'à ce que les autorités puissent déterminer si ceux-ci ont un lien avec une organisation terroriste ;

– 32 % des répondants à un sondage mené par le magazine *Newsweek* se déclaraient en faveur de la mise en place d'un système de surveillance spéciale pour les Américains d'origine arabe.

Source : Deborah J. Schildkraut (2002). « The More Things Change… American Identity and Mass and Elite Response to 9/11 », *Political Psychology*, vol. 23, nº 3, p. 525.

anglo-protestant qui y est associé[35]. C'est d'ailleurs lorsque le récit de l'exceptionnalisme identitaire américain se trouve confronté à d'autres récits identitaires que cette normativité apparaît avec éloquence (et parfois même avec violence) :

> [Lionel] Sosa termine son livre, *The Americano Dream*, avec des encouragements à l'égard des entrepreneurs hispaniques. […] Sosa se trompe. Il n'y a pas d'*americano dream*. Il n'y a que le rêve américain créé par une société anglo-protestante. Les Mexicains Américains partageront ce rêve au sein de la société seulement s'ils rêvent en anglais[36].

Si les présidents américains n'hésitent pas à vanter le fait que les États-Unis constituent une nation d'immigrants, comme John F. Kennedy dans son livre *A Nation of Immigrants*, il n'en reste pas moins que les différences ethniques et culturelles sont présentes. Cette réalité contribue fortement à consolider l'idée d'une identité américaine typiquement WASP qui pourrait être menacée par la non-assimilation des nouveaux immigrants. La question de l'immigration et du multiculturalisme occupe depuis le début des années 1980 une place prépondérante dans l'agenda social des présidents américains et il y a une résurgence d'une rhétorique de peur face à l'Autre comparable à celle qui a été développée au cours des années 1920[37]. Certains auteurs, plus particulièrement David Campbell, ont relevé à quel point le maintien de l'identité exceptionnelle américaine reposait sur un

35. Mike Hill n'hésite ainsi pas à parler de marque « ontogénétique » de la normativité blanche présente dans le récit de l'exceptionnalisme américain. Voir Mike Hill (2004). *After Whiteness : Unmaking an American Majority*, New York et Londres, New York University Press, p. 7.

36. Traduit par nous. Voir Samuel P. Huntington (2004), « The Hispanic Challenge », *Foreign Policy*, nº 135, mars-avril, p. 45. Cet article provocateur de Huntington a suscité de virulentes critiques. À cet égard, consulter la revue *Foreign Policy*, nº 136, mai-juin 2004.

37. Roger Daniels (1991). *Coming to America : A History of Immigration and Ethnicity in American Life*, New York, Harper Perennial, p. 388.

rapport dichotomique avec un Autre. Cet Autre menaçant, à l'intérieur des frontières américaines, a été associé aux Amérindiens, aux Noirs, aux Japonais et, plus récemment, aux Hispaniques. Des débats politiques internes concernant la lutte contre le terrorisme, par exemple, sont profondément marqués par la conception identitaire américaine. Il existe ainsi à ce sujet une véritable tension entre une vision « intégrative » de l'identité, c'est-à-dire axée sur les divers apports des différentes cultures existant aux États-Unis, et une tradition ethnoculturelle, qui insiste sur les racines anglo-protestantes[38].

La rhétorique présidentielle est ainsi caractérisée par un double discours. D'un côté, les États-Unis constituent une nation exceptionnelle par son caractère inclusif et le partage d'idées communes, mais, de l'autre, les immigrants peuvent menacer la nation[39]. Ce paradoxe se trouve d'ailleurs admirablement souligné par le président Clinton dans son discours sur l'État de l'Union de 1995 : « Nous sommes une nation d'immigrants, mais nous sommes également une nation de droits. Il serait inadéquat, et ultimement néfaste pour une nation d'immigrants de permettre le genre d'abus que nous avons vu ces dernières années avec nos lois sur l'immigration ; nous devons en faire plus pour que cela cesse[40]. » Les attentats du 11 septembre ont contribué à accentuer le sentiment d'exceptionnalisme américain et la peur de l'Autre. Cette peur peut néanmoins avoir des conséquences fâcheuses pour les libertés civiles des minorités ethniques. Ainsi, à la suite de violences perpétrées contre des Américains d'origine arabe après les attentats du 11 septembre 2001, le président Bush a dû réutiliser le discours intégratif pour calmer les tensions sociales et empêcher une véritable stigmatisation des Arabes : « L'Amérique compte des millions de musulmans parmi ses citoyens et les musulmans apportent une contribution remarquable à notre pays. Ils doivent être traités avec respect. Malgré notre colère et notre émotion, les Américains doivent se traiter les uns les autres avec respect[41]. »

---

38. Deborah Schildkraut résume ainsi les deux pôles au cœur de cette tension : « *Ethnoculturalism – the idea that American identity is defined by white Protestantism rooted in Northern European heritage and ancestry* […] *continues to play a powerful role in shaping what people think as "American".* […] *Incorporatism centers on the immigrant legacy of the nation, emphasizes the immigrant experience as a shared one, and sees American society as a multiethnic one that occupies a space somewhere in between the two extremes of cultural erasure and separatism.* » Deborah J. Schildkraut (2002). « The More Things Change… American Identity and Mass and Elite Responses to 9/11 », *Political Psychology*, vol. 23, nº 3, p. 514 et 517.
39. Pour une discussion historique sur la peur de l'immigrant comme partie intégrante du discours identitaire américain, se référer à David M. Reimers (1998). *Unwelcome Strangers : American Identity and the Turn Against Immigration*, New York, Columbia University Press.
40. Traduit par nous. Bill Clinton, cité dans Vanessa B. Beasley, *op. cit.*, p. 91.
41. Traduit par nous. George W. Bush, « "Islam is Peace" Says President – Remarks by the President at Islamic Center of Washington, D.C. », Washington, D.C, 17 septembre 2001. Disponible [en ligne] : <http://www.whitehouse.gov/news/releases/2001/09/20010917-11.html> (14 mai 2004).

Mike Hill comme David Campbell soulignent que la peur de voir la culture WASP menacée par les Noirs ou des vagues d'immigrants est présente très tôt dans l'histoire américaine. Cependant, depuis les années 1990, l'idée d'une « minorité blanche » américaine menacée par le manque de contrôle aux frontières et par la faible assimilation de certaines minorités ethniques a gagné en popularité et entraîné le développement de nouveaux champs d'études, notamment les *Whiteness Studies* et le *White Nationalism*[42]. Hill souligne toutefois à quel point cette peur fait partie de la construction subjective de l'identité américaine : lors du recensement de 2000, 71 % de la population recensée s'identifiait comme étant de race blanche[43]. Ainsi, des politologues renommés comme Samuel Huntington n'hésitent pas à fustiger le péril hispanique et la menace que fait peser le multiculturalisme sur l'identité américaine, entretenant ainsi cette culture de peur et de méfiance envers l'Autre :

> L'impact de l'immigration mexicaine devient évidente lorsqu'on imagine ce qui arriverait si l'immigration en provenance du Mexique stoppait brusquement. […] La possibilité d'une division *de facto* entre une nation américaine essentiellement hispanophone et une nation américaine essentiellement anglophone disparaîtrait, et avec elle la possibilité d'une menace majeure à l'intégrité culturelle et politique de notre pays.

Paradoxalement, même si l'immigrant se trouve au cœur du récit de l'exceptionnalisme américain, il en est aussi exclu pour maintenir le caractère distinct de la nation américaine. C'est ainsi que dans des ouvrages universitaires traitant de l'identité américaine, on retrouve des préoccupations d'ordre moral associées aux minorités ethniques :

> *Equally disturbing is that the figures revealed that Hispanics born in this country were more likely than Hispanics who moved from their homeland (primarily Mexico) to give birth as teenagers and to have babies outside marriage. Clearly, not every immigrant group can be counted on to equally contribute to the revitalization of traditional American values*[44].

Pour l'immigrant, le passage de la différence à l'identité se fait par l'acquisition de la citoyenneté. Or, ce rite de passage correspond également à un processus où l'on choisit et élimine ce qui est perçu

---

42. Selon Carol Swain, le nouveau « nationalisme blanc » ne correspond pas à une supériorité raciale des Blancs sur les autres races, mais à une protection raciale, cette protection devenant, selon ses défenseurs, nécessaire dans la mesure où elle présuppose que la culture résulte de la race. Pour une discussion détaillée sur le sujet, consulter Carol Swain (2002). *The New White Nationalism in America*, Cambridge, Cambridge University Press et Mike Hill (dir.) (1997), *Whiteness : A Critical Reader*, New York, New York University Press.

43. Mike Hill, *After Whiteness : Unmaking an American Majority*, *op. cit.*, p. 2.

44. Stanley A. Renshon (2001). « America at Crossroads : Political Leadership, National Identity, and the Decline of Common Culture », dans *One America ? Political Leadership, National Identity, and the Dilemmas of Diversity*, dans Stanley A. Renshon (dir.), Washington, Georgetown University Press, p. 9.

comme dangereux et menaçant pour l'État américain. David Campbell relève ainsi certaines questions d'ordre identitaire que le service d'immigration américain pose à ceux qui désirent obtenir la citoyenneté américaine :

- Êtes-vous ou avez-vous déjà été anarchiste, membre ou membre affilié d'un parti communiste ou de tout autre parti totalitaire ?
- Souffrez-vous d'une personnalité psychopathique, de déviance sexuelle, de déficience mentale, de dépendance aux drogues, d'alcoolisme chronique ou de toute autre maladie contagieuse dangereuse ?
- Êtes-vous un pauvre, un mendiant ou un clochard ?
- Êtes-vous polygame ou faites-vous la promotion de la polygamie[45] ?

Ce questionnaire montre à quel point l'identité américaine est caractérisée par des idées bien particulières et que ceux qui ne s'y conforment pas sont logiquement perçus comme « non américains », puisqu'ils ne possèdent pas les qualités nécessaires pour entrer dans l'Union sans troubler sa « tranquillité domestique[46] ». D'ailleurs, relativement aux immigrants, les discours présidentiels au XXe siècle ont souvent été élusifs, évasifs et fuyants : d'un côté, la rhétorique identifie les États-Unis comme étant une nation d'immigrants, de l'autre, elle souligne combien les nouveaux immigrants sont fondamentalement différents des Américains et peuvent représenter une menace à leurs valeurs. Le *DREAM Act* qu'appuie John Kerry fait d'ailleurs état de cette menace morale que l'immigrant peut représenter, alors que le nom même de la législation renvoie directement à l'idée de l'exceptionnalisme américain, un idéal à atteindre. Le *DREAM Act* est un projet de loi qui accorderait la citoyenneté aux jeunes gens ayant passé leurs années de formation scolaire aux États-Unis et ne disposant pas de papiers légaux pour le faire selon les règles établies. Pour être admissibles, ces jeunes devraient être diplômés d'un collège américain et faire la preuve de leur bonne moralité[47]. En somme, on comprend que, sous des dehors d'unicité et d'universalisme mis en avant par la rhétorique présidentielle, la culture américaine est en fait un lieu où est débattue l'identité, plutôt qu'un phénomène substantif et absolu en soi[48].

---

45. Questions du Immigration and Naturalization Service, cité dans David Campbell, *op. cit.*, p. 36.
46. *Ibid.*
47. John Kerry (2004). « Fairness and Security in Immigration Policy : Supporting the DREAM Act », *John Kerry President*. < http://www.johnkerry.com/issues/immigration/> (13 mai 2004), p. 1.
48. David Grondin (2004). « (Re)Writing the National Security State : Why and How Realists (Re)Built the(ir) Cold War », *Center for United States Studies Occasional Papers*, Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques, Observatoire sur les États-Unis, Montréal, p. 17.

L'exceptionnalisme est un discours identitaire qui tente de distinguer les limites identitaires américaines et on constate que l'immigrant correspond à la frontière mouvante de ce discours qui parfois englobe et parfois exclut.

Le miroir de l'Autre au cœur de la rhétorique identitaire et sécuritaire

La place de l'immigration et du multiculturalisme montre à quel point l'exceptionnalisme et le caractère inclusif de l'identité américaine correspondent beaucoup plus à un idéal rhétorique qu'à la réalité de la population américaine. Ce qui importe avant tout pour les dirigeants américains est de s'assurer que la population américaine se sent unie au-delà des différences ethniques ou économiques, d'où la portée d'une rhétorique faisant état de l'exceptionnalisme de la nation américaine. La rhétorique présidentielle utilisée dans des moments clés, notamment pendant les campagnes présidentielles ou les discours sur l'état de l'Union, permet également de créer une unité basée sur des s*entiments* partagés – que ce soit la peur du communisme ou du terrorisme ou encore la conviction d'avoir une mission divine justifiant une intervention en Irak au nom du « monde libre ». Pour David Campbell d'ailleurs, aucun État ne possède une identité stable et prédiscursive : « *Arguably more than any other state, the imprecise process of imagination is what constitutes American identity*[49]. »

Cependant, le discours de l'exceptionnalisme américain peut favoriser deux comportements particuliers en matière de politique étrangère. Dans un premier temps, il peut légitimer une attitude dite « missionnaire », qui induit que les États-Unis doivent s'impliquer sur la scène internationale et répandre la « bonne nouvelle américaine » de la démocratie, du libre marché et de l'égalité. Dans un second temps, ce discours peut entraîner une certaine suffisance de la part du gouvernement américain où les États-Unis, en tant que nation « exceptionnelle », peuvent choisir de s'isoler et de se considérer « à part » de la communauté internationale. Peu importe l'attitude choisie, il n'en reste pas moins que, pour maintenir et alimenter ce sentiment d'exceptionnalisme, les Américains ont besoin d'un Autre menaçant. Comme le souligne avec acuité Vibeke Schou Pedersen, l'identité américaine repose sur un véritable dilemme : comment maintenir l'identité exceptionnelle d'un peuple conquérant ? Comment, en d'autres termes, façonner le monde à l'image des États – tout en faisant en sorte que ceux-ci restent une nation unique[50] ? La guerre froide représente d'ailleurs un moment particulier de l'identité américaine au cours duquel l'identité américaine s'est de plus en plus constituée selon les

49. David Campbell, *op. cit.*, p. 91.
50. Vibeke Schou Pedersen, *op. cit.*, p. 214.

capacités militaires[51] et la place de l'État sur la scène internationale. La sécurité des États-Unis n'est donc pas simplement associée à la protection de l'État : elle est partie intégrante de « l'état d'être » des États-Unis que l'on construit, renouvelle ou modifie au moyen de discours et de politiques[52].

LES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES, MOMENT DE RÉAFFIRMATION DE L'IDENTITÉ AMÉRICAINE

Par son statut et la portée de ses discours, le président américain reste sans contredit l'un des porte-parole les plus puissants de l'identité américaine. En tant que représentant officiel de la nation, il doit assumer la lourde tâche de créer un sentiment d'appartenance chez les Américains. Comme le soutient Vanessa B. Beasley, pour que l'on puisse parler d'une nation américaine, d'un « nous » proprement américain, les présidents doivent trouver des moyens pour insuffler un peu de vie dans la notion autrement abstraite de communauté politique américaine[53]. Certains fondements idéologiques de l'identité américaine sont ainsi réactivés dans la rhétorique présidentielle américaine.

Les élections présidentielles, expérience identitaire rituelle

Au même titre que les discours inauguraux, qui correspondent à des moments récurrents où le président s'adresse à la population, les élections présidentielles constituent un moment « rituel » où l'exceptionnalisme est cautionné et réaffirmé en tant que fondement identitaire américain. Non seulement les élections présidentielles permettent au président et à son opposant de parler *au* peuple, mais

---

51. Après 1945, dans leur phase de superpuissance, on peut soutenir que l'identité des États-Unis s'est définie à travers son expérience guerrière avant tout. La culture stratégique américaine et l'*American way of war* (la façon américaine de faire la guerre) s'avèrent ainsi des composantes incontournables du processus identitaire américain. Selon Cynthia Weber, l'interventionnisme militaire américain a établi les limites de la souveraineté nationale américaine et forgé l'image internationale des États-Unis. Nous tenons à remercier David Grondin pour avoir porté ce point à notre attention.

52. Pour une analyse critique post-positiviste de la souveraineté américaine et de la façon dont celle-ci est construite, voire simulée par le biais d'interventions sur la scène internationale, consulter Cynthia Weber (1995), *Simulating Sovereignty : Intervention, the State and Symbolic Exchange*, Cambridge, Cambridge University Press. Pour une lecture positiviste de l'identité américaine et de son utilité pour comprendre le contexte de l'après-11 septembre, consulter Philippe Le Prestre (2004), « La reconstruction identitaire de l'Amérique après le 11 septembre », *Études internationales*, vol. 35, nº 1, p. 25-47.

53. Vanessa B. Beasley, *op. cit.*, p. 8.

elles leur permettent de parler *du* peuple. Le discours identitaire doit donc toucher les citoyens, refléter ce qui les représente. Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, les présidents américains ont eu à composer avec de nombreux changements démographiques, politiques et sociaux qui ont concrètement changé le visage de la population américaine. Par conséquent, pour maintenir un sentiment de continuité et assurer une certaine cohésion sociale, ils ne pouvaient s'appuyer sur des considérations immédiates. Ils devaient construire un ordre moral identitaire pour assurer une identification commune. Ainsi, en tentant de trouver un équilibre entre une identité exceptionnelle « inchangée » et le besoin de s'adapter rapidement à un monde en constante évolution, les présidents ont articulé une définition essentielle de la nation américaine moderne[54]. En somme, les élections présidentielles constituent un moment où le président et son opposant doivent nécessairement faire appel à l'identité américaine pour être élu, la population choisissant celui en qui elle se reconnaît.

L'importance de la représentation individuelle de chacun des candidats est déterminante, surtout à une époque caractérisée par un phénomène de personnification de la présidence. L'exceptionnalisme devient ainsi beaucoup plus qu'un simple outil rhétorique : il sert de stimulus à une mobilisation sociopolitique[55] dans un contexte social changeant. En faisant notamment appel à l'exceptionnalisme pour justifier certaines politiques, le président et son opposant circonscrivent un cadre de référence de telle sorte qu'un événement ou une « crise » acquiert un sens allant au-delà de l'événement en soi. Ainsi, le succès avec lequel le président ou son opposant pourront faire approuver leurs vues concernant des enjeux précis, surtout des enjeux de politique étrangère, est étroitement lié à leur capacité de créer une unité identitaire au sein de la population. Michael Hunt l'énonce d'ailleurs sans détour :

> […] *The fundamental propositions of American foreign policy are rooted in the process of nation building, in domestic social arrangements broadly understood, and in ethnic and class divisions.* […] [*But*] *to argue that rhetoric is revealing evidence is not to argue that it and the ideas it conveys should be considered apart from the needs and interests of the elite who have shaped and articulated that rhetoric*[56].

---

54. David Palumbo-Liu (2002). « Multiculturalism Now : Civilization, National Identity, and Difference before and after September 11th », *Boundary 2*, vol. 29, nº 2, p. 2.
55. Conrad Cherry, cité dans Bruce Cathen (2004). « Covenant and Continuity : Ethno-Symbolism and the Myth of Divine Election », *Nations and Nationalism*, vol. 10, nºs 1-2, p. 27.
56. Michael H. Hunt (1987). *Ideology and US Foreign Policy*, New Haven et Londres, Yale University Press, 1987, p. 16.

Pour ne pas déroger à l'usage, les deux candidats à la présidence qui se font face en 2004 utilisent abondamment la rhétorique de l'exceptionnalisme comme fondement identitaire. Toutefois, si l'exceptionnalisme se trouve réaffirmé par les deux candidats, il ne sert pas nécessairement les mêmes fins[57]. En effet, George W. Bush et son opposant démocrate John Kerry ne remettent pas en cause, mais plutôt réaffirment et reconstruisent chacun à leur façon l'exceptionnalisme comme fondement identitaire de la nation américaine.

La réaffirmation de l'exceptionnalisme américain dans la campagne électorale 2004

Les différences de position entre George W. Bush et John Kerry sont à la fois nombreuses et minimes. Elles sont nombreuses, si l'on tient compte d'enjeux précis : le droit à l'avortement, le système fiscal, le développement des ressources énergétiques, la façon dont doit être menée la guerre en Irak, etc. Elles sont minimes, si l'on s'attache à la rhétorique employée pour justifier leurs prises de position respectives et en appeler à l'unité américaine. Chacun des deux candidats cherche en effet à réactiver l'idéal d'exceptionnalisme américain pour créer chez les électeurs le sentiment que chacun représente la « vraie nature » des États-Unis. Il faut donc circonscrire « l'Amérique » de Bush et de Kerry pour mieux saisir, concrètement, comment l'identité américaine est construite dans leur rhétorique et invoque directement l'exceptionnalisme américain pour représenter les États-Unis face au reste du monde.

La « religion civile » est puissamment mise en avant par le président Bush. Ce dernier n'hésite d'ailleurs pas à s'affirmer comme le rassembleur de la nation, en menant les Américains vers leur destinée exceptionnelle. La tournure des phrases qu'il emploie se rapproche d'ailleurs curieusement du discours religieux et fait appel à des émotions patriotiques : « *The job of the President is* […] *to call people to a service greater than self, is to help change this country one heart, one soul, one conscience at a time, by rallying and tapping the true strength of the country, which is the hearts and souls of the American people*[58]. » John Kerry définit également le rôle de président en insistant sur l'unité américaine et sur l'extension de cette unité exemplaire : « *I believe we can harness that spirit to lift our own land and the life of the world. I believe that spirit is alive* […] *where people really do know that we are all in this together…* […] *where people are hungry*

57. Vibeke Schou Pedersen, *op. cit.*, p. 221.

58. George W. Bush (2004). « President Bush Sets Agenda : Four More Years of Safer, Stronger, Better America », *Wings Stadium, Kalamazoo*, Michigan, 3 mai 2004. <http://www.georgebush.com/News/Read.aspx?ID=2538> (mai 2004), p. 8.

for a leader who once again will summon the best in us[59]. » La mission américaine, selon Kerry, repose sur les idées qui ont « fondé » les États-Unis. Si l'aspect religieux est moins présent dans son discours que dans la rhétorique de Bush (dont l'adhésion au mouvement des « *Born Again Christians* » confirme la ferveur religieuse), l'exceptionnalisme subsiste, présenté sous sa forme libérale et « sécularisée », où les États-Unis sont dépeints comme une nation démocratique d'avant-garde, au-dessus des autres nations : « *America is more than a nation ; it is an idea, based on the belief in the dignity and duty of every citizen – that all of us have something to give, and each of us has a responsability to serve*[60]. »

Malgré tout, la ligne reste mince entre l'exceptionnalisme séculaire et divin. Si Bush n'hésite pas à avancer que les États-Unis ont une mission divine issue de l'histoire (« *We have a mission.* [...] *And the world is counting on us to lead the cause of freedom and peace.* [...] *This is the work that history has set before us. We welcome it*[61] »), Kerry, pour sa part, n'hésite pas à avoir recours à la destinée manifeste américaine pour justifier un vote en sa faveur : « *Let us march together and let us lead America in a new direction – toward that mountaintop which has always been our destination.* [...] *This year is our time to take another giant step toward the country we can and should become*[62]. »

Dans le cas de la guerre contre le terrorisme, Bush n'hésite pas à affirmer que voter pour lui ou pour Kerry revient à choisir comment les Américains se définissent : « *It's a choice between an America that leads the world with strength and confidence, or an America that is uncertain in the face of danger*[63]. » Le choix se limite donc à accepter la mission américaine de servir d'exemple au reste du monde ou de sombrer dans l'incertitude. Le président Bush vient directement réaffirmer l'exceptionnalisme américain et la force des idéaux dits « américains » en justifiant la guerre en Irak : « *Not so long ago, some*

---

59. John Kerry (2004). « Remarks by Senator John Kerry at the Anti-Defamation League », Washington, D.C., 3 mai 2004. <http://johnkerry.com/pressroom/speeches/spc_2004_0503.html> (mai 2004), p. 5.

60. John Kerry (2004). « A Contract with America's Middle Class », Washington, D.C., 23 avril 2004. <http://johnkerry.com/pressroom/speeches/spc_2004_0503.html> (mai 2004), p. 5.

61. George W. Bush (2004). « President Bush Sets Agenda : Four More Years of Safer, Stronger, Better America », *Wings Stadium*, Kalamazoo, Michigan, 3 mai 2004. <http://www.georgebush.com/News/Read.aspx?ID=2538> (mai 2004), p. 9.

62. John Kerry (2004). « Remarks by John Kerry at New Northside Baptist Church in St. Louis, Missouri », St. Louis, Missouri, 28 mars 2004. Disponible [en ligne] : <http://johnkerry.com/pressroom/speeches/spc_2004_0503.html> (mai 2004), p. 3.

63. George W. Bush (2004). « President Bush Committed to Protecting America "Whatever it Takes" », Marriott Wardman Park Hotel, Washington, D.C., 5 mai 2004. Disponible [en ligne] : <http://www.georgebush.com/News/Read.aspx?ID=2561> (mai 2004), p. 3.

had their doubts about the American character, our capacity […] *to serve a cause greater than self-interest. Americans have given their answer.* […] *We have a war to win.* […] *This is the work that history has set before us*[64]. » La mission civilisatrice que le président Bush met en avant pour justifier ses politiques en Irak a toutefois l'effet pernicieux d'éviter une remise en question des politiques menées et justifie la poursuite de celles-ci. Bush utilise l'exceptionnalisme pour éviter de remettre en cause la décision d'intervenir en Irak : il s'agissait d'une mission que le pays ne pouvait refuser sous peine de trahir son essence même. Ainsi, être contre la guerre en Irak revient à nier aux États-Unis leur « mission civilisatrice », donc devenir, par le fait même, anti-américain : « […] *As the strongest nation on the face of the Earth, we have duty and an obligation to spread freedom, to resist tyranny* […]. *This is the course that history has put before us.* […] *We do not shirk our duty. We welcome our duty*[65]. »

Bush, qui mise sur une coalition plutôt restreinte, perçoit la mission en Irak comme un devoir proprement américain, ce qui justifie que les États-Unis perçoivent la légitimité de l'intervention en Irak, même s'ils font presque cavalier seul, les autres puissances ayant manifesté plusieurs réticences : « *It's essential we remain steadfast and strong, and courageaous and determined. History has called us to this moment of time. And history has called the right nation to lead*[66]. » John Kerry, qui pourtant propose de repenser la reconstruction de l'Irak en développant de nouvelles alliances avec les autres puissances et en associant directement l'OTAN dans la reconstruction du pays, s'emploie lui aussi à renvoyer à l'exceptionnalisme américain pour appuyer un multilatéralisme plus marqué : « *America must lead a broad coalition against our adversaries, and we must be a beacon of values as well as strength to succeed. This is our duty* […][67]. » En somme, les deux candidats font appel aux mêmes idées et à la même tradition identitaire pour s'adresser à la nation, tout en exprimant des opinions divergentes. L'exceptionnalisme est ainsi le cadre identitaire à partir duquel les arguments doivent être présentés.

---

64. George W. Bush (2004). *Ibid.*, p. 6.

65. George W. Bush (2004). « President Bush Prepared to Seize "Historic Opportunity" for a Safer & Freer World », Golden Lamb Inn, Lebanon, OH, 4 mai 2004. <http://www.georgebush.com/News/Read.aspx ?ID=2549> (mai 2004), p. 4.

66. George W. Bush, « Bush Says Permanent Anti-Terror Law Vital to U.S. Security », USInfo, International Information Programs, 20 avril 2004. <http://usinfo.state.gov/is/Archive/2004/Apr/21-381579.html> (mai 2004), p. 8.

67. John Kerry (2004). « The Moment in Iraq is a Moment of Truth », Westminster College, Fulton, MI, 30 avril 2004. <http://johnkerry.com/pressroom/speeches/spc_2004_0430.html> (mai 2004), p. 1.

LE REJET DE L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN, OPPOSÉ À L'EXCEPTIONNALISME

La rhétorique déployée par le président et par son adversaire, en insistant sur le destin exceptionnel américain et sur certaines qualités dites « américaines », contribue grandement à créer et consolider l'imaginaire collectif américain d'égalité, de liberté et de démocratie, des qualités vues comme typiquement américaines. Mais quelle est la résonance de ce discours exceptionnel dans le monde ? Lorsque le président Bush maintient le discours de l'exceptionnalisme en arguant avec véhémence que les actes de torture auxquels se sont livrés des soldats américains en Irak sont des cas isolés qui ne sont pas le fait de « vrais » Américains, comment cela est-il reçu ? À quoi se trouve confrontée la rhétorique de l'exceptionnalisme américain lorsque de tels événements surviennent, et quel discours identitaire alternatif ces événements viennent-ils alimenter ?

Le déni de l'empire dans la culture identitaire américaine

À voir la force et la virulence de l'antiaméricanisme dans diverses régions du monde, on peut s'interroger sur la façon dont la rhétorique exceptionnaliste est perçue. Les perceptions qu'on a des États-Unis soulignent leur côté « distinct », mais sont souvent accompagnées d'une connotation négative, implicite ou explicite : « hégémon », superpuissance ou encore hyperpuissance sont autant de termes utilisés pour situer les États-Unis sur la scène de la politique globale. Cependant, et particulièrement depuis le début de la présidence de George W. Bush et son adhésion à une doctrine de guerre préventive (*preemption*), un terme semble se dégager : celui d'empire. Le développement récent d'une littérature de plus en plus vaste sur la question de « l'Empire américain[68] » semble radicalement s'opposer au récit identitaire d'exceptionnalisme.

68. Les ouvrages sur le sujet sont évidemment très nombreux et il nous est impossible d'en dresser une liste exhaustive. Néanmoins, pour une perspective postmarxiste de l'empire américain, consulter Michael Hardt et Antonio Negri (2000), *Empire*, Cambridge et Londres, Harvard University Press. Pour une analyse plus libérale, moins académique et plus orientée vers les milieux politiques américains, voir Walter Russell Mead (1987), *Mortal Splendor : The American Empire in Transition*, Boston, Houghton Mifflin. Pour une approche s'inspirant de la sociologie historique, se référer à Michael Mann (2003), *Incoherent Empire*, Londres et New York, Verso. Le champ des études américaines comporte également une littérature prolifique sur le sujet. Pour un ouvrage collectif couvrant de multiples aspects culturels associés à l'histoire de l'empire américain, voir Amy Kaplan et Donald E. Pease (1993), *Cultures of United States Imperialism*, Durham et Londres, Duke University Press.

Toutefois, présenter l'impérialisme comme élément central de l'identité américaine n'est pas un argument limité aux non-Américains. Plusieurs auteurs américains ont débattu et écrit sur cette question[69], particulièrement lors de la guerre hispano-américaine de 1898 et dans les années 1960, et encore aujourd'hui. Cependant, on assiste aujourd'hui à une transformation dans la façon dont l'empire américain est discuté. Alors qu'autrefois le terme était surtout utilisé par une aile gauche critique et hostile aux interventions américaines, après le 11 septembre 2001 il est devenu courant chez les néo-conservateurs actuels qui ne se réclament certainement pas de cette mouvance[70]. Le terme revient de plus en plus souvent dans les analyses classiques de la politique étrangère américaine[71], parfois indifféremment substitué à des synonymes, tel hégémon. L'acceptation du terme dans les divers milieux universitaires suppose que l'expression « empire américain » n'a pas nécessairement toute la connotation négative et répressive que l'on associe à l'idée d'empire. Or, malgré ce glissement sémantique, le terme n'en reste pas moins embarrassant pour l'administration actuelle, qui se défend d'avoir des tentations impériales et refuse de voir l'appellation associée à l'identité américaine. John Kerry, malgré toute sa critique de la politique de Bush concernant l'Irak, refuse également de considérer l'attitude américaine sous cet angle et conserve un discours missionnaire. Également nombreux sont les présidents américains qui, dans l'histoire, ont catégoriquement refusé d'identifier la nation américaine à une nation impériale et tenu à établir une distinction entre l'impérialisme européen et l'exceptionnalisme américain. Le président James Monroe ne spécifiait-il pas, dans le cadre de sa célèbre doctrine concernant l'Amérique du Sud, que le système politique des puissances alliées était essentiellement différent de celui des États-Unis[72] ? Le président Lyndon B. Johnson ne se faisait-il pas un point d'honneur de mentionner, en parlant de la guerre du Vietnam, qu'aucune nation ne devait craindre que les Américains désirent occuper leurs terres, imposer leur volonté ou encore décider de leurs institutions[73] ? Des doctrines ou des objectifs présidentiels officiels,

---

69. L'ouvrage pionnier et classique sur la question reste sans contredit William A. Williams (1980 [1955]). *Empire as a Way of Life*, New York, Oxford University Press.

70. Michael Cox (2003). « The Empire's Back in Town : Or America's Imperial Temptation – Again », *Millenium*, vol. 32, nº 1, p. 5.

71. Ainsi, des auteurs comme Fareed Zakaria ou Andrew C. Bacevich, qui ne se réclament pas d'une pensée de gauche, n'hésitent pas à parfois employer le terme d'empire pour parler des États-Unis.

72. James Monroe, « The Monroe Doctrine », dans Thomas G. Paterson et Dennis Merrill (dir.) (1995). *Major Problems in American Foreign Relations : Vol. 1*, Lexington, MA, D.C. Heath and Company, p. 179.

73. Lyndon B. Johnson, « President Lyndon B. Johnson on Why Americans Fight in Vietnam – 1965 », dans Thomas G. Paterson et Dennis Merrill (dir.) (1995). *Major Problems in American Foreign Relations : Vol. 2*, Lexington, MA, D.C. Heath and Company, p. 542.

comme l'*Open Door* de Theodore Roosevelt, le *Make the World Safe for Democracy* de Woodrow Wilson ou le *New World Order* de George H.W. Bush ne seraient-ils, finalement, que des politiques identitaires impériales en continuité avec l'histoire américaine et niées par la répétition rituelle du discours de l'exceptionnalisme par la présidence ? Peut-on parler d'un « empire américain » nié dans la rhétorique présidentielle, mais néanmoins présent aux yeux du monde ?

Il faut comprendre que, depuis deux mille ans, le terme d'« empire » a acquis plusieurs significations selon les époques[74]. Tous les empires ne se sont pas développés de la même façon et n'ont pas tous pris la même forme. De plus, il appert que même les auteurs qui n'hésitent pas à parler d'un empire américain ne s'entendent pas sur la nature, sur sa fonction ou encore sur son développement. Ainsi, Michael Hardt et Antonio Negri font de l'empire un élément inhérent à la Constitution des États-Unis d'Amérique de 1787 et à l'existence même des États-Unis. Le projet d'un empire global, caractérisé par l'espace ouvert de la souveraineté impériale, serait un projet rationnel ancré dans la fondation du pays. L'histoire constitutionnelle des États-Unis, en fait, devrait être divisée en quatre régimes ou en quatre phases distinctes, chacune correspondant à un pas vers la réalisation d'une souveraineté impériale[75]. Michael Mann, de son côté, réfute l'idée d'un empire américain structuré au pouvoir d'agence cohérent. Il parle plutôt d'un projet impérial imprécis. L'empire américain serait en fait un géant militaire à la remorque de l'économie mondiale : de cette équation naîtrait un monstre maladroit, désireux de rétablir l'ordre et de faire le bien, mais seulement capable de semer le désordre et la violence[76]. Malgré ces interprétations divergentes, l'idée d'empire américain mérite d'être considérée, ne serait-ce que par son absence de la rhétorique présidentielle américaine. Comment expliquer alors que le reste du monde *perçoive* les États-Unis comme un empire, alors qu'eux-mêmes ne se conçoivent pas ainsi ?

---

74. Citation tirée du livre de Dominic Lieven, *Empire : The Russian Empire and Its Rivals* et reprise par Michael Cox, *op. cit.*, p. 14.

75. Michael Hardt et Antonio Negri (2000). *Empire*, Cambridge et Londres, Harvard University Press, p. 168. L'ouvrage de Hardt et Negri, malgré son argument novateur, a néanmoins reçu plusieurs critiques, notamment celle de cautionner implicitement un exceptionnalisme américain ou une « destinée impériale manifeste ». Pour une relecture critique de l'œuvre de Hardt et Negri, consulter les articles de Alex Callinicos, Martin Shaw et R.B.J. Walker dans la section « Exchange » de la revue *Millenium*, vol. 21, nº 2, 2002.

76. Michael Mann (2003). *Incoherent Empire*, Londres et New York, Verso, p. 13.

Une alternative à l'exceptionnalisme comme fondement identitaire

Discuter l'empire américain ramène nécessairement à la question de l'exceptionnalisme américain comme caractéristique identitaire fondamentale véhiculée dans la rhétorique présidentielle. En réactivant constamment le mythe de l'élection divine dans leurs discours, les présidents américains délimitent le cadre interprétatif des actions américaines et lui procurent une caution morale. En faisant de l'exceptionnalisme une notion fondamentale de l'identité américaine, d'autres aspects identitaires sont relégués au second plan des éléments déterminants de la constitution et la consolidation des États-Unis, comme les enjeux économiques ou les élites en place. L'exceptionnalisme américain évacue drastiquement les conditions matérielles liées à la formation de la nation américaine et de son identité. Amy Kaplan va plus loin en disant que l'exceptionnalisme implicite explique à la fois l'absence de la notion de culture dans l'histoire de l'impérialisme américain, l'absence de la notion d'empire dans l'étude de la culture américaine et l'absence des États-Unis dans les études postcoloniales de l'impérialisme[77]. Cet exceptionnalisme implicite vient ainsi cautionner une identité américaine fixe, aux frontières bien démarquées :

> *A similar demarcation of the domestic from the foreign is central to Miller's conception of the meaning of America's as well : that America – once cut off from Europe – can be understood as a domestic question, left alone, unique divorced from the international conflicts – whether the slave trade or the Mexican War – in which that national identity takes shape*[78].

Ainsi, l'exceptionnalisme, notamment lorsqu'il est présenté sous le couvert de la propagation des valeurs libérales, a un impact identitaire beaucoup plus subtil qu'une rhétorique directe faisant appel à une mission divine. En soi, l'exceptionnalisme récuse l'idée même d'impérialisme américain. Sa constante réaffirmation dans la rhétorique présidentielle est déterminante pour la façon dont le peuple américain se conçoit en tant que nation et peut expliquer pourquoi l'idée d'une nation impérialiste est réfutée. Cette négation de l'empire repose notamment sur une conception de l'empire limitée à l'expansion territoriale, que plusieurs jugent non pertinente en ce qui concerne le cas américain, encore que certains rappellent que la brutale Conquête de l'Ouest ou la guerre hispano-américaine de 1898 sont des exemples concrets de politiques impériales.

---

77. Amy Kaplan (1993). « "Left Alone with America", The Absence of Empire in the Study of American Culture », dans Amy Kaplan et Donald E. Pease, *Cultures of United States Imperialism*, Durham et Londres, Duke University Press, p. 11 et 13.

78. *Ibid.*, p. 7.

Cependant, si l'on fait reposer une définition de l'empire sur l'annexion formelle, la domination informelle, le contrôle politique direct et le contrôle économique indirect, on peut en arriver à une définition de l'empire pouvant se rapprocher du cas américain – définition que John Gallagher et Ronald Robinson accolent à l'empire britannique[79]. Si l'on refuse de voir l'impérialisme comme un phénomène extérieur limité à la politique étrangère, on en arrive à une véritable remise en question identitaire de la nation américaine qui vient s'opposer au récit de l'exceptionnalisme. Le discours de l'exceptionnalisme se trouve ainsi resitué dans son contexte historique et social au lieu d'être un mythe culturel essentialisant l'identité américaine. Les aspects performatifs de son utilisation, qui recréent une identité bien définie justifiant/motivant certaines actions politiques, sont alors mises en relief :

> L'impérialisme touche également à la consolidation des cultures domestiques et à la négociation des relations internationales. […] L'impérialisme en tant que processus politique ou économique de politique étrangère est indissociable des relations sociales et des discours culturels sur la race, le genre, l'ethnicité et les classes qui sont produits au sein même de la nation[80].

Comme pour l'exceptionnalisme, il ne s'agit pas ici de déterminer si les États-Unis sont ou non un empire. Ce qu'il importe de mettre en lumière, c'est que l'impérialisme se présente comme un récit alternatif à l'identité américaine, un récit évacué du discours américain et qui met en relief d'autres éléments constitutifs de la nation américaine qui ne sont pas rendus par le récit de l'exceptionnalisme.

⁂

Ainsi, l'identité américaine, c'est-à-dire la façon dont le peuple américain se conçoit en tant que nation, est fortement imprégnée de la rhétorique utilisée par le président pour consolider et former la conscience collective du peuple. Le principal trait identitaire américain repris dans la rhétorique présidentielle est sans contredit celui de l'exceptionnalisme. L'exceptionnalisme américain, qui implique que les États-Unis constituent une nation différente des autres et qu'ils sont investis d'une mission divine, se distingue par sa constance et sa récurrence dans les discours présidentiels américains, de George Washington à George W. Bush. L'exceptionnalisme permet d'associer l'identité américaine à un ensemble d'idées et de convictions plutôt qu'à des appartenances ethniques ou religieuses. En recourant à une telle rhétorique, le président américain crée une identité « cautionnée par

79. Michael Cox, *op. cit.*, p. 17.
80. Amy Kaplan, *op. cit.*, p. 14-16.

Dieu » qui transcende les différences et tensions sociales, économiques et ethniques existantes. Le mythe de l'exceptionnalisme devient un cadre constitutif qui rend possibles et justifie certaines actions politiques. Il ne faudrait donc pas sous-estimer la force et la puissance de l'exceptionnalisme américain, car il représente le mythe autour duquel l'identité américaine s'est constituée par le biais de la rhétorique présidentielle. L'exceptionnalisme américain rassemble et permet de créer la communauté imaginaire américaine, au prix du déni de la différence. C'est pourquoi, si l'on s'en tient aux simples discours présidentiels renvoyant à l'exceptionnalisme, sur le plan national les États-Unis semblent être le cliché négatif de leur image sur la scène internationale. En effet, bien qu'ils soient la première puissance au monde, les États-Unis demeurent fragmentés à l'intérieur, en raison de nombreux et persistants désaccords sur les valeurs, l'histoire, la culture et les politiques[81]. L'identité « exceptionnelle » américaine se constitue par rapport à un Autre, vu comme menaçant.

L'identité américaine est surtout révélée par les discours présidentiels, notamment dans des moments clés comme les discours sur l'état de l'Union. Ainsi, les élections présidentielles représentent un moment particulier et récurrent de réaffirmation et de consolidation d'une identité américaine reposant sur l'exceptionnalisme. Avec la personnification de la présidence, la rhétorique individuelle des candidats devient plus importante encore pour comprendre quelle représentation particulière de l'« Amérique » est véhiculée par les candidats pour gagner les électeurs. Les options rhétoriques ne sont toutefois pas illimitées. L'identité américaine s'étant articulée au fil du temps selon des idées englobantes et définies au sein de la rhétorique présidentielle, comme la liberté et l'individualisme, les contester revient à être « antiaméricain » et à remettre en cause les idées auxquelles le peuple américain s'est traditionnellement identifié. Confronter ces idées compromet le consensus idéologique national qui fournit aux États-Unis leur raison d'être. Les États-Unis restent ainsi une nation pluraliste et pragmatique vivant ouvertement dans un rêve et unie par un consensus idéologique qui n'a pas son équivalent dans toute autre société moderne[82]. Il existe cependant un véritable fossé entre la façon dont les présidents américains ont articulé l'identité des États-Unis et la façon dont cette identité est perçue par les autres nations. Au discours de la plus grande démocratie du monde certains n'hésitent pas à opposer le discours de l'empire, alors même que les États-Unis ne se perçoivent pas comme tel[83].

---

81. Stanley A. Rensohn (2001). « America at a Crossroads : Political Leadership, National Identity, and the Decline of Common Culture », dans *One America ? Political Leadership, National Identity, and the Dilemmas of Diversity*, dir. par Stanley A. Rensohn, Washington, Georgetown University Press, p. 4.
82. Sacvan Bercovitch, *op. cit.*, p. 6.
83. Michael Ignatieff, cité dans Michael Cox, *op. cit.*, p. 11.

Si l'identité nationale correspond à un attachement symbolique d'où dérivent ce qu'une population désire, ce qu'elle doit craindre et ce qu'il est possible d'adopter comme politiques[84], il importe alors de changer la trame narrative autour de laquelle s'articule l'identité américaine. En d'autres termes, il faudrait que la rhétorique présidentielle s'axe autour d'une conception du temps, de l'histoire et des objectifs de la nation qui soit différente de celle de l'exceptionnalisme. Si les limites de l'imagination politique empêchent d'entrevoir comment un tel changement est envisageable à court et à moyen terme, il n'en reste pas moins possible. Tout le défi consiste à ramener l'expression de l'identité américaine à l'intérieur d'une rhétorique de décision et de responsabilité plutôt que de l'enchâsser dans une rhétorique de destinée et de mission. L'identité américaine reste « *an experiment entrusted to the hands of the American people – not a divinely authored script*[85] ».

BIBLIOGRAPHIE

BEASLEY, V.B. (2004). *You, the People : American National Identity in Presidential Rhetoric*, Texas, A & M University Press, 2004.

CAMPBELL, D. (1998). *Writing Security : United States Foreign Policy and the Politics of Identity*, Minneapolis, University of Minnesota Press.

HUNT, M.H. (1987). *Ideology and US Foreign Policy*, New Haven et Londres, Yale University Press.

KAPLAN, A. et D.E. PEASE (dir.) (1993). *Cultures of United States Imperialism*, Durham et Londres, Duke University Press.

LIPSET, S.M. (1996). *American Exceptionalism : A Double-Edged Sword*, Londres et New York, W.W. Norton & Company.

MARIENSTRAS, E. (1976). *Les mythes fondateurs de la nation américaine*, Paris, François Maspéro.

PEDERSEN, V.S. (2003). « In Search of Monsters to Destroy ? The Liberal American Security Paradox and a Republican Way Out », *International Relations*, vol. 17, nº 2, p. 213-232.

84. Deborah J. Schildkraut, *loc. cit.*, p. 513.
85. Vibeke Schou Pedersen, *loc. cit.*, p. 226.

CONCLUSION

Les élections présidentielles, lieu de débat sur les valeurs et les visages de l'Amérique

David Grondin

Still, the rise of spectacle in the presidency remains a disturbing development. It is harmful to presidents, promoting gesture over accomplishment and appearance over fact. It is even more harmful to the public, since it obfuscates presidential activity, undermines executive accountability, and encourages passivity on the part of citizens.

Bruce Miroff[1]

1. Bruce Miroff (1998), « The Presidency and the Public : Leadership as Spectacle », dans Michael Nelson (dir.), *The Presidency & the Political System*, 5e éd., Washington, D.C., CQ Press, p. 320.

Depuis 2000, les valeurs et la vision de l'Amérique constituent la trame de fond des élections présidentielles. À l'instar des deux candidats en 2000, George W. Bush et John Kerry, en 2004, ont leur vision de l'Amérique, ce qu'elle est *et* ce qu'elle doit être. C'est pour cette raison qu'il apparaît utile de creuser les méandres du processus de (re)construction identitaire américain afin de mettre en relief l'importance des élections présidentielles comme moment clé de réaffirmation identitaire. La question identitaire est en effet un thème central – quoique souvent éludé – de la politique américaine et notamment des élections présidentielles.

⁂

Les élections de 2000 ont cristallisé une tendance qu'on voyait déjà s'exprimer dans les résultats des élections parlementaires depuis 1994 : la percée républicaine[2]. Il s'agit là de la consolidation d'une tendance amorcée dès l'arrivée à la Maison-Blanche de Ronald Reagan. Elle pourrait même être antérieure, comme le souligne Sébastien Barthe : certains font remonter l'émergence de cette plate-forme électorale républicaine à la présidence de Richard Nixon, voire à celle d'Eisenhower. Toutefois, le débat de 2000 et celui de 2004 ont ceci de particulier qu'ils portent sur la signification idéologique de la fin de la guerre froide. Le débat avait été amorcé par les républicains avec l'idée d'un « nouvel ordre mondial », mais s'était essoufflé avec la défaite électorale de George H.W. Bush en 1992.

Durant les années Clinton, les républicains ne se sont pas lassés de critiquer Clinton sur les dividendes de la paix, sur ce que signifiait la fin de la guerre froide et, subséquemment, sur la place des États-Unis sur la scène internationale. Dans les milieux politiques républicains, le *Project for a New American Century*, organisation non gouvernementale créée en 1997, est un projet établi par des néo-conservateurs (aujourd'hui à la Maison-Blanche, aux côtés de George W. Bush) dont les objectifs avoués étaient de façonner le monde pour qu'il soit en mesure de mieux satisfaire les intérêts nationaux américains, en matière de sécurité et de suprématie. Derrière ce projet, se profilait le dessein de changer l'Amérique. C'est ainsi que, dès 1992, le président de la Convention nationale républicaine, Kenneth Lay (celui-là même qui était président d'Enron Corporation au moment de son effondrement

2. La percée électorale républicaine de 1994, un Congrès majoritairement républicain en 1996, l'augmentation de la base républicaine au Congrès en 1998, en 2000 et en 2002 et l'accession à la présidence de George W. Bush en 2000 ont renforcé l'idée d'un réalignement politique qui se serait amorcé avec Reagan, mettant fin à un paradigme fondé sur l'État-providence et remontant à la période du *New Deal*. Ronald Reagan est arrivé au pouvoir en voulant y mettre fin : voir « Ronald Reagan's First Inaugural Address » (1998 [20 janvier 1981]), dans M. Nelson (dir.), *The Evolving Presidency : Addresses, Cases, Essays, Letters, Reports, Resolutions, Transcripts, and Other Landmark Documents, 1787-1998*, Washington, D.C., CQ Press, p. 220-221.

au cours de l'hiver 2001-2002), affirmait à la télévision que les républicains étaient l'Amérique et que les démocrates ne l'étaient pas (« *We are America and* [...] *those other people are not*[3] »). Dans le même esprit (après les élections de mi-mandat de 1994), Newt Gingrich (le nouveau leader de la majorité à la Chambre des représentants à compter de 1995) ajoutait dès octobre 1994 que les démocrates étaient « l'ennemi des Américains normaux[4] ».

Il existe une véritable emprise d'une certaine élite conservatrice, notamment de sa variante néo-conservatrice, sur l'organisation du Parti républicain sur le plan local, au Congrès ainsi qu'à la présidence, avec l'arrivée de George W. Bush notamment[5]. Les stratégies rhétoriques de *cette* élite républicaine ont cherché à montrer les républicains dans leur ensemble comme les représentants de l'Amérique « profonde », comme le parti des Américains « authentiques ». En outre, durant les années 1990, le plus important pour eux a été de désigner les démocrates comme le parti d'une élite dirigeante libérale en porte-à-faux avec les valeurs américaines[6]. Dans leur rhétorique, ils insistent ainsi pour souligner que ce qui « sépare les Américains, c'est l'*authenticité*, pas quelque chose de grossier et laid comme l'économie[7] ».

Le débat sur l'Amérique et sur ce qu'elle *devrait* être n'a pas véritablement animé les années Clinton, mais les républicains se sont assurés d'être prêts lorsque le moment viendrait. Les Américains se font une idée de leur président et de la façon dont il les représente. En 2000, Al Gore a été perçu comme un individu arrogant, qui ne se gênait pas pour laisser entendre que George W. Bush était un ignare. Gore a en fait sous-estimé l'impact de son attitude condescendante envers Bush sur une bonne partie de l'électorat. Bien qu'il ait remporté

---

3. Thomas Frank (avril 2004). « Lie Down for America : How the Republican Party Sows Ruin on the Great Plains », *Harper's Magazine*, vol. 308, nº 1847, p. 35.
4. « The GOP Record of Negative Attacks : The Gingrich Era : Nasty Newt », Site officiel du Parti démocrate des États-Unis : <http://www.democrats.org/specialreports/gop_negative/gingrich.html> (mai 2004).
5. Cela a fait dire au conservateur David Keene que George W. Bush s'afficherait comme un conservateur comparativement à son père : « *In the first Bush administration, the conservatives were asked to be spectators – and it was hoped that they would applaud the action in the field. In this one, they have a president who wants them to be part of the team.* » David Keene, cité par Bert Rockman (2004), « Presidential Leadership in an Era of Party Polarization – The George W. Bush Presidency », dans C. Campbell et B.A. Rockman (dir.), *The George W. Bush Presidency : Appraisals and Prospects*, Washington, D.C., CQ Press, p. 346.
6. Leur stratégie est ainsi illustrée : « [...] *to cast the Democrats as the party of a wealthy, pampered, arrogant elite that lives as far as it can from real Americans ; and to represent Republicanism as the faith of the hard-working common people of the heartland, an expression of their unpretentious, all-American ways, just like country music and NASCAR* ». Thomas Frank, *op. cit.*, p. 37.
7. Thomas Frank, *op. cit.*, p. 39.

le vote populaire[8], il n'a pas réalisé que, lorsqu'il s'en prenait à l'ignorance de George W. Bush, il touchait l'homme de la rue. Gore a en fait incarné l'élite « gauchiste-libérale » dont les républicains pouvaient alors faire leur bouc émissaire. Si Clinton avait réussi à éviter cet écueil, Gore est, quant à lui, devenu le représentant par excellence de l'« autre Amérique » (*the Other America*). Cette rhétorique dichotomique entre la « véritable » Amérique et l'« autre » Amérique s'est implantée par la suite dans les sphères politiques et souvent de manière pernicieuse – en montrant notamment les critiques démocrates des positions républicaines comme étant antiaméricaines. Dans ce discours binaire et simpliste, revigoré à la suite du 11 septembre 2001, les républicains les plus conservateurs (qui sont au demeurant ceux qui sont en position de pouvoir et qui se font le plus entendre) ne se distinguent plus des démocrates, mais se présentent comme les « vrais Américains ». Ils se proclament porteurs des valeurs « américaines », personnifiant l'Américain moyen, travailleur, d'origine rurale, patriote et, surtout, centré sur les valeurs familiales. Bush est ainsi devenu le « *Grassroot Republican* », l'homme du peuple, emblématique des valeurs américaines. Il est devenu, à en croire les sondeurs, celui des hommes politiques qu'un « citoyen ordinaire » préférerait inviter à un barbecue familial[9].

Il ne fait aucun doute que la personnalité du président et le style présidentiel ont une influence sur le cours des événements. Ainsi que le souligne Ronnie Lipschutz, il est permis de croire qu'Al Gore n'aurait pas géré la crise des attentats du 11 septembre de la même façon que Bush l'a fait[10]. Il aurait certes, comme il l'a répété en automne 2001[11], ordonné une intervention militaire en Afghanistan pour renverser le régime des talibans et cherché à démanteler le réseau Al-Qaida, mais il n'aurait pas fait de l'Irak une priorité de la lutte

---

8. Joseph A. Pika, John A. Maltese et Norman C. Thomas, *op. cit.*, p. 26, note 1.
9. « *The American electorate doesn't require a presidential candidate to know where to look on the map for Romania or Zanzibar. His ignorance serves as proof of virtue. The man who would be president must present himself as an innocent and clean-limbed fellow, who knows nothing of ambition, murder, cowardice, or lust, and why would such a true American take the trouble to read the history of England, India, or Japan ?* », Lewis H. Lapham (avril 2004), « The Fog of Self », *Harper's Magazine*, vol. 308, nº 1847, p. 11.
10. « *It seems safe to say that, had there been a Gore administration in the White House, the American response to the attacks would have been much more multilateral ; certainly, the unilateralism of the Bush White House was not present among the Democrats. But, due to the intricacies of the American electoral and judicial systems, we have instead an administration with a go-it-alone US foreign policy and conditions that make it possible to strong-arm allies and coerce enemies, to a degree far greater than in the past* », Ronnie D. Lipschutz (2002), « The Clash of Governmentalities : The Fall of the UN Republic and America's Reach for Empire », *Contemporary Security Policy*, vol. 23, nº 3, p. 223.
11. Al Gore (23 septembre 2002). « Text of Gore Speech ». <http://www.usatoday.com/news/nation/2002-09-23-gore-text_x.htm> (mars 2004).

contre le terrorisme[12]. Affirmer que Gore aurait agi différemment ne signifie pas pour autant que le président Bush s'en soit mal sorti. Au contraire, l'assurance et la candeur de George W. Bush font sans aucun doute la force de son style présidentiel. Il dit lui-même que les Américains ont besoin d'un président qui ouvre la voie, qui sait où il va[13]. Il est en ce sens le cliché négatif de Clinton : ainsi que l'explique Bert Rockman, Clinton aimait penser les décisions, Bush aime les prendre. Clinton aimait discuter les implications des options possibles à l'infini, Bush aime l'action. Clinton pouvait aller jusqu'à tétaniser son administration sous le poids des informations, tandis que Bush ne se préoccupe pas de ne pas en savoir assez[14].

Si, en 2004, John Kerry se montre moins arrogant que son prédécesseur, il demeure trop complexe, son message trop confus, trop développé. Dans ses critiques de l'administration Bush, il achoppe sur les mêmes points que Gore en 2000, se perdant dans des explications souvent trop subtiles pour l'électorat. Par exemple, si les questions fiscales intéressent les Américains, cela ne va pas jusqu'à la mécanique de l'imposition et se réduit simplement à la question de l'augmentation et de la diminution d'impôts. Ils préfèrent le discours simplificateur et rassurant de George W. Bush aux explications complètes et nécessairement complexes de John Kerry. Il en est ainsi lorsque George W. Bush affiche son optimisme et sa confiance dans la reprise économique[15]. Et comme le hasard fait parfois bien les choses, l'économie américaine connaît justement une reprise en 2004. Ce qui importe n'est pas de savoir si les républicains ont été responsables ou non d'une baisse ou d'une reprise économique : il leur suffit d'exploiter le fossé culturel qu'ils ont tracé entre les démocrates et eux, sans même s'empêtrer dans des calculs économiques complexes.

Si l'ennemi extérieur a trouvé son incarnation dans le terrorisme international, les républicains ont également choisi d'exploiter la voie de l'ennemi intérieur, « l'Autre », antiaméricain. L'Amérique que Bush et les républicains disent représenter est populaire, croyante et pratiquante, prête à se défendre et opposée en tous points à l'élite « libérale » que les démocrates sont censés représenter. En ce sens, Michael Moore apparaît tout désigné pour la frange néo-conservatrice très religieuse et patriotique qui voit en lui l'ennemi de l'Amérique. À la critique populiste démocrate et gauchiste de Moore, les républicains opposent une vision populiste réactionnaire fustigeant les élites libérales qui veulent mener le pays sans égard au peuple qui l'habite. Selon

---

12. Katharine Q. Seeleye (9 février 2004). « Gore Says Bush Betrayed the U.S. by Using 9/11 as a Reason for War in Iraq ». <http://www.commondreams.org/headlines04/0209-01.htm> (mars 2004).
13. « [...] *the American people need to know they got a president who sees the world the way it is* », George W. Bush, cité dans Lewis H. Lapham, *op. cit.*, p. 9.
14. Bert A. Rockman, *op. cit.*, p. 351-352.
15. George W. Bush, cité dans Lewis H. Lapham, *op. cit.*, p. 9.

l'essayiste Thomas Frank, les républicains ont réussi à tirer profit d'un fossé culturel qu'ils ont créé de toutes pièces[16]. Cette vision dichotomique se manifeste surtout dans la différenciation, dans les discours, entre les États ruraux, majoritairement républicains en 2000, et les États urbains, majoritairement démocrates. Cette différenciation sert les républicains, qui se montrent comme les porteurs des « véritables » valeurs américaines. Un fermier du Missouri, Blake Hurst, exprime ainsi ce que l'Amérique de George W. Bush représente par rapport à celle de Clinton, Gore ou Kerry : « une Amérique travailleuse, croyante, proche des réalités quotidiennes, de la nature, même si elle ne peut pas déconstruire la littérature postmoderne, diriger une gouvernante ou encore déguster un grand cru[17] ». La nouvelle base électorale, majoritairement républicaine, se retrouve dans cette stratégie dichotomique et d'exclusion[18]. Les tenants de la vision du « *backlash* » reprennent à leur compte le récit des « deux Amériques » et récupèrent les voix des travailleurs qui votaient massivement démocrate depuis le *New Deal* de Franklin D. Roosevelt, dans les années 1930.

En somme, si après 1945 les présidents se sont définis par rapport à F. D. Roosevelt, grand vainqueur de la Deuxième Guerre mondiale, dans l'après-guerre froide, Ronald Reagan incarne, en raison de son rôle dans la fin de la guerre froide, dans l'esprit d'une majorité d'Américains[19], ce que l'Amérique devrait être. Si le président démocrate Bill Clinton l'avait compris, se disant même « *Reagan Democrat* », le président George W. Bush se veut véritablement l'héritier des idées reaganiennes, notamment en termes de politique étrangère[20]. Il compte d'ailleurs plusieurs anciens de l'administration Reagan dans sa propre administration[21], et s'appuie largement sur ses conseillers pour diriger[22]. Il n'en demeure pas moins un leader, confiant de ses

16. Thomas Frank., *op. cit.*, p. 37.
17. Blake Hurst (mars 2002). « *The Plains* v. *The Atlantic* : Is Middle America a Backwater, or a Reservoir ? », *The American Enterprise*, p. 38.
18. Thomas Frank, *op. cit.*, p. 34.
19. Curieusement, la popularité de Ronald Reagan est plus élevée aujourd'hui que durant sa présidence. Ainsi, en juillet 2001, c'est 67 % des Américains qui avaient une opinion favorable sur sa présidence. Dalia Sussman (6 août 2001). « Improving with Age : Reagan Approval Grows Better in Retrospect », ABCNews.com. <http://abcnews.go.com/sections/politics/DailyNews/poll_reagan010806.html> (mai 2004).
20. Les analyses d'auteurs comme Robert Kagan et William Kristol représentent les expressions les mieux étoffées d'une vision néo-reaganienne de la politique étrangère des États-Unis. Voir à ce sujet William Kristol et Robert Kagan (juillet-août 1996), « Toward a Neo-Reaganite Foreign Policy », *Foreign Affairs*, vol. 75, n° 4, p. 18-32.
21. Bert Rockman, *op. cit.*, p. 346.
22. Voir, sur ce point, Charles-Philippe David (2004), *Au sein de la Maison Blanche – La formulation de la politique étrangère des États-Unis depuis 1945*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2e éd., chapitre 12.

décisions et dépourvu de tout doute[23]. Et c'est, finalement, ce que veulent une majorité d'Américains de la part de leur président[24]. C'est d'ailleurs ce qui faisait la popularité de Reagan[25].

Une fois encore en 2004, et comme tous les quatre ans, les élections présidentielles forment une arène politique, un lieu de débat sur les valeurs et les visages de l'Amérique. Marquée par des élections disputées, des résultats contestés et des débats houleux, l'histoire des élections américaines illustre ce paradoxe de l'Amérique contemporaine, entre démocratie et libertés des États, entre conservatisme et libéralisme, entre nationalisme et multiculturalisme. « Ce qui revient à dire que l'histoire contemporaine des États-Unis ne trouve de sens que si le chercheur prend de la hauteur par rapport à l'horizon présent et la replace dans au moins deux siècles d'une évolution complexe, mais non dénuée d'invariants[26]. »

BIBLIOGRAPHIE

BAER, K.S. (2000). *Reinventing Democrats : The Politics of Liberalism from Reagan to Clinton*, Lawrence, University Press of Kansas.

FRANK, T. (avril 2004). « Lie Down for America : How the Republican Party Sows Ruin on the Great Plains », *Harper's Magazine*, vol. 308, nº 1847, p. 33-46.

HURST, B. (mars 2002). « The Plains *v.* The Atlantic : Is Middle America a Backwater, or a reservoir ? », *The American Enterprise*, p. 36-39.

JUDIS, J.B. (2000). *The Paradox of American Democracy : Elites, Special Interests, and the Betrayal of Public Trust*, New York, Pantheon Books.

MIROFF, B. (1998). « The Presidency and the Public : Leadership as Spectacle », dans M. Nelson (dir.), *The Presidency & the Political System*, 5e éd., Washington, D.C., CQ Press, p. 299-322.

23. Bert A. Rockman, *op. cit.*, p. 352.
24. Les Américains sont émotivement attachés à la présidence, et c'est pourquoi ils exigent un leadership qui soit fort. Michael Nelson (1998). « Evaluating the Presidency », dans M. Nelson (dir.), *The Presidency & the Political System*, 5e éd., Washington, D.C., CQ Press, p. 16. Voir également Theodore Lowi (1985), *The Personal President*, Ithaca, NY, Cornell University Press, p. 96.
25. Voir les sondages qui indiquent la popularité de Reagan durant sa présidence. En moyenne, il a conservé l'appui de 57 % des Américains, ce qui équivaut au taux d'approbation moyen de Bill Clinton. Dalia Sussman, *op. cit.*
26. Jean Heffer (1997). « Les États-Unis après la Seconde Guerre mondiale », dans Claude Fohlen, Jean Heffer et François Weil (dir.), *Canada et États-Unis depuis 1770*, 3e éd., Paris, Presses universitaires de France, coll. Nouvelle Clio : l'histoire et ses problèmes, p. 263.

Bibliographie

« The Second Gore-Bush Presidential Debate », 11 octobre 2000, Commission sur les débats présidentiels, <http://www.debates.org/pages/trans2000b.html> (consulté le 12 mai 2004).

ABRAMSON, P.R., J.H. ALDRICH et D.W. ROHDE (1998). *Change and Continuity in the 1996 Elections*, Washington, D.C., CQ Press.

ABRAMSON, P.R., J.H. ALDRICH et D.W. ROHDE (1999). *Change and Continuity in the 1996 and 1998 Elections*, Washington, D.C., CQ Press.

ABRAMSON, P.R. *et al.* (2003). *Change and Continuity in the 2000 and 2002 Elections*, Washington, D.C., CQ Press.

ALDRICH, J.H. (1995). *Why Parties ? The Origin and Transformation of Party Politics in America*, Chicago, University of Chicago Press.

ALEXANDER, H. (1996). « Le financement des campagnes électorales présidentielles », *Démocratie et droits de l'homme*, Revue électronique de l'USIA, vol. 1, nº 13.

ARTAUD, D. et A. KASPI (1969). *Histoire des États-Unis,* Paris, Armand Colin, coll. U.

ASHBEE, E. (1998). « Immigration, National Identity, and Conservatism in the United States », *Politics*, vol. 18, nº 2, p. 73-80.

ATKESON, L.R. et C.D. MAESTAS (2003). *Racing to the Front : The Effect of Frontloading on Presidential Primary Turnout*, American Political Science Association's Annual Meeting in Philadelphia, Pennsylvania, 27-30 août. <http://archive.allacademic.com/publication/getfile.php?file=docs/apsa_proceeding/2003-08-21/110/apsa_proceeding_110.pdf&PHPSESSID=64e3ef60c26282359f489836b6887e03> (avril 2004).

BAER, K.S. (2000). *Reinventing Democrats : The Politics of Liberalism from Reagan to Clinton*, Lawrence, University Press of Kansas.

BAILEY, M.E. (hiver 2002). « The Heroic Presidency in the Era of Divided Government », *Perspectives on Political Science*, vol. 31, nº 1, p. 35-45.

BALTHAZAR, L. (2003). « Le cadre constitutionnel », dans Ch.-Ph. David, L. Balthazar et J. Vaïsse (dir.), *La politique étrangère des États-Unis : fondements, acteurs, formulation*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 15-39.

BARTA, C. (1996). « L'objectivité des médias dans la campagne électorale aux États-Unis », *Revue électronique de l'USIA*, vol. 1, nº 13 (septembre).

BASIL, M. *et al.* (1991). « Positive and Negative Political Advertising : Effectiveness of Ads and Perceptions of Candidates », dans F. Biocca (dir.), *Television and Political Advertising*, vol. 1 : Psychological Processes, New Jersey, Lawrence Erlbaum.

BEASLEY, V.B. (2004). *You, the People : American National Identity in Presidential Rhetoric*, Texas, A&M University Press, 2004.

BECK, P.A. (2003). « A Tale of Two Electorates : The Changing American Party Coalitions, 1952–2000 », dans J.C. Green et R. Farmer (dir.), *The State of the Parties : The Changing Role of Contemporary American Parties,* 4e éd., New York, Rowman & Littlefield, p. 38-53.

BELL, D. (1988). *The End of Ideology : On the Exhaustion of Political Ideas in the Fifties*, Cambridge, MA, Harvard University Press.

BERCOVITCH, S. (1981). « The Rites of Assent », dans S.B. Girgus (dir.), *The American Self : Myth, Ideology, and Popular Culture*, Albuquerque, University of New Mexico Press, p. 5-42.

BERG-ANDERSSON, R.E. (2004). *A Brief History of American « Major Parties » and the « Two-Party » System in the United States*. (s.l.), TheGreenPapers.com, [en ligne] : http://thegreenpapers.com/Hx/AmericanMajorParties.html [page consultée le 21 avril 2004].

BERG-ANDERSSON, R.E. (2004). *How Did We Get Here, Anyway ? An Historical Analysis of the Presidential Nominating Process*. (s.l.), TheGreenPapers.com [en ligne] : http://thegreenpapers.com/Hx/NomProcess.html (page consultée le 21 avril 2004).

BERINSKY, A. (2004). *Silent Voices*, Princeton, Princeton University Press.

BIBBY, J.F. (2003). *Politics, Parties, and Elections in America,* 5e éd., Belmont, Thomson Wadsworth.

BIBBY, J.F. et L.S. MAISEL (2002). *Two Parties – Or More ? The American Party System,* 2e éd., Boulder, Westview Press.

BIRKNER, M. (2003). « 'He's my man' : Sherman Adams and New Hampshire's Role in the 'Draft Eisenhower' Movement », *Historical New Hampshire,* vol. 58, nos 1 et 2, printemps-été.

BLUMENTHAL, S. (2004). *The Clinton Wars*, New York, Plume.

BOYLAN, T.S. (juin 1999). « War powers, Constitutional Balance and the Imperial Presidency Idea at Century's End », *Presidential Studies Quarterly*, p. 29.

BRERETON, C. (1987). *First in the Nation : New Hampshire and the Premier Presidential Primary*, Portsmouth, Peter Randhall.

BRUNO, A. et G.P. LANEY (1996). *U.S. Insular Areas and Their Political Development*, Washington, U.S. Library of Congress, Congressional Research Service, CRS Rapport 96-578GOV.

BUGLIOSI, V. (2001). *The Betrayal of America : How the Supreme Court Undermined the Constitution and Chose Our President*, New York, Thunder's Mouth Press.

BURNHAM, W.D. (1975). « American Politics in the 1970s : Beyond Party ? », dans L. Sandy Maisel et Paul M. Sacks (dir.), *The Future of Political Parties*, Beverly Hills, Sage.

BURR, P.H. (2003). « Live Free and Vote : What Fifty Years of the New Hampshire Primary Can Teach a Candidate », *Historical New Hamsphire,* vol. 58, nos 1 et 2, printemps-été.

BUSCH, A. (2001). *The Perfect Tie*, New York, Rowman & Littlefield.

CAMPBELL, C. et B.A. ROCKMAN (dir.) (2004). *The George W. Bush Presidency : Appraisals and Prospects*, Washington, D.C., CQ Press.

CAMPBELL, D. (1998). *Writing Security : United States Foreign Policy and the Politics of Identity*, Minneapolis, MN, University of Minnesota Press.

CAUTHEN, B. (2004). « Covenant and Continuity : Ethno-Symbolism and the Myth of Divine Election », *Nations and Nationalism*, vol. 10, nos 1-2, p. 19-33.

CEASER, J.W. et A.E. BUSCH (2001). *The Perfect Tie : The True Story of the 2000 Presidential Election*, Lanham, MD, Rowman & Littlefield.

CHAMBERS, W.N. (1963). *Political Parties in a New Nation : The American Experience, 1776-1809*, New York, Oxford University Press.

CHAMBERS, W.N. et W.D. BURNHAM (1975). *The American Party System : Stages of Political Development*. New York, Oxford University Press.

CHANEY, M. (2003). « First Stop : The New Hampshire Primary », *Historical New Hamsphire,* vol. 58, nos 1 et 2, Printemps-été.

CHERRY, C. (1971). *God's New Israel : Religious Interpretations of American Destiny*, New Jersey, Prentice-Hall Inc.

CHOMSKY, N. et E.S. HERMAN (2003). *La fabrique de l'opinion publique*, Paris, Le serpent à plumes.

CLUBB, J.M., W.H. FLANIGAN et N.H. ZINGALE (1980). *Partisan Realignment : Voters, Parties, and Government in American History*, Beverly Hills, Sage Publications.

CNN, *History of the Democratic National Convention*. Disponible [en ligne] : <http://edition.cnn.com/ELECTION/2000/conventions/democratic/features/convention.history/index.html#1948> (consulté le 2 mai 2004).

COHEN, J. et D. NICE (2003). *The Presidency*, New York, McGraw-Hill.

COLEMAN, K.J., J.E. CANTOR et T.H. NEALE (2000). *Presidential Elections in the United States : A Primer,* Washington, Congressional Research Service, Library of Congress.

COLES, R.L. (2002). « War and the Contest Over National Identity », *The Sociological Review*, vol. 50, nº 4, p. 586-603.

CORBO, C. (2001). « Les partis politiques », dans E. Orban et M. Fortmann (dir.), *Le système politique américain*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, p. 129-162.

CORRADO, A. et H. GOUVÊA (2003). « Financing Presidential Nominations under BCRA » dans W.G. Mayer, *The Making of the Presidential Candidates 2004*, Lanham, MD, Rowman & Littlefield.

CORWIN, E. *et al.* (1957). *The President : Office and Powers, 1787-1957*, New York, New York University Press.

COX, M. (2003). « The Empire's Back in Town : Or America's Imperial Temptation – Again », *Millenium*, vol. 32, nº 3, p. 1-27.

CRONIN, T.E. et M.A. GENOVESE (1998). *The Paradoxes of the American Presidency*, New York et Oxford, Oxford University Press.

DAALDER, I. (2004). « *Kerry* v. *Bush* : The Long Battle Begins », The Brookings Institution, Brookings Briefing, 29 mars.

DAALDER, I. et J. LINDSAY (2003). *America Unbound : The Bush Revolution in Foreign Policy*, Washington, D.C., Brookings Institution Press.

DAHL, R. (1990). « Myth of the Presidential Mandate », *Political Science Quarterly*, vol. 105, nº 3, p. 355-372.

DALLEK, R. (1996). *Hail to the Chief. The Making and Unmaking of American Presidents*, New York, Hyperion.

DANIELS, R. (1991). *Coming to America : A History of Immigration and Ethnicity in American Life*, New York, Harper Perennial.

DAVID, Ch.-Ph., (2004). *Au sein de la Maison Blanche – La formulation de la politique étrangère des États-Unis depuis 1945*, 2e éd., Québec, Presses de l'Université Laval.

DAVID, Ch.-Ph., (dir.) (2003). *Nous, antiaméricains ? Les États-Unis et le Monde*, Montréal, Les Cahiers Raoul-Dandurand, nº 7.

DAVID, Ch.-Ph., L. BALTHAZAR et J. VAÏSSE (2003). *La politique étrangère des États-Unis : fondements, acteurs et formulation*, Paris, Presses de Sciences Po.

DAVIS, J. (1995). *The American Presidency*, 2e éd., Westport, Praeger.

DEBORD, G. (1996 [1967]). *La société du spectacle*, Paris, Gallimard.

DENTON, R.E. (2002). *The 2000 Presidential Campaign*, Westpoint, Greenwood Publishing Group.

DERSHOWITZ, A.M. (2001). *Supreme Injustice : How the High Court Hijacked Election 2000*, New York, Oxford University Press.

DREW, E. (2004). « Primary Colors », *New York Review of Books*, 11 mars.

DUNCAN, R. et J. GODDARD (2003). « The Political System : Political Parties », dans *Contemporary America*, New York, Palgrave Macmillan, p. 109-114.

DUPUIS, M. (2002). *Same-Sex Marriage, Legal Mobilization, & the Politics of Rights*, New York, Peter Lang.

DWORKIN, R. (dir.) (2002). *A Badly Flawed Election : Debating Bush* v. *Gore, the Supreme Court, and American Democracy*, New York, New Press.

EDWARDS III, G.C. (2003). *On Deaf Ears : The Limits of the Bully Pulpit*, New Haven et Londres, Yale University Press.

EDWARDS, G. (2004). « Riding High in the Polls », dans C. Campbell et B. Rockman (dir.), *The George W. Bush Presidency : Appraisals and Prospects*, Washington, D.C., CQ Press, p. 16-45.

FISHER L. (1998). *The Politics of Shared Power – Congress and the Executive*, College Station, Texas A&M University Press.

FRANCK, M. (9 avril 2004). « It's Still the Stupid Economy », *Time*.

FRANK, T. (2004). « Lie Down for America : How the Republican Party Sows Ruin on the Great Plains », *Harper's Magazine*, vol. 308, nº 1847, avril, p. 33-46.

FRUM, D. (2003). *The Right Man : The Surprise Presidency of George W. Bush*, New York, Random House.

GEER, J.G. (2002). « Parties and Partisanship : A Brief Introduction », *Political Behavior*, vol. 24, nº 2, p. 85-91.

GERSTMANN, E. (2004). *Same-Sex Marriage and the Constitution*, Cambridge, Cambridge University Press.

GICQUEL, J. (2002). *Droit constitutionnel et institutions politiques*, Paris, Montchrestien, Domat Droit public.

GILBOA, E. *et al.* (dir.) (2002). *Media and Conflict : Framing Issues, Making Policy, Shaping Opinions*, New York, Transnational Publisher.

GILLESPIE, J.D. (1993). *Politics at the Periphery : Third Parties in Two-Party America*, Columbia, University of South Carolina Press.

GITTELL, R. *et al.* (2001). *First in Nation, The New Hampshire Primary : What it Means to the State and the Nation*, Library and Archives of New Hampshire's Political Tradition.

GIZZI, J. (2003). « Anti-Primary Movement Gains in Colorado », *Human Events*, vol. 59, nº 4.

GREEN, J.C. et R. FARMER (2003). « The State of the Parties in an Evenly Divided Nation », dans J.C. Green et R. Farmer (dir.), *The State of the Parties : The Changing Role of Contemporary American Parties,* 4e éd., New York, Rowman & Littlefield, p. 1-15.

GRIMES, C. (2004). « The Press and the Presidential Politics », Commentaries on the American Presidency, Campbell Public Affairs Institute, avril.

GRONDIN, D. (2004). « (Re)Writing the "National Security State" : Why and How Realists (Re)Built the(ir) Cold War », *Center for United States Studies Occasional Papers*, Raoul-Dandurand Chair in Strategic and Diplomatic Studies, Université du Québec à Montréal, Montréal, 31 p.

GUTFELD, A. (2002). *American Exceptionalism : The Effects of Plenty on the American Experience*, Brighton et Portland, Sussex Academic Press.

HALIMI, S. (8 mars 2002). « Enron, symbole d'un système », *Le Monde diplomatique*.

HARDT, M. et A. NEGRI (2000). *Empire*, Cambridge et Londres, Harvard University Press.

HARLAN, D. (1997). *The Degradation of American History*, Chicago et Londres, The University of Chicago Press.

HARRIS, H. (2003). « The Nation's First Presidential Primary ? », *The New Crisis*, vol. 110, nº 6, novembre-décembre.

HASTEDT, G. (2003). *American Foreign Policy : Past, Present, Future*, 5e éd., Upper Saddle River, Prentice Hall.

HECKATHORN, D. et S.M. MARER (1990). « The Conceptual Architecture of Public Policy : A Critical Reconstruction of Lowi's Typology », *Journal of Politics*, vol. 52, nº 4, p. 1101-1123.

HEFFER, J. (1997). « Les États-Unis après la Seconde Guerre mondiale », dans C. Fohlen, J. Heffer et F. Weil (dir.), *Canada et États-Unis depuis 1770*, 3e éd., Paris, Presses universitaires de France, p. 235-263, coll. Nouvelle Clio : l'histoire et ses problèmes.

HEITH, D.J. (2004). *Polling to Govern*, Standford, Standford Law & Politics.

HERRMANN, R. et M. REESE (2004). « George W. Bush's Foreign Policy », dans C. Campbell et B. Rockman (dir.), *The George W. Bush Presidency : Appraisals and Prospects*, Washington, D.C., CQ Press, p. 191-225.

HERRNSON, P.S. (2002). « National Party Organizations at the Dawn of the Twenty-First Century », dans L.S. Maisel (dir.), *The Parties Respond : Changes in American Parties and Campaigns,* 4e éd., Boulder, Westview Press, p. 47-78.

HERSHEY, M.R. et P.A. BECK (2003). *Party Politics in America,* 10e éd., New York, Longman.

HESS, G.R. (2001). *Presidential Decisions for War. Korea, Vietnam and the Persian Gulf*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press.

HILL, M. (2004). *After Whiteness : Unmaking an American Majority*, New York et Londres, New York University Press.

HILL, M. (dir.) (1997). *Whiteness : A Critical Reader*, New York, New York University Press.

HINCKLEY, B. (1990). *The Symbolic Presidency : How Presidents Portray Themselves*, New York et Londres, Routledge.

HOGAN, M.J. (1998). « Magna Charta : The National Security Act and the Specter of the Garrison State », dans *A Cross of Iron : Harry S. Truman and the Origins of the National Security State, 1945-1954*, New York, Cambridge University Press, p. 1-68.

HOOK, S. et J. SPANIER (2003). *American Foreign Policy Since World War II*, 16e éd., Washington, D.C., CQ Press.

HUGUES, G. (1999). *La destinée manifeste des États-Unis au XIXe siècle : aspects idéologiques et politiques*, Paris, Éditions du Temps, coll. Questions de civilisation.

HUNT, M.H. (1987). *Ideology and US Foreign Policy*, New Haven et Londres, Yale University Press.

HUNT, M.H. (1990). « Ideology », in *Symposium on U.S. Foreign Relations*, *Journal of American History*, vol. 77, nº 1, p. 108-115.

HUNTINGTON, S.P. (2004). « The Hispanic Challenge », *Foreign Policy*, nº 135, mars-avril, p. 30-45.

HURST, B. (2002). « The Plains *v.* The Atlantic : Is Middle America a Backwater, or a Reservoir ? », *The American Enterprise*, mars, p. 36-39.

HYLAND, W. (1999). *Clinton's World : Remaking American Foreign Policy*, Westport et Londres, Praeger.

ISENBERG, D. (4 juin 1997). *Rise of the Stupid Network*, 8 p. Disponible [en ligne] : <http://www.isoquantic.com/RandRs/AIN-NOT.pdf> (consulté le 10 janvier 2004).

ISSACHAROFF, S. (2003). « The Enabling Role of Democratic Constitutionalism : Fixed Rules and Some Implications for Contested Presidential Elections », *Texas Law Review*, vol. 81, p. 1985-2012.

IVERS, G. (2001). *American Constitutional Law – Power and Politics*, New York, Houghton Mifflin.

JACKSON, J.S., N.S. BIGELOW et J.C. GREEN (2003). « The State of Party Elites : National Convention Delegates, 1992-2000 », dans J.C. Green et R. Farmer (dir.), *The State of the Parties : The Changing Role of Contemporary American Parties,* 4e éd., New York, Rowman & Littlefield, p. 54-78.

JENTLESON, B. (2004). *American Foreign Policy : The Dynamics of Choice in the 21st Century*, 2e éd., New York, W.W. Norton & Company.

JEWELL, M. et D. OLSON (1978). *American State Politics and Elections*, Homewood, Irwin Press.

JONES, C.O. (1994). *The Presidency in a Separated System*, Washington, D.C., Brookings Institution Press.

JONES, G.S. et J.A. MARINI, (dir.) (1988). *The Imperial Congress : Crisis in the Separation of Power,* New York, Pharos Books.

JONHSON, L.B. (1971). *The Vantage Point* : *Perspectives of the Presidency, 1963-1969*, New York, Holt, Rinehart and Winston.

JUDIS, J.B. (2000). *The Paradox of American Democracy : Elites, Special Interests, and the Betrayal of Public Trust*, New York, Pantheon Books.

KAMMEN, M. (1990). *People of Paradox : An Inquiry Concerning the Origins of American Civilization*, Ithaca, Cornell University Press.

KANDALL, K. (1998). *Communication Patterns in Presidential Primaries 1912-2000 : Knowing the Rules of the Game*, Research Paper R-19, Joan Shorenstein Center, Harvard University, juin.

KAPLAN, A. (2003). « Homeland Insecurities : Reflections on Language and Space », *Radical History Review*, nº 85, automne, p. 82-93.

KAPLAN, A. et D.E. PEASE (dir.) (1993). *Cultures of United States Imperialism*, Durham et Londres, Duke University Press.

KASSOP, N. (2003). « The War Power and Its Limits », *Presidential Studies Quarterly*, vol. 33, nº 3, septembre, p. 509-529.

KAUFMANN, E. (2001). « Nativist Cosmopolitans : Institutional Reflexivity and the Decline of "Double-Consciousness" in American Nationalist Thought », *Journal of Historical Sociology*, vol. 14, nº 1, p. 47-78.

KENNEDY, J.F. (1961). *Inaugural Address*, Washington, D.C., 20 janvier. Disponible [en ligne] : <http://www.cs.umb.edu/jfklibrary/j012061.htm> (consulté le 10 mai 2004).

KESEL, J.H. (2004). « Views of the Voters », dans H. F. Weisberg et C. Wilcox (dir.), *Models of Voting in Presidential Elections : The 2000 U.S. Election*, Stanford, Stanford University Press.

KING, A. (dir.), *The New American Political System*, 2e éd., Washington, D.C., AEI Press.

KLARE, M.T. (2002). *Resources Wars : The New Landscape of Global Conflict*, New York, Henry Holt.

KLEIN, K.L. (1997). *Frontiers of Historical Imagination*, Berkeley, Californie, University of California Press.

KLEPPNER, P. *et al.* (1981). *The Evolution of American Electoral System*, Westport, Greenwood Press.

LADD, E.C. (1970). *American Political Parties : Social Change and Political Response*, New York, Norton.

LADD, E.C. et C.D. HADLEY (1975). *Transformations of the American Party System : Political Coalitions from the New Deal to the 1970s*, New York, Norton.

LANDY, M. et S.M. MILKIS (2004). « Political Parties », dans *American Government : Balancing Democracy and Rights*, New York, McGraw-Hill, p. 434-479.

LAPHAM, L.H. (2004). « The Fog of Self », *Harper's Magazine*, vol. 308, nº 1847, avril, p. 9-11.

LASSER, W. (2004). *Perspectives on American Politics*, New York, Houghton Mifflin Company.

LAVOREL, S. (2003). *La politique de sécurité nationale des États-Unis sous George W. Bush,* Paris, L'Harmattan, coll. Raoul-Dandurand.

LE PRESTRE, P. (2004). « La reconstruction identitaire de l'Amérique après le 11 septembre », *Études internationales*, vol. 35, nº 1, p. 25-47.

LEAGUE OF WOMEN VOTERS (2003). *Choosing the President 2004*, Guilford, The Lyons Press.

LEIGHLEY, J.E. (2003). *Mass Media and Politics. A Social Science Perspective*, New York, Houghton Mifflin Company, coll. New Direction.

LEUCHTENBURG, W.E. (1989). *In the Shadow of FDR : From Harry Truman to Ronald Reagan*, éd. rév. et mise à jour, Ithaca, NY et Londres, Cornell University Press.

LEVY, L.W. (1988). *Original Intent and the Framer's Constitution*, New York, Oxford University Press.

LIND, M. (1995). *The Next American Nation : The New Nationalism and the Fourth American Revolution*, New York, Free Press.

LIPPMAN, W. (1925). *The Phantom Public*, New York, Harcourt, Brace.

LIPSCHUTZ, R.D. (2002). « The Clash of Governmentalities : The Fall of the UN Republic and America's Reach for Empire », *Contemporary Security Policy,* vol. 23, nº 3, p. 214-231.

LIPSET, S.M. (1979). *The First New Nation : The United States in Historical and Comparative Perspective*, New York, Norton.

LIPSET, S.M. (1996). *American Exceptionalism : A Double-Edged Sword*, Londres et New York, W.W. Norton & Company.

LOPATTO, P. (1985). *Religion and Presidential Elections*, New York, Praeger.

LOWI, T. (1985). *The Personal President*, Ithaca, NY, Cornell University Press.

LOWI, T.J. (1964). « American Business, Public Policy, Case Studies, and Political Theory », *World Politics*, vol. 16, nº 4, p. 677-715.

MAGSTADT, T. (2004). *An Empire if You Can Keep It : Power and Principle in American Foreign Policy*, Washington, D.C., CQ Press.

MAHTESIAN, Ch. (2000). « The Debate Over Debates », dans *Campaigns & Elections*, Congressional Quarterly, 1er avril.

MANN, M. (2003). *Incoherent Empire*, Londres et New York, Verso.

MANN, T.E. (2003). « The Battle over Campaign Finance. Prospects for the New Reform Law », dans *The Brookings Review*, vol. 21, nº 4.

MARIENSTRAS, E. (1976). *Les mythes fondateurs de la nation américaine*, Paris, François Maspéro.

MASNATA, C. et F. MASNATA (1970). *Pouvoir, société et politique aux États-Unis*, Paris, Payot, coll. Petite Bibliothèque Payot.

MAYER, W.G. (2000). *The Presidential Nomination Process Reconsidered : The End of Momentum ?,* Northeastern University – Annual President's Day Address. Disponible [en ligne] : <http://www.casdn.neu.edu/~polisci/resources/deptspeeches/Mayer1.htm> (consulté le 10 mai 2004).

MAYER, W.G. et A.E. BUSCH (2004). *The Front-Loading Problem in Presidential Elections*, Washington, D.C., Brookings Institution Press.

MAYER, W.G. (2003) (dir.). *The Making of the Presidential Candidates, 2004*, New York, Rowman & Littlefield.

MCKAY, D., D. HOUGHTON et A. WROE (2002). *Controversies in American Politics and Society*, Oxford, Blackwell Publishers.

MCKEEGAN, M. (1992). *Abortion Politics : Mutiny in the Ranks of the Right*, New York et Toronto, Maxwell Macmillan.

MEAD, W.R. (1987). *Mortal Splendor : The American Empire in Transition*, Boston, Houghton Mifflin.

MILKIS, S.N. (1993). *The President and the Parties : The Transformation of the American Party System since the New Deal*, New York, Oxford University Press.

MILKIS, S.N. (1998). « The Presidency and Political Parties », dans M. Nelson (dir.), *The Presidency & the Political System*, 5e éd., Washington, D.C., CQ Press, p. 374-407.

MIROFF, B. (1998). « The Presidency and the Public : Leadership as Spectacle », dans M. Nelson (dir.), *The Presidency & the Political System*, 5e éd., Washington, D.C., CQ Press, p. 299-322.

MORAN, T.H. (1993). « An Economics Agenda for Neorealists », *International Security*, vol. 18, no 2, p. 211-215.

MUELLER, J. (1999). « Public Opinion and Foreign Policy : The People's "Common Sense" », dans E. Wittkopf et J.M. McCormick (dir.), *The Domestic Sources of American Foreign Policy : Insights and Evidence*, Lanham, MD, Rowman & Littlefield, p. 51-60.

NATIONAL PARTY CONVENTIONS 1831-1972 (1976). Washington, D.C., Congressional Quarterly, Inc.

NEGLER, C. *et al.* (1980). *Histoire des États-Unis – La pratique de la démocratie*, Paris, Economica.

NELSON, M. (dir.) (1998). *The Presidency & the Political System*, 5e éd., Washington, D.C., CQ Press.

NELSON, M. (1998). « Evaluating the Presidency », dans M. Nelson (dir.), *The Presidency & the Political System*, 5e éd., Washington, D.C., CQ Press, p. 3-28.

NELSON, M. (dir.), *The Evolving Presidency : Addresses, Cases, Essays, Letters, Reports, Resolutions, Transcripts, and Other Landmark Documents, 1787-1998,* Washington, D.C., CQ Press.

NEUSTADT, R.E. (1991). *Presidential Power and the Modern Presidents : The Politics of Leadership from Roosevelt to Reagan*, New York, Free Press.

NYE Jr., J. (2002). « The American National Interest and Global Public Goods », *International Affairs*, vol. 78, no 2, p. 233-244.

O'HANLON, M. (2002). *Defense Policy Choices for the Bush Administration*, 2e éd., Washington, D.C., Brookings Institution Press.

O'NEILL, T. et G. HYMEL (1992). *All Politics Is Local : And Other Rules of the Game*, 1re éd., Avon, Adams Media Corporation.

PALUMBO-LIU, D. (2002). « Multiculturalism Now : Civilization, National Identity, and Difference Before and After September 11th », *Boundary 2*, vol. 29, no 2, p. 109-127.

PATERSON, T.G. et D. MERRILL (dir.) (1995). *Major Problems in American Foreign Relations : Vol. 1*, 4e éd., Lexington, MA, D.C. Heath and Company.

PATTERSON, T. (2004). *We the People : A Concise Introduction to American Politics*, 5e éd., Boston, McGraw-Hill.

PATTERSON, T.E. (2004). « Political Parties, Candidates, and Campaigns : Defining the Voter's Choice », dans *We the People : A Concise Introduction to American Politics,* 5e éd., New York, McGraw-Hill, p. 231-268.

PEDERSEN, V.S. (2003). « In Search of Monsters to Destroy ? The Liberal American Security Paradox and a Republican Way Out », *International Relations*, vol. 17, no 2, p. 213-232.

PERTSCHUK, M. (1997). « Des responsables politiques si influençables… », *Le Monde diplomatique*, mai.

PEW INTERNET AND AMERICAN LIFE PROJECT (2004). *The Internet and Campaign News*.

PIKA, J.A., J.A. MALTESE et N.C. THOMAS (2002). *The Politics of the Presidency*, 5e éd., Washington, D.C., CQ Press.

PIKA, J.A., Z. MOSLEY et R.A. WATSON (1992). *The Presidential Contest*, 4e éd., Washington, D.C., CQ Press.

POLSBY, N.W. et A.B. WILDAVSKY (1980). *Presidential Elections – Strategies of American Electoral Politics,* New York, Charles Scribner's Sons.

POLSBY, N.W. et A. WILDAVSKY (2000). *Presidential Elections : Strategies and Structures of American Politics*, 10e éd., New York et Londres, Chatham House Publishers.

POSTMAN, N. (1987). *Amusing Ourselves to Death*, Londres, Methuen.

POSTMAN, N. et S. POWERS (1992). *How to Watch TV News*, New York, Penguin.

POTTER, E.H. (dir.). *Cyber-Diplomacy : Managing Foreign Policy in the Twenty-First Century*, Montréal, McGill-Queen's University Press.

PROJECT FOR EXCELLENCE IN JOURNALISM (2002). « The Last Lap : Final Topline ».

QUIRK, P. (1998). « Presidential Competence », dans M. Nelson (dir.), *The Presidency & the Political System*, 5e éd., Washington, D.C., CQ Press, p. 171-198.

RAGSDALE, L. et J.G. RUSK (1999). « Elections and Presidential Policymaking », dans S.A. Shull (dir.), *Presidential Policymaking : An End-of-century Assessment*, Armonk, NY et Londres, M.E. Sharpe.

RATNESAR, R. (2003). « Bush's Brainiest Hawk », *Time*, 19 janvier. Disponible [en ligne] : <http://www.time.com/time/covers/1101030127/nwolfie.html> (consulté le 8 février 2003).

REICHLEY, A.J. (1992). *The Life of the Parties : A History of American Political Parties*, New York, Rowman & Littlefield.

REICHLEY, A.J. (2003). « The Future of the American Two-Party System at the Beginning of a New Century », dans J.C. Green et R. Farmer (dir.), *The State of the Parties : The Changing Role of Contemporary American Parties,* 4e éd., New York, Rowman & Littlefield, p. 19-37.

REIMERS, D.M. (1998). *Unwelcome Strangers : American Identity and the Turn against Immigration*, New York, Columbia University Press.

RENSOHN, S.A. (dir.) (2001). *One America ? Political Leadership, National Identity, and the Dilemmas of Diversity*, Washington, Georgetown University Press, 2001.

REVEL, J.-F. (2003). *L'obsession anti-américaine,* Paris, Plon.

RICHARDSON, B. (2004). « Seeking the Latino Vote : Democrats Can't Take Hispanic Voters », *Hispanic*, vol. 17, nº 1, janvier-février.

ROBINSON, M.J. et M.A. SHEEHAN (1983). *Over the Wire and On TV : CBS and UPI in Campaign'80*, New York, Russell Sage Foundation.

ROCKMAN, B.A. (1998). « The American Presidency in Comparative Perspective : Systems, Situation, and Leaders » dans M. Nelson (dir.), *The Presidency & the Political System*, 5e éd., Washington, D.C., CQ Press, p. 62-87.

ROCKMAN, B.A. (2004). « Presidential Leadership in an Era of Party Polarization – The George W. Bush Presidency », dans C. Campbell et B.A. Rockman (dir.), *The George W. Bush Presidency : Appraisals and Prospects*, Washington, D.C., CQ Press, p. 319-357.

ROSE, R. (1988). *The Postmodern President : The White House Meets the World*, Chatham, NJ, Chatham House.

ROSSITER, C. (1960). *The American Presidency*, New York, Mentors Book.

ROSTOW, E. (1989). « Premier Minister or Constitutional Monarch ? », *The American Journal of International Law,* vol. 83, p. 737-739.

RUTLAND, R.A. (1995). *The Democrats : From Jefferson to Clinton*, Columbia, University of Missouri Press.

RUTLAND, R.A. (1996). *The Republicans : From Lincoln to Bush*, Columbia, University of Missouri Press.

SCALA, D.J. (2003). « Mainstream Versus Reform Candidates in the New Hampshire Domestic Primary 1968-2000 », *Historical New Hampshire*, vol. 58, nos 1 et 2, printemps-été.

SCANTZ, H.L. (dir.) (1996). *American Presidential Elections – Process, Policy and Political Change*, New York, State University of New York Press.

SCHILDKRAUT, D.J. (2002). « The More Things Change… American Identity and Mass and Elite Responses to 9/11 », *Political Psychology*, vol. 23, nº 3, p. 511-535.

SCHLESINGER, A. Jr. (1973). *The Imperial Presidency,* Boston, Houghton Mifflin.

SCHLESINGER, A. Jr. (1989). « The Legislative-Executive Balance in International Affairs : The Intention of the Framers », *The Washington Quarterly*, hiver, vol. 12, p. 99-107.

SHAFER, B.E. (1983). *Quiet Revolution : The Struggle for the Democratic Party and the Shaping of Post-Reform Politics,* New York, Russell Sage Foundation.

SHAFER, B. *et al.* (1991). *The End of Realignment ? Interpreting American Electoral Eras*, Madison, University of Wisconsin Press.

SHIELDS, T. (2003). « McCain-Feingold Limits Political Ads », dans *MediaWeek*, vol. 13, nº 46, 15 décembre.

SHULL, S.A. (dir.) (1999). *Presidential Policymaking : An End-of-century Assessment*, Armonk, NY et Londres, M.E. Sharpe.

SILBEY, J.H. (2002). « From "Essential to the Existence of Our Institutions" to "Rapacious Enemies of Honest and Responsible Government" : The Rise and Fall of American Political Parties, 1790-2000 », dans L. Sandy Maisel (dir.), *The Parties Respond : Changes in American Parties and Campaigns,* 4e éd., Boulder, Westview Press, p. 1-18.

SIMONS, G. (2003). *Future Iraq : U.S. Policy in Reshaping the Middle East*, Londres, Saqi Books.

SKOWRONEK, S. (1998). « Presidential Leadership in Political Time », dans M. Nelson (dir.), *The Presidency & the Political System*, 5e éd., Washington, D.C., CQ Press, p. 124-70.

SLOTKIN, R. (1992). *Gunfighter Nation : The Myth of the Frontier in Twentieth-Century America*, Ney York, Maxwell Macmillan International.

SLOTKIN, R. (1985). *The Fatal Environment*, New York, Atheneum.

STEGER W.P., A. DOWDLE et R.E. ADKINS (2003). *The New Hampshire Effect : What Function Does the Bellwether Primary Really Perform in the Outcome of Presidential Nominations ?,* Midwest Political Science Association, Chicago, 3-6 avril. Disponible [en ligne] : <http://mpsa.indiana.edu/conf2003papers/1032032427.pdf> (consulté le 12 mai 2004).

STUMPEL, G.H. (2003). *Media and Politics in America*, Santa Barbara, ABC-Clio, coll. Contemporary World Issues.

SWAIN, C. (2002). *The New White Nationalism in America*, Cambridge, Cambridge University Press.

TATALOVICH, R. et T.S. ENGEMAN (2003). *The Presidency and Political Science : Two Hundred Years of Constitutional Debate*, Baltimore et Londres, Johns Hopkins University Press.

TEPKER, H.F. (2002). « The USA Patriot Act », dans *Extensions : A Journal of the Carl Albert Congressional Research and Studies Center*. Disponible [en ligne] : <http://www.ou.edu/special/albertctr/extensions/fall2002/Tepker.html> (Consulté le 10 mai 2004).

THE ECONOMIST (2001). « The Imperial Presidency », novembre, p. 39.

THE ECONOMIST (2004). « Better Ways to Attack George Bush », 3 avril, p. 11.

THURBER, J.A., C.J. NELSON et D.A. DULIO (2000). *Crowded Airwaves : Campaign Advertising in Elections*, Washington, D.C., Brookings Institution Press.

TUATHAIL, G.O. (2003). « "Just Out Looking for a Fight" : American Affect and the Invasion of Iraq », *Antipode*, vol. 35, nº 5, novembre, p. 856-870.

TOCQUEVILLE. A. de (1981). *De la démocratie en Amérique*, tome I, Paris, Flammarion.

TOINET, M.-F. (1991). *La présidence américaine*, Paris, Montchrestien, coll. Clefs.

TOINET, M.-F. (1987). *Le système politique des États-Unis*, Paris, Presses universitaires de France.

TRIMBLE, P.R. (1989). « The President's Foreign Affairs Power », *The American Journal of International Law,* vol. 83, p. 750-757.

TRUBOWITZ, P. (1998). « Regional Conflict and Coalitions in the Making of American Foreign Policy », dans *Defining the National Interest : Conflict and Change in American Foreign Policy*, Chicaco, University of Chicago Press, p. 1-30.

TUNC, A. (1965). *Les États-Unis,* Paris, LGDJ.

TURNER, F.J. (1963). *La frontière dans l'histoire des États-Unis*, Paris, Presses universitaires de France.

TURPIN, D. (1999). *Droit constitutionnel*, Paris, Presses universitaires de France.

U.S.A. PATRIOT ACT. Disponible [en ligne] : <http://frwebgate.access.gpo.gov/cgi-bin/getdoc.cgi ?dbname=107_cong_bills&docid=f :h3162enr.txt.pdf> (consulté le 14 mai 2004).

VAÏSSE, J. (1998). *Le modèle américain,* Paris, Armand Colin, coll. Synthèses.

VILE, M.J.C. (1972). *Le régime des États-Unis*, Paris, Seuil, coll. Esprit.

WATSON, R.P. (2004). *Counting Votes*, Miami, University Press of Florida.

WATTENBERG, M.P. (1990). « From a Partisan to a Candidate-centered Electorate », dans Anthony King (dir.), *The New American Political System*, 2e éd., Washington, D.C., AEI Press, p. 139-174.

WATTENBERG, M.P. (1991). *The Rise of Candidate-centered Politics : Presidential Elections of the 1980s*, Cambridge, Harvard University Press.

WATTENBERG, M.P. (1998). *The Decline of American Political Parties, 1952-1996*, Cambridge, Harvard University Press.

WATTENBERG, M.P. (2002). *Where Have All the Voters Gone ?*, Cambridge, Harvard University Press.

WAYNE, S. (2003). *Is this Any Way to Run a Democratic Election ?*, New York, Houghton Mifflin.

WAYNE, S. (2000). *The Road to the White House 2000 : The Politics of Presidential Elections*, Boston et New York, Bedford/St. Martin's.

WEBER, C. (1995). *Simulating Sovereignty : Intervention, the State and Symbolic Exchange*, Cambridge, Cambridge University Press.

WEISBERG, H.F. (2002). « Partisanship and Incumbency in Presidential Elections », *Political Behavior*, vol. 24, no 4, p. 339-360.

WEISBERG, H.F. et T.G. HILL (2004). « The Succession Presidential Election of 2000 : The Battle of the Legacies », dans H.F. Weisberg et C. Wilcox (dir.), *Models of Voting in Presidential Elections : The 2000 U.S. Election*, Stanford, Stanford University Press.

WEKO, T. et J. ALDRICH (1998). « The Presidency and the Election Campaign : Framing the Choice in 1996 », dans M. Nelson (dir.), *The Presidency & the Political System*, 5e éd., Washington, D.C., CQ Press, p. 276-294.

WEST, D.W. (2001). *Air Wars*, 3e éd., Washington D.C., CQ Press.

WHITE, T. (1961). *The Making of the President*, New York, Pocket Books.

WILLIAMS, W.A. (1980 [1955]). *Empire as a Way of Life*, New York, Oxford University Press.

WILLS, G. (1982). *The Federalist Papers by Alexander Hamilton, James Madison and John Jay*, New York, Bantam Books.

WILSON, W. (1885). *Congressional Government : A Study in American Politics,* New York, Houghton Mifflin.

WITTKOPF, E.R. et J.M. MCCORMICK (dir.) (1999). *The Domestic Sources of American Foreign Policy : Insights and Evidence*, Lanham, Rowman & Littlefield.

WOLF, G. (2004). « How the Internet Invented Howard Dean », *Wired*, vol. 12, nº 1, janvier. Disponible [en ligne] : <http://www.wired.com/wired/archive/12.01/dean_pr.html> (consulté le 15 février 2004).

WOODWARD, B. (2004). *Plan of Attack*, New York, Simon & Schuster.

WROE, A. (2002). « Abortion : The Right to Life Debate », dans *Controversies in American Politics and Society*, Oxford et Malden, Blackwell.

ZINN, H. (2003). *A People's History of the United States : 1492-Present*, New York, HarperCollins.

ZOLLER, É. (1994). « Splendeur et misères du constitutionnalisme – les enseignements de l'expérience américaine », *Revue du droit public*, p. 157-184.

Glossaire

Élisabeth Vallet et Karine Prémont

Amendement
Voir Révision constitutionnelle

Âne
C'est le républicain Thomas Nast qui, pour la première fois dans le magazine *Harper's* en janvier 1870, représenta le Parti démocrate sous la forme d'un âne. Il montrait alors l'ancien secrétaire à la guerre de Lincoln, attaqué de façon virulente par les démocrates du Nord, comme un lion mort auquel un âne donnait un coup de pied. L'âne est aussi un sobriquet dont était affublé Andrew Jackson depuis l'élection de 1828. Il a par la suite continué à utiliser cet animal, qui appartient aujourd'hui à la symbolique de la vie politique américaine.
Voir Parti démocrate

Ballottage
Lorsque l'on ne peut départager les candidats, il y a ballottage. Dans cette hypothèse, le Congrès va devoir trancher : la Chambre des représentants, se prononçant à raison d'une voix par État, va désigner le président parmi les trois candidats arrivés en tête. Le Sénat va, quant à lui, désigner le vice-président parmi les deux candidats restants, à la majorité absolue. Tel a été le cas pour John Adams en 1825.

***Bipartisan Campaign Reform Act* (*BCRA*)**
Voir McCain-Feingold Law

Blanket primary
Voir Primaires non partisanes

Buckley* v. *Valeo
Décision de la Cour suprême. En 1976, par la décision *Buckley* v. *Valeo,* la Cour suprême est venue préciser les contours de la loi sur le financement des campagnes électorales. Elle a notamment refusé que des limites soient imposées aux dépenses électorales, à l'exception

toutefois de celles acceptées volontairement par les candidats à l'élection présidentielle : désormais, on ne peut imposer de limites aux dépenses électorales des candidats qui ne souhaitent pas bénéficier de l'aide publique pour le financement de leur campagne.
Voir Financement public des campagnes électorales

Bush* v. *Gore
Décision de la Cour suprême. À la suite des élections présidentielles de novembre 2000, la Cour suprême a eu à trancher la controverse liée au décompte des voix de l'État de Floride. Les juges de cet État avaient autorisé le recomptage manuel des bulletins de vote. En retenant sa compétence, c'est-à-dire en se prononçant en matière de contentieux électoral qui relève en principe du domaine du Congrès, la Cour suprême a invalidé, à 5 voix contre 4, la décision des juges de Floride. Outre le fait que la doctrine évoque désormais la désacralisation de la Cour suprême, ce contentieux a révélé au grand public le problème de l'hétérogénéité des bulletins de vote et a conduit les médias à remettre en question le fonctionnement de la démocratie américaine.

Cabinet
C'est l'équivalent du Conseil des ministres, qui regroupe le président, le vice-président et les secrétaires d'État.

Caucus
Le caucus s'apparente à la primaire en ce sens qu'il constitue l'un des procédés permettant de désigner un candidat à l'élection présidentielle. Le caucus a ceci de particulier qu'il réunit les militants du parti. Ces derniers vont alors discuter et désigner des délégués à la convention nationale. En année électorale, le premier État à désigner ses délégués à la convention nationale est l'Iowa, qui utilise le procédé du caucus. Processus parfois qualifié d'oligarchique, il est progressivement délaissé au profit des primaires. Toutefois, son coût peu élevé pour l'État chargé d'organiser la désignation des délégués explique qu'il subsiste dans quelques États.

Closed primaries
Voir Primaires fermées

Coattails
On parle de *presidential coattails* en référence littéralement aux « basques » du président, pour qualifier les candidats à d'autres postes politiques et du même parti du président qui surfent sur la vague de sympathie générée par l'élection de ce dernier. L'effet inverse, où la faible cote du président vient directement affecter le vote des électeurs contre les candidats du même parti, est appelé *negative coattails*.

Cohabitation
C'est là un phénomène assez classique du mandat présidentiel. Il s'agit de l'hypothèse où le président appartient à un parti politique, tandis que la Chambre de représentants ou le Sénat sont majoritairement d'une autre allégeance politique.

Collège électoral
C'est l'ensemble des grands électeurs qui devront élire le président. Toutefois, la notion de collège électoral ne recouvre pas une réalité juridique, car les grands électeurs ne sont jamais physiquement réunis en collège. Il s'agit plutôt d'un concept politique.
Voir Grands électeurs

Convention bounce
Il s'agit là de la croissance immédiate de popularité d'un candidat qu'enregistrent les instituts de sondage après que ce dernier a été officiellement désigné comme candidat présidentiel au cours de la convention nationale du Parti républicain ou démocrate.

Convention de Philadelphie
Convention constituante réunie en mai 1787. Elle adopte, le 17 septembre 1787, la nouvelle Constitution qui sera ensuite ratifiée par les États.

Convention nationale
Le Parti républicain et le Parti démocrate organisent chacun leur convention nationale en été. Ces conventions réunissent les délégués du parti désignés au cours des primaires et des caucus, dans le cadre de chaque État fédéré. Il faut noter au demeurant que, pour les deux partis, des délégués de Guam, Samoa, Porto Rico et des îles Vierges sont présents aux conventions, alors même que les citoyens de ces États ne se prononcent pas aux élections présidentielles. De la même manière, le Parti démocrate organise spécifiquement une primaire pour les Américains de l'étranger. La première convention nationale démocrate s'est réuni pour la première fois à Baltimore en 1832, tandis que les républicains ont organisé la leur pour la première fois en 1856 à Philadelphie.
Voir Primaires

Délégués
Dans le cadre des primaires, les délégués sont élus, au sein de chaque parti, en fonction de leur allégeance à tel ou tel candidat. Ils vont à leur tour, dans le cadre de la convention nationale, désigner un *ticket*, c'est-à-dire le candidat de leur parti à la présidence ainsi que le candidat à la vice-présidence. Ils sont essentiellement élus à la représentation proportionnelle chez les démocrates, alors que les républicains utilisent soit la proportionnelle, soit la règle du *winner-take-all*.
Voir Primaires, Convention nationale, Ticket

District of Columbia
Siège du gouvernement fédéral américain, qui comprend la ville de Washington.

Divided government
Voir Cohabitation

Élection générale
Ou *general election*. On distingue les primaires, qui permettent de désigner les candidats de chaque parti, de l'élection générale qui est en fait l'élection *stricto sensu*, au cours de laquelle on va désigner effectivement le titulaire du poste.

Éléphant
Tandis que le général Grant est fustigé pour sa soif de pouvoir par le *New York Herald*, ce même journal annonce que des animaux du zoo de Central Park se sont échappés. Thomas Nast combine ces deux nouvelles pour caricaturer la situation politique en mettant en scène des animaux : c'est dans le magazine *Harper's* du 7 novembre 1874 qu'apparaît pour la première fois un éléphant symbolisant les voix républicaines. Deux semaines plus tard, une autre caricature de Nast illustrant la défaite républicaine montre un éléphant aux prises avec un âne. Le symbole était né et a même été utilisé comme support communicationnel par le parti lui-même.

Éligibilité
Pour être éligible, le candidat à la présidence doit remplir trois conditions. Tout d'abord, il doit être citoyen américain de naissance : un citoyen naturalisé ne peut donc pas se présenter. Ensuite, il doit être âgé d'au moins 35 ans et, enfin, il doit résider depuis au moins 14 ans sur le territoire américain. Le vice-président doit en outre résider dans un autre État que celui de son colistier.

Faithless elector
Le *faithless elector* est le grand électeur qui se déjuge, malgré son engagement initial, et vote pour l'autre candidat. Il peut dans certains États être poursuivi, car il dispose d'un mandat impératif. Dans d'autres États, il n'encourt aucune sanction, puisque son mandat n'est pas de nature impérative. Toutefois, il est certain que la pression du vote populaire est considérable. Cela dit, aucun des *faithless electors* n'a jamais changé le cours de l'histoire.

Federal Election Campaign Act (FECA)
La loi sur les campagnes électorales fédérales a été adoptée en 1971, et plusieurs fois amendée (en 1974, 1976, 1979 et 2002). Elle requiert notamment que les candidats rendent publiques leurs sources de financement et la nature de leurs dépenses électorales. Elle encadre en principe le financement public et privé de l'ensemble des campagnes électorales fédérales.

Federal Election Commission (FEC)
Cette agence indépendante, instituée en 1974, est chargée de s'assurer de l'application de la loi sur les campagnes électorales fédérales. C'est sous son contrôle que le candidat va mettre en place un comité unique responsable de la gestion des fonds de campagne et permettre la transparence de ces comptes.
Voir Federal Election Campaign Act

Federalist Papers
Les *Federalist Papers* sont un recueil de 85 textes et articles publiés notamment par Hamilton et Madison sous des noms de plume, au moment de la campagne pour l'adoption puis la ratification de la Constitution par les États. On peut retrouver dans leur intégralité les 85 articles sur Internet, notamment aux adresses
http://www.law.emory.edu/FEDERAL/federalist/ ;
http://www.law.ou.edu/hist/federalist/ ; et
http://www.yale.edu/lawweb/avalon/federal/fed.htm (mai 2004).

Financement public des campagnes électorales
Le financement public des campagnes électorales est appelé *public funding* ou encore *matching funds*. En effet, on va financer, sur fonds publics, les candidats aux élections présidentielles au prorata des fonds qu'ils auront obtenus de donateurs privés. Dès les primaires, les candidats obtiennent un montant donné pour chaque contribution individuelle reçue. Ces fonds publics sont gérés par le Trésor public américain.
Voir Taxpayer check-off system, Hard money/Soft money

Front-loading
C'est ainsi que l'on a surnommé la tendance contemporaine à organiser les primaires et les caucus de plus en plus tôt par rapport à l'élection générale. La première étape se déroule en effet aujourd'hui pratiquement 10 mois avant l'élection *stricto sensu*. Les États fédérés qui organisent leur primaire plus tôt cherchent à jouer un rôle plus important dans la désignation du candidat en pariant sur l'effet d'entraînement. À l'inverse, le *rear-loading* renvoie à l'effervescence qui précède l'élection générale et qui se traduit par un véritable marathon électoral pour les candidats à la présidentielle.

Front-runner
C'est le favori de la campagne électorale.

General election
Voir Élection générale

Gerrymandering
Le *gerrymandering* est un redécoupage partisan des circonscriptions électorales afin de favoriser un candidat. Les républicains au pouvoir ont ainsi, en 2003, mené une vaste opération de charcutage électoral

et de redistribution du nombre de grands électeurs : en effet, si l'on se fie à la carte des résultats des élections de 2000, ce redécoupage favorise le camp républicain.

***Grand Old Party* (*GOP*)**
C'est ainsi que l'on surnomme le Parti républicain.

Grands électeurs
Il y a autant de grands électeurs qu'il y a de membres du Congrès et le nombre de grands électeurs par État fédéré varie au prorata de la population. En application du XIIe amendement adopté en 1804, les grands électeurs sont élus par le peuple américain chaque année bissextile, le mardi suivant le premier lundi de novembre, au scrutin de liste à un tour. Les grands électeurs sont désignés au scrutin de liste majoritaire à un tour, à l'exception toutefois de ceux du Maine et du Nebraska, qui appliquent la représentation proportionnelle. La plupart des grands électeurs doivent indiquer leur intention de vote avant même leur élection, et s'engagent donc à voter dans ce sens : la Cour suprême a avalisé, en 1952 (*Ray* v. *Blair*), le principe de ce mandat impératif. Toutefois, d'une part, certains États n'imposent pas de mandat impératif à leurs grands électeurs et, d'autre part, il arrive, dans des cas rarissimes comme lors de l'élection de Richard Nixon, que l'un d'eux se rétracte (*faithless elector*). Les grands électeurs désignent le ticket gagnant à la majorité absolue.
Voir Scrutin majoritaire de liste à un tour

Gridlock
Le terme est communément employé par les médias et les analystes : il s'agit d'une manœuvre politique par laquelle, dans un domaine particulier, un parti va parvenir à ne laisser aucune marge de manœuvre à ses adversaires, en les enserrant dans une logique dont ils ne peuvent plus sortir et qui leur est défavorable.

Hard money*/*Soft money
Cette distinction appartient au domaine du droit du financement électoral. Le *hard money* correspond aux dons directs des individus et des personnes morales aux candidats aux élections fédérales. Ces contributions sont encadrées par la loi sur le financement des campagnes électorales. Le *soft money* correspond aux dons qui ne tombent pas sous le coup de la loi sur le financement des campagnes électorales : ils ne peuvent venir alimenter que des activités dites civiques, telles que l'enregistrement des électeurs, les coûts administratifs, l'aide aux candidats locaux, l'appui aux structures du parti. Ainsi, le *soft money* ne peut pas, en vertu de la loi, appuyer directement la campagne d'un candidat à une élection fédérale. On notera d'ailleurs que la Cour suprême a validé en 2003 le renforcement de limites à l'usage du *soft money*, instituées en 2002 par le Congrès.
Voir Federal Election Campaign Act, McCain-Feingold Law

Hatch Act
Loi qui encadre l'implication politique du personnel de l'administration américaine, notamment les personnes qui travaillent au sein du gouvernement fédéral, pour le gouvernement du district de Columbia et dans les administrations fédérées et locales en lien avec des programmes financés par des fonds fédéraux.

Horse race
La « course de chevaux » est une métaphore communément utilisée. Elle tient au traitement de l'information par les médias, et notamment à l'accent qu'ils mettent sur le résultat des différents sondages plutôt que sur les programmes : l'intérêt porte plus sur les performances des candidats que sur leurs objectifs.

Impeachment
La procédure de mise en accusation et de destitution (*impeachment*) est une procédure judiciaire intentée contre un responsable politique par une instance législative. Lorsqu'un haut fonctionnaire (un juge, un secrétaire d'État, un sous-secrétaire, un président, un vice-président, etc.) est soupçonné d'un crime grave commis dans l'exercice de ses fonctions (trahison, corruption, abus de pouvoir, etc.), la Chambre des représentants déclenche un procès par un vote à majorité simple. C'est le Sénat qui fait alors office de tribunal, présidé par le juge en chef de la Cour suprême. Le jugement doit être voté par les deux tiers des sénateurs. Deux présidents ont fait l'objet d'une procédure d'*impeachment* : Andrew Jackson (1868) et Bill Clinton (1998), mais aucun ne fut destitué. Richard Nixon, en 1974, a démissionné avant que le procès n'ait lieu.

Inauguration
Voir Passation de pouvoirs

***Lame duck* (canard boiteux)**
C'est ainsi que l'on surnomme le président en exercice qui reste en poste jusqu'à la passation des pouvoirs.

Majorité absolue
Pour avoir la majorité absolue, il faut détenir la moitié des voix disponibles ou des suffrages exprimés plus un.
Voir Majorité relative

Majorité relative
Obtenir la majorité relative revient à simplement obtenir plus de voix que son adversaire.
Voir Majorité absolue

Matching funds
Voir Financement public

***McCain-Feingold Law* (ou *Bipartisan Campaign Reform Act*)**
Cette loi porte le nom des deux sénateurs (John McCain, républicain d'Arizona, et Russ Feingold, démocrate du Wisconsin) qui sont à son origine. Le *Federal Election Campaign Act,* puisque c'est là sa dénomination officielle, a été amendé en 2002 par le *Bipartisan Campaign Reform Act* (BCRA) et avalisé en 2003 par la Cour suprême. Ce texte encadre le financement électoral.
Voir Federal Election Campaign Act, Hard money/Soft money

Médias
Le rôle des médias dans la campagne présidentielle est aujourd'hui déterminant. Woodrow Wilson est, en 1916, le premier à avoir recours massivement aux journaux, magazines et même au cinéma muet dans le cadre de sa campagne de réélection. La radio a commencé à prendre une place significative dans la campagne de 1924, avec Calvin Coolidge. En 1932, F.D. Roosevelt a abondamment utilisé la technique radiodiffusée, notamment pour converser avec les auditeurs. C'est en 1952, avec Dwight Eisenhower, que la télévision devient un outil de campagne, combinée avec le recours massif aux sondages. On retiendra dans l'histoire récente la performance d'un Bill Clinton saxophoniste dans l'émission de variétés d'Arsenio Hall. Le recours aux lignes téléphoniques gratuites (1-800) et à Internet font maintenant partie de la panoplie des médias lors des campagnes électorales.

Midterm election
Le mandat présidentiel étant de quatre ans, à mi-mandat, soit deux ans après l'élection du président, se déroulent des élections législatives visant à pourvoir tant l'intégralité des sièges à la Chambre des représentants que le tiers des sièges au Sénat (les mandats étant de six ans). Ces élections de mi-mandat sont souvent utilisées comme un baromètre permettant d'évaluer la performance du président en exercice.

Negative ads
La publicité négative est autorisée dans les campagnes électorales. Ainsi, les candidats peuvent produire des messages publicitaires à seule fin de discréditer leur adversaire. À ce titre, la campagne électorale opposant George Bush père à Michael Dukakis avait été particulièrement acerbe.

Open primary
Voir Primaires ouvertes

Panachage
Cette méthode permet à un électeur d'inscrire sur un bulletin de vote un candidat qui appartient à une autre liste électorale ou, dans certains États, d'ajouter le nom d'une personne qui ne s'est pas officiellement présentée à l'élection.

Parti démocrate
Apparu à la fin du XVIIIe siècle, le Parti démocrate se fait le chantre des anti-fédéralistes et du droit des États fédérés. C'est ainsi qu'il est amené à défendre les États esclavagistes du Sud des États-Unis durant la guerre de sécession. Pourtant, sa base électorale se diversifie très rapidement à compter de cette période et trouve une assise parmi les classes populaires ainsi qu'au sein de la population immigrée. En 1932, Roosevelt accède au pouvoir en s'appuyant sur les minorités ethniques, les démocrates du Sud et les ouvriers de la ceinture sidérurgique du Nord. Tandis que la rhétorique démocrate tend de plus en plus vers la gauche (on parle ici de libéralisme, au sens politique), l'assise électorale évolue, notamment dans les années 1960, et les démocrates du Sud passent petit à petit dans le camp républicain. Le programme démocrate se veut à gauche du programme républicain (prise en compte de la fracture sociale, défense des classes pauvres, promotion des programmes sociaux). Toutefois, de plus en plus, les « nouveaux démocrates », dont Bill Clinton constitue le meilleur exemple, tendent bien plus vers le centre de l'échiquier politique et sont très proches des républicains dans leur analyse de la peine de mort ou des mariages de même sexe.
Voir Âne

Parti républicain
Le Parti républicain, surnommé également *Grand Old Party*, rassemble initialement, lors de sa création en 1854, les opposants à l'esclavage. Ce parti accède au pouvoir avec l'avènement de Lincoln à la présidence en 1860. Il est sous l'influence de modérés pendant longtemps. Le virage à droite ne s'amorcera que dans les années 1980, notamment avec Ronald Reagan, sous les pressions des fondamentalistes chrétiens et de l'aile droite. Le programme du Parti républicain est désormais plus conservateur : le libéralisme économique et la défiance à l'égard de l'État fédéral deviennent des credos du Parti républicain. Le conservatisme du parti, particulièrement marqué avec l'accession de George W. Bush au pouvoir, s'accroît encore à la suite des événements du 11 septembre.
Voir Éléphant, Grand Old Party

Passation de pouvoirs
Le président est officiellement intronisé dans ses fonctions à la suite de la cérémonie de l'inauguration au cours de laquelle il prête serment, le 20 janvier. La tradition, instituée par George Washington, veut que le président prête serment sur la Bible. À la suite de cet événement, le président prononce un discours (*inaugural address*) qui donnera le ton et l'orientation de cette nouvelle administration.

Philadelphie
Voir Convention de Philadelphie

Platform
Voir Programmes électoraux

Political Action Committee (PAC)
Ces comités ne sont pas directement affiliés à un parti, mais liés à d'autres organisations qui participent indirectement aux campagnes électorales (comme des entreprises ou des syndicats). Ce sont des groupes de pression influents : ils sont aujourd'hui plus de 4000 et constituent un levier important du monde politique américain.

***Pork barrel spending* (ou *Pork barrel politics*)**
Cette expression date d'avant la guerre civile, du temps où il fallait plonger les mains dans les saloirs (en forme de tonneaux) pour en retirer le jambon. L'image est donc appliquée aux politiciens qui essaient de ramener des subventions pour leur district ou leur État. On les accuse alors de faire du *pork barrel politics*.

Primaires
Les primaires constituent le préalable d'une élection générale. C'est une série d'élections, à l'intérieur d'un parti, visant à désigner le candidat officiel qui va concourir face à des adversaires d'autre allégeance politique dans le cadre d'une élection générale. L'élection présidentielle américaine débute donc véritablement en janvier, avec un cycle de primaires, et va s'achever à la fin de l'année avec l'élection générale. Des primaires sont organisées à tous les échelons de la vie politique, qu'il s'agisse d'élections municipales, sénatoriales ou législatives. Leurs modalités varient d'un État à l'autre. Dans le cadre des élections présidentielles, les primaires ont pour but avoué de favoriser l'émergence rapide d'un candidat crédible et « présidentiable » : il s'agit de concentrer les efforts non pas sur des luttes intestines, mais bien sur la lutte contre le candidat de l'autre parti.
Voir Primaires fermées, Primaires ouvertes, Primaires non partisanes, Caucus, Convention nationale

Primaires fermées
Au cours de la primaire fermée, qui va permettre de désigner les délégués du district ou de l'État à la convention nationale du parti, seuls les électeurs qui se sont au préalable enregistrés auprès du parti concerné pourront se prononcer. C'est ainsi qu'au cours d'une primaire démocrate fermée, seuls les électeurs inscrits et enregistrés comme démocrates pourront voter.

Primaires non partisanes *(Blanket primaries)*
Au cours de la primaire non partisane, qui constituait un procédé de désignation des délégués à la convention nationale du parti concerné, l'ensemble des électeurs inscrits pouvaient se prononcer, sur le même bulletin de vote, autant pour le Parti démocrate que pour le Parti

républicain. Elle a été déclarée inconstitutionnelle par la Cour suprême, et le dernier État à pratiquer ce procédé s'est vu refuser un recours en appel en février 2004.

Primaires ouvertes
Au cours de la primaire ouverte, qui constitue un autre procédé de désignation des délégués à la convention nationale du parti concerné, l'ensemble des électeurs inscrits peuvent se prononcer, indépendamment de leur affiliation, soit pour le Parti démocrate, soit pour le Parti républicain.

Proclamation
Les résultats de l'élection par les grands électeurs en décembre sont transmis au président du Sénat, qui va les proclamer officiellement devant les deux chambres le 6 janvier suivant.

Programmes électoraux
La plate-forme électorale des candidats constitue de moins en moins un élément distinctif. Comme dans bien des pays occidentaux aujourd'hui, on observe aux États-Unis une convergence des programmes électoraux. Au-delà des objectifs et des prises de position des candidats, les élections présidentielles sont avant tout une question d'image et de gestion des relations publiques. Le rôle déterminant des médias est évidemment lié à ce mouvement de convergence. On notera ainsi que Bill Clinton constituait à l'époque le plus républicain des Démocrates. De la même manière, en 2004, John Kerry est le candidat démocrate le plus proche de George W. Bush.
Voir Parti républicain, Parti démocrate

Public funding
Voir Financement public des campagnes électorales

Représentation proportionnelle
C'est un système qui permet de répartir les sièges au prorata du nombre de voix obtenues par les listes en présence. Il permet d'assurer la représentation des tendances politiques minoritaires.
Voir Scrutin uninominal à un tour, Scrutin majoritaire de liste à un tour

Révision constitutionnelle
La révision constitutionnelle (ou amendement) aux États-Unis se fait en deux étapes. D'une part, le texte doit être approuvé par une majorité des deux tiers de chacune des chambres du Congrès et, d'autre part, il doit être ratifié par les trois quarts des législatures dans les trois quarts des États. Cette procédure d'amendement fait en sorte qu'il est très difficile de modifier la Constitution américaine.

Scrutin majoritaire de liste à un tour
La liste qui obtient le plus grand nombre voix remporte l'ensemble des sièges. C'est également un système qui favorise les grands partis.
Voir Scrutin uninominal à un tour, Représentation proportionnelle

Scrutin uninominal à un tour
C'est un système majoritaire à un tour à l'issue duquel le candidat qui a le plus de voix est déclaré élu. Ce système a pour effet d'éliminer les petits partis politiques et tend ainsi à renforcer le bipartisme.
Voir Scrutin majoritaire de liste à un tour, Représentation proportionnelle

Soccer moms
Les « mamans football » (pour la France) ou encore « mamans soccer » (pour le Québec) constituent une catégorie identifiée par les sondeurs, équivalant à la ménagère de moins de 50 ans. Schématiquement, c'est une catégorie que les instituts de sondage identifient comme femmes au foyer, engagées notamment dans les activités extra-scolaires de leurs enfants, tel le football/soccer. On tendrait d'ailleurs, depuis le 11 septembre, à renommer cette catégorie, aujourd'hui plutôt vue comme des *security moms*, préoccupées avant tout par les questions sécuritaires.

Sondages
Utilisés pour la première fois par Franklin D. Roosevelt pour évaluer l'impact du *New Deal,* les sondages apparaissent véritablement après la Seconde Guerre mondiale aux États-Unis. Ils constituent aujourd'hui un instrument déterminant des campagnes électorales, qu'utilisent aussi bien les médias que les cabinets de campagne des candidats.

Suffrage universel indirect
Une élection au suffrage universel indirect signifie que le peuple désigne un collège électoral, qui va lui-même désigner le titulaire du poste électif. Au nombre des raisons d'une telle procédure se trouve le souci des constituants d'éviter les sautes d'humeur du peuple, présumé peu politisé.

Super délégués
En dehors des délégués désignés dans le cadre des primaires et liés par leur engagement, sont également présents à la convention nationale du parti concerné des « super délégués ». Ces derniers sont cooptés, nommés par l'appareil partisan et libres, jusqu'au dernier moment, d'appuyer le candidat de leur choix.
Voir Convention nationale

Super Tuesday
L'organisation de « super mardis » électoraux date de 1988 : un ensemble d'États du Sud ont alors choisi d'organiser simultanément leurs primaires de façon à contrebalancer le poids du Nord. En effet, la première primaire se déroule toujours au New Hampshire et le premier caucus dans l'Iowa. Aujourd'hui, l'organisation du *Super Tuesday* doit surtout permettre de repérer rapidement des candidats dotés d'une véritable représentativité nationale. Les candidats qui se dégagent vont bénéficier d'une exposition médiatique accrue. Du coup, la capitalisation politique auprès des citoyens croît d'autant : au fur et à mesure qu'on se rapproche de la convention nationale, les électeurs vont se rallier à celui qui apparaît comme le candidat le plus crédible. Le procédé du *Super Tuesday* permet donc de déterminer un candidat « présidentiable ».

Swing voters
Les *swing voters* sont les indécis qui n'ont pas d'affiliation particulière et qui montrent peu de constance d'une élection à l'autre. Particulièrement sensibles aux facteurs exogènes, les *swing voters* constituent bien souvent le cœur de cette marge d'erreur qu'évoquent les sondeurs. On parle également de *swing state* lorsqu'il s'agit d'un État susceptible de faire basculer l'élection.

Taxpayer check-off system
Les contribuables américains peuvent, lorsqu'ils remplissent leur déclaration fédérale d'impôt sur le revenu, choisir, en cochant simplement une case sur leur formulaire, d'affecter trois dollars de leur impôt au fonds public de financement des élections présidentielles.

Third party
Tout parti qui n'est pas le Parti démocrate ou le Parti républicain est considéré comme un tiers parti. Il bénéficie de cette appellation dès lors que son assise électorale est suffisamment significative pour influencer ponctuellement l'issue de l'élection.

Ticket splitting
Il s'agit de l'hypothèse où, au cours de la même élection, un électeur va voter pour des partis différents. À cet égard, il faut signaler que les Américains qui se rendent aux urnes ont à se prononcer sur une quantité parfois astronomique de sujets, répondant à des questions référendaires, élisant des politiciens à des fonctions gouvernementales mais aussi à des fonctions administratives. C'est d'ailleurs ce qui a conduit à la grande complexité du scrutin présidentiel de 2000 et à la question de la validité du vote en Floride.

Ticket
L'expression désigne l'équipe formée par le candidat à la présidence et son colistier, candidat à la vice-présidence. On élit donc un « ticket » en novembre, c'est-à-dire un président et un vice-président.

Triangulaire
On parle de triangulaire dans l'hypothèse où restent en lice jusqu'à la fin de l'élection générale trois candidats et non deux comme à l'accoutumée. George Wallace en 1968 et Ross Perot en 1992 et en 1996 ont ainsi constitué le troisième candidat de la triangulaire.

Verts
Ce sont les *outsiders* de la dernière décennie d'élections présidentielles. Ralph Nader est le candidat fédérateur des Verts aux États-Unis depuis 1992. Il va puiser dans l'électorat traditionnellement démocrate, ainsi que le montrent les résultats de Floride en 2000. D'ailleurs, l'annonce de sa candidature – en tant que candidat indépendant, toutefois – en février 2004 a grandement inquiété les démocrates.

Vice-président
Le vice-président est élu en même temps que le président, puisqu'il est son colistier. Bien souvent, c'est un lot de consolation pour un candidat débouté aux primaires. C'est également un moyen de fédérer le parti, puisque le ticket représente bien souvent les deux candidats entre lesquels se sont partagées les voix au cours des primaires. C'est ce qu'on a appelé le *balancing ticket*, censé assurer une plus grande représentativité du parti durant l'élection générale. Toutefois, cette pratique semble se perdre tant du côté démocrate (Bill Clinton a choisi quelqu'un qui lui ressemblait, Al Gore) que républicain (Bush a opté pour son homme de confiance, Dick Cheney) : plutôt que de chercher à fédérer toutes les tendances existantes au sein du parti, le candidat à la présidence va préférer quelqu'un qui lui est proche.

Vote protestataire
Dans le cadre des élections présidentielles américaines, le vote protestataire est surtout identifié au vote qui va à un tiers parti dont les chances sont pratiquement nulles.

Winner-take-all
La règle du *winner-take-all* (le gagnant remporte tout) est appliquée notamment dans le cadre de la désignation des grands électeurs, dans un grand nombre d'États. Cela signifie que la liste qui obtient la majorité des voix (même si c'est de très peu) emporte la totalité des sièges des grands électeurs. En d'autres termes, le candidat aux élections présidentielles fait campagne dans les États dotés d'un grand nombre de grands électeurs, car si la liste qui le représente obtient la majorité, il emporte l'ensemble des voix des grands électeurs. Ce procédé conduit parfois à désigner comme président un candidat qui a obtenu en réalité moins de suffrages populaires que son adversaire. Ainsi George W. Bush a été élu par une majorité de grands électeurs (271 contre 267), tandis que son concurrent, Al Gore, avait obtenu plus de 500 000 suffrages de plus (50,3 % contre 49,7 %).
Voir Scrutin majoritaire de liste à un tour, Suffrage universel indirect

Index

11 septembre, 125, 151, 155-158, 160, 163, 165-167, 173, 188, 199, 215, 225
commission d'enquête, 166

A

abstention, 46, 47, 48, 49
Adams, John Quincy, 63, 64, 98, 113
affaire Lewinsky, 128
affaires intérieures, 125
affiliation partisane, 92
Afghanistan, 153, 161, 176, 188
Alabama, 20, 32, 33
Al-Qaida, 161, 188, 199
amendement, 10, 20, 32, 35
12e, 63, 64
14e, 45
1er, 81
20e, 67
24e, 46
26e, 46
American Enterprise Institute, 236
American Medical Association, 191
Andersen, Arthur, 77
Anderson, Benedict, 205
Arizona, 45, 76, 77
Arizona State University, 45
Arkansas, 183, 195, 197
armes à feu, 195, 196
contrôle, 155, 156
armes
biologiques, 188
de destruction massive, 166
semi-automatiques, 196
Arsenio Hall Show, 43
Ashcroft, John, 189, 192
Assault Weapons Ban, 196
assemblée constituante, 42
assurance maladie, 156, 181
attention médiatique, 131
Australie, 179
Autre, 205, 209, 214, 215, 216, 218, 229
Autre Amérique (*Other America*), 234
avortement, 155, 156, 179, 187, 190, 191, 192, 193, 194

B

Bagdad, 158, 166
baisse d'impôts, 106
ballottage, 34, 63
Baltimore, 29, 30, 34
BCRA (*Voir Bipartisan Campaign Reform Act*)
Beasley, Vanessa, 206, 208, 212
Beauty Contest (*Voir* vote préférentiel)

Bipartisan Campaign Reform Act, 72, 77
bipartisme, 14
blogue, 140
Boston, 17, 22, 30, 34
bourse, 77
breaking news, 129
Bryan, William Jennings, 102, 113
Buchanan, Pat, 131
budget, 65, 128, 176
Bull Moose, 103
bulletins
de vote, 44, 45, 52, 55, 56
de nouvelles, 129, 132, 133, 134, 144
télévisés, 128, 130
Burr, Aaron, 63
Bush, George H., 35, 66, 131, 153, 155, 172, 176, 226, 232
nouvel ordre mondial, 232
Bush, George W., 27, 30, 35, 43, 54, 55, 58, 66, 77, 89, 112, 114, 125, 126, 127, 133, 137, 143, 155. 156. 157. 158, 166, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 186, 187, 188, 189, 192, 193, 194, 197, 200, 205, 215, 221, 222, 223, 224, 228, 232, 233, 234, 235, 236
Bush, Laura, 184
Butler, Nicholas M., 67

C

calendrier électoral, 15, 24, 25, 27, 72
compression, 25, 27
Californie, 61, 186, 197
campagne
électorale, 42, 43, 48
présidentielle, 120, 122, 125, 127, 128, 133, 134, 143
présidentielle de 2000, 127, 128, 133
publicitaire, 121, 125, 126, 143
Campbell, David, 210, 211, 214, 216, 217, 218
candidat indépendant, 45, 57, 58
candidats à la présidence, 123, 125, 126, 129, 130, 134, 143
Capitole, 68
Caroline du sud, 53
cartels de drogue (*Voir* drogue)
Carter, Jimmy, 44, 66, 152, 153
Case Western Reserve University, 45
Cassivi, Marc, 204
Catholique, 100, 103, 105
caucus, 15, 16, 19, 21, 22, 23, 25, 26, 27, 28, 29, 36
Center for Political Studies, 155
Center for Responsive Politics, 78, 80
chambre de Lincoln, 88
Chambre des représentants, 36, 63, 64, 67, 77, 170, 189
Chao, Elaine, 183
Charleston, 34
Cheney, Dick, 193, 196
Cheney, Liz, 184
Chicago, 25, 29, 36, 188, 195
Chine, 87
chômage, 155, 156, 165
christianisme, 197
CIA, 172, 188
Citizens Commitee to Outlaw Entrapment, 185
Clarke, Richard, 166
Clay, Henry, 98, 101, 113
Cleveland, Grover, 58, 113
Clinton, 134
Clinton, Bill, 27, 31, 34, 35, 43, 49, 66, 77, 87, 107, 113, 116, 131, 132, 151, 154, 155, 157, 158, 171, 175, 192, 199, 200, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 245
clintonomics, 107
coalition, 93, 95, 97, 100, 101, 103, 105, 106, 108, 109, 113
partisane, 93
cohabitation, 63

Collège électoral, 59
Colombie, 172, 179
colon, 207
Colorado, 195, 197
comités 527, 82
commerce, 179
commission
  d'enquête, 75
  des débats présidentiels, 44
  des élections fédérales, 76
communisme, 172
Community Health Centers, 181
comportements électoraux, 123, 143
Compromis de 1877, 53
comptes de campagne, 78
comtés, 49, 54
confédération, 10
Congrès, 19, 22, 29, 35, 36, 51, 53, 60, 61, 63, 64, 65, 67, 68, 92, 94, 98, 99, 108, 156, 157, 172, 188, 189, 195
  élections, 64
Connecticut, 77
constitution, 10, 14, 28, 35, 45, 52, 53, 59, 61, 63, 68, 92, 94, 98, 101, 102
contentieux électoral, 61
contenu des publicités, 125
contraception, 192
contributions électorales, 78
convention, 100
  de comté, 16
  de districts, 16
  démocrate, 17, 18, 30, 31, 32, 34, 37
  nationale, 15, 16, 18, 19, 21, 22, 26, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 36
  républicaine, 17, 30, 31
convention nationale, 29, 32, 66
  commission de programme, 32
  commission des lois, 32
  commission des mandats, 31
  rebond, 31
Coolidge, Calvin, 66
coopératives laitières, 75
Coral Gables, 45
Corée, 152, 153
corruption, 42, 72, 73, 75, 81, 85, 86, 88
cotes d'écoute, 144
Cour suprême, 19, 20, 46, 53, 54, 55, 56, 61, 67, 68, 73, 75, 79, 81, 85, 86, 185, 191, 193, 196
course aux armements, 152
Cox, Michael, 225, 226, 228, 229
Crawford, William, 98
criminalité, 195, 196
cyberespace, 136

D

Daalder, Ivo, 158
dark horse, 131
Dean, Howard, 132, 138, 139, 142, 144, 253
Dean Scream, 132
débats, 43, 44, 45
  télévisés, 120, 121, 122, 123, 126, 153
décès, 35
Déclaration d'Indépendance, 182
décompte, 49, 54, 58, 64
  des votes, 49, 64
Defense of Marriage Act, 186
déficit, 156, 157, 174, 176, 178, 179
Delay, Thomas, 77
délégations d'État, 31, 33
délégués, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 21, 22, 23, 25, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34
  délégués *at-large*, 16, 21
  super délégués, 21
  Pledged delegates, 33
  Unpledged delegates, 33
délocalisations d'entreprises, 176
démocrate, 153
démocrates-républicains, 97, 98, 101, 108
Democratic Governors Association, 82

dépenses électorales, 72, 75, 76, 78, 79, 81, 83, 84, 86
dépenses électoralistes, 43
désalignement, 93, 105, 111, 116
désastres naturels, 173
destitution, 35, 75
Deuxième Guerre mondiale, 208
District of Columbia, 24 (*Voir aussi* Washington D.C.)
Dixiecrat, 32
doctrine Truman, 209
Dole, Bob, 150, 151, 155
Domestic president, 158
Douglas, Stephen, 44
Douzième Amendement, 98
DREAM Act, 217
drogue, 172, 196
droit de suffrage (*Voir* droit de vote)
droits civiques, 47
droits et libertés individuels, 171, 173, 184, 186, 188, 189, 192, 194, 200
Du Bois, W.E.B., 213
Dukakis, Michael, 153

E

Eagleton, Thomas, 66
E-campaign, 138, 142
échanges commerciaux, 177
école (*Voir* éducation)
économie, 170, 171, 172, 173, 174, 176, 177, 178, 179, 187, 194, 200
économistes néo-libéraux, 106
écoutes électroniques, 55
éditorialistes, 128
éducation, 156, 171, 173, 179, 182, 183, 184, 187, 193, 200
Edwards, George, 165
Edwards, John, 132, 142
effacement des partis politiques, 126
Eisenhower, Dwight, 66, 104, 113, 152, 153, 165, 232
électeurs indécis, 48, 56
élection, 120, 121, 122, 123, 125, 127, 128, 133, 135, 137, 138, 140, 142, 143
  contingente, 64
  de réalignement, 107
  divine, 213, 227
  générale, 42, 64
  plébiscite, 28
  primaire, 102
Electioneering Communications, 81
élections de 2000, 135, 138
élections présidentielles, 123, 128, 133, 134, 135, 137, 142
Electoral Count Act, 53
électricité, 77
éligibilité, 44, 45, 53
émissions de variétés, 127, 133, 144
empire, 224, 225, 226, 227, 228, 229
emploi, 170, 174, 175, 176, 179
Employment Non-Discrimination Act, 186
endiguement, 157
enjeux de la campagne, 124
Enron, 77, 89
entrepreneur, 104
Environment 2004, 82
Era of Good Feelings, 98, 108
Ère des bons sentiments, 97, 98, 107
ère partisane, 93, 97, 107, 108, 109, 112, 116
esclavage, 171
espionnage, 75
États-pivots, 55, 56
exceptionnalisme, 203, 204, 205, 206, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228
exportations, 177
extrême droite, 14

F

Fahrenheit 911, 204
Family and Medical Leave Act, 194
fausses perceptions, 143
FBI, 172, 188
FDR (*Voir* Roosevelt, Franklin Delano)
FECA (*Voir Federal Election Campaign Act*)
Federal Corrupt Practices Act, 74
Federal Election Campaign Act, 75
Federal Election Commission, 44, 56, 76, 79, 82, 85, 86
fédéraliste, 93, 97, 101, 108
fédération, 10
Feingold, Russ, 77
fermier, 104
Ferraro, Géraldine, 35
fête du Travail, 42, 44
financement électoral, 16, 27, 28, 36, 37
fiscalité, 155, 156, 157, 176, 178
Floride, 45, 50, 51, 53, 54, 56, 58, 76, 186, 197
fluctuations de l'opinion publique, 122
Folette, 17
fondamentalisme, 14
Fonds monétaire international (FMI), 177
fonds public de financement des élections présidentielles, 84
fonds publics, 74, 76, 83, 89
Ford, Gerald, 66
fossé culturel, 235, 236
Fox Network, 143
Frank, Thomas, 233, 236
fraude électorale, 47, 49, 51, 53
Frémont, John, 29
front-loading (*Voir* calendrier électoral)
Frum, David, 160

G

gag rule, 192, 193
Gallagher, John, 228
Gay and Lesbian Victory Fund, 82
General Services Administration, 65
Géorgie, 73
Gingrich, Newt, 233
Goldwater, Barry, 104, 113, 154
Gorbatchev, Michael, 151
Gore, Al, 10, 27, 34, 35, 54, 55, 58, 127, 133, 138, 155, 233, 234, 235, 236
gouverneur d'État, 49, 53, 66
Grande Coalition, 97, 103, 104, 108, 109
Grande Dépression, 103, 113
grandfather clause, 20
grands électeurs, 42, 43, 44, 45, 46, 49, 52, 53, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 63, 64, 65
  faithless elector, 61
  mandat, 61
  mandat impératif, 61, 62, 65
Grands lacs, 56
grassroot republican, 234
Great Society, 171
Greenfield, Liah, 210
Grondin, David, 35
Guam, 10, 31
Guerre de Sécession, 99, 100, 113, 171
guerre du Golfe, 43
guerre du Viêt Nam, 125
guerre en Irak, 125
guerre froide, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 157, 165, 167, 171, 172

H

Hamilton, Alexander, 92, 93
hard money, 78, 85
Harding, Warren, 66

Hardt, Michael, 226
Harrison, Benjamin, 58
Hart, Gary, 21
Hatch Act, 74, 76
Hatch, Orrin G., 10
Hawaï, 185
Hayes, Rutherford, 45, 53, 58, 68
Hayes-Tilden, affaire, 45, 53
Help America Vote Act, 51
Heritage Foundation, 191
Hill, Mike, 216
hispanique, 76, 212, 216
Hofstadter, Richard, 206
Homeland Security Department, 173
homosexualité, 184, 185, 186
homosexuel, 212
Hoover, Herbert, 66, 103, 174
horserace, 131
Humphrey, Hubert, 17, 18, 32, 105
Hunt, Michael, 213, 220
Huntington, Samuel, 214, 216
Hurst, Blake, 236
  American Enterprise Institute, 236
Hussein, Saddam, 157, 166

I

identité
identité américaine, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 225, 227, 228, 229, 230
idéologie, 206, 210, 213
îles Vierges, 10, 31
image des candidats, 123, 126
image perçue des candidats, 134
immigrant, 100, 214, 215, 216, 217
immigration, 172, 173, 188
impérialisme américain, 224, 227
importations, 177
impôts, 84
inaugural address, 68
incapacité, 35
indépendant, 105
Indiana, 178, 197
INF (*Voir Intermediate Range Nuclear Forces*)
inflation, 156, 170
influence des citoyens, 121
informatique, 173, 189
institutions politiques, 92, 94, 110
instituts de sondage, 44, 48
intentions de vote, 123
intérêt public, 81, 86
Intermediate Range Nuclear Forces, 151
internationalisme, 150
internautes, 136
Internet, 47, 48, 120, 128, 130, 131, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 142, 143, 144, 249, 253
interprétation, 123, 132
investissements, 177, 178
Iowa, 22, 23, 24, 26, 28, 56, 72
Irak, 156, 157, 158, 165, 166, 167, 172, 176, 188, 218, 221, 222, 223, 224, 225
Iran
  crise des otages, 153, 166
isolationnisme, 179

J-K

Jackson, Andrew, 64, 68, 94, 98, 99, 101, 107, 111, 113
Jamieson, Kathleen Hall, 166
Jefferson, Thomas, 63, 92, 93, 97, 98, 101, 102, 107, 113, 116, 182
Jeffords, Jeffrey, 14
jeu d'influence, 144
Johnson, Lyndon B., 64, 66, 105, 113, 154, 164, 171, 225
Jonesboro, 195
journalistes, 123, 124, 127, 129, 131, 132, 133, 134
journaux, 120, 123, 127, 128, 129, 130, 131, 136, 143

Kaplan, Amy, 213, 224, 227, 228
Kaufman, Eric, 210
Kefauver, Estes, 17, 44
Kennedy, John F., 17, 18, 36, 43, 44, 66, 123, 153, 154, 171, 182, 214
Kerry, John, 23, 37, 125, 142, 156, 157, 158, 165, 167, 172, 173, 174, 176, 178, 179, 180, 181, 182, 184, 186, 189, 192, 194, 194, 195, 196, 199, 200, 201, 205, 217, 221, 222, 223, 225, 232, 235, 236
King, Martin Luther, 18
Kirkouk, 158
Ku Klux Klan, 23

L

Lame Duck, 65
Lay, Kenneth, 77, 232
législature, 18, 27, 52, 64, 67
liberté constitutionnelle, 82
libertés civiles, 215
libre-échange, 179
Lincoln, Abraham, 44, 100, 101, 113, 116
Lipman, Walter, 170
Lipschutz, Ronnie, 234
listes électorales, 45, 46, 47, 48, 51, 52
literacy test, 20, 46
Littleton, 195
lobbies, 76, 186, 195
loi sur la transition présidentielle, 65
Loral Space and Communications, 87
Los Angeles, 30
Louisiane, 53
lutte contre le terrorisme, 125

M

maccarthysme, 172
MacDougall, Walter, 208
machines de vote, 49, 52
Madison, James, 92
Maine, 48, 52
Maison Blanche, 94, 103, 105, 106,156, 160
Mall, 68
Malvo, John Lee, 195
mariage gai, 179, 185, 186, 192, 194
mariages de même sexe, 30, 37
Maroc, 179
Massachusetts, 77, 187
matching funds, 83
Mattachine, 185
Mayflower, 207
McAuliffe, Terry, 26
McCain, John, 77
McCarthy, 17, 18
McGovern, George, 105, 152, 154
McGovern-Fraser
  commission, 18
  rapport, 17
McKinley, William, 36, 113
Media Fund, 82
médias, 119, 120, 127, 128, 129, 134, 136, 138, 141, 142, 143, 144, 240
Medicaid, 155, 179, 180, 181
Medicare, 155, 179, 180, 181, 182
Medicare Prescription Drug Discount Card Program, 181
Miami, 195
Michigan, 155
Midwest, 100, 101
Minnesota, 56
minorités ethniques, 51
mission divine, 205, 218, 222, 227, 228
Mississippi, 20, 32, 53
Missouri, 45, 56
modes de scrutin, 52, 55, 56, 58
  effet de distorsion, 55, 56, 58
  majorité absolue, 64, 65, 67
  majorité simple, 64
  représentation proportionnelle, 22, 52

scrutin de liste majoritaire à un tour, 52
scrutin majoritaire, 56, 58
Mohammed, John Allen, 195
Mondale, Walter, 21, 35, 153
mondialisation, 107, 115
monopole, 102
Monroe, James, 98, 225
Moore, Michael, 195, 204, 235
Mosley, Zelma, 164
Motor Voter Bill (*Voir National Voter Registration Act*)
MoveOn, 82
Moving America Forward, 76
Moyen-Orient, 177
multiculturalisme, 179, 205, 213, 214, 216
Murdoch, Rupert, 143
Mutually Assured Destruction, 152
mythes, 205, 208, 230

N

Nader, Ralph, 57, 58
nation américaine, 204, 207, 208, 210, 211, 212, 216, 218, 219, 220, 221, 225, 227, 228, 230
National Riffle Association (NRA), 195
National Security Act, 172
National Voter Registration Act, 46
Nebraska, 52
négativité de la couverture, 132
Negri, Antonio, 226
néoconservateur, 106
Net, 137, 138, 139
Neustadt, Richard, 3
Nevada, 56, 76
New Born Christians, 222
New Deal, 97, 103, 105, 107, 111, 164, 171
présidence de Franklin Delano Roosevelt, 236
New Democrats, 107
New Frontier, 171
New Hampshire, 16, 17, 22, 23, 24, 25, 27, 28, 29, 56, 58, 72
New Nationalism, 171
New York, 16, 18, 24, 30, 33, 34, 35, 170, 172, 177, 185, 188, 191, 195
Newsweek, 25
Nixon, Richard, 17, 44, 55, 61, 66, 75, 123, 152, 153, 154, 232
No Child Left Behind Act, 182, 183, 184
Nord, 98, 99, 100, 101, 105
Nord-Est, 98, 100, 101, 104
Nouveau Mexique, 22, 56, 76
nouvelle droite religieuse, 106
nouvelle frontière, 30
nucléaire, 152

O

O'Neill, Tip, 170
Office of Trust or Profit, 45
Ohio, 15, 45, 56
ontogénétique, 214
opérations militaires, 176
opinion publique, 43, 55, 120, 121, 126, 134
Oregon, 45, 47, 53, 56
organisation électorale, 139
OTAN, 151
Ouest, 98, 101, 102
outil de communication, 137

P-Q

panachage, 52
pandémies (*Voir* sida)
parti politique, 43, 44, 45, 46, 48, 49, 53, 55, 56, 57, 60, 61, 62, 65, 66, 72, 73, 74, 77, 78, 82, 85
anti-fédéraliste, 63
Dixiecrats, 57
fédéraliste, 63
Law and Order, 57
règlement intérieur, 15, 21
tiers partis, 56, 58

Parti démocrate, 11, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 30, 31, 32, 36, 48, 49, 53, 60, 75, 78, 87, 151, 152, 153, 157, 161, 163, 164, 170, 173, 178, 189, 195, 199,
Parti républicain, 48, 49, 53, 55, 57, 60, 66, 67, 100, 153, 157, 160, 161, 163, 164
Parti socialiste, 56
passation des pouvoirs, 53, 65, 67
Patriot Act, 173, 188, 189, 199
patriotisme, 204
Pedersen, Vebeke Schou, 210
peine de mort, 179, 196, 197, 198, 199
Pennsylvanie, 56
Pentagon Papers, 55
per curiam, 54
pères fondateurs, 14, 42, 46, 59, 61, 92, 110
Perot, Ross, 44, 57, 58, 134
personnalisation de la présidence, 126
personnalité, 123, 126, 128
pétrole, 177, 178
Philadelphie, 10, 32, 49
Pierce, Franklin, 29
Pika, Joseph, 164
plate-forme électorale, 31, 32
Playboy, 33
poids et contrepoids, 92
Political Action Committees, 76
politique étrangère, 125
poll taxes, 20, 46
popular vote (*Voir* vote populaire)
populiste, 97, 100, 102, 108
Pork Barrel Spending, 24 (*Voir aussi* dépenses électoralistes)
Porto Rico, 10, 31
Première Guerre mondiale, 208
Premières nations, 171
présidence, 92, 97, 98, 100, 101, 102, 107, 108, 109, 114
président
  sortant, 153, 166, 167
  commandant en chef des forces armées, 150
prestation de serment, 61, 62, 68
primaires, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 33, 34, 36, 37, 72, 74, 76, 80, 83, 84, 123, 131, 132, 139, 157, 196
  démocrates, 144
  fermées, 20
  invisibles, 27
  non partisanes, 19
  ouvertes, 20
prise de décision, 121, 122, 123
problèmes organisationnels, 128
proclamation des résultats, 65
progressiste, 100
Project for a New American Century, 232
projet Manhattan, 35
protection, 36
  des frontières, 173
  des infrastructures critiques, 173
protestant, 100
publicités, 77, 78, 81, 85, 120, 122, 124, 125, 126, 129, 137, 144
  électorales, 120, 124, 126
  négatives, 124
  positives, 124
Publicity Act, 74
Puritains, 207
qualités personnelles, 125, 144
  des candidats, 125
Quincy Adams, John, 98
quorum, 64

R

race, 212, 213, 216, 228
radicalisation, 111
Reading First, 183
Reagan, Ronald, 32, 35, 44, 48, 66, 68, 106, 107, 151, 152, 153, 206, 212, 232, 236

reaganomics, 107
Real Deal, 173
réalignement, 105, 109, 113, 114, 116
recensement, 59, 60
référendum, 49
religion, 206, 208, 211, 212, 221
Rensohn. Stanley, 229
répétition négative, 132
Republican Governors Association, 82
réseau-stupide, 139
ressources naturelles, 177
résultats des sondages, 121, 123, 126
Rice, Condoleezza, 166
Ridge, Tom, 193
Robinson, Ronald, 228
Rockfeller, Nelson, 35
Rockman, Bert, 235
Roosevelt, Franklin D., 34, 35, 66, 103, 164, 171, 236
Roosevelt, Theodore, 17, 58, 66, 73, 74, 102, 171, 226
Rove, Karl, 163

S

Saint Louis, 45
San Francisco, 186, 187, 189, 194
santé, 171, 179, 180, 181, 184, 190, 191, 200
satisfaction des citoyens, 122
Schlesinger Jr, Arthur, 209
Schwarzenegger, Arnold, 10
scrutateurs, 52, 65
scrutin de liste majoritaire à un tour (*Voir* modes de scrutin)
Seconde Guerre mondiale, 150, 151
Sécurité
  énergétique, 177
  sociale, 56, 156, 179
ségrégation raciale, 20, 51, 57
Sénat, 14, 36, 64, 66, 67, 68
Shays, Chris, 77
shérif, 49
Sherman, James S., 67
Shriver, R. Sergeant, 66
sida, 171, 186
site Web, 142
sniper, 195
soft money, 78, 79, 81, 85
Somalie, 151
sondages, 25, 26, 31, 36, 44, 48, 120, 121, 122, 123, 124, 132, 143, 173, 174
  d'opinion, 120, 121, 122, 123, 124
spécialistes de la communication, 122, 126
spoils system, 94, 99
Staline, 152
Stevenson, Adlai, 17, 44, 152, 165
stratégie
  de campagne, 139
  électorale, 122, 126, 128
  publicitaire, 126
style national, 204
Sud, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 105, 106
suffrage
  censitaire, 46
  universel direct, 42, 46, 64
  universel indirect, 42, 69
Super Tuesday, 26
Swing states (*Voir* États-pivots)
Swing voters (*Voir* électeurs indécis)
syndicat, 74, 76, 85, 103
système
  de partis, 93, 97, 107, 109, 112
  politique, 92, 93, 94

T

T.R. (*Voir* Roosevelt, Theodore)
tactique du contraste, 124
Taft, Robert, 17
Taft, William Howard, 17, 66, 74, 102
Taft-Hartley, 74
Taxpayer check-off system, 84

Teapot Dome, 74
technologies, 176
de l'information, 135
télévision, 120, 121, 123, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 136
temps d'antenne consacré aux candidats, 133
Tennessee, 56
terrorisme, 156, 157, 160, 164, 165, 166, 167, 172, 173, 188, 189, 196, 199, 200
Texas, 197
Thaïlande, 179
Thompson, Tommy, 192
Thurmond, Storm, 32, 57, 58
ticket, 16, 34, 42, 52, 63
tiers partis, 14
Tilden, Samuel, 53
Tillman Act, 74
Time, 25
Traité de Jay, 93, 97
transition, 65, 66, 67
transparence, 74, 75, 76, 78, 86
Truman, Harry, 25, 66, 152
trust, 102
Tuberculosis and Malaria Act of 2003, 193

U-V

Unborn Victims of Violence Act, 193
union civile, 185, 186
Union soviétique (*Voir* URSS)
United States Leadership Against HIV/AIDS, 193
Université de Georgetown, 178
Université de Miami, 45
URSS, 152, 153, 154, 157, 165, 172
US Department of Labor, 174
US Secret Service, 36
Utah, 10
vacance du pouvoir, 65, 66
Van Buren, Martin, 98, 99
Vermont, 185, 189
viabilité des candidats, 131
vice-président, 11, 27, 34, 35, 37, 42, 45, 52, 59, 63, 64, 66, 67, 68
Viêt Nam, 18, 152, 153, 154, 164
ville-pivot, 30
Violence Against Women Act, 194
vote
par correspondance, 47, 51
populaire, 45, 61
préférentiel, 21, 23
Voter News Service Exit Poll, 156
Voting Rights Act, 20

W-Y-Z

W Stands for Women, 183, 194
Wallace, George, 56, 57, 58, 61
War president, 158
Washington
capitale, 24
État de, 24
D.C., 45, 53, 55, 65, 69
University, 45
Washington, George, 10, 14, 67, 93
WASP, 213
Watergate, 75, 76, 128
Watson, Richard, 164
Web, 137, 138, 139, 140, 142
whig, 99, 101
White Nationalism, 216
Whiteness Studies, 216
Wilson, Woodrow, 66, 102, 103, 208, 226
Winner take all (*Voir* modes de scrutin)
Winthrop, John, 206, 207
Wisconsin, 17, 56, 77
Women's Health Equity Act, 194
Yazoo, 73
Yes America Can, 173
Zelinski, Wilbur, 209

À propos des auteurs

Les directeurs

Élisabeth Vallet

Élisabeth Vallet est titulaire d'un doctorat en droit public de l'Université Pierre Mendès-France de Grenoble. Avant de rejoindre la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques de l'Université du Québec à Montréal, elle a effectué un postdoctorat au Centre de recherche en droit public de l'Université de Montréal. Elle a été, en 2002-2003, chercheure invitée à l'Université Duke aux États-Unis, puis chercheure à la Chaire de recherche du Canada en relations internationales de l'UQAM. Elle a publié *Les correspondants du Trésor* (L'Harmattan – 2002) à Paris, des chapitres d'ouvrages et des articles scientifiques (dans *Études internationales, French Politics, L'année stratégique, Diplomatie, La Revue du droit public*). Pour plus d'information: vallet.elisabeth@uqam.ca.

David Grondin

David Grondin est actuellement chercheur à l'Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques. Chargé de cours et doctorat en science politique à l'Université du Québec à Montréal, il est titulaire d'une maîtrise en science politique de l'Université de Toronto. Boursier FCAR, il effectue actuellement des travaux de recherche en vue d'une thèse post-structuraliste analysant le discours américain sur la puissance aérospatiale militaire et son effet dans la (re)construction identitaire. Il a publié des articles dans plusieurs revues scientifiques (*Annuaire français de relations internationales, Thèmes canadiens*). Il est l'auteur de « (Re) writing the "National Security States" : Why and How Realists (Re) Built the(ir) Cold War » dans les *Occasional Papers* de l'Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand, en 2004. Pour plus d'information: grondin.david@uqam.ca.

Les préfaciers

Louis Balthazar

Le professeur Balthazar est professeur émérite de l'Université Laval, professeur associé à l'Université du Québec à Montréal. Il est président de l'Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques. Il vient de publier, avec Charles-Philippe David et Justin Vaïsse, *La politique étrangère des États-Unis*, aux Presses de Sciences Po à Paris.

Charles-Philippe David

Le professeur David est titulaire de la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques et directeur de l'Observatoire sur les États-Unis à l'Université du Québec à Montréal. Récipiendaire de la bourse Fulbright en 2002-2003, il a été professeur invité à l'Université Duke (automne 2002) et au Woodrow Wilson International Center for Scholars (hiver 2003). Il est l'auteur avec Louis Balthazar et Justin Vaïsse de *La politique étrangère des États-Unis*, aux Presses de Sciences Po en 2003, et de *Au sein de la Maison-Blanche – La formulation de la politique étrangère des États-Unis depuis 1945* (2e édition – 2004) aux Presses de l'Université Laval.

Les auteurs

Anne-Marie D'Aoust

Anne-Marie D'Aoust est candidate à la maîtrise en science politique à l'Université du Québec à Montréal, spécialisation relations internationales. Elle travaille actuellement à la rédaction de son mémoire, qui se veut une interprétation féministe des discours sécuritaires américains par rapport au problème du sida en Afrique. Ses intérêts de recherche touchent les théories critiques de la politique globale, la formulation de la politique étrangère américaine ainsi que les développements féministes et postmodernistes des études de sécurité.

Sébastien Barthe

Sébastien Barthe est chercheur à l'Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques. Spécialisé dans les aspects de défense américaine et notamment la défense antimissile, il vient d'amorcer son doctorat en science politique à l'Université du Québec à Montréal. Il est également l'auteur, avec Charles-Philippe David, de « Foreign Policy Making in the Clinton Administration : Reassessing Bosnia and the "Turning Point" of 1995 », dans les *Occasional Papers* de l'Observatoire sur les États-Unis, en 2004.

Benoît Gagnon
Benoît Gagnon est chercheur à l'Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques. Spécialisé dans l'infoguerre et les cyberconflits, il travaille également sur le terrorisme et sur la dynamique des technologies de l'information en relations internationales. Il vient d'amorcer un doctorat en science politique à l'Université du Québec à Montréal. Il est l'auteur de « Are We Headed for a "Cyber 9/11" ? The American Failure in Cyberstrategy », dans les *Occasional Papers* de l'Observatoire sur les États-Unis, en 2004.

Frédérick Gagnon
Frédérick Gagnon est chercheur à l'Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques. Chargé de cours à l'Université du Québec à Montréal, il est doctorant en science politique. Récipiendaire de la bourse Marc Bourgie de la Chaire Raoul-Dandurand (2003-2004), il a obtenu une mention d'excellence académique à sa maîtrise. Il est notamment l'auteur de « Cold War-like Consensus ? Toward a Theoretical Explanation of U.S. Congressional-Executive Relations Concerning National Security Policy After 9/11 » dans les *Occasional Papers* de l'Observatoire sur les États-Unis, en 2004.

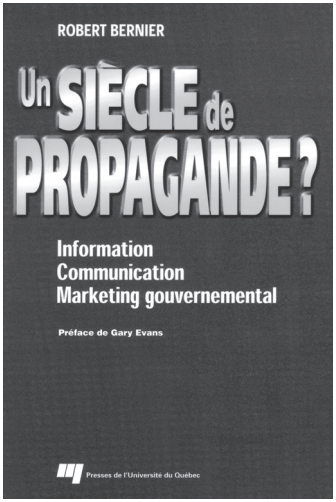
Pierre-Louis Malfatto
Pierre-Louis Malfatto est coordonnateur de l'Observatoire international de géopolitique, fruit d'un partenariat entre la Chaire Raoul-Dandurand et le Département de géographie de l'Université du Québec à Montréal. Titulaire d'une maîtrise française de droit international public, il termine actuellement sa maîtrise de science politique en relations internationales et politique étrangère sur les services de renseignement américains. Chercheur-boursier de la Banque Laurentienne, il s'intéresse également aux enjeux géopolitiques de la criminalité transnationale organisée et du contrôle des ressources naturelles.

Karine Prémont
Karine Prémont est chercheure à la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques et responsable de la page « Élections présidentielles américaines » du site Web de la Chaire. Elle étudie actuellement au doctorat en science politique à l'Université du Québec à Montréal. Elle est également l'auteure, avec Jean-François Rioux, de « La réflexion contemporaine en éthique des interventions humanitaires », paru dans la revue *Éthique publique* au printemps 2004.

Julien Toureille

Julien Toureille est chercheur à la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques. Diplômé de l'Institut d'études politiques de Toulouse et titulaire d'une maîtrise de science politique de l'Université Paris II Panthéon-Assas, il commence un doctorat en science politique à l'Université du Québec à Montréal. Ses domaines d'intérêt sont la politique étrangère américaine, l'évolution politique du Moyen-Orient, la construction européenne et les relations transatlantiques.

À découvrir



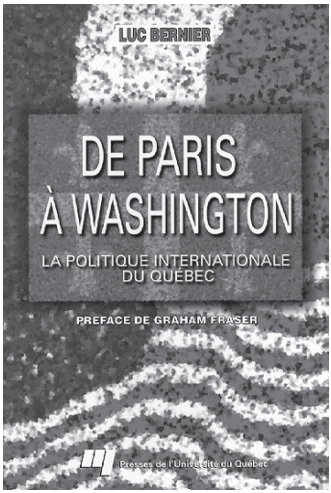
UN SIÈCLE DE PROPAGANDE ?

Information Communication Marketing gouvernemental

Robert Bernier
Préface de *Gary Evans*
2001, ISBN 2-7605-1121-7
326 pages

35$

Dans cet ouvrage, l'auteur analyse et décrit les appareils de communication gouvernementaux des provinces canadiennes et leur efficacité sur le terrain tout en accordant une attention particulière au gouvernement fédéral et à celui du Québec dans le déploiement de leurs activités de communication pendant plus d'un siècle.



DE PARIS À WASHINGTON

La politique internationale du Québec

Luc Bernier
Préface de *Graham Fraser*
1996, ISBN 2-7605-0880-3
192 pages

24$

Le Québec a des intérêts économiques de par le monde, surtout aux États-Unis dont dépend sa prospérité relative. Pourtant, ce pays demeure un domaine négligé des relations internationales du Québec ; les diplomates québécois préférant les relations avec l'Europe et les charmes de la francophonie. C'est de cette séparation entre le cœur et la raison dont il est question dans ce livre.

Prix sujets à changement sans préavis

www.puq.ca 418 · 657-4399

Enjeux Contemporains

Les rouages et les arcanes des élections présidentielles américaines

Rassemblant des points de vue, politique, juridique, sociologique et historique, cet ouvrage permet de mieux comprendre la vie politique américaine, la nature des enjeux politiques et les spécificités de ce système électoral.

Les auteurs décrivent le système de financement auquel sont astreints les candidats à la présidence et analysent le comportement de l'opinion publique et la portée des débats présidentiels télévisés. Ils précisent l'importance des partis politiques et exposent les points de vue démocrate et républicain. Ils expliquent l'influence de la politique étrangère dans les élections présidentielles aux États-Unis depuis 1945 et évaluent les enjeux actuels de même que les principales questions de politique intérieure des présidentielles de 2004.

Élisabeth VALLET est titulaire d'un doctorat en droit public de l'Université Pierre Mendès France de Grenoble. Chercheure à la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques, elle est également chargée de cours à l'Université du Québec à Montréal.

David GRONDIN est doctorant en science politique. Chercheur à l'Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques, il est chargé de cours à l'Université du Québec à Montréal.

ONT COLLABORÉ À CET OUVRAGE

Sébastien Barthe
Anne-Marie D'Aoust
Benoît Gagnon
Frédérick Gagnon
David Grondin
Karine Prémont
Élisabeth Vallet

ISBN 2-7605-1286-X

9 782760 512863